
This is a reproduction of a library book that was digitized by Google as part of an ongoing effort to preserve the information in books and make it universally accessible.

GoogleTM books

<https://books.google.com>





A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>

WIDENER



HN H88G 3

FL 27.3.90

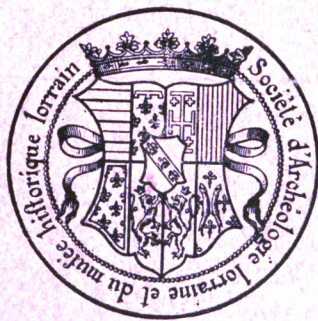
HARVARD COLLEGE
LIBRARY



BULLETIN MENSUEL
DE LA
SOCIÉTÉ D'ARCHÉOLOGIE LORRAINE
ET DU
MUSÉE HISTORIQUE LORRAIN

2^e Série, Tome V^e (54^e Volume)

1905



NANCY
AU SIÈGE DE LA SOCIÉTÉ
PALAIS DUCAL
GRANDE-RUE (VILLE-VIEILLE)

—
1905

SOCI

BULLETIN MENSUEL
DE LA
SOCIÉTÉ D'ARCHÉOLOGIE LORRAINE
ET DU
MUSÉE HISTORIQUE LORRAIN

Cinquième Année — 1905




NANCY

A. CRÉPIN-LEBLOND, IMPRIMEUR DE LA SOCIÉTÉ
21, rue St-Dizier (Passage du Casino).

—
1905

FA 27.3.90
~~FA 38.8~~

Harvard College Library

Sept 10, 1912

F. C. Lowell fund

BULLETIN MENSUEL
DE LA
SOCIÉTÉ D'ARCHÉOLOGIE LORRAINE
ET DU
MUSÉE HISTORIQUE LORRAIN

5^e ANNÉE. — NUMÉRO 1. — JANVIER 1905.

Procès-verbal de la Séance du vendredi 9 décembre 1904.

PRÉSIDENTE DE M. L. QUINTARD, PRÉSIDENT.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

Communication.

Notre confrère, M. Robert Parisot, l'un des directeurs des *Annales de l'Est et du Nord*, demande l'échange de cette revue et de nos publications. L'échange est décidé.

Admissions.

MM. Vanson, Eugène Corbin et le comte Gaëtan O'Gorman, sont admis comme membres titulaires.

Nécrologie.

Il est donné avis du décès du docteur Alban Fournier, à Rambervillers.

Distinction honorifique.

L'Académie française a décerné le prix Née à M. Maurice Barrès, pour l'ensemble de ses œuvres.

Ouvrages offerts à la Société.

La halle de Saint-Mihiel (1251-1902), par M. Henri

Bernard ; Nancy, Crépin-Leblond, 1904, in-8° de 18 p., avec 2 planches et un plan.

J.-F. Godefrin, botaniste (1749-1828), par M. P. Fliche ; Nancy, Berger-Levrault et C^{ie}, 1904, in-8° de 15 p.

Biographies alsaciennes, XV ; *Albert Kœrttgé*, par M. André Girodie. (Extrait de la *Revue alsacienne illustrée* ; 12 p. in-4°, nombreuses planches et figures.)

L'hygiène et les maladies à Nancy en 1770, par le docteur Pillement. (Extrait de la *Revue médicale de l'Est*, 1904 ; 8 p. in-8°).

Droit coutumier de Verdun et du pays verdunois, par M. Henri Rogé ; Nancy, Kreis, 1904, in-8° de 182 p.

Lectures.

Le Président donne lecture d'un travail de M. Paul Zeiller : *Un peintre lorrain à la cour de Wurtemberg au XVIII^e siècle ; Nicolas Guibal, 1725-1784*. Ce travail est destiné au *Bulletin*.

M. Guyot commence la lecture d'un mémoire de M. Chr. Pfister sur *La fondation de la Ville-Neuve de Nancy et la distribution des emplacements*.

Le comte L. de Warren donne communication de son travail intitulé : *Les descendants et la succession des du Châtelet*. Ce travail est destiné au *Bulletin*.

MÉMOIRES

UN PEINTRE LORRAIN A LA COUR DE WURTEMBERG

AU XVIII^e SIÈCLE.

NICOLAS GUIBAL, 1725-1784 (1).

Le nom du sculpteur Guibal est connu en Lorraine par ses œuvres, principalement par les fontaines de la place

(1) Les éléments de cette note ont été puisés, partie dans l'intéressant ouvrage de M. le Dr Winterlin, bibliothécaire de la bibliothèque

Stanislas de Nancy, dont un moulage a été jugé digne de figurer dans les galeries de l'histoire de la sculpture au musée du Trocadéro, et par la réputation de sa statue du roi Louis XV, qui fut brisée en 1792 par les Marseillais, à leur passage à Nancy (1). Mais l'ainé de ses fils, premier peintre du duc de Würtemberg, est beaucoup plus connu que son père à l'étranger, et il m'a paru intéressant de faire revivre son souvenir dans sa patrie où, sa carrière artistique est restée à peu près ignorée.

Barthélemy Guibal, né à Nîmes, le 29 janvier 1699, mort à Lunéville premier sculpteur du roi Stanislas, le 3 mai 1757, avait été attaché très jeune à la cour du duc Léopold, ainsi que le prouve le brevet ci-dessous :

« Aujourd'hui 6 octobre 1724, S. A. R. étant en sa ville de Lunéville et voulant traiter favorablement Barthélemy Guibal, sculpteur, demeurant audit Lunéville, sur le rapport qui luy a été fait de ses sens, fidélité et de l'expérience qu'il s'est acquise dans sa profession, pour ces causes Laditte Altesse Royale a ledit Barthélemy Guibal pris, nommé et retenu, prend, nomme et retient par le présent Brevet, pour l'un de ses sculpteurs ordinaires de son hôtel et désormais en cette qualité jouir des droits, franchises et exemptions, fruits, proffits et revenus y appartenans et en deppendants, tels et semblables dont jouissent, peuvent et doivent jouir de droit les autres pourvus de pareils brevets ; mande S. A. R. à tous ses officiers, domestiques, hommes et sujets qu'il apartiendra de reconnoistre ledit Barthélemy Guibal en la qualité susdite de l'un des sculpteurs ordinaires de son hôtel et de l'en laisser jouir et user pleinement et paisiblement sans aucun trouble ny empêche contraires. Telle étant la volonté de S. A. R.

royale de Stuttgart, *Württembergische Künstler in Lebensbildern*, Stuttgart 1895, partie dans mes souvenirs de famille : mon grand-père maternel, Charles-François Guibal, était le petit-fils du sculpteur du roi Stanislas et le neveu du peintre Guibal.

(1) *Les Marseillais à Nancy, 1792*, par P. Barthélemy, Nancy 1846

« En foy de quoy Elle a au pr^r Brevet signé, etc.

« Donné aud. Lunéville les an et jour susdits.

« Signé Léopold et plus bas contresigné Tinier (?) avec parafte (1). »

Barthélemy Guibal épousa, le 6 février 1725, Catherine Barthélemy, de Lunéville, fille de feu Dominique Barthélemy et de Catherine Bellefoy, née le 8 septembre 1706 ; de ce mariage naquit Nicolas Guibal, dont l'acte de naissance se trouve aux registres de l'Etat civil de Lunéville :

« Nicolas, fils légitime de Barthélemy Guibal, sculpteur de S. A. R., et de Catherine Barthélemy, son épouse, est né et a été baptisé (*sic*), le 29 novembre 1725, a eu pour parrain le Sieur Nicolas Bellefoy, Receveur de l'Hôtel-de-Ville, et pour marraine Catherine Bellefoy, qui ont signer (*sic*). »

L'enfant connut à peine sa mère, qui mourut le 30 juillet 1727, en mettant au monde sa fille Marguerite ; le sculpteur se remaria le 3 février 1733, et eut 15 enfants de sa seconde femme ; peut-être faut-il voir là un des motifs pour lesquels Nicolas quitta de bonne heure la maison paternelle. Il avait reçu tout enfant, de son père, ses premières leçons comme sculpteur ; mais, dès sa treizième année, sa vocation se révéla pour la peinture ; il entra à Nancy dans l'atelier de Claude Charles, peintre de la cour de Lorraine et élève lui-même de Carlo Maratti ; puis, en 1740, âgé seulement de 15 ans, partit pour Paris ; il étudia cinq ans sous le peintre Natoire (1700-1777), jusqu'à ce qu'il fût admis comme pensionnaire à l'Académie des Beaux-Arts.

Le duc Charles-Eugène de Wurtemberg l'appela en 1749 à Stuttgart et le chargea de décorer de son pinceau le théâtre d'opéra installé dans le nouveau palais d'été ; après l'achèvement de ce travail, il l'envoya à ses frais faire un séjour à Rome. Il y fut reçu par le peintre allemand

(1) Archives de Meurthe-et-Moselle, B. 162.

Antoine-Raphaël Mengs, qui y avait une grande réputation ; la galerie du Louvre possède un charmant portrait de jeune femme de cet artiste (1), et la Pinacothèque de Munich nous en offre deux autres plus petits, mais également beaux. Accueilli comme un membre de sa famille, Guibal étudia sous sa direction la technique des peintres des différentes écoles italiennes, en même temps qu'il faisait des travaux pour la décoration de la nouvelle résidence de Stuttgart. Il n'oublia jamais ce qu'il devait à Mengs et se proclama toujours son disciple. A la mort de ce peintre en 1779, il donna essor à ses sentiments dans une planche artistique qui porte la dédicace : « Aux mânes de Mengs. Inventé, dessiné et offert aux enfants de ce célèbre peintre par Nicolas Guibal, premier peintre du duc de Würtemberg, son élève et son ami, 1779. Gravé par Charles Guérin à Strasbourg 1783. »

Le duc Charles vint lui-même à Rome en 1753 et, en même temps qu'il accordait à son jeune peintre une prolongation de séjour, il lui commandait quatre nouvelles décorations de plafonds ; celles-ci périrent dans l'incendie du château de Stuttgart en 1762. Le beau-père du duc, le margrave Frédéric de Brandebourg-Baireuth, à qui il avait servi de guide à Rome, le prit avec lui en 1755, dans un nouveau voyage à travers l'Italie, et le ramena ensuite à Stuttgart, où le duc l'attacha définitivement à son service avec le titre de son premier peintre, et bientôt après avec celui de directeur de sa galerie.

« Ce prince ami des arts l'employa surtout, dit Wintterlin, comme peintre de plafonds, genre dans lequel il excellait en effet. Une fantaisie étincelante, qui ne démentait pas son sang méridional, lui faisait inventer facilement des allégories pleines de goût, et une technique profondé-

(1) Sous le n° 2723, salle D : Portrait de Marie-Amélie-Christine de Saxe, reine d'Espagne, femme de Charles III.

ment expérimentée lui permettait une exécution rapide, sans que la correction du dessin ou la richesse du coloris en souffrit le moins du monde. »

Son œuvre la plus remarquable est le plafond de l'Escalier de marbre (Marmortreppe) au palais de la Résidence à Stuttgart, représentant « le Wurtemberg florissant sous l'influence des arts et la fertilité des saisons ». Au même palais, le plafond de la Salle de marbre est dû également au pinceau de Guibal; mais on voit facilement qu'il a été terminé par une main moins habile, celle du peintre Hetsch. Guibal a travaillé aussi dans les résidences princières voisines de Stuttgart; au charmant château de la Solitude il a décoré de scènes mythologiques la coupole du pavillon central; dans la chapelle, il a peint une Résurrection qu'il a signée: « N. Guibal, Luneuillanus Pinx. 1766. » Au château de Ludwigsbourg, le plafond de la chapelle des Ordres nous offre un très beau Jugement dernier de Guibal, et, au-dessus de la tribune royale, une Adoration des bergers. J'ai remarqué avec surprise dans cette chapelle des Ordres, que les fauteuils dorés des grands dignitaires sont encore surmontés des noms et des armes de leurs titulaires sous le règne de Napoléon I; c'est ainsi qu'on lit: Duc de Frioul, grand-maréchal du palais — Comte de Nansouty — Duc d'Istrie, maréchal d'empire français, etc.

Guibal a peint, au plafond de la Salle Ronde du château de Monrepos, Adonis quittant Vénus pour aller à la chasse; cette composition a été reproduite dans une grande gravure sur cuivre de L. Necker; la grande salle de la Bibliothèque royale de Stuttgart, et la salle des fêtes de l'ancien château de plaisance de Hohenheim, ont été décorées par lui.

L'Electeur palatin Charles-Théodore le manda près de lui: c'est à sa meilleure époque qu'appartient le plafond qu'il peignit pour ce prince au château de Schwetzingen,

dans le salon ovale du « Marmorbad » : l'Aurore chassant devant elle la Nuit enveloppée de son voile de ténèbres, ainsi que les trois trumeaux de la Chambre de repos, représentant des enfants endormis ou jouant. Ce plafond est regardé comme un chef-d'œuvre. Le guide qui montre le château aux visiteurs le signale à leur admiration comme l'œuvre « du célèbre peintre français Guibal (1) ».

Le parc de Schwetzingen contient un certain nombre de statues en plomb qui ornaient autrefois le Bosquet de Lunéville, et que l'Electeur Charles-Théodore acheta à la mort du roi Stanislas à raison de 40 pfennigs, 10 sous la livre ; entre autres le beau groupe d'Arion sur le dauphin, pièce centrale du bassin de la grande gerbe, et les quatre groupes d'enfants sur des cygnes, qui l'accompagnent. Ces statues me paraissent, par leur facture, devoir être attribuées au sculpteur Guibal, tandis que le Guide officiel (*Wegweiser durch den Schlossgarten zu Schwetzingen, von Otto Schwarz*) les attribue à Bouchardon, à qui, dit-il, le roi Stanislas les aurait commandées. M. Alexandre Joly, dans son ouvrage sur le château de Lunéville (Paris, Michel-Lévy, 1839), dit à ce sujet, page 142 : « Cette attribution à Bouchardon d'œuvres d'un caractère analogue aux groupes des fontaines de Nancy, à moins de preuves irrécusables, paraît au moins douteuse. C'eût été une injustice envers Barthélemy Guibal qui avait justifié la confiance du roi, et un empiètement sur son privilège de premier sculpteur, que d'aller chercher à Paris ce qu'on avait si facilement sous la main à Lunéville (2) ».

(1) « *Gemälde des berühmten französichen Malers Kouipål* » prononce le guide.

(2) M. Roserot, ancien archiviste du département de la Haute-Marne, et auteur d'un travail sur Bouchardon, a cherché sans succès à élucider cette question d'attribution des statues vendues par ordre de Louis XV à l'Electeur palatin. J'ai échangé avec lui à ce sujet une intéressante correspondance en 1894.

En 1761, Nicolas Guibal fut nommé professeur à l'Académie des Arts, instituée cette année même à Stuttgart ; puis en 1771, il fut chargé de la partie artistique des cours à l'Ecole militaire des Cadets, fondée au château de la Solitude par le Duc régnant, érigée en 1775 en Académie militaire et ramenée à Stuttgart. La sûreté de ses moyens et l'étendue de ses connaissances donnaient une grande valeur à son enseignement, dit encore Wintterlin : son élocution était énergique, pure, claire, accompagnée d'une mimique significative. Aussi plein de sentiment que d'esprit, il prenait ses élèves en affection, et, une fois sortis de l'Ecole, il continuait à les pousser amicalement, surtout s'ils allaient à Paris poursuivre leurs études, ce qui arrivait de presque tous.

Il ne restait pas beaucoup de temps à consacrer à des tableaux de chevalet à un homme aussi occupé, et chargé en outre, accessoirement, d'inventer et d'organiser les divertissements pour les fêtes de la Cour. Il en peignit cependant quelques-uns pour l'Electeur Palatin, ainsi que des tableaux d'autels pour l'église de Saint Ours à Soleure. La Galerie nationale de Stuttgart possède un tableau à l'huile, de sa main : « Le corps du Christ dans la grotte du sépulcre, environné d'anges. » De bons portraits de lui se trouvent encore dans plusieurs familles de Stuttgart. Il a laissé aussi un portrait de lui, peint par lui-même, qui se trouve aujourd'hui chez M. le docteur Zeller à Winnenthal.

Dans la plupart des ouvrages faits par lui en Würtemberg, on ne peut méconnaître la hâte avec laquelle ils ont été poussés d'après la volonté même du Duc ; cependant on est d'accord aujourd'hui que les critiques de Gœthe et de son cercle (voir le Voyage en Suisse dans les œuvres de Gœthe et les Lettres et mémoires de Gœthe), sont manifestement exagérées. Napoléon I ayant envoyé en Allemagne une commission de peintres chargée d'acheter

des tableaux pour augmenter la Galerie nationale, M. Neveu, président de la commission, dit dans le compte-rendu de sa mission : « Nous regrettons beaucoup de n'avoir pu rapporter aucun tableau de Guibal ; ce sont des fresques qui ornent les palais et les églises de Stuttgart, œuvres capitales, qui placent leur auteur au rang des premiers peintres en ce genre ».

Outre l'éloge de Mengs, Guibal a écrit un Eloge de Nicolas Poussin, qui remporta le prix offert par l'Académie des Belles-Lettres et des Arts de Rouen, le 6 août 1783. Il est dédié « au comte de La Billarderie d'Angiviller, Directeur et Ordonnateur général des Bâtiments de Sa Majesté, Jardins, Arts, Académies et Manufactures royales », et a été imprimé à Paris, à l'Imprimerie royale, en 1783. On y lit que M. d'Angiviller venait de recevoir du roi Louis XVI l'ordre de rassembler, dans la grande galerie du Louvre, « sa riche collection de peinture, jusqu'à présent éparse et *presque ignorée* » ; et Guibal ajoute en note : « Cette collection, une fois rassemblée, sera sans doute la plus nombreuse et la plus belle de l'Europe ; elle joindra l'agréable à l'utile et fera les délices des Français et des étrangers. »

Guibal épousa à Stuttgart, en 1767, Julie Gerber ; il en eut trois fils et deux filles. Ses fils moururent sans avoir été mariés ; sa fille Louise épousa M. de Einfeld, écuyer du roi de Wurtemberg, chevalier de l'ordre du Mérite civil ; sa dernière fille, Caroline, fut mariée à M. Heuchelin, conseiller d'état, chevalier de l'ordre du Mérite civil. Plusieurs enfants sont nés de ces deux mariages ; mais j'ignore s'il existe encore à Stuttgart des descendants de cette branche de ma famille, les relations entre les deux branches ayant cessé depuis 1819.

Nicolas Guibal mourut à Stuttgart, le 3 novembre 1784, et fut enseveli au cimetière de Hofen, sur le Neckar, petit bourg catholique où jadis beaucoup de catholiques de Stuttgart et de Ludwigsbourg se faisaient enterrer.

Il était entouré du respect et de la sympathie de ses compatriotes würtembergeois ; il a été célébré par deux poètes, G. F. Ständlin et Schubart ; une médaille a été frappée à son effigie par A. R. Werner. Je possède deux portraits gravés de Nicolas Guibal : l'un dessiné par Schenau et gravé par Böttger à Dresde ; l'autre, beaucoup plus beau, peint par Joseph Melling, peintre de la cour de Carlsruhe, et gravé en 1781 par C.-J. Schlotterbeck à l'école de gravure appartenant à l'Académie militaire. Ce dernier a été reproduit dans l'Inventaire des Registres de l'Etat civil de Lunéville, publié par notre actif et savant confrère le capitaine Ch. Denis (Nancy, Berger-Levrault. 1899).

Madame Rolland, dans ses mémoires (Collection Carrette, 2^e éd., p. 9-10), parle de Nicolas Guibal, à propos de ses souvenirs d'enfance entre 4 et 7 ans :

« Je me souviens d'un peintre nommé Guibal, fixé depuis à Stuttgart, et dont j'ai vu, il y a peu d'années, un éloge du Poussin, couronné à l'Académie de Rouen ; il venait souvent chez mon père ; c'était un drôle de corps, qui me faisait des contes à peau d'âne que je n'ai point oubliés et qui me plaisaient beaucoup ; il ne se divertissait pas moins à me faire débiter ma science. Je crois le voir encore, avec sa figure un peu grotesque, assis dans un fauteuil, me prenant entre ses genoux sur lesquels j'appuyais mes coudes, et me faisant répéter le symbole de saint Athanase ; puis récompensant ma complaisance par l'histoire de Tanger, dont le nez était si long qu'il était obligé de l'entortiller autour de son bras quand il voulait marcher. On pourrait faire des oppositions plus extravagantes. »

PAUL ZEILLER.

LES CERTIFICATS DE SATISFACTION DÉLIVRÉS DE 1725 A 1782 AUX
DUBOIS PÈRE ET FILS, DE DAMBLAIN (VOSGES), FONDEURS DE
CLOCHES AMBULANTS.

Au cours de l'intéressante notice sur *les Cloches à Yenne* (Savoie), insérée dans le dernier volume paru des *Mémoires et Documents publiés par la Société savoisienne d'histoire et d'archéologie* (1), M. Jean Létanche a signalé ce fait qu'en 1751 une des cloches d'Yenne fut « restaurée par le fondeur Dubois (2) ».

Les recherches historiques et épigraphiques, que nous poursuivons — un peu partout — depuis une quinzaine d'années, sur les cloches et les anciens fondeurs de cloches, nous ont fait retrouver en Bassigny (en 1877), relativement à cet épisode de l'histoire campanaire de la Savoie, un document susceptible de compléter assez amplement les informations de M. J. Létanche.

Ce document, qui fait partie des papiers de famille de M. Dubois, de Colombey-lès-Choiseul (Haute-Marne), — et qui nous a été obligeamment communiqué, grâce à l'intermédiaire de M. Renaut, instituteur de cette localité, — n'est autre que le double certificat de satisfaction qui fut délivré au fondeur par la municipalité et par l'archiprêtre d'Yenne, le 17 juin 1751.

Les anciens fondeurs ambulants, ceux du Bassigny en particulier, avaient l'habitude de se faire donner, dans les paroisses où ils avaient fourni des cloches, des certificats susceptibles de les recommander dans les autres paroisses où ils allaient offrir leurs services.

Celui que le fondeur Dubois obtint à Yenne contient, comme la plupart de ses similaires, divers renseignements

(1) Tome XLII (année 1902-1903), p. LXXXIII à XCVIII. — Tiré à part, in-8° de 16 pp.

(2) « Les sonneries réglementaires et pratiquées par des sonneurs responsables donnèrent de bons résultats. Une seule cloche dut encore être restaurée par le fondeur Dubois, mais longtemps après (1751) » (p. XCIII).

intéressants. Il précise d'abord le prénom du fondeur, ou plutôt *les prénoms des fondeurs*, car ils étaient deux : le père et le fils, et ce détail de *prénoms* a son importance : les Dubois fondeurs de cloches, en effet, ont été nombreux, du xvi^e au xix^e siècle (1), et il n'est pas toujours facile de déterminer, sur la simple mention du *nom*, de quel membre de la famille il s'agit. — Ce certificat nous apprend ensuite que les Dubois ont fondu pour Yenne, non pas *une*, mais *deux cloches*. — En troisième lieu, il nous indique *les poids respectifs* de ces deux cloches. — Enfin, nous voyons que l'opération de la fonte s'est faite *sur place*, à Yenne même. — La municipalité et l'archiprêtre ajoutent que les fondeurs, pendant leur séjour à Yenne, se sont montrés hommes d'honneur et bons chrétiens. La chose avait son importance : déjà au xviii^e siècle les fondeurs du Bassigny comptaient parmi eux des Forgeot !

Voici d'ailleurs le document, textuellement transcrit :

Nous, syndic et conseils de la ville et communauté d'Yenne en Petit Bugey, soussignés, certifions à tous ceux [à] qui la connaissance en appartiendra que le s^r NICOLAS DUBOIS, de la paroisse d'Amblain (2) en Lorraine, avec JOSEPH-FRANÇOIS, son fils, ont travaillés tous les deux en gens d'honneur et de probités à la refonte de deux cloches, l'une desquelles est de la pesanteur de vingt-quatre quintaux et la seconde de deux ;

Certifions de même que pendant le temps qu'il a séjourné pour la perfection du dit ouvrage, ils se sont tous les deux comportés comme des bons chrétiens, ce que nous attestons véritable par les preuves qu'ils ont donnés de la vraie religion.

En foy de quoy, nous avons signés le présent certificat et icelluy

(1) Sur les Dubois, voir notamment Léon Germain, *Une cloche de Romans (Drôme) fondue par Nicolas Dubois, de Neufchâteau, 1545*, dans le *Bulletin de la Société d'Archéologie lorraine*, année 1902, pp. 489 à 492 et 240 ; — Louis Régnier, *Cloches et Fondeurs de cloches*, dans le *Bulletin archéologique* du Comité des Travaux historiques, année 1895, p. 435, — et nos *Enquêtes campanaires*, index des noms de fondeurs, pp. 587-588.

(2) DAMBLAIN, commune du département des Vosges, arrondissement de Neufchâteau, canton de Lamarche, — limitrophe du département de la Haute-Marne.

expédié au dit s^r Dubois, pour luy servir et valoir ainsy que de raison, — sur lequel nous avons apposés le seel des armoiries de notre dite ville.

Fait à Yenne ce dix-sept^e juin mil sept cent cinquante-un.

[*Suivent sept signatures, dont celle du syndic et celle du secrétaire.*]

[*Cachet, aujourd'hui fruste, en cire rouge.*]

Nous soussigné prêtre, docteur en théologie, curé et archyprêtre d'Yenne, official du diocèse de Belley à la part de Savoye, certifions le contenu cy-dessus véritable et que nous en particulier sommes très content des deux cloches qu'a jettées (1) et fondues dans notre paroisse le dit s^r NICOLAS DUBOIS avec son fils.

En foy de quoy nous avons signé et apposé le sceau ordinaire de notre officialité, le dix-sept juin mil sept cent cinquante-un.

[*Signé*] : LEMPEREUR, official.

[*Cachet armorié, en cire rouge.*]

Le fondeur de cloches Nicolas Dubois, qui entreprit en 1751 la refonte de deux des cloches d'Yenne, avait fondu, l'année précédente, également avec la coopération de son fils, sept cloches de différentes grosseurs, dans le voisinage de Saint-Julien-en-Genévois, notamment pour la paroisse de *Présilly* (Haute-Savoie). C'est ce qui résulte du certificat suivant, qui fut délivré au fondeur, le 15 juillet 1750, par le prieur de la Chartreuse de Pomier (2) et par le curé de Présilly, et qui fait partie aujourd'hui (comme le certificat d'Yenne et comme les autres que nous mentionnerons plus loin) des papiers de famille de M. Dubois, de Colombey-lès-Choiseul.

Je soussigné, religieux et prieur de la Chartreuse de Pomier, ateste à tous à qui il apartiendra que le sieur NICOLAS DUBOIS, maitre fondeur du lieux d'Amblain en Lorraine, a parfaitement réussi avec son fils en la fonte de sept cloches de différentes grosseurs, qu'il a jetté, tant pour notre paroisse de Présilly que pour d'autres paroissès voisines, au contentement et satisfaction d'un chacun, et qu'ils ont l'un et l'autre donnés des marques de leurs probité et religion pendant tout le temps qu'ils y ont travaillés.

(1) Sur le sens du mot *jeter* : couler, voir nos *Enquêtes campanaires*, pp. 281 à 287.

(2) Commune de Beaumont (Haute-Savoie).

En foy de quoy, je leurs ay donné le présent certificat, pour leurs servir au besoin, et aposé le sceau de cette maison.

Fait à la Chartreuse de Pomier, ce 13^e juillet mil sept cent cinquante.

[Signé :] F. MAURICE BRUNET, religieux et prieur susdit. -- AN^t GUILLIOT, recteur de Présilli.

[Cachet de cire rouge, de forme circulaire, contenant, encadrée par un rameau, une sphère sur laquelle est inscrite la lettre P et que surmonte une croix.]

NICOLAS DUBOIS, — un « Lorrain », comme la plupart des anciens « saintiers » ambulants, — était né [à Damblain ?] dans les premières années du XVIII^e siècle, vraisemblablement en 1706 : — le 15 mai 1747, lors de son second mariage (1), il est dit « âgé de 41 ans (2) ».

Il était peut-être frère du fondeur de cloches CLAUDE DUBOIS (3). En tous cas, il semble bien, à ses débuts, avoir fait partie de l'association familiale des Dubois, que l'on trouve opérant sur place en Normandie vers le milieu de la première moitié du XVIII^e siècle et dont Claude Dubois paraît avoir été le chef.

Cette société de fondeurs fournit notamment :

En 1723, pour *Vauville* [*la-Haute*] (Calvados), une cloche signée : « LES DUBOIS M. F. EN 1723. CLAUDE DUBOIS, », qui a été transportée depuis à *Saint-Martin-aux-Chartrains* (Calvados) (4) ;

(1) Il avait épousé en premières noces Agathe Jacquinot, dont il eut plusieurs enfants. (Voir Archives communales de Damblain, série GG, baptêmes en date des 8 octobre 1732, 31 octobre 1736, 4 septembre 1738, 6 novembre 1740 et 9 septembre 1742).

(2) Le 15 mai 1747, mariage de « NICOLAS DUBOIS, veuf d'AGATHE JACQUINOT, âgé de 41 ans, de cette paroisse [de Damblain] », avec ANNE LE CLER, fille de défunt Scipion « Le Clerc » et de Catherine Parisot, âgée de 37 ans, de la paroisse de Serqueux (Haute-Marne). (Archiv. comm. de Damblain, GG.).

(3) « Les sieurs Dubois frères, maîtres fondeurs de Lorraine » (certificat du procureur de l'abbaye de Saint-Pierre-sur-Dives, mai 1723). — Cf. ci-dessous la note concernant la cloche survivante de cette sonnerie.

(4) Dr Billon, *Épigraphie campanaire*, dans le *Bulletin monumental*, tome XXVII, p. 331-332.

En 1724 ou 1725, pour l'église paroissiale de Sainte-Trinité de *Falaise* (même département), une cloche (en raccord) « d'environ 4500 [livres] de pesanteur » (certificat de satisfaction délivré par le curé aux fondeurs Claude et Nicolas Dubois, le 6 août 1724 ou 1725) ;

En 1725, pour l'abbaye de *Saint-Pierre-sur-Dives* (même département), cinq cloches, savoir « trois grosses cloches, dont la plus grosse est de cinq milles, et les deux autres en diminuant, de fort bon accord..., et encore deux autres petites cloches, le tout bien conditionné » (certificat du procureur de l'abbaye, mai 1725) (1) ;

La même année 1725, pour *Coquainvilliers* (même département), une cloche signée : « M^{re} CLAYDE ET NICOLAS LES DVBOIS MONT FAITE » (2) ;

Et en 1731, pour l'église Saint-Germain d'*Argentan* (Orne), la grosse cloche, signée : « LES DVBOIS, FONDEURS LORRAINS, M'ONT FAITE », pesant 4224 livres, qui a été refondue en décembre 1853, par Ernest Bollée, du Mans (3).

(1) « La grande sonnerie [de l'abbaye de *Saint-Pierre-sur-Dives*] était placée dans la tour du nord ; elle était formée de quatre cloches, dont la tonique porte l'inscription suivante :

.....
.....

M^{re} CLAYDE ET LES DVBOIS MONT FAITE EN 1725. Diamètre, 1^m46 ; poids, 2,000 kilos. Le timbre de cette grosse cloche est magnifique, nous l'avons entendue à deux lieues de distance ». (D^r Billon, *Campanologie, étude sur les cloches et les sonneries françaises et étrangères*, dans *l'Annuaire des cinq départements de la Normandie* [alias *Annuaire normand*], 31^e année, 1865, p. 46-47.)

(2) D^r Billon, dans le *Bulletin monumental*, tome XXVII, p. 552.

(3) L'inscription indiquait : 1^o qu'elle avait été coulée avec le métal d'une cloche antérieure, datant de « may 1378 », — 2^o qu'elle avait été « fondue en septembre, augmentée de 1500 livres.... et bénie en octobre 1731 ». — « Son diamètre était de 4 pieds 10 pouces ; le timbre était très agréable, mais faible dans les faussures, parce que cette cloche, n'était pas assez nourrie de métal. Le poids primitif de cette cloche en 1378, aurait été de 2,724 livres ; en 1731, de 4,224 livres. Brisée le 15 août 1853, elle fut refondue, en décembre de la même année, par E. Bollée, et augmentée de 1300 livres et pèse aujourd'hui 2,762 kilos. » (D^r Billon, *Campanologie*, dans *l'Annuaire normand*,

En 1738, Nicolas Dubois fournit à l'église d'*Onlay* (Nièvre) « une cloche pesant environ huit cent livres, [fondue] dans la paroisse d'*Onlay* » (certificat délivré au « sieur Nicolas Dubois, maitre fondeur du bourg de Damblin en Lorraine ») (1).

En 1740-1741, un Nicolas Dubois, de Damblain, — très vraisemblablement celui qui nous occupe, — va travailler en Belgique, à Tournai, avec Nicolas Boulanger (2).

En 1742, notre Nicolas Dubois fond deux cloches pour « Romanesche en Bresse, diocèse de Lyon » = *Romanèche-la-Montagne* (Ain) (certificat délivré par le curé à « M. Du bois », le 19 juillet 1742) ;

En 1749, une pour « Jasney, diocèse de Besançon » = *Jasney* (Haute-Saône) (certificat de satisfaction du curé et des échevins de Jasney, en date du 27 août 1749) ;

En 1750, une cloche « pesant 1200 » pour « Champfromier » en Bugey = *Chamfromier* (Ain) (certificat de satisfaction du curé de Champfromier, en date du 12 mai 1750).

Dès 1750, son fils JOSEPH-FRANÇOIS l'accompagne dans ses voyages. Tous deux fondent, cette année-là, d'une part, « sept cloches de différentes grosseurs,... tant pour... [la] paroisse de Présilly » (*Présilly*, Haute-Savoie) « que pour d'autres paroisses voisines » (certificat du prieur de la Chartreuse de Pomier, du 15 juillet 1750), — d'autre part, trois cloches pour la Chartreuse de Notre-Dame

32^e année, 1866, p. 63-64). — Cf. l'abbé H. Antoine, *L'Eglise Saint-Germain d'Argentan, ses clochers et ses cloches* (1902), p. 37.

(1) Cette fonte n'a pas été mentionnée par l'abbé Boutillier, dans ses *Anciens Fondateurs de cloches nivernais ou ayant travaillé dans le Nivernais avant 1790*.

(2) Cf. les *Fondateurs de cloches du Bassigny du XVI^e au XVIII^e siècle, d'après les recherches de M. Jules Marchal*, dans nos *Enquêtes campanaires*, p. 406 ; — cf. également Léon Germain et Jules Marchal, *Noms de fondeurs de cloches, extraits des registres du Bailliage du Bassigny*, dans le *Bulletin mensuel de la Société d'Archéologie lorraine*, n° de mai 1902, p. 110.

d'Arvière-en-Bugey et une autre pour une église du voisinage (certificat du prieur de la Chartreuse d'Arvière, du 28 août 1750). Nous avons reproduit plus haut *in extenso* les certificats relatifs aux fontes faites en 1750 pour Présilly et les environs, et en 1751 pour Yenne.

En 1762, Nicolas Dubois et son autre fils FRANÇOIS-ATHANASE fondent une cloche pour « Uzelle, diocèse de Besançon » = *Uzelle* (Doubs) (certificat de satisfaction du curé et des paroissiens, du 10 juillet 1762), — et en 1764, deux pour *Grange*, en Franche-Comté (certificat de satisfaction du « procureur d'office de la baronnie de Granges-en-Franche-Comté, balliage de Vesoul », délivré le 3 mai 1764 « après la bénédiction solennelle des dites deux cloches »).

La date de la mort de Nicolas Dubois semble bien pouvoir être fixée avec certitude au 14 mars 1769 (1).

FRANÇOIS-ATHANASE DUBOIS, qui était né à Damblain le 8 ou le 9 septembre 1742 (2) et qui devait mourir le 3 janvier

(1) Les anciens registres paroissiaux de Damblain mentionnent, à la date du 14 mars 1769, le décès de « NICOLAS DUBOIS, marchand », et son inhumation le lendemain en présence de « JEAN-BAPTISTE DUBOIS, son fils ».

Quelques mois après, à la date du 26 juillet 1769, les mêmes registres mentionnent le baptême de « Marie-Anne, fille d'ATHANASE DUBOIS, marchand » (le curé avait d'abord écrit *fondeur*) « et de Marie-Anne Camus ». L'enfant eut pour parrain « Nicolas Camus, son grand'père », et pour marraine « ANNE LECLER, épouse de défunt NICOLAS DUBOIS, marchand, sa grand'mère ».

Quatre mois plus tard, le 28 novembre 1769, toujours à Damblain, « ANNE LE CLER, veuve de défunt NICOLAS DUBOIS, marchand de cette paroisse, âgée de 56 ans », se remariait avec « NICOLAS CAMUS, marchand, veuf de Marguerite Burel, de la paroisse de Chaumont-la-Ville, âgé de 55 ans » ; François-Athanase Dubois et François Camus, leurs beaux-fils, assistaient au mariage. (Archiv. commun. de Damblain, GG.)

La dite « ANNE LE CLAIRE, veuve en premières nocces de feu NICOLAS DUBOIS, vivant fondeur de cloches, demeurant à Damblain, et, en secondes nocces, épouse de NICOLAS CAMUS, aussi fondeur de cloches, demeurant à Chaumont-la-Ville », mourut à Chaumont-la-Ville le 8 décembre 1787, « âgée de 75 ans ». (Archiv. commun. de Chaumont-la-Ville, GG.)

(2) Le 9 septembre 1742, baptême de FRANÇOIS-ATHANASE, « fils du s^r Nicolas Dubois, m^e fondeur de métal, et d'Agathe Jacquinot ». (Archiv. comm. de Damblain, GG.)

1817 à Colombey-lès-Choiseul, âgé de 76 ans (1), pratiquait encore la fonte des cloches en 1782. A partir d'avril 1785, il est dit « fermier du domaine du Roy de cette paroisse [de Colombey] » (2). Un acte de 1792 le qualifie simplement de « cultivateur » (3).

S'il faut en croire l'inscription de la cloche de la collégiale de Bourmont (Haute-Marne, qu'il refondit en 1782, François-Athanase Dubois était habile en son art : « *Franiscus Athanasius Dubois de Damblain artis peritus* » (4).

Il paraît avoir travaillé, au moins neuf années durant, avec le fondeur ALEXIS ROBERT, de Robécourt (Vosges). Nous pouvons citer un certain nombres de cloches à l'actif de cette association :

1772, *Ronchamp* (Haute-Saône), égl. par., « deux cloches,... du poid l'une de 2600 et l'autre de 1400, et en outre... une autre d'environ 200 [livres] » (certificat de satisfaction de la municipalité de Ronchamp, en date du 10 juillet 1772) ;

1774, *Clerval* (Doubs), une cloche pesant 2800 livres environ (certificat de satisfaction des « prêtre, vicaire, officiers municipaux et notables » de « Clerval sur le Doubs, en Franche-Comté », en date du 7 juin 1774) ; — la même année, *Navenne* (Haute-Saône), une cloche « de la pesanteur de 1069 livres », fondue à Navenne (certificat de satisfaction des « échevins et habitants » de Navenne, en date du 8 septembre 1774) ;

1775, « *Anjuttée* » (juridiction de Belfort, diocèse de Bâle)

(1) État-civil de Colombey-lès-Choiseul.

(2) Le 9 avril 1785, à Colombey-lès-Choiseul, décès de Béatrix, âgée d'environ 13 mois, « fille de FRANÇOIS-ATHANASE DUBOIS, fermier du domaine du Roy de cette paroisse, originaire de celle de Damblain, et de Marie-Anne Camus, originaire de la paroisse de Chaumont-la-Ville. » (Archives communales de Colombey-lès-Choiseul, GG.). — Cf. *ibid.* le baptême du 12 février 1786.

(3) Archiv. comm. de Colombey-lès-Choiseul, GG., baptême du 5 février 1792.

(4) Cf. Jules Marchal et Jos. Berthelé, dans la *Revue de l'Art chrétien*, année 1893, p. 128, note 2, — et nos *Enquêtes campanaires*, p. 405.

= *Anjoutey* (territoire de Belfort), deux cloches, — et « Lutrens » (*ibid.*) = Lutran (anc. Haut-Rhin, canton de Dannemarie,auj. Alsace allemande), deux autres cloches, (certificat de satisfaction, du 29 mai 1775) ;

1776, *Vauvillers* (Haute-Saône), égl. par., la grosse cloche, fondue sur place (certificats de satisfaction des officiers municipaux et du curé de Vauvillers, du 20 mai 1776) ;

1778, pour la « communauté de *Bermont, Botans, Dorans, et Sevenans* » (territoire de Belfort), deux cloches, « de la pesanteur de 2000 et plus », fondues au dit Bermont (certificat de satisfaction des « maires jurés », en date du 29 juin 1778) ; — la même année, *Montbéliard* (Doubs), église allemande, une cloche, peut-être fondue par Fr.-Athanase Dubois seul (1) ;

1779, *Piépape* (Haute-Marne, égl. par., « une cloche du poids de onze cent » (raccord) (certificat de satisfaction du 21 mai 1779) ; — la même année, « *Harot* » = *Aroz* (Haute-Saône) [?], égl. par., les trois cloches en accord (certificat de satisfaction du 12 juillet 1779) ;

1780, *Radonvilliers* (Aube), égl. par., une cloche encore existante (2).

François-Athanase Dubois et Alexis Robert ont également fondu en société, en 1780 ou en 1781, deux cloches pour une localité que nous serions assez porté à identifier avec *Gironville* (Meuse) [?] (certificat daté : « le 15 [ou le 14] de l'an 1781 »).

Antérieurement à son association avec Alexis Robert,

(1) « La cloche que le sr FRANÇOIS-ATHANASE DUBOIS a fondue pour le service de la dite église, a non seulement bien réussi dans la fonte, mais encore s'est maintenue jusqu'à présent en bon état, d'où il paraît que le dit Dubois a fidèlement rempli ses engagements et qu'il est en droit d'exiger le restant de la somme convenue, lequel devoit lui être livré après la révolution du terme d'une année, pendant lequel il avoit garanti la bonté et la solidité de son ouvrage ». (Certificat du ministre de l'église de Montbéliard, en date du 9 septembre 1779).

(2) Communication de M. Alphonse Roserot, ancien archiviste du département de la Haute-Marne.

François-Athanase Dubois avait entrepris et fondu seul : — en 1766, pour l'église de son pays natal, *Damblain*, « trois cloches, du poids de 8.000 livres les trois » (certificats des 2 juin et 3 juillet 1782) ;

En 1767, pour *Porrentruy* (Suisse), égl. par., quatre cloches (certificat de satisfaction délivré par la municipalité de « Pourrentruy » à « François-Athanase Dubois, maître fondeur de cloches, fils de Nicolas Dubois, maître fondeur, de Denbelin en Lorraine », en date du 23 juillet 1767) ; — et la même année, pour l'église protestante de *Mandeure* (Doubs), une cloche, portant la date du « 4 septembre 1767 » et la signature : « F. ATHANASE DUBOIS NOVS A FAITE », qui a été transportée depuis à l'église catholique de *Bevenais* (Isère) (1).

En 1782, Fr.-Ath. Dubois fournit encore, pour l'église de *Damblain* (Vosges), une cloche « du poids de 400 livres » (certificat du 3 juillet 1782). — Cette même année ou en 1781, il fonde neuf [autres ?] cloches, tant pour *Faverney* (Haute-Saône) que pour *Sauville* (Vosges) et pour *Bourmont* (Haute-Marne). Peut-être entreprit-il aussi, en 1782, une ou plusieurs cloches pour l'église de *Serécourt* (Vosges) ? (recommandation de Fr.-Ath. Dubois, par le curé de Damblain au curé de Serécourt, le 2 juin 1782).

Le marché pour la refonte de la grosse cloche de l'ancienne collégiale (auj. église paroissiale) de *Bourmont*, avait été passé le 4 mars 1782. La cloche, pesant 815 livres, fut bénite le 20 juin suivant et montée le même jour (2).

Les notes que nous venons de compiler, presque exclusivement d'après des documents inédits, n'ont pas précisé une importance majeure, ni pour l'histoire des localités très diverses qu'elles visent, ni même pour

(1) Voir G. Vallier, *Inscriptions campanaires du département de l'Isère*, pp. 154-155, art. 384.

(2) Archives municipales de Bourmont, série GG., registre de 1780 à 1790, pp. 19 à 21 de l'année 1782. — Cf. Jules Marchal et Jos. Berthelé, dans la *Revue de l'Art chrétien*, année 1893, p. 128, note 2.

l'histoire de l'art campanaire au XVIII^e siècle. Elles témoignent cependant de l'utilité qu'il peut y avoir à consulter les papiers de famille provenant des anciens fondeurs de cloches. Ces papiers permettent, dans bien des cas, de suppléer aux lacunes des archives communales et paroissiales.

Jos. BERTHELÉ.

NÉCROLOGIE

LE COMMANDANT ÉMILE LARGUILLON (1820-1905)

La Société d'Archéologie lorraine vient de faire une perte sensible dans la personne du Commandant en retraite Charles-Émile Larguillon, l'un de ses membres perpétuels.

Né à Nancy, le 13 juillet 1820, il s'engagea en 1841, au 3^e régiment de Dragons, devint sous-lieutenant en 1848, lieutenant en 1852, capitaine en 1855 et chef d'escadron major en 1865. Il passa avec ce grade au 3^e régiment de Lanciers, poste qu'il occupait encore au moment de la guerre de 1870, et ce fut comme chef d'escadron au 7^e Cuirassiers qu'il fit la campagne à l'armée de la Loire, jusqu'à la conclusion de la paix. En 1874, il fut admis à la retraite et revint se fixer dans sa ville natale. Chevalier de la Légion d'honneur de 1864, il reçut en 1872 la rosette d'officier de l'Ordre. Tous les Nancéiens ont connu ce vieillard toujours jeune, à la figure martiale, à l'esprit vif, au cœur d'or.

D'une activité extraordinaire, le Commandant Larguillon fit partie de toutes les Sociétés qui réclamaient son concours. Aussi, le voyons-nous membre de la Société confraternelle des anciens officiers; Président du Sport nautique de la Meurthe, à la réorganisation duquel il prit une si large part que, lorsqu'il résigna ces fonctions, le titre de Président honoraire lui fut conféré à l'unanimité.

Collectionneur et amateur distingué, la Société d'Archéologie lorraine l'admit dans son sein en 1882. Il entra quelques années plus tard au Comité du Musée historique lorrain, où sa grande compétence dans l'art de l'armurerie lui assignait une place que la mort vient de laisser vide.

Le Commandant Larguillon ne voulut pas que ses chères collections fussent entièrement dispersées après lui; aussi vient-il de léguer par testament à la Société d'Archéologie, près de deux cents objets anciens, tels que faïences, armes,

meubles, tableaux et gravures, qui vont prendre place dans les galeries de l'ancien Palais ducal.

D'une nature franche et ouverte, il était serviable pour tous, et sa charité était aussi grande que discrète.

Le 19 janvier, après une courte maladie, il s'éteignait doucement, enlevé à l'affection des siens et de ses nombreux amis, qui, deux jours après, accompagnaient sa dépouille mortelle jusqu'à sa dernière demeure.

Au cimetière, le Président de la Société d'Archéologie lorraine lui adressa en ces termes le suprême adieu :

Messieurs,

La Société d'Archéologie lorraine, dont je suis ici l'interprète devant cette tombe qui va bientôt se refermer, perd, dans la personne du Commandant Larguillon, l'un de ses membres les meilleurs et les plus fidèles, car, pendant les vingt-cinq années qu'il a passées parmi nous, il n'a cessé de témoigner à notre Société le plus vif intérêt et le dévouement le plus absolu.

Amateur éclairé autant que délicat, le Commandant Larguillon avait réuni une intéressante collection de curiosités, au nombre desquelles il s'était plu à rassembler les œuvres des artistes lorrains. Son désir le plus cher était que bon nombre des objets d'art qu'il avait recueillis avec tant de sollicitude pendant sa vie, ne fussent pas dispersés après sa mort et entrassent dans les galeries du Musée lorrain.

Ce désir, Messieurs, il l'a réalisé, et, par des dispositions testamentaires, il a généreusement assuré la conservation, dans l'ancien Palais ducal, d'une précieuse collection à laquelle son nom restera attaché.

D'un commerce agréable, auquel se joignait une originale vivacité, il resta toujours le type achevé de l'honneur, du vaillant soldat et du chrétien ; aussi sa perte sera-t-elle vivement ressentie par tous ses confrères, qui trouvaient en lui un jugement sûr et une amitié sincère.

Adieu, cher Commandant ; au nom de la Société d'Archéologie lorraine, dont vous fûtes l'un des membres les plus actifs et les plus estimés, adieu.

L. QUINTARD.

Pour la Commission de rédaction, le Président : L. QUINTARD.

L'imprimeur-gérant : A. CRÉPIN-LEBLOND, 21, rue Saint-Dizier, Nancy.

BULLETIN MENSUEL
DE LA
SOCIÉTÉ D'ARCHÉOLOGIE LORRAINE
ET DU
MUSÉE HISTORIQUE LORRAIN

5^e ANNÉE. — NUMÉRO 2. — FÉVRIER 1905.

Procès-verbal de la Séance du vendredi 13 janvier 1905.

PRÉSIDENCE DE M. L. QUINTARD, PRÉSIDENT.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

Présentations.

Sont présentés en qualité de membres titulaires :
M. Jean **Kastener**, rue de la Préfecture, à Plombières-les-Bains, par MM. Georges Goury, François Berlet et Edmond des Robert ; M. Paul **Denis**, 35, cours Léopold, par MM. Léon Germain, Henri Bernard et Léopold Quintard.

Distinctions honorifiques.

L'Académie de médecine a décerné le prix Tarnier (3,000 fr.) à notre confrère le docteur Paul Briquel, pour son livre : *Tumeurs du placenta et tumeurs placentaires*. L'Académie des sciences a accordé au même ouvrage une citation du prix Montyon (médecine et chirurgie).

MM. de Gironcourt et Larzillière ont été nommés officiers de l'Instruction publique.

Ouvrages offerts à la Société.

Les tumulus hallstattiens à sépultures marniennes superposées de Chaudeney (Meurthe-et-Moselle), par le comte J. Beaupré ; Paris, 1904, in-8° de 8 p., avec 3 planches.

Les monuments mégalithiques de la Somme, par M. C. Boulanger ; 2^e édit., Paris, Leroux, 1900, in-16 de 133 p., avec 18 gravures.

Monographie du village d'Allaines, par le même ; Paris, Leroux, 1903, in-16 de 195 p., avec 23 plans et gravures.

Le butin de Nancy (5 janvier 1477). Étude d'histoire et d'archéologie, par M. Pierre Boyé ; Nancy, Berger-Levrault, 1905, in-8° de 100 p., avec 2 planches.

Die Flur sablon in römischer Zeit, par M. J.-B. Keune ; Metz, 1904, in-8° de 28 p.

Dun à travers l'histoire, par M. Robinet de Cléry ; Montmédy, 1904, in-8° de 125 p., avec planches.

Les pierres à sculptures préhistoriques de la Savoie, par M. Louis Schaudel ; Le Mans, 1904, in-8° de 15 p., avec 5 figures.

Le préhistorique en Savoie. Âge néolithique, par le même ; Chambéry, 1904, in-8° de 81 p.

Lectures.

M. le docteur Wolfram donne lecture d'un travail intitulé : *L'influence des Grecs et des Syriens sur la culture lorraine et le développement du christianisme dans le pays messin*.

M. Perdrizet fait part à la Société de diverses observations que lui suggère ce sujet.

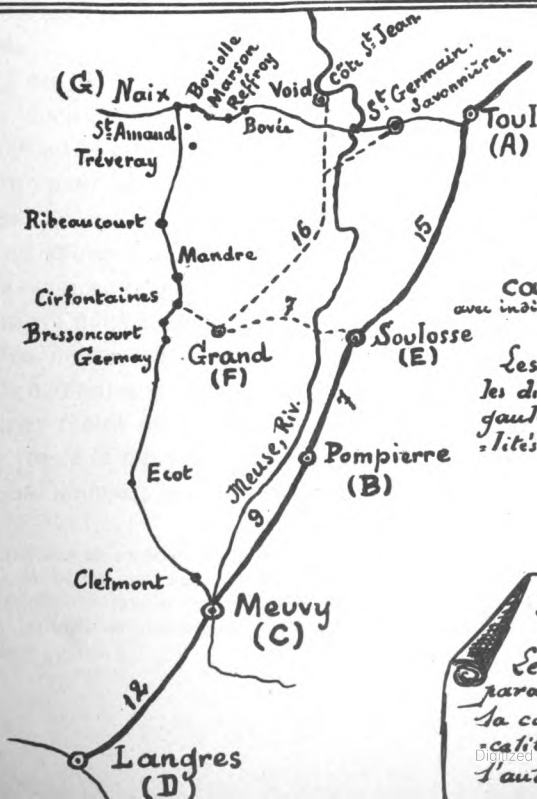
M. Léon Germain ajoute quelques mots relatifs à la liturgie.

La Société vote l'impression dans ses *Mémoires* des communications de MM. Wolfram et Perdrizet, et nomme pour former la Commission de révision MM. Léon Germain, Emile Duvernoy et Pierre Boyé.

Extrait de la carte de Peutinger.

Agrippina

Les traits - - - - - indiquent les voies dont le tracé manque sur cette carte.



Extrait d'une carte actuelle,

avec indication des voies romaines.

Les chiffres indiquent les distances, en lieues gauloises, entre les localités figurées par O.

Nota.

Les lettres, entre parenthèses, indiquent la concordance des localités d'une carte à l'autre. -

MÉMOIRES

NOUVELLES RECHERCHES POUR L'IDENTIFICATION D'« INDESINA »
AVEC GRAND (VOSGES), ET, INCIDEMMENT, DE « NOVIOMAGUS »
AVEC POMPIERRE (VOSGES).

On a beaucoup écrit sur l'emplacement de la localité désignée, sur la carte de Peutinger, sous le nom de « *Indesina* ou *Andesina* » ; bien des opinions ont été émises au sujet de son identification avec telle ou telle localité actuelle. Pour échafauder ces opinions, il nous semble qu'on n'a pas assez tenu compte des données de la carte de Peutinger et de l'Itinéraire d'Antonin, en les prenant telles qu'elles sont et les complétant, seulement, les unes par les autres, *sans vouloir y faire intervenir aucune modification ou transposition.*

Nous croyons, en effet, qu'une comparaison attentive de ces documents avec une carte à grande échelle, le 1/30.000^e ou le 1/80.000^e de l'état-major, par exemple, est suffisante pour permettre de résoudre, d'une façon presque certaine, l'identification d'*Indesina* avec le village actuel de Grand (Vosges) (1).

Nous savons que cette identification a été proposée depuis longtemps ; nous n'avons donc pas la prétention d'émettre une idée neuve, mais seulement de fournir, sinon des preuves nouvelles et indiscutables, du moins des présomptions très fortes en faveur de cette idée, *en ne tenant compte que de la topographie*, science qui, par suite de nos fonctions, nous est la plus familière.

(1) Notre savant confrère M. le comte J. Beaupré a déjà signalé souvent le tort qu'on a eu, pour des recherches ou des reports de renseignements, de se servir de cartes à trop petites échelles, qui ne donnent que des indications incertaines. Nous ne pouvons qu'insister, à notre tour, sur ce point.

Faisant donc table rase de toute idée préconçue, nous allons reprendre, *ab ovo*, la question de l'identification d'*Indesina* avec les seules données de la carte de Peutinger, de l'Itinéraire d'Antonin, et d'une carte au 1/80.000^s, jointes à la connaissance que nous pouvons avoir du terrain.

Avant tout, il nous paraît utile de mettre en évidence les trois considérations suivantes :

1^o La longueur de la lieue gauloise, d'après de nombreuses comparaisons, nous paraît devoir être prise, dans notre région, de 2 kil. 415, environ ; c'est de ce chiffre, déjà préconisé par M. Pistollet de Saint-Fergeux, que nous nous servirons ;

2^o Les distances étant données, tant sur la carte de Peutinger que sur l'Itinéraire d'Antonin, en nombres ronds de lieues gauloises, il n'est pas possible de les retrouver exactement, sur les cartes actuelles (1). Nous ignorons, en effet, le point d'où on est parti pour compter d'une localité à une autre, et, en outre, les distances peuvent avoir été portées, fortes ou faibles, suivant qu'une lieue, entamée plus ou moins, a été, ou non, comptée (2) ;

3^o Lorsque l'on considère la carte de Peutinger, on est forcé de reconnaître immédiatement que, si ce document doit avoir une valeur comme itinéraire routier, il n'en a

(1) Il a dû en être bien autrement, encore, pour ceux qui ont étudié la question avec la carte de Cassini, bien moins exacte que celles de l'état-major.

(2) C'est en grande partie à cela, croyons-nous, qu'on doit les quelques discordances de I ou II, en plus ou en moins, dans les distances de la carte Peutinger et de l'Itinéraire d'Antonin. Par exemple, si de deux localités, A et B, nous avons 7 lieues $\frac{1}{2}$, et qu'on ait compté 8 lieues, de deux autres, B et C, 10 lieues $\frac{1}{2}$, et qu'on ait compté 11 lieues, cela fait 19 lieues entre A et C, et pourtant il n'y en a que 18. De même, si on a compté 7 lieues et 10 lieues seulement, on a 17 lieues au lieu de 18 : différence 2 lieues entre les deux façons de compter.

Il est possible, aussi, qu'entre les deux documents ci-dessus, espacés d'environ deux siècles, des modifications de tracé aient eu lieu.

aucune au point de vue hydrographique, — exemples : le cours de la Saône (fg. *Arar*), de la Loire (fg. *Riger*), de la Moselle (fg. *Mosella*), de la Meuse (fg. *Mosa*), — et que, par conséquent, il ne faut pas tenir grand compte de ce que la Meuse semble sortir du quadrilatère représentant la station d'*Indesina. Scarponna* (Scarponne), qui était dans une île de la Moselle, *Tullio* (Toul), et *Divo Durimedio Matricorum* (Metz), qui étaient sur cette rivière, en semblent très loin.

Ces préambules établis, prenons, sur la carte au 1/80.000^e, la grande voie de Lyon (*Lugdunum*) à Trèves (*Augusta Trevirorum*), dont on connaît aujourd'hui exactement le tracé dans la partie comprise entre Langres (*Andemantunno*) et Toul (*Tullio*), en suivant le sens *rationnel* de cette voie qui devait aller en s'éloignant de Rome.

La carte de Peutinger nous donne en lieues gauloises :

d' <i>Andemantunno</i> à <i>Mose</i> . . .	XI (1)
de <i>Mose</i> à <i>Noviomagus</i>	VIII
de <i>Noviomagus</i> à <i>Tullio</i> . . .	VII ? + XV

L'Itinéraire d'Antonin :

<i>ab Antemantun.</i>	
<i>Tullo Leucorum usque</i>	XLIII
<i>Mosa</i>	XII (2)
<i>Solimariaca</i>	XVI
<i>Tullum</i>	XV

Il est indiscutable qu'*Andemantunno* est Langres, et *Tullio*, Toul. Si donc nous partons de Langres et que nous

(1) Sur la carte de Peutinger, le trait indiquant la voie d'*Andemantunno* à *Mose*, au droit du chiffre XI, a été omis, de même que *Solimariaca*. — Sur l'Itinéraire d'Antonin, il n'est pas question de *Noviomagus*.

(2) Certains documents donnent XIII ; voir à ce sujet l'observation ci-avant, sur les lieues en plus ou en moins, suivant la manière de compter.

- cherchions le point où se trouve *Mōsa*, nous arrivons, avec XII lieues, vers Meuvy, point où la voie traverse la Meuse.

Le nom de *Mose*, répété plusieurs fois sur la carte de Peutinger, indiquant toujours un passage de Meuse, *Mose* doit donc être Meuvy.

Ensuite, de *Mose* à *Solimariaca*, il y a XVI lieues d'après l'Itinéraire d'Antonin ; ces XVI lieues amènent à Soulosse.

De *Solimariaca* à *Tullio*, il y a XV lieues ; on les trouve juste de Soulosse à Toul. Soulosse est donc *Solimariaca*.

Des inscriptions, trouvées en ce point, le confirment du reste :

IOVI • O • M •
VICANI • SOLIMARI
ACENSES • FACIENDM
CVRAVERVNT • M • DDV
GNATVS • ATEGNIE • F • ET
SERENVS • SILVANI • LIB.

MERCVRIO
ROSMERT.
SAGR.
VICANI • V • SO
LIMARIAC.

De Langres à Toul, nous sommes donc fixé sur l'emplacement de :

Mose, Meuvy (passage de Meuse), et *Solimariaca*, Soulosse.

Reste *Noviomagus*, que les distances déduites de la carte de Peutinger et de l'Itinéraire d'Antonin (VIII lieues de *Mose* et VII de *Solimariaca*) identifient avec Pompierre.

Remarquons ensuite que, si l'Itinéraire d'Antonin ne

parle pas de *Noviomagus*, la carte de Peutinger ne porte pas *Solimariaca*. Cette localité semble avoir été complètement omise sur ce document, non seulement au point de vue du nom, mais encore du redan qui fixe généralement la place d'une station.

Si le nom de *Solimariaca* et son emplacement ont été omis, il est de toute probabilité qu'on a dû aussi omettre le chiffre situé généralement à gauche du nom et qui indique la distance à la localité précédente (*Noviomagus* dans ce cas), chiffre qui, en corroborant la table de Peutinger et l'Itinéraire d'Antonin, aurait dû être VII.

Il est vrai que la table de Peutinger porte :

« VIII NOVIO MAGUS VII »

mais nous expliquerons plus loin la destination qui, croyons-nous, doit être donnée à ce chiffre situé presque au milieu du diverticulum reliant *Indesina* à la grande voie.

En effet, si nous croyons à des erreurs possibles de la part de l'auteur de la carte de Peutinger ou de ses collaborateurs, relativement aux cours d'eau et, en général, à tout ce qui est en dehors de la question des voies, nous pensons qu'il en est tout autrement en ce qui concerne celles-ci, ce travail étant, très vraisemblablement et avant tout, un itinéraire ou graphique routier, et que quand il s'est agi de tracer un embranchement de voie, ils l'ont fait en toute connaissance de cause, n'indiquant pas à gauche d'une route un embranchement prenant à droite, par exemple, ce qui aurait pu donner lieu à de fâcheuses méprises. Dans ces conditions, la carte de Peutinger nous indiquant que la route reliant *Indesina* à la voie de Lyon à Trèves prenait sur la gauche de cette grande voie, un peu au-delà du redan figurant *Noviomagus*, le diverticulum devait donc aller du côté du village actuel de Grand et prendre

- selon toute vraisemblance, à XV lieues de Toul (*Tullio*) et VII de Pompierre (*Noviomagus*), c'est-à-dire à *Solimariaca* même, ce qui semble assez logique.

Quel est, dans ces parages, l'endroit qui a donné des vestiges d'une localité romaine assez importante pour nécessiter une indication en dehors d'une grande voie et son rattachement à celle-ci, sinon Grand lui-même avec son amphithéâtre, sa mosaïque, ses ruines, et nous insistons sur ce point, qu'on connaît actuellement assez le pays, pour savoir qu'il n'y a que Grand seul, dans la région, qui présente ces particularités.

A première vue, *Indesina* semblerait donc être Grand, et cette question serait presque tranchée, croyons nous, si on arrivait à retrouver la distance séparant *Indesina* de la grande voie de Lyon à Trèves ou d'une localité connue environnante.

La carte de Peutinger, avons-nous dit, ne porte pas *Solimariaca*, quoiqu'elle indique les XV lieues séparant cette localité de *Tullio* et qu'à droite du mot *Noviomagus*, sur l'embranchement même allant à *Indesina*, figure le chiffre VII, qui complète exactement le chiffre VIII, figurant à gauche du mot *Noviomagus*, pour former les XVI lieues gauloises données par l'Itinéraire d'Antonin de *Mose* à *Solimariaca*.

Mais nous faisons de nouveau remarquer que, si on a oublié, sur cette carte, *Solimariaca* et le redan figurant son emplacement, on a dû oublier aussi le chiffre qui devait être placé à gauche de son nom et indiquer la distance séparant ce lieu de *Noviomagus*, et que le chiffre VII, figurant au bout de ce dernier nom, au droit de l'embranchement allant à *Indesina*, doit s'appliquer, selon toute vraisemblance, à cet embranchement lui-même.

Ce qui donne une valeur à cet argument, c'est que si de Grand nous prenons (toujours sur la carte au 1/80.000^e)

VII lieues gauloises et que nous les portions vers la grande voie de Lyon à Trèves, nous voyons qu'on arrive à atteindre assez bien Soulosse.

De plus, la carte de Peutinger nous donne, au droit du nom *Indesina*, le chiffre XVI. A quoi ce chiffre peut-il s'appliquer ? Ce n'est certes pas à la longueur de l'embranchement allant de cette localité à la grande voie de Lyon à Trèves, la distance à vol d'oiseau étant plus de moitié moindre, et les routes romaines faisant peu de détours, mais, probablement, à la distance d'*Indesina* à une autre voie ou à une station voisine située au nord. Si les XVI s'appliquaient à l'embranchement, il semblerait, du reste, d'après les errements de la carte de Peutinger, qu'il devrait y avoir XVI *Indesina*, et non *Indesina* XVI.

On est à peu près certain qu'une voie romaine partait de Grand vers le nord, en se dirigeant vers Avranville, Vouthon-Bas, Maxey-sur-Vaise, Vaucouleurs, Void. Ces XVI lieues peuvent très bien s'expliquer, comme distance sur cette voie, d'*Indesina* à un point quelconque de la route de *Nasium* (Naix) à *Tullio* (Toul), *Ad Fines* (1) par exemple, ou à un point encore plus au nord, peut-être Void lui-même (2).

Il est donc probable, sinon certain, que le chiffre VII placé, sur la carte de Peutinger, près du *diverticulum* allant à *Indesina*, s'applique à ce *diverticulum* lui-même ; que le chiffre XVI figurant sur la même carte au bout de *Indesina*, s'applique à la distance de cette localité à un point quelconque situé au nord, et qu'*Indesina*, par conséquent, est bien Grand.

(1) M. Maxe-Werly identifie *Ad Fines* avec Savonnières, près de Foug ; nous pensons comme lui et nous espérons pouvoir donner, d'ici peu, en nous appuyant toujours sur la topographie, de nouvelles preuves à ce sujet.

(2) Il y a très sensiblement 16 lieues gauloises de Grand à Void ou de Grand à Savonnières, près Foug.

Ce serait, en fait, par une simple coïncidence que la distance VII, entre la grande voie de Lyon à Trèves, serait la même que celle complétant les VIII lieues données de *Mose* à *Noviomagus*, par la carte de Peutinger, pour former les XVI lieues données, par l'Itinéraire d'Antonin, de *Mose* à *Solimariaca*. Ce serait même, croyons-nous, cette coïncidence de distances qui aurait fait omettre, d'abord le chiffre VII qui devait figurer à gauche de *Solimariaca*, et peut-être, ensuite, *Solimariaca* lui-même ; les copistes successifs ne se seraient pas expliqués cette coïncidence, et, dans la crainte d'abord de faire une répétition et ensuite une erreur, ils auraient supprimé, purement et simplement, ce qui les embarrassait.

On pourra objecter à cela que, sur la carte de Peutinger, les quadrilatères, comme celui figurant *Indesina*, indiquent généralement des stations thermales, et qu'à Grand il n'y a pas (il faudrait plutôt dire : il n'y a plus) de sources pouvant alimenter un semblable établissement ; mais, si cela est presque toujours vrai, la règle ne paraît pas absolue ; un de ces quadrilatères, en Gaule, semble indiquer un prétoire (*Pretorium Agrippinae*), et, d'un autre côté, les sources, peut-être captées assez loin, ont pu se perdre dans le cours des temps.

La Maldite, par exemple, qui prend sa source près de Grand, passe pour avoir été autrefois navigable. Qu'est-elle actuellement ? Un simple ruisseau !

Pour terminer, nous renouvelons notre déclaration de n'avoir voulu envisager la question qu'au point de vue topographique, et insistons sur ce fait que nous n'avons pas la prétention d'être arrivé à trancher, d'une façon définitive, l'identification d'*Indesina* avec Grand, question que de plus érudits que nous ne sont pas parvenus, jusqu'ici, à résoudre d'une façon certaine. Néanmoins nous serions heureux si notre faible appoint pouvait, en ravivant la question et en ouvrant peut-être d'autres horizons

aux chercheurs, concourir à faire naître une solution aussi ferme et indiscutable que possible sur ce point (1).

AUG. POIROT.

~~~~~

TESTAMENT DE JACQUES ROUYER, CURÉ DE NEPVANT,  
9 FÉVRIER 1596.

Les registres paroissiaux de Nepvant (2), ne datant que de 1670, ne peuvent nous fournir aucune indication sur le vénérable curé qui, en 1596, laissait d'abondantes marques de sa libéralité à son église et aux pauvres de sa paroisse. Avant 1790, Nepvant se trouvait être du diocèse de Trèves, de l'archidiaconé de Longuyon et du décanat d'Ivois, aujourd'hui Carignan. Au temporel, ce village avait suivi les destinées de Stenay, dont il n'est distant que de quelques kilomètres ; dans les derniers temps, il faisait partie du Clermontois et de la prévôté de Stenay.

La cure de Nepvant était à la collation de deux seigneurs voisins, celui de Brouennes et celui de Ginvry (3). Au xvr<sup>e</sup> siècle, elle avait comme revenu le tiers des dimes, tant grosses que menues ; le surplus était partagé entre les collateurs et les abbayes de Saint-Hubert (4) et de Juvigny (5).

(1) Nous croyons devoir rappeler que la question d'*Indesina* a été traitée, il y a trois ans, par M. Chr. Pfister, dans son *Histoire de Nancy* (t. I, 1902, p. 8-12). Il conclut aussi en faveur de Grand, et il a donné la bibliographie du sujet. Quant à *Noviomagus*, il opine pour Nijon (*ibid.*, p. 8). — (Note de M. L. Germain).

(2) Canton de Stenay, arr. de Montmédy, Meuse.

(3) Brouennes, canton et arr. de Montmédy. Près de ce village, se trouve l'ancien château de Ginvry, aujourd'hui maison de ferme. C'est un intéressant édifice du xvi<sup>e</sup> siècle.

(4) C'est la célèbre abbaye de Saint-Hubert en Ardenne. Elle possédait, non loin de Nepvant, un riche prieuré à Chauvancy-Saint-Hubert.

(5) Il s'agit de l'abbaye de Bénédictines située à Juvigny-sur-Loison.

Si nous en croyons l'Histoire manuscrite de Stenay, par Denain, les guerres ne furent point rares à l'époque où vivait Messire Jacques Rouyer, et la lecture de ce manuscrit fait comprendre sans peine les allusions du curé de Nepvant. Celui-ci, comme son confrère de Mont-devant-Sassey (1), un peu plus d'un siècle auparavant, aurait pu faire graver dans son église, qu'il avait exercé sa charge pastorale « en forte guerre et temps doubleux ».

## I.

Dès l'an 1552, la région de Stenay est dans le trouble ; jusqu'alors cette ville goûtait les douceurs de la paix sous l'autorité du duc Charles III de Lorraine, au nom duquel gouvernait la régente, Christine de Danemark.

Au commencement de mai, les Impériaux s'emparèrent inopinément de la ville, puis, de là, se dirigèrent sur Villefranche (2), dans l'intention de surprendre cette nouvelle forteresse. N'ayant point réussi dans ce dessein, l'armée impériale se rendit à Grandpré, après avoir pillé sur son passage Brieuilles (3) et d'autres villages. Arrivés sous les murs de Grandpré, les Impériaux apprirent que l'armée française, sous les ordres du maréchal d'Aumont (4), se trouvait non loin de là, avec des forces supérieures. Ils retournèrent sur leurs pas, et vinrent chercher

(1) Canton de Dun, arr. de Montmédy. On y admire une église romane, monument historique.

(2) Petite forteresse construite par François I<sup>er</sup> en 1544, pour fortifier la frontière du côté de la Champagne. Le village actuel laisse apercevoir les anciens fossés et l'emplacement de quatre bastions.

(3) Canton de Dun, arr. de Montmédy. Il y avait à Brieuilles une maison de Prémontrés, dépendant de l'abbaye de Saint-Paul de Verdun. Les bâtiments subsistent encore.

(4) Jean d'Aumont, né en 1522, maréchal de France, servit brillamment son pays. Il mourut au siège de Camper, près Rennes, en 1595.

un refuge dans les murs de Stenay. Ils ne s'y crurent pas en sûreté, et quittèrent cette ville, non sans avoir pillé et brûlé une partie des maisons. Ces troupes se retirèrent à Ivois et ensuite dans le Luxembourg, après avoir laissé dans cette ville une garnison sous les ordres du comte de Mansfeld. Le village de Nepvant, se trouvant sur le chemin de Stenay à Ivois, dut certainement souffrir du passage de ces pillards.

Le maréchal d'Aumont continuait, de son côté, à poursuivre les troupes impériales. Il ne tarda pas à s'emparer de Stenay, qu'il soumit à l'obéissance du roi de France, Henri II. Celui-ci y établit une garnison, dont il confia le commandement au duc de Nevers. La ville resta au pouvoir des Français de 1552 à 1559.

Durant ce temps, les conséquences de la guerre, toujours synonymes de pillages, pesaient lourdement sur les campagnes environnantes. Le duc de Nevers avait fait de Stenay le centre de ses opérations ; il en avait reconstruit les fortifications sur un nouveau plan ; la ville servait d'entrepôt aux troupes françaises, à la subsistance desquelles devaient contribuer, de gré ou de force, les villages voisins.

Alors les dîmes du bon curé de Nepvant devaient constituer un revenu bien aléatoire !

Cependant les Calvinistes, qui avaient gagné à leur cause plusieurs membres de la vieille noblesse lorraine, profitèrent de ce que Stenay était au pouvoir des Français, pour y prêcher librement leurs dogmes. Le plus fervent de ces religionnaires était Henri-Robert de la Marck, prince de Sedan, seigneur de Jametz. Résolu d'aller s'emparer de Toul (1), comme d'une place importante située au cœur de la Lorraine, le prince de Sedan passa près de Stenay avec son armée, et il eut soin d'en ravager les envi-

(1) DIGOT, *Hist. de Lorraine*, t. IV, p. 231.



rons. Mais le duc de Guise s'était rendu maître de Toul avant l'arrivée de Robert, de sorte que ce dernier dut rebrousser chemin. Il se consola de son échec en livrant, à la rapacité de ses soldats, ce qui leur avait échappé à leur premier passage. Les villages environnant Stenay en furent les principales victimes. Ceci se passait en avril 1585.

Le siège de Jametz (1), qui eut lieu en juillet 1589, devait amener de nouveaux troubles dans cette malheureuse région. Vers le milieu du blocus, la garnison protestante de Sedan, dans le but de faire opérer une diversion, tenta de surprendre la ville de Stenay dans la nuit du 29 au 30 octobre. Cette entreprise eut infailliblement réussi, sans la vigilance et le courage de Philippe de Mousay, seigneur de Boulain et de Laneuville, qui était alors de garde. Il donna l'éveil, et les ennemis furent repoussés (2). Les troupes de Robert ne quittèrent toutefois Stenay que quatre jours après. Est-il téméraire d'affirmer qu'elles ne se firent point faute de pillages ?

Des scènes analogues se renouvelèrent après la prise de Stenay par Turenne, qui eut lieu la nuit même de son mariage avec Charlotte de la Marck, le 10 novembre 1591. Les églises souillées, les autels renversés, les bijoux artistiques ravis, la châsse d'argent renfermant les reliques de saint Dagobert, protecteur séculaire de la cité, livrée à la rapacité des soldats, le culte protestant inauguré par force dans l'antique église du prieuré, toutes ces violences accomplies à Stenay ne laissent que trop supposer ce qui dut se faire dans les modestes églises des paroisses voisines (3).

Le duc Charles III reprit Stenay en 1593. Son premier

(1) Plusieurs historiens ont écrit sur Jametz et le siège de 1589. Voir entre autres : *Guerre et siège de Jametz*, par H. Rouv, Sedan, 1883.

(2) Cf. *Mémoires de la Société des lettres, sciences et arts de Bar-le-Duc*, 3<sup>e</sup> série, t. X, p. 338.

(3) Cf. *Notice sur Stenay*, par Bonnabelle.

soin fut de réparer les églises et de rétablir l'ordre dans la ville et les environs.

Les hostilités cessèrent enfin, grâce au traité de paix conclu le 9 octobre 1595, entre Henri IV et le duc de Lorraine.

## II.

Voici maintenant le texte du testament de Jacques Rouyer, tel que nous l'avons copié sur une pièce, en fort mauvais état, conservée aux archives du presbytère de Nepvant (1) :

†

In nomine Patris et Filii et Spiritus Sancti. Amen.

Je Messire Jacques Rouyer, humble curé de Nepvant, me sentant affligé de maladies corporelles et estant incertain de l'heure de ma mort, ayant encore le jugement bon et l'entendement sain, craignant d'estre surpris et tiré hors de ce mortel monde à l'improviste, ay voullut prouvoir à mes petites affaires en l'honneur de Dieu et pour l'assurance du salut de mon âme, disposant de ce que la Providence divine m'a voulu commettre des biens temporels en ce monde en la forme et manière qui s'ensuyt.

Premièrement, je remet mon âme en ses saintes miséricordes, le suppliant du plus profond de mon cœur que, par les mérites de sa sainte Passion, luy veuille recevoir en la compagnie très honorée des saints et saintes, pour iouir éternellement de sa sainte passion.

Et, de mon corps, ie désire et veu que, après le département de mon âme, soit inhumé en l'esglise de ma paroisse

(1) Dans son *Manuel de la Meuse*, t. II, p. 1566, note, Jeantin renvoie à ce testament que, d'après son inexactitude coutumière, il date de 1576.

dudict Nepvant (1) devant le grand autel. J'ordonne aussy que ..... de mon bien avant toute chose fust faict ..... comme il sera cy après desclaré.

En premier lieu, ie veu que, pour le soulagement de mon âme et celles qui auront encore besoing des suffrages ecclésiastiques, il fust dict et célébré au jour de mon enterrement, à mon intention, trois messes haultes et six basses avecques vigilles et recommandises ; le iour de mon obsèque, je veu que l'on en célèbre trois haultes et dix basses : au tiers jour, trois haultes et trois basses, si la commodité est, et l'on peut aller recourir à tant de gens d'église ..... ; au bout de l'an, semblables services qu'au iour de mon enterrement, si les moyens sont, et la commodité le permet. Et, en tous ces services, j'entends que l'on y chantent vigilles avec recommandises. Et requiers messire Charles ..... curé de Brouaisnes, de voulloir dire et célébrer la 1<sup>ere</sup> des messes haultes, sy la commodité luy est avec l'ayde de Dieu. Et, pour les pauvres, ie veu qu'il leur soit distribué, le iour de mon obsèque, le pain de deux quartels de grains, l'un de bled, l'autre d'orge. Et, pour leur adiutation perpetuellement, ie donne au domaine de l'esglise dudict Nepvant ung iour de terre, par moy acquisté, assiz au ban dudict Nepvant : scavoir, ung demi iour au montant dessoub le bois des Pasques, royé saint Maximin (2) d'une part et Jacques Bertignon (3) d'aulture ; ung quart ..... , royé Marguerite, fille de feue Catherine d'une part, et les fils de Jean Maruette d'aulture ; ung quart en la sente allant au bois ..... , royé Jacques Bertignon d'une part et Petit-Jehan Béguinet d'aulture ; à

(1) Cette église n'existe plus : l'église actuelle porte la date de 1785.

(2) Saint Maximin de Trèves étant le patron de la paroisse, il s'agit évidemment d'un champ appartenant à la Fabrique.

(3) Jacques Bertignon habitait Stenay, où il était receveur-gruyeur pour Son Altesse. Il avait assisté à la rédaction des Coutumes de Bar en 1570.

charge et condition que, par les ministres de la dicte esglise, sera distribué par chacun an, le iour du Vendredy saint, aux pauvres dudict lieu de Nepvant, le pain d'ung quartel de froment, mis, si faire se peut, en treize petits pains, de laquelle obligation l'ung de ma parenté.(sera tenu à) faire continuer ceste mienne volonté.

Je donne à Aubertin Warin et Catherine sa femme, pour en iouir en tout droit de propriété, eulx, leurs hoirs, serviteurs et aians cause, ma maison que j'ay audict Nepvant, par moy acquestée, royé Jacques Bertignon d'une part, et les hoirs Marguerite Didier d'autre, et ce en faveur et pour récompense que la dicte Catherine a esté bonne et fidèle servante à feu ma mère . . . . ., que pour le devoir et amitié qu'elle a tousiours desmontré depuis le trespas de . . . . . de moy et de mes affaires, tant durant mon emprisonnement, que d'avoir, par plusieurs années durant la guerre, transporté mes grains, en lieu d'assurance, comme à Lamouilly (1), passé sur la vanne en danger de sa personne, comme aussy durant ma dernière maladie, et aultres durant ma vie, dont la veu estre récompensée de ceste meme maison avecque le meix derrière, ainsy que le four qu'il contient, laquelle maison et meix derrière je charge de neuf gros en rente perpétuelle par chacun an pour mon anniversaire, lesquels neuf gros seront ainsy distribués : Scavoir six gros au curé, un gros au marlier (2) et deux gros à l'esglise ; et, pour ce, sera célébré messe haulte et recommandise. Et prie ceulx qui auront l'administration des biens de ladicte esglise, tenir

(1) D'après JEANTIN, *Manuel de la Meuse*, t. II, p. 1010, plusieurs maisons fortes ou censes-fiefs existaient à Lamouilly : l'Ilet-de-Millière, le fief du Fourt, la Crouée. Cette dernière, d'après le même, serait désignée dans une charte de 1262, et dans une autre de 1408, par ces mots : *Villa de Cruce*. Il n'a pas craint d'y voir le titre originaire de la famille princière de Croy !

(2) Marguillier, de *matricularius*. C'était un officier laïc chargé de l'administration des affaires temporelles d'une église.

la main vers les possesseurs de la dicte maison et meix pour faire exécuter ceste mienne volonté.

*Item*, ie donne six gros en perpetuité à prendre sur deux quarts de terre, l'ung scis au chemin de Brouaisne, Jacquemin Bouquiel d'une part et les hoirs Benoist d'aulture, l'autre quart scis au mesme lieu, royé les ..... de part et d'aulture, ban dudict Nepvant, lesquels six gros seront distribués ainsy : Scavoir deux gros au curé, deux blancs au marlier, et six blancs à l'esglise pour mettre la ..... et les deux aultres gros seront distribués aux pauvres qui y assisteront.

*Item*, j'ordonne que Catherine....., ma chambrière, fust payée et satisfaite de la somme de vingt quatre francs que ie luy doibt, tant pour l'amour de Dieu que pour ses services de trois années qu'elle m'a servy. Je donne aussy à Didier Balmerd, ung quartel de bled, en récompense des vacations qu'il a faict pour moy à Verdun et aultres endroits durant mon emprisonnement, et à mon filieul qui est son fils ung quartel. Je donne aussy à Marguerite Collas ce qu'elle me doibt, et ce, pour l'amour de Dieu.

Je donne à mes cousines Marguerite Legros et Gillesson Pasquier chacune ung quartel de bled. Je donne aussy à Lambinet Génotel deux quartels de bled pour la peine et le hazard qu'il a pris d'avoir charroyé mes dismes en temps de guerre et mené en lieu d'assurance. Je donne à Jean....., musnier du dict Nepvant ung quartel de bled. Outre plus, j'ordonne qu'il soit donné à Jean Gillet, iadis mayeur de ce lieu, ung franc pour assister à mes services et obsèque, et prier Dieu pour mon âme s'il a empeschement d'y assister.

Et, avant que mes héritiers puissent faire aulcun partage de mes biens, je veu que le présent mon testament fut effectué de point en point, leur laissant le surplus et résidu de mes biens, sy résidu y a, pour eulx en iouir et en disposer comme bon leur semblera.

Et, pour plus grande assurance d'accomplir et satisfaire à chacun mon testament, j'ay prié et requis Thierry Collas, mayeur dudict Nepvant, et Didier Balmerd, greffier de Brouaisnes, d'en voulloir prendre la charge, lesquels j'ay choisi et esleu pour l'exécuter selon le contenu d'iceluy; et, sçachant qu'ils auront peine et travailleront à ceste occasion, je donne à chascun d'eulx trois francs.

Et fust le tout faict, consolidez et arretez, soub mon seing et marque accoustumez, le tout en présence de vénérable personne messire Lambert Watelet, curé de Petit-Verneux (1) et vicaire de Brouaisne, et de Thierry Colas, mayeur dudict Nepvant, assistez Jeannet Bouchut et Adam Vincent, doyen de....., le neufvième iour du mois de Febvrier mil cinq cent nonante et six.

Lambert WATELET.

J. ROUYER.

Thierry COLLAS.

D. BALMERD.

Adam VINCENT.

Jeannet BOUCHUT.

J. NICOLAS.

---

## NÉCROLOGIE

---

### LE COMTE ARTHUR DE BIZEMONT (1842-1905)

La Société d'Archéologie lorraine vient de perdre un de ses membres perpétuels très dévoués dans la personne du comte Marie-Arthur-Antoine de Bizemont. Il était le second fils d'*Alfred* René-Germain de Bizemont, et d'*Anne-Caroline-Ernestine* du Houx de Gorhey. Par son père, il appartenait à une maison d'ancienne chevalerie originaire de Picardie, qui a fourni une gouvernante à la

(1) Petit-Verneuil, arr. et canton de Montmédy.

sœur de saint Louis ; par sa mère, il descendait d'une famille, aussi d'ancienne noblesse, mais d'origine lorraine, qui a donné à la patrie un maréchal de France et plusieurs maréchaux de camp. Le frère aîné d'Arthur, le comte Henri, qui fut capitaine de frégate, est mort à Paris en 1899 à l'âge de soixante ans, après avoir brillamment rempli les années de sa retraite par des publications estimées, qui ont été d'ordinaire des récits de voyages, des études géographiques ou des comptes rendus bibliographiques. Le plus jeune frère, Charles, fut grièvement blessé à Rézonville et mourut chef de bataillon en 1891.

Arthur de Bizemont, celui dont nous voudrions conserver le souvenir dans les annales de notre Société, se sentit attiré aussi vers le métier des armes. Lieutenant au 9<sup>e</sup> cuirassiers pendant la guerre de 1870, il fut blessé à la bataille de Frœschwiller et continua de prendre une part active à la lutte jusqu'à la fin de la campagne, dans l'armée de la Loire. En 1877, à l'âge de trente-cinq ans, il était chef d'escadron, chevalier de la Légion d'honneur, et il semblait destiné aux plus hautes distinctions de sa carrière, quand sa santé lentement ruinée par les intempéries auxquelles l'avait exposé la guerre, et par l'activité que, depuis, il ne cessait de déployer, se refusa à suivre les entraînements de sa forte volonté. Le chagrin de voir son foyer domestique brisé par la mort de sa jeune femme, Constance de Lambel, acheva de l'obliger à prendre sa retraite.

Il vint se fixer au château du Tremblois, paroisse de Velaine-sous-Amance ; et c'est là que pendant vingt-six ans il a fait servir les ressources de sa fortune, de ses talents et de son dévouement, à l'avantage des populations environnantes. L'irradiation habituelle de son intelligence, de son savoir et de ses vertus, faisait du bien à tous ceux qui l'approchaient. Il est resté, toute sa vie, passionné pour l'étude de tout ce qui perfectionne l'esprit et le cœur ;

mais, à partir de 1890, il s'est appliqué beaucoup plus à l'histoire locale. Comme sa santé ne lui permettait pas de fréquenter les grandes bibliothèques des villes, il prit le parti de monter sur place une bibliothèque lorraine, qu'il ne cessa d'augmenter jusqu'au dernier moment. Les longs rayons préparés devenaient toujours insuffisants ; je crois que, depuis douze ans, les libraires de Paris et d'ailleurs n'ont pas eu de meilleur client dans la région. Il est arrivé à former ainsi une des plus riches collections lorraines que puisse posséder un particulier pour ce qui est du département des imprimés.

Il ne se contentait pas de ranger ses volumes dans une belle ordonnance ; il les lisait assidûment, les analysait brièvement, joignant ses appréciations personnelles à celles que pouvait lui livrer l'expérience des autres. C'est ainsi que l'amour des livres rendait sa solitude animée, en le mettant en conversation avec des hommes de son choix, qui lui communiquaient d'une façon durable leurs meilleures pensées ; le temps de la journée était toujours trop court et celui de la semaine trop fugitif. Il avait reconnu l'utilité du système des fiches pour retrouver rapidement les renseignements qu'on a jugé à propos de noter ; et, avec cette méthode, il fit une immense moisson. Cependant, lui qui connaissait si bien les *Mémoires* et les *Bulletins* de notre Société, leur a adressé peu de travaux. Il faut en accuser sa grande modestie et aussi sa mauvaise santé. Celle-ci, en effet, ne lui permettait pas un labeur suivi ; parfois elle arrêtait son activité intellectuelle pendant plus d'un mois. — Une année où ces fâcheuses interruptions furent moins multipliées (afin de faire plaisir à son frère qui était secrétaire de la Société bibliographique), il prépara, pour le Congrès qui se tint à Nancy en juin 1896, une *Bibliographie nobiliaire de la Lorraine*, qui a été imprimée et a paru en tirage à part. C'est le travail le plus complet que nous possédions sur cette matière, où il était



particulièrement compétent ; et cependant, s'il l'eût publié quelques années plus tard, il eût pu au moins doubler ses proportions, tant ses explorations continuelles lui avaient apporté d'informations complémentaires. Cette branche de connaissances, qui avait fini par orienter le sens de ses recherches habituelles (car il faut bien se borner si l'on veut arriver à des résultats sérieux), lui avait fait éprouver une sympathie particulière pour dom Pelletier. Un moment il eut le projet d'une biographie ; mais il se laissa arrêter par l'extrême discrétion des monuments qui parlent de ce modeste savant ; et je crois bien qu'il a ignoré l'existence du portrait que M. l'abbé Pierfitte a découvert récemment à Chamagne, et qui est maintenant à Saint-Dié, au musée de la Société philomatique vosgienne.

Il a réuni beaucoup de notes biographiques et généalogiques sur les familles alliées à la sienne, notamment sur les Gourcy, les Wignacourt, les du Houx, les Lambel. Souvent il regrettait le laconisme ou le même le mutisme de ceux qui auraient pu écrire ce qu'ils savaient de leurs parents contemporains ; aussi, en 1902, il essaya de combler en partie cette lacune. Pour offrir aux futurs parents de sa lignée une vie modèle qui fut pour eux une perpétuelle exhortation à l'honneur et à la vertu, il crayonna les principaux traits de l'existence de son frère défunt Henri, pour lequel il avait une tendre affection mêlée d'admiration. Après avoir rappelé ses droits de gentilhomme dans ce livre de famille, il l'a dépeint dans son zèle pour l'accomplissement de ses devoirs de bon chrétien et de bon citoyen (1).

Enfin, de plus en plus souffrant, et ne pouvant plus jouir de ses loisirs que par saccades, il fut amené, je ne sais par

(1) *Le comte de Bizemont, 1859-1899* ; Nancy, Crépin-Leblond, 1902, in-8°, 80 pp.

quel courant d'induction, à partager la passion de ceux qui collectionnent les *ex-libris*, ces marques de propriété qui reflètent les goûts de ceux à qui elles appartiennent et quelquefois leurs titres de noblesse.

Voilà ce qu'on pourrait appeler les divers méandres par lesquels s'est écoulée paisiblement, dans le silence d'un bosquet, la vie studieuse du comte Arthur de Bizemont. Le 31 janvier dernier, cet excellent homme fut emporté par une mort presque foudroyante chez son gendre, M. le capitaine de Miscault, à Albi, où il se trouvait depuis quatre mois seulement.

Désormais, nous en avons la ferme conviction, il peut consulter à loisir les témoins qu'il avait trouvés trop muets sur la terre, et d'ailleurs il a devant les yeux le livre infiniment complet qui possède toute science et qui procure le suprême bonheur.

ED. CHATTON.

---

## MUSÉE LORRAIN

—

### DONS

Par MM. Alcide Drouin, à Mirecourt : Pante de lit brodée aux armes de Bassompierre. — Coffre en fer.

— M. Arthur Blanchefort, à Briey : Insignes de sergent de police de la ville de Briey, époques différentes, 3 pièces. — Cuiller en corne.

— M. Louis Robert, de Pont-à-Mousson : Carreau d'arbalète trouvé sur l'emplacement de l'ancien château de Condé (Custines). — Divers fragments de poterie.

— M. Fould, à Pompey : Umbo (partie centrale de bou-

clier) et angon, provenant des fouilles faites dans l'ancien cimetière mérovingien de Pompey.

— M. P.-E. Masson : Mors de bride avec bossettes ornées (moderne). — Poids avec fleurs de lys.

*Legs du Commandant Larguillon.*

*Armes.* — Casque, cuirasse, brassard (4 pièces). Épées et sabres (24 pièces). Esponton, fusil, pistolets et amorçoir (3 pièces).

*Peinture.* — Tableaux de différents maîtres lorrains, français et espagnols (37 pièces).

*Faïence et céramique.* — Assiettes, soupières, vases et divers objets de Rouen, Nevers, Moustiers, Marseille, Aprey, Saint-Omer, Lunéville et Alsace (70 pièces). Terres cuites et statuettes (30 pièces).

*Meubles.* — Crédence française à deux corps, le dessus à deux vantaux ornés de peintures. Buffet à deux corps avec fronton, style Louis XIII. Table en noyer à pieds torsés. Coffrets en bois de Sainte Lucie (2 pièces). Coffrets de différentes formes (2 pièces). Console en bois doré. Six chaises, trois vitrines (moderne).

*Ferronnerie.* — Étriers, mors de bride, éperons, serrure et clé (12 pièces).

*Étain.* — Moutardier.

Trois cartons contenant des dessins, gravures et lithographies d'artistes français et lorrains.

L. W.

---

*Pour la Commission de rédaction, le Président : L. QUINTARD.*

---

L'imprimeur-gérant : A. CRÉPIN-LEBLOND, 21, rue Saint-Dizier, Nancy

**BULLETIN MENSUEL**  
DE LA  
**SOCIÉTÉ D'ARCHÉOLOGIE LORRAINE**  
ET DU  
**MUSÉE HISTORIQUE LORRAIN**

---

5<sup>e</sup> ANNÉE. — NUMÉRO 3. — MARS 1905.

---

**Procès-verbal de la Séance du vendredi 10 février 1905.**

**PRÉSIDENCE DE M. L. QUINTARD, PRÉSIDENT.**

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

**Communication.**

Le Président dépose sur le bureau le volume des *Mémoires* pour 1904.

**Admissions.**

MM. Jean Kastener et Paul Denis sont admis comme membres titulaires.

**Présentations.**

Sont présentés en la même qualité : le prince de Bauffremont, 87, rue de Grenelle, à Paris, par MM. le duc de Bauffremont, Léon Germain et Pierre Boyé ; le baron Adrien Legrom de Maret, au château de Brouelle, par Stenay, par MM. l'abbé Bonneau, l'abbé J. Nicolas et Léon Germain.

### Nécrologie.

Le Président rappelle à la Société la perte très sensible qu'elle a faite en la personne du Commandant Larguillon, membre perpétuel, qui a légué au Musée lorrain de nombreux objets. Très éprouvée depuis quelque temps, la Société a également le regret d'enregistrer le décès de MM. Lucien Quintard, le docteur Friot, Trancart, Davillé, membres titulaires, et du comte Arthur de Bizemont, membre perpétuel.

### Distinction honorifique.

Le comte J. Beaupré a été nommé associé correspondant de la Société nationale des antiquaires de France.

### Ouvrages offerts à la Société.

*Bénédiction du chemin de croix de Bleurville*, par l'abbé Pierfitte ; plaquette de 10 p.

*Les divertissements de la cour et de la ville*, par René d'Avril et Paul Briquel ; collection de l'Ermitage, Paris, 1903, 39 p. avec planche. (Exemplaire sur Hollande ; envoi du docteur Paul Briquel.)

### Lectures.

Le Secrétaire continue la lecture du travail de M. Ch. Pfister : *La fondation de la ville-neuve de Nancy et la distribution des emplacements*.

M. Paul Denis donne lecture de son étude : *Une œuvre inédite de Ligier Richier. Le calvaire de Génicourt*. La Société vote l'impression de ce travail dans ses *Mémoires* et nomme pour former la Commission de revision : MM. Léon Germain, Henri Lefebvre et Henri Bernard.

## MÉMOIRES

UNE ŒUVRE INÉDITE DE LIGIER RICHIER (1)

LE CALVAIRE (2) DE GÉNICOURT (3).

Durant tout le cours du Moyen-Age et jusqu'aux environs du xvii<sup>e</sup> siècle, il ne suffisait pas à l'Eglise de placer seulement sur ses autels l'image du Fils de Dieu mourant sur la croix. Elle voulait encore qu'un Crucifix monumental se présentât aux regards des fidèles dès leur

(1) Nous pouvons, sans rien exagérer il nous semble, qualifier ainsi le groupe qui va faire l'objet de cette notice, une seule personne en ayant jusqu'ici signalé l'existence. Elle ne lui avait d'ailleurs consacré que quelques lignes et, assez peu versée dans l'étude des œuvres d'art, elle n'avait fait que soupçonner ce qui nous paraît être la vérité.

M. l'abbé Souhaut, dans son livre *Les Richier et leurs Œuvres* (Bar-le-Duc, Contant-Laguerre, 1883), en dit en effet : « Ces statues — celles du Calvaire de Génicourt — remarquables pour l'énergie des attitudes, l'expression des traits et l'agencement des draperies, portent le cachet d'un talent naissant. » (*Lib. cit.*, p. 100.) Mais comme, pour le bon curé improvisé critique d'art, Richier, même dès ses débuts, n'avait pu être qu'un maître accompli, il s'était refusé, tout en reconnaissant dans les morceaux qu'il appréciait ainsi les caractéristiques de son atelier, à lui en attribuer la paternité. Il les avait alors portés à l'actif d'un certain Jean Richier, d'après lui frère puîné de Ligier, qui, selon toute vraisemblance, n'exista jamais que dans son imagination et paraît créé, sans aucun fondement sérieux, pour l'unique besoin d'une classification quelque peu fantaisiste d'œuvres d'art dues à des artistes différents et d'époques diverses.

(2) On désigne ainsi dans le langage iconographique, les groupes formés par la réunion d'un certain nombre de figures, peintes ou sculptées, représentant la scène de la mort du Christ. Au xvi<sup>e</sup> siècle, époque à laquelle se rattache l'œuvre qui nous occupe, ces compositions furent extrêmement fréquentes et comprirent parfois de nombreux personnages. Les plus simples ne comprenaient que le Christ, la Vierge et saint Jean. Dans d'autres, figuraient en outre les deux Larrons, la Madeleine pleurant au pied de la croix, le soldat Longin, armé de la lance traditionnelle et, parfois aussi, des anges recueillant dans des calices le sang qui s'échappait des blessures du divin Supplicié.

(3) Commune de l'arrondissement et du canton de Verdun, département de la Meuse, à deux kilomètres de la station de Villers-Benotte-Vaux, ligne de Lérouvillle à Sedan.

entrée dans le lieu saint. De cette prescription aujourd'hui tombée en désuétude, et dont il est assez difficile de préciser la date, vint la coutume de jeter, en travers et généralement à mi-hauteur de l'arc triomphal qui donnait accès au sanctuaire de nos églises, une poutre appelée *tref*, supportant une croix de dimensions proportionnées à l'édifice, sur laquelle était étendu un Christ, généralement accosté des statues de la Vierge et de saint Jean. Cette image tangible et matérielle du Calvaire, suspendue ainsi dans les airs en avant de l'autel principal, gravait dans l'esprit du chrétien le souvenir du sacrifice sanglant du Sauveur dont celui offert par le prêtre n'est, d'après le dogme catholique, que la représentation et la continuation sous d'autres apparences.

Probablement fort simples lors de leur apparition, les *trefs* furent par la suite plus ou moins ornés. On y suspendit des lampes et, quand la largeur de l'arcade l'exigeait, on plaçait pour les soutenir des poteaux ou des colonnettes. De là vint peut-être l'idée première du *Jubé*, sorte de clôture monumentale séparant la nef du chœur, dont s'ornèrent, à partir du *xiv<sup>e</sup>* siècle, la plupart de nos grands édifices religieux et que surmontait toujours un groupe monumental du Calvaire.

Les églises rurales, vu généralement leur peu d'étendue, se prêtaient mal à la construction d'un monument de ce genre, dont la lourde masse les eût par trop obstruées. Aussi, en furent-elles rarement munies, et le simple *tref* figura seul dans leur ornementation.

Bâtie durant le premier tiers du *xvi<sup>e</sup>* siècle, l'église de Génicourt (1), village situé à mi-chemin entre Saint-

(1) Il nous a été impossible de découvrir, aux archives départementales de la Meuse, aucun document pouvant nous fixer la date précise de la construction de l'église de Génicourt. Cet édifice, bâti au sommet d'une petite éminence dominant la vallée, accuse, par les caractères généraux de son architecture, l'extrême fin du *xv<sup>e</sup>* siècle, ou plutôt, comme nous le pensons, les premières années du *xvi<sup>e</sup>*.

D'après des documents que nous devons à l'obligeance de M. le lieu-

Mihiel et Verdun, offrait encore, il y a une soixantaine d'années tout au plus, l'exemple devenu aujourd'hui bien rare de cette antique coutume. Un peu au-dessous des

tenant Dublanchy, du 69<sup>e</sup> d'infanterie, originaire de Génicourt, qui réunit en ce moment les éléments d'une monographie historique de la seigneurie de ce village, dont nous espérons la publication prochaine, le monument actuel aurait été bâti sur l'initiative et en très grande partie au frais de Nicole d'Apremont, dame du lieu. Son obit fut célébré, aux dépens de la seigneurie, jusqu'à la veille de la Révolution, à titre de *bienfaitrice insigne* de l'église.

Nicole appartenait à la famille des d'Apremont dite « aux Merlettes » à cause des trois figures de ces oiseaux représentés sur son blason. C'était, croit-on, une branche collatérale de la grande maison d'Apremont, qui joua un rôle important en Lorraine jusque vers la fin du xv<sup>e</sup> siècle. Mariée une première fois, en 1487, à M<sup>re</sup> Jacques Méniant, licencié-ès-lois, lieutenant général au bailliage de Saint-Mihiel, elle épousa en secondes noces Philippe de Nourroy (Norroy). Nous ignorons la date de cette union, mais elle était déjà sûrement réalisée en 1490.

Ce fut très probablement peu après ce second mariage, dont ne sortit aucune postérité, que furent commencés les travaux de construction de l'église de Génicourt qui était alors succursale d'Ambly. Les armoiries de Nicole et de son mari figurent sur chacun des trois autels placés, l'un dans le sanctuaire et les deux autres au fond des nefs latérales de l'édifice. On les remarque encore, accompagnant les portraits de ces personnages, sur la verrière centrale de l'abside. Trois autres verrières portent également les portraits et les armoiries de leurs donateurs, ainsi que les représentations de leurs saints patrons. Dans la première fenêtre du sanctuaire, côté de l'évangile, on voit deux femmes, dont l'une porte la crosse et l'habit religieux, agenouillées au-dessous des figures de saint Maur, évêque de Verdun, et de saint Blaise. L'inscription nous apprend qu'elle fut donnée par Alice de Thiaucourt, abbesse de S<sup>t</sup>-Maur. A la suite, la date de 1528. (Alice de Thiaucourt fut élue abbesse de Saint-Maur, à Verdun, en 1511, et mourut en 1529 ; elle était, croyons-nous, alliée à la famille de Nicole d'Apremont.) La fenêtre suivante est remplie par une verrière sans date, sur laquelle figurent Gérard d'Apremont et sa femme Diane de Ludres. Les deux baies faisant face à celles que nous venons de décrire sont remplies par des verrières très remaniées, représentant des scènes bibliques. L'une d'elles est un don de Jean Hussève, curé d'Ambly.

La verrière placée au fond du collatéral de l'évangile, représente Nicolas Rémiot, maître-échevin à Metz, et sa femme Amée d'Apremont. Sur celle du collatéral de l'épître, figurent Renaud de Gournay, seigneur de Secourt, et sa femme Alisotte Rémiot. Sur le coussin placé sous les genoux du chevalier, on lit la date de 1524.

Au rétable des deux autels placés au-dessous de ces verrières



impostes (1), une poutre peinte traversait la grande arcade ogivale du sanctuaire, portant en son milieu le Crucifix, accompagné des images traditionnelles de la Vierge et de saint Jean.

Dans le but, évidemment très louable mais malheureux en la circonstance, de dégager la perspective du chœur et de rendre ainsi plus visibles les magnifiques verrières de l'abside (2) et l'élégant tabernacle (3) qui domine le portique auquel est adossé le maître-autel, un curé fit un jour disparaître cet accessoire qu'il jugeait suranné. La poutre sciée et enlevée disparut ; mais, grâce à Dieu, le groupe qu'elle supportait ne subit pas le même sort. Le grand crucifix fut suspendu au pilier faisant face à la chaire, tandis que la Vierge et saint Jean, juchés sur deux modestes supports, allaient garnir deux espaces demeurés vides entre la

on lit également, en caractères gothiques gravés sur un petit cartouche appliqué sur le fleuron formant la base de la croix du couronnement, la date de 1531. Ces deux autels, dédiés l'un à la Vierge et le second à saint Nicolas, furent consacrés par l'évêque de Verdun Nicolas Boucher en 1588 et 1593.

Les différentes dates que nous venons de signaler confirment donc l'opinion que nous avons émise plus haut sur la construction de l'église de Génicourt. Au moment où ces différents travaux d'ornementation étaient en voie d'exécution, Ligier Richier, né aux environs de l'an 1500, et dont la première œuvre pouvant lui être presque sûrement attribuée est datée de 1523, commençait à se faire connaître. Il n'est donc pas trop imprudent de penser qu'il pût être fait appel à son talent pour l'exécution d'un des ouvrages les plus en vue du nouvel édifice. L'analyse esthétique de cette œuvre vient du reste, comme nous le verrons, pleinement confirmer cette supposition.

(1) Dernière assise d'un pilier, sur laquelle repose directement l'assise de départ de l'arc brisé du cintre.

(2) Voir la note ci-dessus, page 53, et également une note de M. Petitot-Bellavène, insérée dans le tome II de l'*Histoire civile et ecclésiastique de la ville et du diocèse de Verdun* par N. Roussel ; édition annotée, Bar-le-Duc, 1865, p. 830. Ces verrières, rares dans la région, sont extrêmement remarquables par la pureté du dessin, la vivacité et l'éclat du coloris, aujourd'hui encore parfaitement conservé.

(3) L'abbé Souhaut (*Les Richier et leurs Œuvres, lib. cit., p. 94*), donne une description de ce tabernacle et des différentes scènes sculptées sur le rétable du maître-autel.

grande baie du clocher et les premières colonnes engagées de la nef.

C'est sur ces trois statues ainsi dispersées et dénuées désormais de leur véritable sens, que nous désirerions voir se porter l'attention des archéologues et des critiques. Taillées dans des blocs de chêne, hautes de 1 mètre 30 environ, de formes un peu grêles et élancées, elles ont un aspect qui rappelle d'assez près les productions de la période gothique. Très naturalistes d'exécution, d'expression un peu naïve mais sincère, sobrement drapées dans les lignes harmonieuses des amples manteaux dans lesquels elles s'enveloppent, elles offrent une parenté incontestable avec les différentes œuvres sorties du fameux atelier lorrain de Saint-Mihiel, dont Ligier Richier fut le chef. Nous ne croyons pas nous hasarder outre mesure en les attribuant à son ciseau.

Sans doute, comme l'écrivait récemment M. L. Germain de Maily dans son article sur le « Calvaire de Briey », qu'il fut le premier à faire connaître et à décrire (1), on a souvent et imprudemment prêté à Ligier Richier des œuvres qui n'étaient pas dignes de lui et ne présentaient nullement les caractères de son école. « On ne prête qu'aux riches » dit un vieux proverbe qui a pu, dans certaines de ces circonstances, trouver ainsi une justification inattendue. Il n'en peut malgré cela, à notre avis du moins, être de même dans le cas présent. Et, lorsque le lecteur aura bien voulu examiner avec nous le travail en question, il ne sera pas éloigné, ce nous semble, en arrivant au terme de cette étude, de partager une opinion pour nous désormais hors de doute.

\* \* \*

Le groupe que nous allons décrire se compose, disons-

(1) Voir le *Bulletin mensuel de la Soc. d'Archéol. lorraine*, août-septembre 1903.

nous, de trois personnages ; un Christ en croix, la Vierge et saint Jean. Il formait ce que l'on est convenu d'appeler un « Calvaire », conçu selon les données iconographiques de l'époque et tel qu'on en rencontrait alors toujours au-dessus du jubé des grandes églises cathédrales ou abbatiales, ou du modeste ouvrage de charpente qui en tenait lieu dans les édifices plus pauvres ou de moindre importance.

*Le Christ.* — Le Christ, étendu sur la croix, occupait le centre et dominait la composition. Nous le trouvons aujourd'hui fixé en face de la chaire, au deuxième pilier de la nef du côté de l'épître. Le corps, taillé dans un seul bloc de bois, raidement allongé sur le large montant vertical de l'instrument du supplice, présente une raideur, une sécheresse de lignes, rappelant à première vue les crucifix gothiques. Il offre des affinités incontestables avec celui qui occupe le centre de la scène principale du rétable d'Hattonchâtel (1), et ceux qui se rencontrent à Briey (2) et à Bar-le-Duc (3).

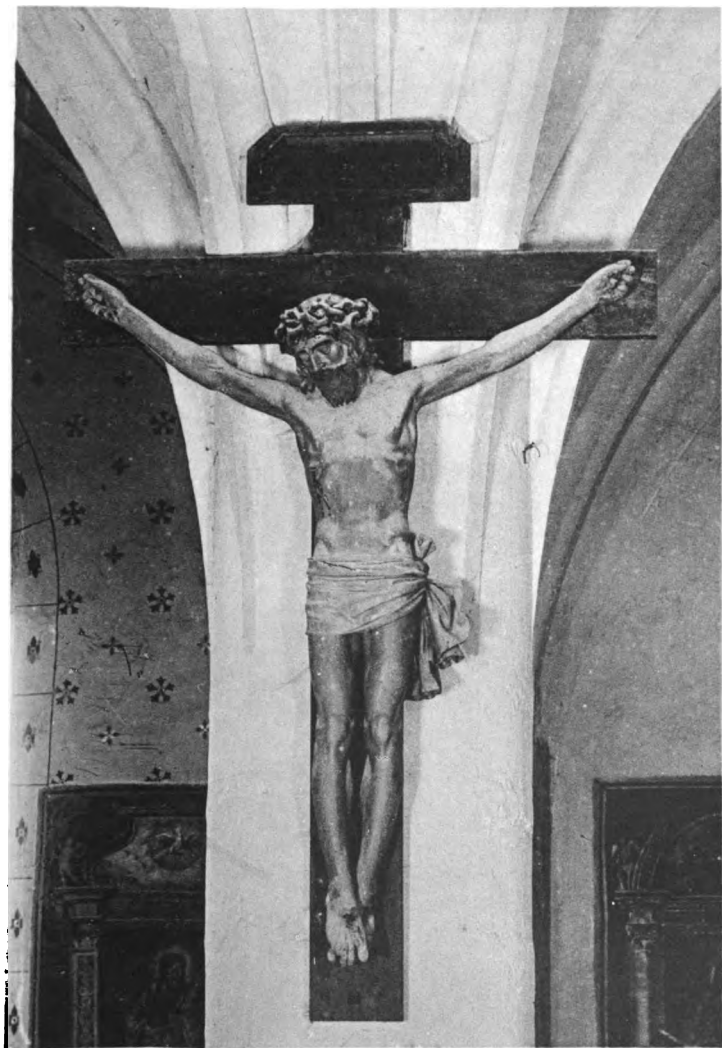
La tête, surmontée d'une massive couronne d'épines, se présente de trois quarts à droite (4) et légèrement penchée

(1) Ce rétable, qui ornait le maître-autel de l'église d'Hattonchâtel, autrefois collégiale et chef-lieu d'un des quatre archidiaconés du diocèse de Verdun, se trouve encore aujourd'hui dans cet édifice, adossé à la muraille de l'abside. La question de son attribution exclusive à Ligier Richier a été quelque peu controversée, mais on est généralement aujourd'hui tombé d'accord sur ce point. Ce fut, très certainement, l'un des premiers ouvrages de l'artiste car la date de 1523 s'y lit, gravée sur le soubassement. Cf. notre travail, *Monde catholique illustré*, n° du 15 avril 1902.

(2) Voir l'article de M. L. Germain de Maily, déjà mentionné ci-dessus, note 1, page 55.

(3) Ce Christ, comme celui de Briey, est accompagné des deux larçons et faisait également partie d'un Calvaire. Il se trouve actuellement dans l'église Saint-Pierre à Bar-le-Duc. Cf. notre travail, *Monde catholique illustré*, n° du 15 avril 1902.

(4) La droite est ici prise objectivement ; il en sera ainsi dans tout le cours de cette notice.



PHOTOTYPIE A. BERGERET & C<sup>ie</sup>, NANCY.

CALVAIRE DE GÉNICOURT

Le Christ



en avant. La chevelure, disposée en mèches régulières, assez longues et bouclées à leur extrémité, tombe éparse de chaque côté de la figure. Le visage, encadré d'une barbe épaisse, traitée comme les cheveux, est d'un aspect moins réaliste qu'à Bar ; la physionomie est moins âpre, les lignes en sont moins tourmentées, moins creuses. Il semble que l'artiste, contrairement à son habitude, les ait ici adoucies à dessein, cherchant moins à rendre les convulsions de la douleur que la majesté calme de la mort venant de mettre un terme à de longues souffrances. Le nez est assez long ; les yeux, bien dessinés, sont clos par les paupières supérieures tirées et largement tombantes, débordant sur les paupières inférieures (1). Les lèvres fines, presque enfouies sous la masse touffue de la barbe et de la moustache, sont pincées par un rictus douloureux. L'expression générale est d'une majesté grave et douce. C'est celle de l'Ouvrier divin, venant de consommer le rude labeur de la rédemption des hommes, s'abandonnant volontairement à la mort en murmurant le *Consummatum est* : « Tout est consommé ! »

Les bras du Crucifié sont largement étendus, dans une position presque horizontale ; la paume des mains se creuse et les doigts contractés sont presque refermés sur les clous. Malgré une maigreur assez accentuée et une raideur générale de lignes produisant un allongement en somme plus apparent que réel, l'anatomie est parfaitement traitée. Les proportions des différentes parties du corps sont mieux observées qu'à Haltonchâtel et, s'il y a ici, fait qui pourrait tenir à un défaut de matière, moins de mouvement dans les membres inférieurs, ils sont d'apparence moins grêle. Le modelé, un peu sec, accuse exactement les différentes saillies des muscles ; toutes sont bien à leur

(1) Ce dernier détail, très caractéristique, se remarque dans toutes les figures de Ligier Richier. Il peut, dans une certaine mesure, servir de *criterium*, pour démontrer leur authenticité.

place et rendues simplement, sans parti pris d'aucune sorte. Les pieds, un peu tirés et aplatis (ce qui fait paraître les jambes démesurées), sont superposés et sans aucun support ; celui de droite est ramené sur le gauche ; un seul clou les traverse.

Une plaie large, franchement accusée, perce sur le côté droit la poitrine du cadavre. Un linge étroit ceint les reins. Disposé par petits plis longs et secs, presque symétriques, il est noué sur le côté gauche où il retombe en deux masses distinctes et de longueur différente.

La croix qui supporte le corps du Christ est faite de deux pièces de bois, très larges, mais relativement peu épaisses. Un volumineux *titulus* (1), entouré d'un rebord saillant et dont les angles supérieurs sont légèrement abattus, surmonte la partie verticale qui devait, autrefois, avoir une longueur beaucoup plus grande (2).

*La Vierge.* — Dans la composition primitive la Vierge devait, selon les règles de l'iconographie, être placée au côté droit de la croix. Elle nous apparaît sous le costume traditionnel, debout, le corps légèrement incliné, les bras tombants, les mains jointes, la tête modérément penchée et portée vers la droite.

Le sujet choisi par l'artiste, pour figurer la mère du Sauveur, ne présente aucune tendance à une idéalisation quelconque. C'est une figure de femme assez jeune, dont le type paraît très local et dont le modèle, trouvé sans grande recherche, a été rendu de même. On distingue cependant, dans ces traits assez vulgaires et réalistes, une très grande vérité d'expression qui, sans atteindre le degré d'excessive

(1) Appendice figurant un feuillet roulé, fixé au sommet du montant vertical de la croix et sur lequel sont gravées les lettres I. N. R. I.

(2) Nous croyons cette croix très moderne et pensons qu'elle a été refaite lors du déplacement des statues.



PHOTOTYPIE A. BERGERET & C<sup>ie</sup>, NANCY.

CALVAIRE DE GÉNICOURT

La Vierge





acuité que nous trouverons dans la figure de saint Jean, n'en offre pas moins un charme singulier et un réel mérite.

Le costume de la Vierge rappelle immédiatement celui du même personnage dans les différentes œuvres de Richier. Car, détail assez particulier, le maître paraît s'être rarement départi, par la suite, des formes adoptées dès ses premiers ouvrages. Au fur et à mesure qu'il avance dans son art, on le voit modifier l'agencement de ses draperies, accuser certains plis, rechercher davantage l'idéalisation et la beauté plastique, mais il garde fidèlement le vêtement choisi par lui dès le principe. Nous trouvons ici une longue robe, très simple, à manches étroites, moulée pour ainsi dire sur le buste et tombant jusqu'à terre en plis raides et rares. Un grand voile, à saillie assez proéminente, est jeté sur la tête. Pincé par un gros pli un peu au-dessus de la nuque, il tombe de chaque côté de la figure en rentrant légèrement à la hauteur des épaules, dessinant dans sa chute une ligne sinueuse et ondulée. Une guimpe, d'étoffe plus fine, est ajustée en dessous et encadre la partie inférieure du visage. Mais, au lieu d'être ici, comme à Hattonchâtel ou dans le groupe de « La Pâmoison » (1) de l'ancienne Abbatale de Saint-Mihiel, simplement striée des cassures causées naturellement par les attaches et la retombée de la toile ; elle offre une série de plis verticaux, symétriquement disposés, à la naissance desquels l'artiste a rendu, avec un grand souci d'exactitude, le flottement et les froissements causés par le mouvement de la tête.

Un ample manteau, fait d'une large pièce d'étoffe très

(1) Ce groupe, tel qu'on le trouve aujourd'hui, n'est qu'un débris d'une composition beaucoup plus importante exécutée par Ligier Richier pour l'église de l'Abbaye bénédictine de Saint-Mihiel aux environs de 1530. On en trouve une description sommaire dans le récit du voyage fait à Saint-Nicolas de Port, en 1532, par un bourgeois de Troyes, nommé de Chatonrup, et rapporté par Dom Calmet. (*Bibliothèque lorraine*, Nancy, 1751, col. 835.)

souple, est simplement posé sur les épaules. Ramené et ramassé en avant du corps par le mouvement des bras qu'il enveloppe complètement, il est maintenu entre les mains jointes, serrées contre la poitrine, et descend de là, en longs plis onduleux, presque parallèles, jusque sur les pieds entièrement dissimulés sous la jupe.

Le visage de la mère du Sauveur, assez vulgaire, comme nous le disions en commençant, est néanmoins très régulier de lignes et d'aspect. Il exprime une douleur intense, concentrée, arrivée à son paroxysme. Les yeux, très correctement dessinés, semblent n'avoir plus de larmes ; creusés en quelque sorte par l'acuité de la souffrance, de profonds sillons en cernent les paupières inférieures. La bouche entr'ouverte est déformée par un spasme douloureux qui resserre les narines, tirant le pli naso-labial et les commissures des lèvres ; une respiration haletante, entrecoupée de sanglots étouffés, semble s'en échapper. Le menton, assez proéminent et arrondi, se creuse d'une fossette.

Les bras, ramenés en avant du corps, tombent dans un mouvement de lassitude, d'épuisement, et les mains un peu fortes, des mains de paysanne accoutumée aux rudes labeurs champêtres, se joignent dans un geste suprême de détresse résignée.

Il y a, dans toute cette figure, très gothique encore de travail et d'esprit, une grâce discrète et douce qu'on ne peut s'empêcher d'admirer. La tête aux traits communs, inclinée sous le poids du chagrin, simplement, presque naïvement rendue, est d'une mélancolie charmante et d'une réalité admirable. La douleur s'y lit dans toutes les lignes et, cependant, nulle déformation ni maniérisme, il y a ce qu'il faut, rien de plus. Quelle grâce aussi dans le geste naturel et simple de la Vierge, s'enveloppant dans les amples plis de son manteau ! Sentant ses forces sur le point de la trahir, elle semble, pour ainsi dire, se replier sur elle-même, s'isoler du reste du monde, pour se con-

centrer uniquement dans sa souffrance dont une lumière intérieure, illuminant d'un reflet vague et lointain son visage bouleversé, paraît lui révéler tout le prix. C'est bien là du Richier et rarement par ailleurs le maître atteindra, avec une telle simplicité de moyens, autant de sincérité et d'expression.

(A suivre.)

PAUL DENIS.

UN ÉPISODE INCONNU DE LA VIE  
DE FRANÇOIS DE NEUFCHATEAU.

Le tome VIII<sup>e</sup> des Documents rares et inédits de l'Histoire des Vosges renferme (1), sous un titre unique, plusieurs pièces tirées du Trésor des chartes de Lorraine et publiées sans aucun doute par la seule raison qu'elles concernent l'héroïque ville de La Mothe, détruite au XVII<sup>e</sup> siècle; mais ces pièces méritent encore, selon nous, d'être signalées à cause de l'un des deux personnages qui y sont dénommés et que nous nous proposons ici d'identifier.

Il s'agit d'un accensement, à titre de bail emphytéotique, des ruines de La Mothe, sous les dates des 7 septembre et 15 décembre 1773.

A la première de ces dates, une requête fut présentée au Roi en son Conseil par les sieurs *Mirbeck*, avocat au Conseil du Roi, et *Nicolas François*, avocat au Parlement de Paris, pour obtenir, à bail de 99 années, « le terrain qu'occupaient les maisons, fossés, fortifications, fauxbourgs, chemins, ruisseaux et autres dépendances de la ville de La Mothe, avec la permission de défricher les dits terrains et de leur donner tel genre de culture qu'ils jugeront à propos », s'offrant de risquer « la mise entière des frais et travaux nécessaires pour mettre en valeur les parties qui

(1) Page 308 et suivantes.

en seraient susceptibles », et de payer au domaine un canon annuel de 300 fr. barrois.

Le sieur Thibaut, procureur général de Lorraine, à qui fut transmise cette requête pour avis, fit observer que les villages de Soulaucourt et d'Outremécourt, autrefois faubourgs de La Mothe, formaient alors deux domaines, dont le premier, faisant partie de ceux de Bassigny, est sous-fermé à 3.300 livres de canon, indépendamment de la cense de Maleux (au finage de Soulaucourt), qui rend par année un canon de 680 livres, et dont le deuxième est accensé à perpétuité au sieur Landrian, moyennant un cens de 140 livres ; qu'il fallait distraire tous ces objets de la demande des sieurs Mirbeck et François ; que les 100 livres de cens paraissent suffisants à cause des frais qu'entraîneront le défrichement et l'enlèvement des pierres de la plus grande partie des terrains en question et de la nécessité d'y construire une maison de ferme. En conséquence, il estimait qu'il y avait lieu de passer bail des ville, fossés et fortifications de La Mothe et des chemins qui y aboutissent, sans y comprendre les deux domaines et la cense aliénés, ni le paquis ou terres labourables qui avaient pu être accensés par le domaine dans les anciennes dépendances de La Mothe ; qu'il devait être, avant tout, dressé par les requérants une Carte topographique du terrain laissé à bail emphytéotique et cette carte jointe à la minute dudit bail, pour la passation duquel ils seront tenus de se retirer par devers la Chambre des comptes de Lorraine.

Sur le rapport favorable de l'abbé Terray, conseil ordinaire au Conseil royal, contrôleur général des finances, le Roi, en son Conseil, ayant égard à la requête, accorde aux suppliants « ce qui restait inaliéné de l'emplacement qu'occupaient cy-devant les maisons, fossés, fortifications, faubourgs, chemins, ruisseaux, banlieue et dépendances de la ville de La Mothe », en Lorraine, pour un bail de 99 ans,

à commencer du jour de la Saint-Martin d'hiver de cette année..., à charge de servir annuellement au domaine de Sa Majesté, à compter du même jour, une redevance de 12 reseaux du plus beau bled froment, mesure de Neufchâteau, payable néanmoins en argent sur le pied de 12 livres argent de France le resal....., et les renvoya pour bail, devant la Chambre des comptes de Lorraine. Fait à Versailles, le 7 septembre 1773.

En suite de cet arrêt, Ignace-Frédéric Mirbeck, avocat aux Conseils du Roi, et Nicolas François, docteur en droit, conseiller, avocat du Roi au bailliage de Vézelize, adressèrent à ladite Chambre des comptes de Lorraine une demande de passation d'un bail, qui fut fait à Nancy le 15 décembre 1773.

Or nous croyons que ce dernier requérant n'est autre que le magistrat poète *François de Neufchâteau*, qui devint plus tard député, ministre, président du Sénat, etc.

En effet, cet illustre homme d'Etat, né le 17 avril 1750 à Saffais, de Nicolas François, régent d'école, et de Marguerite Gillet, son épouse, reçut au baptême le prénom de Nicolas comme son père (1), et signa *N. François* jusqu'en 1779, où il fut autorisé, le 23 janvier, par le Parlement, à ajouter à son nom le surnom de *de Neufchâteau*, et à s'appeler dès lors *François de Neufchâteau*, sans pouvoir rien changer, sous les peines de droit (2).

Mais, en 1773, il ne se nommait encore que Nicolas François, nom que prend un des personnages qui ont signé les deux requêtes dont nous avons parlé.

De plus, un de ses biographes avance qu'il se fit rece-

(1) Voir son acte de naissance, p. 74 de la *Notice historique et littéraire sur la vie et les écrits du comte François de Neufchâteau*, Paris, Techener, 1843, broch. in-8°, sans le nom de l'auteur (qui est, croyons-nous, Justin Lamoureux).

(2) *Notes sur le séjour de François de Neufchâteau à Mirecourt, 1776-1783*, par A. Benoit, dans *Annales de la Société d'émulation des Vosges*, 1879, p. 111.

voir *docteur en droit* à Reims (1), sans toutefois préciser l'année ; mais un autre auteur rapporte que, sur le conseil et avec l'appui de ses protecteurs ordinaires, il se fit, en 1770, admettre au barreau de Reims (2) ; or cette ville était du Parlement de Paris, en sorte que N. François pouvait, en 1771, se dire *avocat au Parlement de Paris*.

Enfin nous savons qu'il obtint, en 1774, la place d'*avocat du roi à Vézélise* et que, cinq ans après seulement, il acheta la charge de Lieutenant général à Mirecourt (3).

En sorte que NICOLAS FRANÇOIS, *avocat au Parlement de Paris, docteur en droit, et avocat du Roi au bailliage de Vézélise*, qui demande et obtient à bail, en 1773, les ruines de La Mothe, est bien celui qui, après 1779, s'appela FRANÇOIS DE NEUFCHÂTEAU et fournit, dans la suite, la brillante carrière politique que chacun sait.

De plus, ses biographes nous apprennent qu'il eut beaucoup de part à la rédaction de plusieurs mémoires assez remarquables qui parurent sous la signature de *Mirbeck*, son ami, *avocat aux conseils* (4) ; et qu'en 1773, à l'occasion de *Paméla*, François de Neufchâteau ayant été enfermé, le 2 septembre, dans la prison de La Force, son *digne ami Mirbeck* parvint à l'en arracher (5).

Enfin, les deux inséparables amis habitaient à Paris la même maison, rue d'Enfer, attenante au Luxembourg, puisque la fille Denis, « cuisinière du citcyen Mirbeck, demeurant en ladite maison » (de François de Neufchâteau),

(1) *Notice historique*, etc., p. 10.

(2) M. Félix Bouvier, *Les Vosges pendant la Révolution*, p. 385.

(3) *Notice historique*, etc., p. 13,

(4) Même ouvrage, p. 12 ; dans une autre biographie de François de Neufchâteau intitulée : *Essai historique sur la vie et les écrits de François (de Neufchâteau)*, etc., par un hermite de Seine-et-Marne, Paris, an VII, in-8°. L'auteur, Dorat-Cubières, dit-on, croit François l'inspirateur, et non l'auteur, des mémoires signés par son ami.

(5) *Essai historique*, etc., p. 29.

fut rendue gardienne des scellés apposés sur les papiers de l'auteur de *Paméla*, lors de son arrestation (1).

Nous pouvons donc croire que cet *Ignace-Frédéric MIRBECK*, avocat aux Conseils, qui signe les deux requêtes rapportées plus haut, est bien celui que les biographes de François de Neufchâteau nomment *son ami MIRBECK* et que, par conséquent, ce sont bien les deux amis qui, en 1773, obtiennent à bail, pour 99 ans, les ruines de La Mothe.

Mais qu'advint-il de ce bail ? Fut-il exécuté par les deux fermiers jusqu'en l'an V, alors qu'une loi du 12 ventôse vint annuler et résilier les baux à ferme des domaines nationaux ? Reçut-il même un commencement d'exécution ? Les renseignements nous manquent pour répondre à ces questions.

Quoi qu'il en soit, il nous a paru utile et en même temps intéressant, de mettre en évidence cet épisode de la vie de François de Neufchâteau, qu'aucun de ses biographes n'a sans doute connu puisque nul d'entre eux n'en a fait mention.

TH. PERNOT.

---

COLARD DE MARLEY, SEIGNEUR DU SAULCY.

D'après un article récemment publié par M. Léon Germain dans le *Bulletin de la Société d'archéologie lorraine* (novembre 1904, p. 261 et suivantes), Colard de Marley, seigneur du Saulcy, qui a été pendant une quinzaine d'années en possession de la châtellenie de Dun-le-Chastel (2), serait issu du premier mariage de Jeanne de Lenoncourt avec Jean de Marley, mariage remontant à 1403.

(1) *N. François (de Neufchâteau)*, auteur de la *Convention nationale*, Paris, C. F. Patris, in-8°, p. 47.

(2) Dun-sur-Meuse, ch.-l. de canton, arr. Montmédy, Meuse.



Il existe aux archives de Chantilly des renseignements intéressants sur ce Colard de Marley, seigneur du Saulcy.

C'est à la date du 13 mars 1436, qu'est mentionné le don de Dun à *Collard du Saulcy*, chambellan, par René roi de Jérusalem et de Sicile, en reconnaissance du service signalé de lui avoir sauvé la vie à la bataille de *Bullinville* (1). Ce don aurait été confirmé le 28 juin 1438.

On trouve, en effet, aux Archives nationales, dans le « *Chartulaire des fiedz mourantz de la chastelainie de Dun* » (KK. 1182), un acte du 14 juillet 1440, par devant le prévôt, le receveur et le clerc juré, « gardeur du scel du tabellionnage de la Chastelerie » de Dun pour *Monseigneur de Dun et du Saulcy*, acte dont j'ai donné le texte dans un article intitulé : *Saulmory, fief mouvant de la chatellenie de Dun* (2).

Le même cartulaire contient, à la date du 13 avril 1446, un autre acte qui commence par ces mots :

« Sachent tuit que je, Guillaume Pairsy, demeurant à Dun, tiens et advoue à tenir en foy et en hommage, à cause d'Agnès, fille de feu Jean Le Jour, jadis dudict Dun, à présent ma femme, de noble et puissant seigneur mon très honoré seigneur, *Monsieur de Dun, de Florehenges et du Saulcy*, à cause de la seigneurie dudict Dun, les choses qui s'ensuivent : ... »

Il s'agissait évidemment du même Colard du Saulcy, devenu seigneur de Dun.

Henri Lepage, dans *La guerre de Sedan* (3), nous apprend, en effet, que quelques mois plus tard, le 15 juin 1446, des lettres patentes de Colart, seigneur de Dun, donnaient à sa fille Jeanne, en considération de son mariage avec *Robert de la Marche*, la moitié des château, ville, terre et seigneu-

(1) Sans doute Bulgnéville.

(2) *Bulletin mensuel Soc. d'archéol. lorr.*, 1904, p. 53.

(3) *Mém. Soc. d'archéol. lorr.*, 1884.

rie de Dun, et que le 27 décembre 1446, cette donation était confirmée par le roi René.

D'après les archives de Chantilly, le roi René aurait racheté Dun le 19 janvier 1451, moyennant 12,500 francs barrois. Il en avait même repris auparavant possession effective, car un acte dont j'ai également donné le texte dans mon article sur Saulmory, acte auquel prennent part *le secretaire du Roy de Jérusalem et de Sicile, son prevost et les clers jurés, gardes du scel du tabellionnage de la chastellerie dudict Dun*, parce qu'il s'agissait de biens, *tenus en fief et en hommaige du roi de Sicile à cause de la chastellerie de Dun*, porte la date du 24 août 1450. Il avait même été précédé d'un acte, passé à Nancy, au nom de *Monseigneur le duc de Calabre et Lorraine, fils et héritier dudict seigneur roy son père, en son duché de Bar et de Lorraine*, en présence de *Messeigneurs les sénéchal et maréchal Monseigneur Jacques, Monseigneur Ferry de Savigny, le bailli de S<sup>t</sup> Mihiel, le bailli de Bassigny et aultres*, le 11 avril 1450.

Cette reprise de possession de Dun a donné lieu à la guerre de Sedan, racontée par Henri Lepage, et au traité conclu en 1497 entre René II, duc de Lorraine et Robert II de la Marck, seigneur de Sedan, dont M. Paul Maréchal a publié le texte avec des annotations du plus haut intérêt (1).

Malgré les renonciations absolues de ce traité, les prétentions de la maison de La Marck se renouvelèrent, car les archives de Chantilly mentionnent un accord au sujet des prétentions de la maison de La Marck sous l'autorité du roi de France (24,000 francs, prix fixé par une transaction du 11 octobre 1539).

Les La Marcq conservèrent la seigneurie du Saulcy. M. Léon Germain pense qu'il s'agit du Saulcy, dépendant de la commune de Tronville (Meurthe-et-Moselle). Ce n'est plus aujourd'hui qu'une simple ferme, où l'on peut cons-

(1) *Mém. Soc. d'archéol. lorr.*, 1892.

tater les vestiges d'une forteresse très importante. A propos de cette terre du Saulcy, j'ai rencontré aux Archives nationales (*Négociations et traités divers*, K. 1187) une curieuse lettre du roi d'Espagne. Elle est datée de Madrid le 24 mars 1574. Elle est ainsi résumée :

« Don du droit compétent à Sa Majesté en la maison et terre de Saulcy, *située entre les confins de Lorraine, Luxembourg et France*, dévolée à feu l'Empereur par droit de confiscation pour la rébellion de Mess<sup>re</sup> Robert de la Marche, pour avoir tenu le parti des Français. »

En voici le texte :

Mon cousin, ayant reçu votre lettre en faveur de Jehan de Naves, afin que mon bon plaisir soit d'en contemplation de ses services faicts en toutes les guerres par ..... et aultrement, lui donner en propriété la terre de Saulthy, Et ce sera pour vous dire qu'ayant bonne mémoire dud. de Naves et souventes fois eu bonne relation de ses services, je luy ai octroyé et octroie par ces présentes, mesmes à votre bonne intercession, la propriété de la terre de Saulthy, dont luy ferez dépescher les lettres très pertinentes. A tant, mon cousin, Notre Seigneur vous ait en sa sainte garde.

De Madrid, le 24 mars 1574,

Philippe.

Mon cousin le comendador mayor de Castille, lieut<sup>e</sup>-gouverneur et cap<sup>te</sup> général de mes Pays-Bas.

Ces lettres étaient bien quelque peu impertinentes, puisqu'il s'agissait d'un domaine situé à 3 kilomètres au sud de Mars-la-Tour, entre Metz et Verdun.

ROBINET DE CLÉRY.

---

#### COMMENTAIRE SUR UNE DESCRIPTION DES ANCIENS VITRAUX DE GONDREVILLE.

Notre confrère M. de Bacourt a publié, il y a quelques années, une description des vitraux de Gondreville (1) faite au point de vue héraldique, vers la fin, ce semble, du

(1) Canton de Toul-Nord, arr. Toul, Meurthe.

xvii<sup>e</sup> siècle (1). Il n'existe plus, paraît-il, que des fragments de ces vitraux (2). Je me propose, pour commencer, d'étudier ici la description des deux premiers, qui, à mon avis, rappellent les deux mariages d'une même dame. Je reproduirai exactement le texte qui a été imprimé, puis j'en ferai le commentaire. Voici ce texte (3) :

« A l'église de Gondreville, prévosté et village près de Toul.

« A la vitre en entrant, la première à gauche, est un écusson à droite : *d'or damasquiné à la fasce diminuée de gueules chargée à senestre d'une étoile d'or, au lion naissant de sable en chef*, et au-dessus est écrit en caractères gothiques *Bron* entouré d'une guirlande de fleurs et de feuillages mêlés d'or et d'argent, et à l'opposite, dans la seconde colonne de la dite vitre, le même écusson party de Lénoncourt (4), et au-dessus est écrit *BRON* et *LÉNONCOURT*, entouré de même guirlande (5).

(1) C<sup>te</sup> E. FOURIER DE BACOURT, *Epitaphes et monuments funèbres inédits de la cathédrale et d'autres églises de l'ancien diocèse de Toul*, p. 157-158.

(2) Dans la *Statistique de la Meurthe* (1843, t. II, p. 222), Henri Lepage dit : « L'église actuelle, entièrement rebâtie à neuf sur les ruines de l'ancienne, n'a de curieux que quelques vitraux coloriés. » — Dans le *Répertoire archéologique de l'arrondissement de Toul* (Supplément aux *Mém. Soc. d'arch. lorr.*, 1871), p. 383, E. Olry s'exprime ainsi : « Eglise paroissiale dédiée à la Vierge en son Assomption, reconstruite en 1775 ; on y remarque quelques débris de vitraux peints rapportés de l'ancienne. »

Un certain *Jean*, peintre verrier de Toul, vivant vers la fin du xv<sup>e</sup> siècle, a travaillé pour l'église de Gondreville. J'y reviendrai peut-être.

(3) Dans la transcription de M. de Bacourt, le mot *Bron* et, tout à la fin, le nom de *Marguerite de Lenoncourt* sont détachés et mis au milieu de la justification ; il m'a paru inutile de conserver cette disposition qui, ici, aurait pu jeter du trouble dans l'ensemble.

(4) Les armes de la Maison de Lenoncourt sont : *d'argent à la croix engrelée de gueules*. — On écrit *Lenoncourt* plus ordinairement que *Lénoncourt* ; mais peut-être, autrefois, accentuait-on dans la prononciation l'e de ce mot, sans qu'il fût besoin de le charger d'un signe dans l'écriture.

(5) Par « même guirlande », il faut évidemment entendre une seconde guirlande, semblable à la première.

« A la deuxième vitre plus avant du même côté, au haut, deux écussons dans le premier espace à droite (1) : *d'azur à deux fasces abaissées d'or, au franc-quartier de même chargé d'une clef de gueules*. L'écu est en cartouche, penché, supporté à droite d'un griffon d'argent armé et membré pour les pattes de devant, d'or, et à gauche d'un lion d'or, les pattes d'en haut de l'un et de l'autre portant sur l'écusson et formant les deux échancrures y marquées, timbré d'un casque d'argent, visièrè bas ; cimier, le griffon d'argent, et dans l'espace à l'opposé, à gauche, *le même écusson party de Lénoncourt*, pendu à un escot d'arbre d'or par une courroie de gueules, lambrequins sans casque, les émaux de l'écu qui est de la même cartouche ; et dessous, aux quatre colonnes de la dite vitre, le premier de *Bildstein Lorraine* avec la brisure d'argent tranchant sur l'écu et au-dessus est écrit VAUDÉMONT, le second de gueules à trois lions d'or 2 et 1, et au-dessus est écrit DIGNY ou LIGNY, les lions couronnés d'or, le troisième LÉNONCOURT, et dessus est son nom, le quatrième BEAUVAU brisé d'une étoile en cœur d'azur à six raies, et dessus, son nom. Le cinquième qui est au second rang : *d'azur à 2 fasces abaissées d'or au franc quartier d'or chargé d'une clef de gueules*, et aussi au-dessus « ..... IR ». Il peut y avoir tout au plus deux lettres de mangées. Au sixième : *écartelé aux 1 et 4 de sable à la croix d'argent brisée d'un lambel à trois pendants de même, et aux 2 et 3 de gueules à 3 quinte feuilles d'or les feuilles arrondies et éloignées les unes des autres, 2 et 1, au chef d'or*; et au-dessus. « DOREMEAUL. » Le septième : *de sable à la croix d'argent chargée en cœur d'une tour et cantonnée de 4 fleurs de lis d'or*, et au-dessous : « LA TOUR EN ARDENNE ». Le huitième : *d'or à une fasce haussée avec trois crans quarrés ou brisés de gueules par le*

(1) « A DROITE » se rapporte à la position, non pas des deux écussons, mais certainement du premier seul. La suite ne laisse aucun doute à cet égard.

haut, et au-dessus « OUR-LANDRY ». Ce peut être *La Tour Landry*, tous les écussons damasquinés entourés de feuillages et de blanc comme ci-devant, et à côté de la dernière guirlande (1) *Marguerite de Lenoncourt*. »

C'est à partir de la fin du xv<sup>e</sup> siècle, que les armoiries me paraissent avoir commencé à occuper une place considérable dans les vitraux d'église ; c'est aussi à dater de cette époque, que, sur les monuments de tout genre, les familles nobles aimèrent à faire figurer leurs quartiers, le plus souvent au nombre de quatre, et plus tard, quand les généalogies furent mieux tenues, au nombre de huit. Rarement, en Lorraine, les plus grandes familles purent arriver à produire leurs seize quartiers, ou souvent elles ne le firent pas d'une manière exacte. Ce n'est pas, je crois, dans notre province, que l'on trouvera, comme pour les familles royales ou en Allemagne, de belles séries de trente-deux, de soixante-quatre et même de cent-vingt-huit quartiers.

De la lecture du document qui précède se dégage l'impression qu'il s'agit de verrières, de la fin du xv<sup>e</sup> siècle ou du commencement du xvi<sup>e</sup>, se rapportant à deux mariages de la même dame. Le mariage indiqué par le premier vitrail est connu : on sait que *Marguerite de Lenoncourt* est le nom de la personne qu'épousa Jean de Bron, l'un des héros de la guerre de Lorraine contre Charles le Téméraire (2).

Dans le second vitrail nous voyons figurer, en belle place, des armoiries différentes et auprès, un écusson *parti* aux mêmes armoiries et à celles de Lenoncourt ;

(1) On remarquera qu'il n'est nullement parlé de guirlandes dans la description du second vitrail : ce qui est dit, ici, de « la dernière guirlande » semblerait se rapporter au premier vitrail.

(2) Henri LEPAGE, *Commentaires sur la Chronique de Lorraine* 1889, p. 28.

puis, comme accessoire, viennent huit écussons qui doivent se rapporter aux 4 quartiers de chacune des deux personnes. Il s'agit donc, cela semble évident, d'un autre mariage de la même dame. A quelle famille appartiennent ces armoiries nouvelles et quel membre de cette famille a pu épouser Marguerite de Lenoncourt ? C'est cette importante question que je vais tout d'abord tâcher d'éclaircir ; puis je passerai à l'examen des quartiers et je reviendrai enfin au premier vitrail.

Je rappelle la description du blason : « *d'azur à deux fasces abaissées d'or, au franc quartier de même chargé d'une clef de gueules* », supporté d'un griffon d'argent et d'un lion d'or, et « *timbré d'un casque d'argent, visièrè bas* ». Ayant souvenir d'avoir vu pareil écusson attribué à une Maison de la chevalerie lorraine, je résolus, pour le retrouver, de feuilleter l'ouvrage de Cayon. Je n'eus pas à aller loin : cet écu me tomba sous les yeux immédiatement à la suite de celui de la famille de *Bron*. Et voici cet article :

« BRESSEY, BAUXEY, BRISEY ou BRUXEY. — « *Fascé d'azur et d'or de cinq pièces, au chef parti d'or et d'azur à la clef en pal de gueules, une étoile d'argent mise en cœur* (arm. de Charles). L'armorial de Callot porte : *Fascé d'or et d'azur de quatre pièces, au canton dextre d'argent à une clef de gueules mise en pal*.

« ANCIENNE CHEVALERIE. Le dernier mâle de cette Maison, originaire de l'évêché de Toul, laissa une fille mariée, en 1530, à Philippe d'Igny, seigneur d'Anglure (1). »

(A suivre)

L. GERMAIN

(1) Jean CAYON, *Ancienne chevalerie de Lorraine*, p. 34.

---

Pour la Commission de rédaction, le Président : L. QUINTARD.

---

L'imprimeur-gérant : A. CRÉPIN-LEBLOND, 21, rue Saint-Dizier, Nancy.

**BULLETIN MENSUEL**  
DE LA  
**SOCIÉTÉ D'ARCHÉOLOGIE LORRAINE**  
ET DU  
**MUSÉE HISTORIQUE LORRAIN**

---

5<sup>e</sup> ANNÉE. — NUMÉRO 4. — AVRIL 1905.

---

**Procès-verbal de la Séance du vendredi 10 mars 1905.**

**PRÉSIDENCE DE M. DE MONT, VICE-PRÉSIDENT.**

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

**Communications.**

La Société vote un crédit de 20 francs pour souscription à la Table générale de l'Album Caranda.

M. Pierre Boyé est désigné comme délégué au Congrès des Sociétés savantes à Alger.

Le Comité des sites et monuments pittoresques constitué par le Touring-Club a décidé de former dans chaque département un comité local, dont la fonction première consistera à dresser la liste des sites et monuments de la région. La Société donne son adhésion à cette entreprise, et nomme M. Léon Germain pour la représenter.

La Société décide également de participer à l'hommage rendu à la mémoire de Fustel de Coulanges, à l'occasion du 75<sup>e</sup> anniversaire du grand historien, en envoyant son adhésion au Comité.



### **Admissions.**

Le prince de Bauffremont et le baron Adrien Legrom de Maret sont admis comme membres titulaires.

### **Présentation.**

M. l'abbé Lemoine, curé de Pompière (Vosges), est présenté en la même qualité par MM. l'abbé Liébaut, le comte de Landrian et Charles Guyot.

### **Rapport de la Commission des finances.**

M. Charles Guyot donne lecture du rapport qu'il présente au nom de la Commission des finances. Les conclusions de ce rapport, approuvant les comptes de l'exercice 1904, sont mises aux voix et adoptées.

### **Ouvrages offerts à la Société.**

*Les coutumiers du bailliage de Bar-le-Duc*, par M. Pierre Boyé ; Paris, Imprimerie nationale, 1903, in-8° de 28 p.

*Notes pour servir à l'histoire de l'art dans l'Orléanais sous la Révolution, le Consulat et l'Empire*, par MM. H. Herluison et P. Leroy ; Orléans, Herluison, 1900, in-8° de 60 p., avec portrait.

*Les débuts de la lithographie à Orléans*, par M. H. Herluison ; Orléans, Herluison, 1904, in-8° de 20 p., avec portrait.

*Notice des collections préhistoriques du Musée historique de l'Orléanais*, par le même ; Orléans, Herluison, 1904, petit in-8° de 23 p., avec fig.

*Notice sommaire des collections composant le Musée de Jeanne d'Arc, exposées dans la maison dite d'Agnès Sorel à Orléans*, par le même ; Herluison, 1904, petit in-8° de 39 p., avec fig.

*Deux souvenirs commémoratifs à Jargeau (26 juin 1904).*  
— *La fête de Jeanne d'Arc et la famille Gangnieres*, par le même ; Orléans, Herluison, 1904, in-8° de 16 p.

*En Lorraine. Les artistes de mon temps ;* trois séries de planches et impressions gravées à l'eau forte par A. Recouvreur.

Six volumes des *Mémoires de la Société archéologique du département de Constantine*. — L. Jacquot, *Monographie archéologique de la région de Mila*. — E. Ficheur, *Description géologique de la Kabylie du Djurjura*. — A. Papier, *Lettres sur Hippone*, avec album. (Don de M<sup>me</sup> Guin).

### Lecture.

M. Lucien Boppe commence la lecture de son travail sur *La vie des établissements hospitaliers à Nancy*.

### RAPPORT FAIT AU NOM DE LA COMMISSION DES COMPTES POUR L'ANNÉE 1904.

MESSIEURS,

Votre Commission s'est réunie le 2 mars 1905 pour examiner les comptes de M. Knecht, trésorier ; elle les a trouvés en parfait état et elle vous demande de voter des remerciements au comptable pour son excellente gestion.

Pour répondre au désir qui nous a été exprimé l'an dernier, nous croyons ne pouvoir mieux faire que de résumer dans le tableau suivant les recettes et les dépenses de la Société pendant l'exercice écoulé :

#### Recettes.

|                                                  |                        |
|--------------------------------------------------|------------------------|
| Cotisations perçues . . . . .                    | 3,990 »                |
| Vente de livres (y compris les tables). . . . .  | 223 30                 |
| Publicité du Bulletin . . . . .                  | 100 »                  |
| Arrérages des rentes sur l'Etat . . . . .        | 244 50                 |
| Versement d'un membre perpétuel. . . . .         | 200 »                  |
| Intérêts des sommes en banque . . . . .          | 11 50                  |
| <b>TOTAL des recettes de l'exercice. . . . .</b> | <b><u>4,769 30</u></b> |

*Dépenses.*

|                                                                        |                    |          |           |
|------------------------------------------------------------------------|--------------------|----------|-----------|
| Impressions.                                                           | Mémoires . . . . . | 1,491 »  | } 2,791 » |
|                                                                        | Bulletin . . . . . | 1,233 05 |           |
|                                                                        | Divers . . . . .   | 66 95    |           |
| Planches et illustrations . . . . .                                    |                    | 706 50   |           |
| Achat de rente 3 p. 100 (membre perpétuel) . .                         |                    | 197 75   |           |
| Recouvrements, correspondances, écritures et<br>frais divers . . . . . |                    | 270 10   |           |
| Chauffage et éclairage . . . . .                                       |                    | 53 10    |           |
| TOTAL des dépenses de l'exercice. . . .                                |                    | 4,018 45 |           |

L'exercice se solde ainsi par un boni de 750 fr. 85, qui atténuera fort heureusement le déficit de 1,762 fr. 50 éprouvé l'an dernier.

Nous constatons, pour les recettes, le premier effet de la majoration de la cotisation décidée en 1903 : les cotisations perçues s'élèvent à 3,990 fr., presque le chiffre de 4,000 fr. que nous nous étions proposé d'atteindre. Malheureusement le nombre des membres a décru depuis l'an dernier, par suite d'une mortalité exceptionnelle : il n'est plus que de 496 (au lieu de 508), dont 305 abonnés à la fois aux Mémoires et au Bulletin mensuel.

Les ventes de livres, y compris celles de la Table générale, n'ont produit que 223 fr. 30 ; il en résulte que, pour amortir les dépenses provenant de la publication de cette Table, nous devons encore combler une différence de 1,553 fr. 90.

Enfin, nous avons reçu cette année un versement de membre perpétuel ; le nombre de ces membres est actuellement de 30, dont 12 décédés.

Quant aux dépenses, grâce à une réduction très notable du nombre des feuilles dans le volume des Mémoires, nos frais d'impression ont été bien moins élevés que les années précédentes ; malgré un très grand nombre de planches,

le total des dépenses affectées à nos publications ne s'est monté qu'à 3,497 fr. 50. Bien que les frais divers (recouvrements, etc.) aient été un peu plus considérables que d'habitude, l'ensemble n'a pas dépassé nos prévisions. Il est à désirer que nous ayions autant de sagesse dans les années qui vont suivre, afin de rétablir l'équilibre un instant compromis.

Les finances du Musée sont plus spécialement de la compétence du Comité institué pour veiller à sa gestion. On sait que les éléments essentiels des recettes du Musée sont les subventions de la Ville et du Département (1,500 fr.), tandis que les dépenses consistent surtout dans les fouilles et acquisitions (722 fr. en 1904) et dans les réparations d'entretien (295 fr.). Nous sommes toujours dans l'attente de l'événement important qui doit avoir une influence si grande sur le développement du Musée lorrain : la prise de possession des terrains dépendant actuellement de l'Ecole des Beaux-Arts et les travaux qui en seront la conséquence. Espérons que cet événement ne tardera plus longtemps ; espérons aussi qu'alors la générosité de la Ville nous donnera les moyens d'ajouter à nos faibles ressources, afin que nous puissions compléter dignement le cadre artistique dans lequel nos collections ne peuvent plus rester renfermées.

CH. GUYOT.

---

## MÉMOIRES

---

LE PREMIER ACTE D'HOMMAGE DU COMTE DE VAUDÉMONT AU  
COMTE DE CHAMPAGNE EST-IL DE 1200 OU DE 1219 ?

Dans l'étude sur *le duc de Lorraine Mathieu I<sup>er</sup>*, que nous avons publiée l'an dernier, nous avons cité, à la page 90, note 3, le plus ancien document connu relatant l'hommage prêté par le comte de Vaudémont au comte de Champagne,

et, sur la foi de Chantereau-Lefebvre qui publie cette chartre dans son *Traité des fiefs* (Paris, 1662), nous lui avons donné la date d'avril 1200.

Notre érudit confrère M. le comte Maurice de Pange vient de nous faire observer que cette date est inexacte et que, fait bizarre, Chantereau a imprimé deux fois l'acte d'hommage en question, d'après deux manuscrits différents, dans son *Traité* : la première fois à la page 17 avec la date avril 1200 ; la seconde à la page 103 avec la date avril 1219 ; il a donc cru avoir deux actes distincts, ou bien une répétition à dix-neuf ans de distance du premier acte d'hommage. Or, remarque M. de Pange, la date 1219 est la seule bonne, un examen attentif des manuscrits le prouve ; elle est de plus la seule possible, car l'hommage du comte de Vaudémont est fait à la comtesse Blanche et à son fils Thibaut ; mais, en avril 1200, le comte Thibaut III vivait encore, il ne mourra que le 24 mai 1201, et alors seulement sa veuve Blanche sera régente, et leur fils Thibaut IV sera comte. De plus le comte de Vaudémont promet au jeune comte de Champagne et à sa mère de les aider contre Erard de Brienne qui réclamait le comté en vertu de son mariage avec une fille du comte Henri, mais ce mariage n'eut lieu qu'en 1214 ou 1215, et c'est seulement après que la guerre de succession commença.

Maintenant que nous avons reconnu humblement notre erreur, nous allons faire une petite querelle à ceux qui auraient pu nous l'épargner en signalant celle de Chantereau-Lefebvre : dans son *Histoire des comtes de Champagne*, tome V, page 139, n° 1192 du catalogue des actes, M. d'Arbois de Jubainville mentionne cet acte d'hommage sous sa vraie date, et renvoie au *Traité des fiefs*, mais sans dire que là la date est autre et fautive. Dans son travail sur Ferri de Bitche, publié dans les *Mémoires de la Société d'Archéologie lorraine* de 1892, M. de Pange lui-même réimprime, aux pages 79 et 80, l'acte d'hommage du comte de

Vaudémont, avec la date 1219, mais sans indiquer que ce document avait été déjà publié par Chantereau avec une date différente. N'étant pas dévoilée, l'erreur ancienne subsiste et de nouveaux travailleurs sont exposés à voir deux documents distincts là où il n'y en a qu'un seul, comme l'a fait Chantereau lui même. On ne saurait trop discuter et rectifier les dates des anciens actes, si souvent défectueuses : c'est ce que nous avons fait en maint endroit de notre étude sur Mathieu I<sup>er</sup>, surtout pour les chartes duciales et pour les bulles de papes ; la présente note est une rectification de plus, qui arrive un peu tardivement, et qui n'est peut-être pas la dernière.

E. DUVERNOY.

---

UNE ŒUVRE INÉDITE DE LIGIER RICHIER  
LE CALVAIRE DE GÉNICOURT (*suite et fin*)

*Saint Jean.* — La figure du fidèle compagnon de la Vierge au Calvaire est conçue dans le même esprit, le même style que celle à laquelle elle fait face. Elle devait occuper, dans le groupe primitif, la gauche du divin Crucifié.

Le saint Apôtre, qui devait à l'origine être placé de profil, se présente à nos yeux debout, le genou droit légèrement fléchi, les bras tendus, les mains rapprochées et jointes. La tête, tournée ainsi dans la direction de la croix, vers laquelle se dirigeaient le geste et le regard, est modérément levée. Comme type, ce personnage n'est guère plus cherché que celui qu'il accompagne, et l'artiste l'a rendu avec le même réalisme, un peu plus tendu peut-être, pour lequel aucun détail n'a été superflu. C'est un jeune paysan lorrain, aux traits vigoureusement accentués, aux larges épaules, au cou robuste et fort.

Ici encore, le costume est semblable à celui du même Apôtre dans les différentes œuvres de Richier. Excessive-

ment sobre et simple, il ne comporte, pour ainsi dire, qu'une longue tunique, au col largement ouvert et rattaché au moyen d'un bouton ; les manches, assez étroites, en sont fendues à leur extrémité inférieure et boutonnées également aux poignets. Serrée sur les reins au moyen d'une ceinture dissimulée sous le bouffant de l'étoffe, elle tombe de là jusqu'à la hauteur des chevilles, laissant à découvert les pieds nus. Ses plis rares, ramassés autour du corps dans une chute assez raide, accusent fortement le mouvement du genou droit.

Un manteau fait d'une pièce d'étoffe étroite et longue, sans aucun ornement, est jeté sans affectation ni recherche sur ce premier vêtement. Passé d'abord dans la ceinture, au-dessous de laquelle il laisse pendre une assez longue pointe, il remonte sur l'épaule droite, d'où il descend presque jusqu'à terre en enveloppant tout le haut du bras. Ramené transversalement sur le dos il vient ensuite, en passant sous le bras gauche, se rattacher à côté de l'autre extrémité pendante et tombe de là, en plis d'une ampleur superbe, traités de façon identique à ceux de la figure précédente, jusque sur le bas de la robe.

La physionomie, franchement accentuée, est surtout remarquable par l'expression intense et passionnée qui s'en dégage. Une abondante chevelure, disposée en mèches bouclées, largement ramenées sur le front et recouvrant complètement les oreilles, tombe jusque sur la nuque où elle forme une masse épaisse et touffue. Le regard, entièrement concentré sur le Christ, est d'une fixité que rien ne paraît devoir détourner de son objet. Tous les muscles de la face, tendus en quelque sorte par un violent effort de volonté, suivent la même direction. Les sourcils durement contractés, le front plissé, les yeux fixes et immobiles ; les traits bouleversés, anxieux ; la bouche aux coins tombants, dont les lèvres minces semblent agitées d'un tremblement



PHOTOTYPIE A. BERGERET & C<sup>ie</sup>, NANCY.

CALVAIRE DE GÉNICOURT

Saint Jean





convulsif ; le cou tendu, porté en avant : tout exprime à la fois le chagrin, presque le désespoir, en même temps que l'étonnement, la stupeur dans laquelle l'Apôtre est plongé à la vue d'un spectacle dont le sens lui échappe et devant lequel il se sent impuissant.

La figure du saint personnage est, avons-nous dit, assez jeune ; les lignes, bien que dures et saillantes, ne manquent cependant pas d'une certaine régularité. Elles dénotent, ainsi que le cou puissant, aux muscles vigoureusement accusés, une force physique peu commune. Les deux bras, levés dans un geste de commisération et de pitié, accusent encore, s'il est possible, l'expression de souffrance aiguë, étonnée, de la physionomie et du regard. Les mains ouvertes, aux doigts légèrement croisés, semblent implorer dans leur élan tout spontané, presque instinctif, une grâce suprême, une dernière parole de consolation et d'espérance.



Telles sont, dans leurs grandes lignes, les trois statues qui composaient jadis le groupe du « Calvaire » dans l'église de Génicourt. Bien que séparées aujourd'hui, passablement défigurées aussi par un moderne barbouillage, elles sont, somme toute, à peu près intactes et dans un parfait état de conservation. Si nous ne pouvons, à l'aide de documents d'archives ou de pièces analogues, appuyer d'irréfutables arguments la signature que nous leur attribuons, nous trouvons, dans leur facture même, des éléments d'appréciation suffisants pouvant permettre d'arriver au même résultat.

Cette composition, dans son ensemble, présente tout d'abord les caractères généraux des œuvres du même genre exécutées dans le premier tiers du xvi<sup>e</sup> siècle. A cette époque correspondent, du reste, et la construction de l'édifice dans laquelle elle fut érigée (1), et les premiers

(1) Voir la note 1, page 52.

travaux de Ligier Richier. Très gothique encore, de lignes et d'aspect ainsi que nous l'avons déjà fait remarquer (1), elle rappelle le style des figures du retable de l'ancienne Collégiale d'Hattonchâtel, daté lui, de 1523. Son exécution dut, selon nous, suivre de bien près celle de ce remarquable morceau. Nous y retrouvons des procédés de travail presque identiques, la même recherche passionnée de l'expression et du sentiment religieux, des costumes offrant de curieuses analogies, et des physionomies certainement très voisines. Les plis des draperies ont cependant ici quelque chose de plus doux, de plus souple ; leurs cassures sont moins anguleuses ; le modelé des nus, plus ferme, est aussi beaucoup plus exact. Mais il faut dire que nous nous trouvons en face de statues en bois et non en pierre, et de dimensions beaucoup plus considérables.

Si, quittant Hattonchâtel, on rapproche ces figures d'autres un peu moins anciennes, et dont l'attribution au ciseau de Richier est absolument hors de doute, les analogies de style sont plus frappantes encore. Le Christ de Génicourt, mis en parallèle, par exemple, avec ceux de Bar-le-Duc ou de Briey, les rappelle immédiatement. On y trouve les mêmes formes, grêles et amaigries, la même pose non exempte d'une certaine raideur, et des défauts presque identiques aussi dans l'aplatissement de la poitrine, l'allongement exagéré des jambes, leur manque de mouvement et de cambrure (2). La tête, en particulier,

(1) Nous avons cru devoir tout particulièrement insister sur le caractère gothique de cette œuvre, qui rappelle de si près les productions de nos maîtres français de la fin du <sup>xv</sup><sup>e</sup> siècle. Sans chercher ici à rattacher Ligier Richier plus particulièrement à l'un d'entre eux, nous nous bornons à signaler, dans ce fait, un argument démontrant, une fois de plus, la fausseté de la légende rapportée par Dom Calmet. D'après cette légende, aujourd'hui complètement abandonnée, mais trop longtemps suivie par différents auteurs, l'artiste eût été, jeune encore, emmené en Italie par Michel-Ange lui-même, à l'école duquel il eût puisé les premiers rudiments de son art.

(2) Nous pensons que cette raideur générale du corps, cette apparence maigre et fluette qui se remarque dans les Christs en croix de

offre des affinités très grandes : couronne massive, fortement enfoncée sur le front, cheveux disposés en grosses mèches un peu « tire-bouchonnées » à leur extrémité, tombant éparses et raides de chaque côté de la figure. Ici pourtant, comme nous l'avons signalé en son temps, la physionomie est plus calme et l'expression d'angoisse douloureuse, qui caractérise généralement les Christs de Richier, se trouve visiblement adoucie. Par ce dernier côté, cette figure est à rapprocher d'une tête dont il n'existe plus, croyons-nous, qu'un moulage conservé au musée de Nancy, et qui appartenait au Christ d'un calvaire monumental placé autrefois dans l'église de l'Abbaye bénédictine de Saint-Mihiel (1).

Pour les statues de la Vierge et de saint Jean, des comparaisons analogues peuvent pareillement s'établir. Sans trop nous étendre sur les ressemblances de costume, dont nous avons déjà dit quelques mots, nous voulons cependant signaler le voile de Marie, dont l'agencement est tout à fait caractéristique et qui se retrouve, mathématiquement copié pour ainsi dire, dans toutes les figures analogues dues au ciseau du maître. Comme pose, notre Vierge peut être mise en parallèle avec la prétendue Madeleine du « Sépulcre » de la chapelle Sainte-Anne, à Clermont-en-Argonne (2). A ce point de vue particulier, elle offre avec

Richier, doit être surtout attribuée aux coutumes iconographiques de l'époque. On sait que, vers la fin du xv<sup>e</sup> siècle et durant la première partie du xvi<sup>e</sup>, il était d'usage courant, dans l'art, de donner au divin crucifié des formes grêles et allongées.

(1) Le groupe dont nous avons parlé, page 59, note 1, faisait partie de ce Calvaire.

(2) Cette remarquable statue, qui porte tous les caractères d'une œuvre de Ligier Richier, mais dont aucun document ne peut confirmer l'attribution, fait partie d'une « Mise au Tombeau », placée dans une sorte de vestibule ajouté en avant de l'abside, assez bien conservée, de l'ancienne église de la citadelle de Clermont-en-Argonne, démolie vers la fin du xvii<sup>e</sup> siècle. Les statues au milieu desquelles elle se trouve sont de provenances très diverses et de mérite assez inférieur.

cette dernière une très grande similitude. Les visages de deux de nos personnages sont bien voisins aussi de ceux qui figurent au « Calvaire de Briey » ; les vêtements sont identiques et la pose seule y est quelque peu variée.

Pour le côté technique et l'exécution, les ressemblances sont peut-être plus marquées encore. C'est le même système de draperies, très ingénieusement agencées, aux longs plis amples et symétriques, fouillés avec une dextérité remarquable, mais sans recherche d'effet, ni maniérisme. L'ensemble en demeure simple, logique et clair, se lit à merveille, et le dessin est toujours d'une impeccable correction. Dans le rendu des physionomies, même naturalisme, même grâce discrète et douce, même style, un peu tendu peut-être, sans idéalisation d'aucune sorte. L'artiste semble avoir mis dans tout l'ensemble quelque chose de cette foi modeste et naïve qui animait nos vieux imagiers gothiques, et cherché à rendre, avec le plus de sincérité possible, mais sans mise en scène ni gesticulation inutile, des expressions, un peu passionnées peut-être, mais profondément justes et vraies.

Ah ! sans doute, nous sommes encore assez éloignés des figures élégantes et correctes du « Sépulcre de Saint-Mihiel » (1) et les trois statues de Génicourt, au « fairç » assez simple et sans prétention, n'ont avec ces dernières qu'une parenté relative. Mais, en les examinant de près,

D'après M. l'abbé Robinet (*Pouillé du diocèse de Verdun*, t. I) ce groupe proviendrait de l'ancienne église des Minimes de Verdun.

Bien qu'on donne généralement à cette statue le nom de « La Madeleine », elle n'a aucune des caractéristiques que l'iconographie attribue à ce personnage. Elle ne devait être, dans l'œuvre pour laquelle elle avait été primitivement conçue, qu'une des saintes Femmes qui, dans les groupes de l'Ensevelissement du Christ, accompagnent toujours la Vierge.

(1) Ce groupe, composé de treize personnages en ronde bosse, légèrement plus grands que nature, est, croyons-nous, la dernière œuvre exécutée par Ligier Richier. Il est disposé dans un enfeu pratiqué dans la muraille de la travée centrale du collatéral sud de l'église Saint-Etienne, à Saint-Mihiel.

ainsi que nous venons de le faire, on y trouve de nombreux points de comparaison et de contact, dénotant clairement leur commune origine. L'esprit qui a guidé le ciseau du sculpteur est le même ici que là, et, s'il est exprimé d'une façon un peu moins savante, il se sert des mêmes moyens et n'en demeure pas moins aussi persuasif et touchant.

Cette simple figure de la Vierge, ce saint Jean si naïvement passionné dans sa douleur, portent en eux la sève généreuse d'un talent que l'on devine supérieur, et laisse entrevoir de grandes choses. Allant en se perfectionnant sans cesse, il arrivera, avec des procédés un peu modifiés cela va sans dire, mais identiques au fond, à produire des œuvres qui demeureront comme l'expression dernière de notre art national, presque expirant déjà, sous l'envahissement progressif de l'italianisme triomphant.

Nous ne croyons donc pas nous être trop aventuré en mettant sous ces trois morceaux, curieux à plus d'un titre, la signature de Ligier Richier, le « Maître de Saint-Mihiel ». Malgré l'absence de documents positifs et en dehors des coïncidences de date d'abord (1), de proximité de lieux ensuite (2), il y a encore et nous pensons les avoir suffisamment montrées, tant de similitudes alliées à une telle identité de travail et de moyens, que le doute nous paraît impossible, et la certitude s'impose aussi absolue que si elle nous était historiquement démontrée.

Il n'est donc pas toujours nécessaire, pour augmenter de titres nouveaux le catalogue des œuvres d'un maître, de pièces d'archives souvent absentes ou que peut seul mettre à jour, de loin en loin, le hasard assez capricieux de longues et minutieuses recherches. Dans les travaux de ce genre, la pratique, basée sur l'analyse esthétique et accompagnée d'une observation attentive, est souvent le meilleur

(1) Voir page 54, fin de la note de la page 52.

(2) Génicourt est situé à environ douze kilomètres de Saint-Mihiel.

des guides. L'étude d'une œuvre d'art, faite en remontant de cette œuvre au maître qui l'a conçue et exécutée, amène, nous venons de le voir, à des résultats parfois plus positifs que lorsqu'on cherche à redescendre de l'auteur à l'œuvre.

« Non seulement, a écrit Montaiglon (1), et Courajod le répétait après lui dans une de ses premières leçons de l'Ecole du Louvre (2), non seulement on peut, mais on doit, discuter, juger et avoir raison, par des appréciations de critique et de goût, qui ont, par elles-mêmes, une valeur et une solidité réelles, alors même qu'elles ne sont pas accompagnées de preuves documentaires. » Il faut, et forcément, mettre souvent cette maxime en pratique, lorsque l'on étudie Ligier Richier.

PAUL DENIS.

---

COMMENTAIRE SUR UNE DESCRIPTION DES ANCIENS VITRAUX  
DE GONDREVILLE.

(Suite).

Le *Héraut de Lorraine* de Fr. Perrin de Dommartin (1634) consacre à la Maison dont il s'agit un article qui est plus court, mais plus intéressant. Le voici.

« BREXEY. — Porte facé d'or et d'azur de huit pièces, brisé au premier quartier d'argent, chargé d'une clef de gueules posée en pal.

« Gratian de Brexey, seigneur de Fontenoy lez Gondreville (3), ne laissa qu'une fille, laquelle, environ l'an

(1) A. de Montaiglon, *Gazette des Beaux-Arts*, 2<sup>me</sup> période, t. XII, p. 402.

(2) L. Courajod, *Leçons professées à l'Ecole du Louvre, publiées par MM. H. Lemonnier et A. Michel* ; t. II, ORIGINES DE LA RENAISSANCE, leçon d'ouverture, p. 29. (Paris, A. Picard et fils, 1901.)

(3) Fontenoy, ou Fontenoy-sur-Moselle, canton de Toul-Nord.

1530, espousa Philippe d'Igny, s<sup>r</sup> d'Angluz (1), gentilhomme du comté de Bourgogne, la postérité duquel possède encore aujourd'hui le dit Fontenoy (2). »

Voici encore le blason de la même famille (c'est la dernière leçon que je citerai) donné par Jean Cayon :

« BRUXEY. Porte, *face d'Or, et d'Azur, de quatre pièces, brisée au premier quartier d'Argent chargée d'une Clef de Gueulles* (3). »

Malgré les variantes de ces descriptions héraldiques, et peut être même à cause de ces variantes, qui indiquent un manque de fixité, d'ailleurs très fréquent, je crois que tout le monde reconnaîtra là les armoiries du vitrail ; c'est le même fascé ou champ garni de fascés, dont le nombre varie légèrement, et la même clef de gueules posée en pal sur un franc quartier, ou canton dextre, d'argent, ou d'or. L'étoile citée par Cayon, d'après Claude Charles, ne saurait être qu'une brisure de cadet.

Mais quel était le vrai nom de cette famille, originaire, dit Cayon, de l'Évêché de Toul ? En d'autres termes : de quelle localité avait-elle pris le nom ? Je suis convaincu qu'il s'agit du village de Brixey (4), mais d'une famille différente de l'antique maison féodale qui a produit l'évêque de Toul, Pierre de Brixey (1167, ✚ 1192). Le nom inscrit en premier lieu par Cayon n'est certainement pas le vrai : Bressé ne se trouve pas situé en Lorraine. Il a existé dans notre province une famille de ce nom, mais seulement à l'époque moderne : elle se titrait de comte et je la crois

(1) Sans doute *Anglure*, comme plus haut, canton de Montierender, arr. Wassy, Haute-Marne. On sait que ce lieu a donné son nom à une famille célèbre.

(2) F. PERRIN DE DOMMARTIN, *Le Héraut de Lorraine*, Nancy, 1902, p. 39-40.

(3) Jean CALLOT, *Armorial de l'ancienne chevalerie de Lorraine*.

(4) Brixey-aux-Chanoines, ou Brixey-sur-Meuse, canton de Vaucouleurs, arr. Commercy, Meuse. Brixey était le chef-lieu d'une châtellenie du temporel de l'évêché de Toul.



originaire de Bourgogne (1) : aucune confusion n'est possible.

Gratian se rattachait sans doute à Philibert qui prit part à la guerre de Lorraine et auquel H. Lepage, dans ses *Commentaires*, a consacré l'article suivant. Je crois devoir le citer parce que, à l'époque dont il s'agit, je ne remarque pas d'autre membre important de la même famille ; de plus, on y verra que cette famille devait déjà posséder la seigneurie de Fontenoy, près Gondreville ; enfin, l'on devra peut-être porter quelque attention au fameux Gratien ou Gratian d'Aguerre, qui paraît avoir été un ami de Philibert et qui pourrait avoir donné son nom, nouveau en Lorraine, à Gratian de Brixey. Voici cet article :

« *Philibert de Brisey*. — Philibert de Brisey, Brissey, Brixey ou Bressey, appartenait à une famille de l'ancienne chevalerie, originaire de l'évêché de Toul, et avait été au service du duc Nicolas. Enfermé dans le bourg de Fontenoy avec Gratien d'Aguerre et Jean de Baschi, il faisait des courses aux environs avec ces hardis capitaines ; plus tard, nous le retrouvons à Gondreville avec ce dernier et le bâtard de Vaudémont.

« Il était seigneur de Fontenoy et conseiller de René II. Par lettres patentes du 18 janvier 1481, ce prince lui accorda une pension annuelle de cent francs en considération des bons et loyaux services qu'il lui avait par ci-devant faits, même pendant la guerre d'entre le duc de Bourgogne, et aussi afin que tant mieux il se pût entretenir (2). »

On peut croire que Philibert fut le père de Gratian ; ce nom étranger à la Lorraine, je le répète, lui aurait peut-être été donné sur les fonts par Gratian d'Aguerre, le compagnon de son père.

(1) Je trouve dans le *Diction. des Communes* : Bressey-sur-Tille, canton et arr. Dijon, Côte-d'Or.

(2) H. LEPAGE, *Commentaires*, p. 26.

Chose singulière : on ne sait rien sur les mariages de Philibert et de Gratian. Marguerite de Lenoncourt n'a pas été la femme de Philibert, car il est contemporain de Jean de Bron. Ce dernier est mort en 1504 et Marguerite lui a survécu. C'est, du moins, ce qu'il paraît être permis de conclure de la mention suivante, où il y a certainement une erreur dans le chiffre des centaines de la date et où il s'agit de l'un des autels de l'insigne église collégiale Saint-Georges de Nancy :

« Autel de la Trinité, fondé et bâti par noble homme Jean de Bron, seigneur de Pierrefort (1), maître d'hôtel du Roi de Sicile, qui trépassa le 22 février 1404 (*sic*), et demoiselle Marguerite de Lenoncourt, sa femme, et Claude de Bron, leur fils (2). »

Nous avons là, sans doute, un texte contemporain ; on y indique le décès de Jean de Bron, mais non celui de sa femme, signe évident qu'elle existait encore. Je suis donc très disposé à croire qu'elle se remaria à Gratian de Brixey. Il n'y a, ce me semble, aucun autre moyen d'expliquer, à l'époque voulue et dans l'église de Gondreville, la présence des armes de Brixey accompagnée d'un écu *parti* à ces armes et à celles de Lenoncourt. Gratian de Brixey vivait certainement au commencement du xvr<sup>e</sup> siècle, et le mariage de sa fille, vers 1530, avec Philippe d'Igny est prouvé par des documents.

Deux citations faites par Henri Lepage, dans les *Com-*

(1) Château, commune de Martincourt, canton de Domèvre, arr. Toul, Meurthe. Cette terre fut donnée à Jean de Bron par le duc René II en 1475 (H. Lepage, *Commentaires*, p. 28).

(2) H. LEPAGE, *L'insigne église collégiale Saint-Georges de Nancy*, dans *Bull. Soc. d'archéol. lorr.*, t. I, 1849, p. 187. Ma rectification de date est confirmée par un autre passage du même travail (p. 245), où H. Lepage cite (c'est moi qui souligne) : « La chapelle de la Sainte-Trinité, de la Sainte-Vierge, de Saint-Jean-Baptiste et de Sainte-Marguerite, fondée, dans les premières années du XVI<sup>e</sup> siècle, par Jean de Bron et Marguerite de Lenoncourt, sa femme. »

*munes de la Meurthe*, confirment ce mariage et nous apprennent que la fille de Gratian se nommait Anne.

1. « 1336. Dénombrement de Philippe d'Igney, seigneur d'Anglu, à cause d'Anne de Brexey, sa femme, et au nom de Catherine Wisse, veuve de Claude Arnulle, pour le quart de la seigneurie de Létricourt (1), et un autre quart pour ladite Catherine (2).

2. « Le 23 septembre 1336, Philippe d'Igney, à cause de demoiselle Anne de Brexey, sa femme, et comme procureur fondé de Catherine Wisse, veuve de Claude de Darnieulle, donne son dénombrement pour Létricourt, ban Saint-Remy, Mailly (3) et partie du gagnage de Jallaucourt (4). »

Anne de Brixey était-elle fille de Marguerite de Lenoncourt ? Je le pense, mais sans en avoir la certitude ; il conviendrait de dresser la généalogie de la famille d'Igny ; on trouverait sans doute réponse à la question en étudiant les transmissions d'héritages, et certains monuments offriraient peut-être des quartiers où figureraient à la génération marquée l'écu de Lenoncourt. Mais la recherche serait longue, et la solution de ce problème n'est pas nécessaire au présent travail.

Pour me résumer et conclure, ce vitrail offrait les armoiries de deux époux, savoir : 1<sup>o</sup> un membre de la famille qui à cette époque portait le nom du village de Brixey, très probablement Gratian ; 2<sup>o</sup> Marguerite de Lenoncourt, veuve de Jean de Bron, qui paraît être mort en 1304. Le remariage et, par conséquent, la verrière devaient être postérieurs à cette date.

(1) Canton de Nomeny, arr. Nancy.

(2) Trésor des chartes, Lay. Ponts siefs II : H. LEPAGE, *Les Communes de la Meurthe*, t. I, p. 583.

(3) Canton de Nomeny.

(4) Anc. Meurthe, canton de Delme, arr. Château-Salins. — H. LEPAGE, *ibid.*, t. I, p. 514.

Je passe maintenant à l'examen des huit écussons qui se rapportent aux quartiers. Quatre d'entre eux ne soulèvent aucunes difficultés, du moins quant à l'objet de ce travail ; ce sont, comme on le verra, les quartiers de Marguerite de Lenoncourt, savoir : Lenoncourt, Beauvan, La Tour-en-Ardenne et La Tour-Landry ; le copiste ne s'est pas trompé sur ce dernier nom.

Un autre écusson semble être d'une identification certaine ; c'est celui qui est décrit le cinquième : le blason convient exactement à l'écu des grandes armoiries du vitrail, c'est-à-dire à la famille de Brixey ; le copiste, il est vrai, a cru que le mot comptait tout au plus quatre lettres et que les deux dernières étaient *in* ; il a dû se tromper ; de quelle manière satisfaisante expliquerait-on sa lecture ?

Des trois autres noms, deux me sont inconnus : 1° *Dormeaul* ; peut-être faudrait-il lire *d'Ormeaul*. Je ferai seulement remarquer, à titre de renseignement, que les quartiers *un* et quatre sont semblables pour le dessin, mais non pour les émaux, aux armoiries de la Maison de Toulon ou Toulon (1) qui portait, d'après les armoriaux : « *d'azur à la croix d'argent, en lambel de trois pendants de gueules en chef* (2). » — 2° *DIGNY* ou *LIGNY* : je ne connais pas de familles ainsi nommées dont l'écu soit : *de gueules à 3 lions couronnés d'or* ; les armoiries de la famille *d'Igny* sont tout à fait différentes (3). Le copiste aurait-il mal lu le nom de *Savigny* ? Cette grande Maison de chevalerie lorraine portait, d'après les armoriaux, un écu semblable à celui dont il s'agit, sauf que les lions n'auraient pas été couronnés (4).

(1) Ancien château-fort, commune de Lixières, canton de Nomeny, arr. de Nancy.

(2) J. CAYON, *Ancienne chevalerie de Lorraine*, p. 197.

(3) *Idem*, p. 103, etc.

(4) J'ai fait quelques recherches infructueuses sur l'existence, à cette époque, d'une alliance entre les familles de Brixey et de Savigny.

Il reste à déterminer le premier écusson ; lorsque le copiste dit que cet écusson était « de *Bildstein Lorraine* », on doit entendre, non pas qu'il se rapportait à cette famille, puisque le nom de VAUDÉMONT était inscrit au-dessus, mais qu'il offrait des armoiries analogues ; chacun sait que la Maison de Bildstein était issue d'un bâtard du duc Charles II ; elle portait : de Lorraine simple, « *brisé en barre d'un bourdon d'azur* (1) ». Le copiste ajoute que « la brisure » était « d'argent » ; je ne pense pas que l'on soit obligé, par ce texte, à croire que la brisure était également un bourdon ; il paraît plus naturel de songer à une simple *barre*, sans doute très rétrécie ; le copiste n'y aura pas regardé de si près et n'avait peut-être qu'un souvenir vague des armoiries de Bildstein. Un tel écusson, avec le nom de Vaudémont, ne peut se rapporter qu'à une famille issue en ligne bâtarde d'un comte de Vaudémont de la Maison de Lorraine. On ne connaît, je crois, dans cette famille, qu'un « bâtard de Vaudémont » ; mais il est célèbre : son père était le comte Antoine qui, par la mort de son oncle, le duc Charles II, devint le chef de la Maison de Lorraine et fut le compétiteur du roi René à la couronne ducale.

Il est maintenant nécessaire de rechercher la signification de ces quartiers. Ne sachant rien de précis sur l'ascendance de Gratian de Brixey, voyons, pour aller du connu à l'inconnu, quels étaient les quartiers de Marguerite de Lenoncourt. Cette dame ne figure pas dans la généalogie de sa famille dressée par La Chesnaye des Bois ; cependant, l'on a vu qu'elle était fille de Philippe de Lénoncourt, seigneur de Gondrecourt-en-Voivre (2) » ; or ce personnage est inscrit dans la généalogie ; il était fils de Herman de *Lenoncourt* et de Jeanne de *La Tour en Ardenne* (3) ; il

(1) J. CAYON, *ibid.*, p. 24, etc.

(2) H. LEPAGE, *Commentaires sur la Chronique de Lorraine*, p. 28.

(3) LA CHESNAYE DES BOIS et BADIER, *Dict. de la Noblesse*, art. *Lenoncourt*, degré VI ; Cf. *Bull. mens. Soc. d'Archéol. lorr.*, 1904, p. 260.

épousa Catherine, fille de Bertrand de *Beauvau* et de Jeanne de *La Tour-Landry* (1).

Voilà les quatre quartiers de Marguerite. Nous les retrouvons exactement dans la description du vitrail.

Toutefois, il faut se rendre compte de l'arrangement des huit écussons. Le texte ne laisse aucun doute : ils se présentaient sur deux lignes horizontales, puisque le cinquième est indiqué comme commençant le « second rang ». La disposition était donc la suivante :

|            |            |                     |                 |
|------------|------------|---------------------|-----------------|
| Vaudémont. | Digny.     | Lenôncourt.         | Beauvau.        |
| Brixey.    | Doremeaul. | La Tour en Ardenne. | La Tour-Landry. |

On voit que les quatre quartiers à sénestre sont ceux de Marguerite : cet arrangement est logique ; il ne pouvait même pas être autre ; les quartiers de chacun des époux se trouvaient au-dessous de chacun de leurs grands écus.

La disposition des quartiers de la femme nous indique quelle devait être celle des quartiers du mari ; mais voilà bien ce qui soulève un redoutable problème ; cette disposition similaire donnerait lieu, en effet, à la généalogie que voici :

|                        |            |           |               |
|------------------------|------------|-----------|---------------|
| 1. Lorraine-Vaudémont. | 2. Brixey. | 3. Digny. | 4. Doremeaul. |
| Lorraine-Vaudémont.    |            | Digny.    |               |
| Gratian (?) de Brixey. |            |           |               |

Ainsi, le père de Gratian, quel qu'il fût, aurait été le fils du bâtard de Vaudémont et d'une dame de la famille de Brixey ; il s'agit sans doute d'une union illégitime, car on ne connaît qu'un mariage du bâtard de Vaudémont, avec une dame de la fameuse Maison de La Marck (2). Gratian, ou déjà son père, aurait repris le nom et les armes de

(1) *Ibid.*, branche des seigneurs de Gondrecourt.

(2) Elle était cousine de Robert II de la Marck, seigneur de Sedan (H. LEPAGE, *La guerre de Sedan*, dans *Mém. Soc. d'archéol. lorr.*, 1884, p. 211, note 2). Certains généalogistes lorrains la nomment Isabeau, fille de Jean de La Marck (Nobiliaires ms. de J. Callot, de Renel, de Rielle ; Bibl. munic. de Nancy).

Brixey, et aurait été reconnu pour l'héritier de cette famille.

Voici une difficulté assez sérieuse : il semble qu'il y ait eu bien peu de temps pour placer une génération intermédiaire entre Gratian de Brixey et le bâtard de Vaudémont, qui ne mourut qu'au commencement du xvi<sup>e</sup> siècle. Mais l'on n'est pas fixé sur l'époque de sa naissance, et il a pu avoir, étant très jeune, un enfant naturel. On ne connaît aucun bâtard de Vaudémont appartenant à la génération précédente, c'est-à-dire qui aurait été fils de Ferri I<sup>er</sup> de Lorraine, comte de Vaudémont.

Je me suis également posé cette question : Gratian n'aurait-il pas été le fils du « bâtard de Vaudémont », par conséquent, petit-fils du comte Antoine, dont il n'aurait pas osé faire reproduire l'écu *pur* parmi ses quartiers ? Mais il faudrait alors que la mère du bâtard eût fait partie de la famille de Brixey ; or on trouve qu'elle se nommait Marguerite *Geneliet* (1) ou de *Genelette* (2).

Force nous est donc de revenir à la première hypothèse.

Je ne me dissimule pas tout ce que cette filiation a de surprenant et d'hypothétique ; mais je ne vois pas d'autre moyen d'expliquer les quatre quartiers de ce mari de Marguerite de Lenoncourt. Il y a là un problème très curieux, et important à beaucoup d'égard. Je saluerais avec plaisir une solution plus satisfaisante et mieux établie.

---

Je reviens au premier vitrail, ou, pour mieux dire, à Jean de Bron. L'origine de ce personnage est tout à fait énigmatique. D'où provenait son nom, dont on trouve des

(1) Renier CHALON, *Les seigneurs de Florannes, leurs sceaux et leurs monnaies*, Bruxelles, 1868.

(2) Nobil. de Rennel, ms. de la Bibliot. munic. de Nancy. — Je ne sache pas que l'on connaisse exactement l'écu du bâtard de Vaudémont et de ses descendants légitimes.

variantes fort diverses : *Braun, Braux* ? Quels étaient ses parents ? Henri Lepage n'a rien trouvé sur tout cela et n'a pas connu le blason de la famille ; mais il est fourni par des armoriaux de la Chevalerie lorraine et il est conforme à l'écu du vitrail ; je me bornerai à cette citation :

« *D'or à la fasce de gucules chargée à dextre d'une étoile d'argent ; au lion naissant (1) de sable, armé, lampassé et allumé de gueules (2).* »

Je me demande s'il conviendrait de rattacher notre chevalier à un certain *Jean de Braux* (3) « homme de messire Jehan de Vergy, alors en guerre avec le seigneur de Chastelvillain » ; on trouve ce nom dans une lettre close adressée le 24 juillet 1417 par Jean Bertrand, capitaine d'Eurville (Haute-Marne), pour le seigneur de Châteauvillain, aux gens du Conseil du duc de Bar : il s'agissait de bétail pris à Jean de Braux par les compagnons tenant garnison à Eurville et repris par le prévôt de Bar à la demande des gens de Vassy (4).

(A suivre.)

L. GERMAIN.

---

## MUSÉE HISTORIQUE LORRAIN

---

Dans sa séance du 10 février 1903, le Comité du Musée historique lorrain a arrêté, relativement à la visite du Musée, le nouveau règlement dont les articles suivent :

(1) *Issant* ?

(2) J. CAYON ; cf. R. DE SOUHESMES, *Une excursion à Pierrefort*, dans *Journal Soc. d'archéol. lorr.*, 1890, p. 18, note 4.

(3) Dans le *Dom Pelletier annoté*, la famille de Bron est inscrite sous le nom de *Braux*. (R. DE SOUHESMES, *ibidem*).

(4) Arch. de Meurthe-et-Moselle, lay. Commercy II, n° 102, *apud* Siméon LUCE, *Jeanne d'Arc à Domremy*, 1886, p. 300, note. — A la page suivante, dans un acte du 23 juillet de la même année, on voit figurer un nommé *Jehan de Broing* parmi plusieurs personnes, apparemment de Dijon, auxquels la duchesse de Bourgogne et autres devaient une somme d'argent pour fourniture de bois de construction. (Arch. de la Côte-d'Or, B. 4471).



ARTICLE PREMIER. — Le Musée est ouvert gratuitement au public, tous les dimanches et fêtes légales, de 1 heure à 4 heures, et aux mêmes heures le jeudi, du 1<sup>er</sup> avril au 1<sup>er</sup> novembre.

ARTICLE 2. — En dehors des jours et heures ci-dessus indiqués, il sera perçu un droit d'entrée de 0 fr. 50 par personne.

La perception se fera au moyen de tickets détachés d'un carnet à souches et délivrés par le gardien du Musée.

Les Sociétés paieront :

Par groupe de 10 à 20 personnes, 2 fr. 50 (soit 5 tickets)

id. 21 à 30 id. 3 » ( — 6 — )

id. 31 et au-dessus, 4 » ( — 8 — )

ARTICLE 3. — Seront exonérés de la redevance : les Membres du Comité du Musée lorrain, les Membres du Conseil général et les Membres du Conseil municipal.

Des réductions et même des exonérations totales pourront être accordées aux groupements scolaires accompagnés de Maîtres ou Surveillants, et munis d'une autorisation accordée par M. le Conservateur sur la demande du Chef d'institution.

Les enfants au-dessous de 10 ans accompagnant leurs parents sont admis gratuitement.

ARTICLE 4. — Une carte gratuite sera remise par M. le Conservateur aux artistes ou amateurs qui désirent travailler au Musée.

ARTICLE 5. — Le dépôt des cannes et parapluies est obligatoire.

ARTICLE 6. — Le présent règlement sera mis en vigueur à partir du 1<sup>er</sup> mars 1905.

---

*Pour la Commission de rédaction, le Président : L. QUINTARD.*

---

L'imprimeur-gérant : A. CRÉPIN-LEBLOND, 21, rue Saint-Dizier, Nancy.

**BULLETIN MENSUEL**  
**DE LA**  
**SOCIÉTÉ D'ARCHÉOLOGIE LORRAINE**  
**ET DU**  
**MUSÉE HISTORIQUE LORRAIN**

---

5<sup>e</sup> ANNÉE. — NUMÉRO 5. — MAI 1905.

---

**Procès-verbal de la Séance du vendredi 14 avril 1905.**

**PRÉSIDENCE DE M. L. QUINTARD, PRÉSIDENT.**

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

**Communications.**

M. le Prince de Bauffremont a adressé une lettre de remerciements à l'occasion de son admission, et a versé entre les mains de M. le Trésorier la somme de 200 francs, en vue d'acquérir le titre de Membre perpétuel.

Le Président donne lecture d'une lettre de M. le Préfet de Meurthe-et-Moselle, relative à une circulaire de M. le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, déterminant les conditions dans lesquelles les Musées départementaux et communaux pourront bénéficier du paragraphe 2 de l'article 52 de la loi du 16 avril 1895, ainsi conçu : « Les Musées départementaux ou communaux pourront également être investis de la personnalité civile, si les départements ou les villes qui en sont propriétaires le demandent. En ce cas, il sera statué par

« décret rendu en la forme ordinaire des reconnaissances  
« d'utilité publique. » Le Président a répondu à M. le  
Ministre en lui faisant remarquer que le Musée historique  
lorrain n'est pas un Musée communal et ne rentre par  
conséquent pas dans les établissements visés par l'art. 52  
de la loi du 16 avril 1893. Le Musée lorrain est administré,  
depuis le 24 décembre 1872, par une Société reconnue  
d'utilité publique par décret du 9 janvier 1861, et jouit  
déjà à ce titre de la personnalité civile.

Lecture est également donnée par le Président d'une  
lettre de M. le Maire de la ville de Nancy, au sujet du legs  
fait par feu M. le Commandant Larguillon à la Société  
d'Archéologie lorraine. M. le Maire dit que les disposi-  
tions testamentaires faites à la Société d'Archéologie n'ont  
donné lieu à aucune réclamation de la part des héritiers  
du testateur, et invite cette dernière à constituer le dossier  
de l'affaire et à l'adresser au Secrétariat de la Mairie.

La Société, consultée, a pris la délibération suivante :  
« Attendu que l'exécuteur testamentaire de feu le Com-  
« mandant Larguillon a, immédiatement après le décès  
« du testateur, remis à la Société, en la personne de son  
« Président, tous les objets légués, francs de tous frais  
« quelconques et droits de fisc, lesquels restaient à la  
« charge de la succession ;

« Attendu que les objets légués représentent une valeur  
« relativement minime ;

« Pour ces motifs, la Société demande à l'Administra-  
« tion municipale de considérer simplement les disposi-  
« tions faites à son profit comme une charge d'hérédité. »

Dépôt est fait sur le Bureau du programme du Congrès  
archéologique de France, qui doit s'ouvrir à Beauvais le  
20 juin prochain.

La Société historique et archéologique de Langres  
adresse à la Société d'Archéologie lorraine le programme  
du prix J. Barotte, lequel sera décerné en 1906.

### Nécrologie.

Il est donné avis du décès de M. Edouard Bour, membre perpétuel.

### Admission.

M. l'abbé Lemoine est admis comme membre titulaire.

### Ouvrages offerts à la Société.

*Un Monument symbolique de l'Ecole sammiéloise*, par M. Henri Bernard; Bar-le-Duc, Contant-Laguerre, 1904, in-8° de 18 p. avec une planche.

*Le Tombeau de Hugues des Hazards, évêque de Toul, dans l'église de Blénod-les-Toul, 1517*, par M. l'abbé Clanché; Caen, Delesques, 1904, in-8° de 17 p. avec 3 planches.

*Une Taque de foyer aux armoiries de Bernardin II de Lenoncourt, 1602*, par M. L. Germain de Maidy; Nancy, Crépin-Leblond, 1905, in-8° de 15 p. avec une planche.

*Intaille sur agate Nicolo au Musée municipal de Remiremont*, par M. Bernard Puton; Paris, imprimerie nationale, 1905, in-8° de 15 p. avec une planche.

### Lectures.

La Société vote l'impression dans ses *Mémoires* du travail de M. Ch. Plister sur *La fondation de la Ville-Neuve de Nancy et la distribution des emplacements*, et nomme comme membres de la Commission de revision : MM. Emile Duvernoy, Léon Germain et Charles Guyot.

M. Lucien Boppe continue la lecture de son travail sur *La vie des établissements hospitaliers de Nancy*.

.....

## MÉMOIRES

---

### DOCUMENTS SUR LA DÉMOLITION DES FORTIFICATIONS DE NANCY (1661).

Lorsque, par le traité de Vincennes du 28 février 1661, la Lorraine fut rendue au duc Charles IV, il fut décidé que les fortifications tant de la Ville-Neuve que de la Ville-Vieille seraient rasées. Une clause additionnelle du 31 mars porta que les deux tiers du travail de démolition seraient à la charge du duc de Lorraine, qui le ferait exécuter par 3,000 hommes tirés de ses Etats ; le roi de France se chargeait du tiers restant. Colbert de Saint-Pouanges, intendant des Trois-Evêchés, et Charles Colbert, frère du grand Colbert, intendant d'Alsace, furent chargés, au nom de Louis XIV, de surveiller les travaux. Les deux commissaires adressèrent, pendant leur séjour à Nancy, de nombreuses lettres aux ministres du roi, leur annonçant la manière dont ils exécutaient leur tâche. Nous avons trouvé ces lettres à Jean-Baptiste Colbert, à de Brienne, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, à Le Tellier, secrétaire d'Etat à la guerre, après que notre travail sur les *fortifications de Nancy du XVI<sup>e</sup> siècle à nos jours* (1) était déjà terminé. Comme ces rapports nous apprennent une série de particularités nouvelles, nous nous décidons à les publier soit *in extenso*, soit par extraits. Nous donnerons en note les explications indispensables.

#### I. — DE CHARLES COLBERT A SON FRÈRE.

Monsieur mon frère,

J'arrivay hier icy, et je n'ai peu voir que ce matin M. le mareschal de la Ferté (2) qui avoit mal passé la nuit. Il m'a parlé en véritable

(1) *Annales de l'Est et du Nord*, janvier et avril 1905.

(2) La Ferté-Senneterre, qui avait gouverné la Lorraine, au nom du roi de France pendant l'occupation. Il venait de licencier les troupes du corps d'occupation et était tombé gravement malade à Nancy, où il logeait au palais ducal.

serviteur du Roy et comme un homme fort résigné à la volonté de Dieu et quy se sent mourir ; néanmoins ses médecins tesmoignent esperer beaucoup de sa guérison. Il m'a prié de vous asseurer qu'il estoit fort vostre serviteur et cela avec des parolles quy tesmoignent une très haute estime et m'a aussy dit les mesmes assurances de service pour M. le duc Mazarin (1).

Nous nous devons assembler demain, M. de St-Pouanges (2), M. de Pradel (3) et moy pour concerter ensemble ce qu'il y aura à faire en ville pour l'exécution des ordres du Roy ; et aussytost que tout ce qui regarde la démolition des murailles sera bien acheminé, nous projettons, mondit sieur de St Pouanges et moy, d'aller travailler à faire les limites du chemin que le Roy se réserve pour le passage de ses troupes en Alsace (4). Je ne suis point encore assés informé de l'estat présent de toutes les affaires pour lesquelles je suis commis pour vous en pouvoir rendre compte : ce sera, comme j'espère, pour le premier ordinaire. M. de St-Pouanges m'a fait donner un logis tout

(1) Il s'agit du neveu du cardinal, Charles-Armand de La Porte, marquis de La Meilleraye, duc de Mazarin, qui venait d'être nommé gouverneur de l'Alsace et grand-bailli de la préfecture de Haguenau.

(2) M. de Saint-Pouanges était arrivé à Nancy deux mois avant Colbert. Le 15 mars, il écrivit de cette ville une lettre de condoléances à Jean-Baptiste Colbert sur la mort de Mazarin (*Mélanges Colbert*, t. 102, fol. 325) ; le 19 mars, il félicite Colbert de sa nomination comme intendant des finances (*Ibid.*, fol. 239). Le 17 mai, il écrit à M. de Luxembourg au sujet des cent personnes qui avaient été mandées du comté de Ligny pour travailler à la démolition des fortifications de Nancy. Le comté a été sans doute surchargé ; mais il faut envoyer le plus d'hommes possible et j'espère que M. de Pradel s'en contentera (*Ministère des affaires étrangères*, Lorraine, Supplément, t. 9, fol. 64). Le duc de Luxembourg en appela au parlement de Paris, et, par arrêt du 9 août 1661, l'appel fut reçu, et les habitants du comté de Ligny furent exempts provisoirement de cette corvée.

(3) M. de Pradel commandait les troupes françaises qui devaient rester à Nancy, aux dépens du roi, « pour la sûreté de la place et l'avancement de la démolition ».

(4) Le traité de Vincennes, du 28 février 1661, réunissait à la France une série de terres, 30 villages dans la dépendance de Sierck, Sarrebourg, Phalsbourg, l'abbaye de Gorze, Mars-la-Tour et le chemin de la côte de Delme. « Et est convenu que le chemin ci-dessus commencera depuis le dernier village du pays messin, entre Metz et Vic, jusques à Phalsbourg inclusivement, et appartiendra en toute souveraineté à Sa Majesté sans aucune interruption pour la longueur, et aura de largeur demilieue de Lorraine en tous endroits, dont les limites pour la dite largeur seront posées de bonne foi par des commissaires à ce députés de part et d'autre. » Dom Calmet, 2<sup>e</sup> édit., t. VII, Pr., col. 260.

voisin du sien (1) et il veut me nourrir et mesme mes gens ; mais il m'a assés fait entendre que, comme nous aurions à voyager longtemps dans de meschans villages, ensemble ou séparés, j'aurois besoin de mon esquipage ; c'est ce quy m'obligera à le faire venir d'autant plus que je vois bien que sans cela je pourrois à la fin luy estre à charge. Je suis, Monsieur mon frère... Colbert.

A Nancy, ce 21<sup>r</sup> may 1661.

(Bibliothèque nationale, Mélanges Colbert,

t. 102, fol. 620.)

II. — DE CHARLES COLBERT A SON FRÈRE.

A Nancy, ce 23<sup>r</sup> may 1661.

Monsieur mon frère,

1. Pour vous pouvoir rendre un compte exact à l'avenir de tout ce que nous ferons, M. de S<sup>t</sup>-Pouanges et moy, dans l'exécution des ordres qu'il a pleu au Roy nous donner, je crois vous devoir faire un plan de l'estat où j'ay treuvé toutes choses à mon arrivée, quoyque vous en soyés desjà informé,

2. Vous aürés secû que M. le Duc de Lorraine s'estant rendu à Bar (2) après le licentierement de la garnison qui y estoit, M. de S<sup>t</sup>-Pouanges l'y alla trouver, fist avec luy l'eschange de la ratification du traité, et, dans la suite du temps mondit s. de Lorraine ayant fait licentier toutes les troupes qu'il avoit sur pied, mondit s<sup>r</sup> de S<sup>t</sup>-Pouanges luy a fait restituer toutes les places, mesme Marsal (3), de sorte que ce quy reste à présent à faire pour achever l'exécution dudit traité, c'est la démolition des murailles des deux villes de Nancy, et le règlement des limites du chemin que le Roy se réserve pour le passage des troupes en Alsace.

3. Quand au premier point, vous sçavés que M. le Duc de Lorraine doit fournir 3,000 personnes valides par jour pour travailler à la démolition des deux tiers des fortifications des dites deux villes, l'autre tiers devant estre desmoly aux despens du Roy et, comme le toisé de la ville neuve s'est treuvé estre de 2,006 toises, il en revient pour le tiers du Roy 668  $\frac{2}{3}$ , pour lesquelles mondit s<sup>r</sup> de S<sup>t</sup>-Pouanges a traité avec le s<sup>r</sup> de

(1) Nous apprenons, par une lettre postérieure du 18 juillet 1661, que Charles Colbert logeait chez M. Fournier.

(2) Il était venu à Bar le 14 avril. Dom Calmet, 2<sup>e</sup> édit., t. VI, col. 502.

(3) On sait que Louis XIV, après le traité de Montmartre, réclama la ville de Marsal et qu'il se la fit livrer de nouveau par le traité du 1<sup>er</sup> septembre 1663.

Mornas, cy-devant lieutenant colonnel (1), comme je crois, du régiment de Brinon pour la somme de 14,300 livres, non compris les despeses des charpentiers pour les bois et ouvrages nécessaires à estayer quy seront payés outre et par dessus ladite somme aux despens du Roy. Quand aux deux autres tiers, M. de Lorraine n'a pas fourny par le passé plus de 18 à 1900 personnes par jour ; mais avant hier il y en avoit 2,100, aujourd'huy 2,400 et l'on nous fait espérer que dans peu le nombre sera complet. Cependant l'on travaille incessamment tant de la part du Roy que de celle de M. de Lorraine à saper les murailles ; mais jusques à présent il n'y a point de bastions de renversés.

4. Nous fismes avant hier, M<sup>rs</sup> de St-Pouanges, de Pradel, de Clerville (2) et moy le projet des officiers et ouvriers quy doivent estre employés de la part du Roy à ce travail (3) ; le nombre et les gages sont à mon sens un peu hauts, quoyque je sois cause que l'on en ayt diminué quelque chose ; et sur ce sujet je crois vous devoir dire un mot de ce quy me semble de l'humeur de ceux avec lesquels je dois agir icy. M. de St-Pouanges est, comme vous scavés, bon, généreux et désintéressé tout autant qu'on le puisse estre, passionné d'acquérir de la gloire dans l'exécution de sa commission qu'il a très bien commencée et de la finir bientôt, afin de se retirer à la cour d'où il croit pouvoir faire son intendance de Soissonnais (4) ; cependant, comme il se veut conserver la réputation qu'il a acquise de faire du bien à tout le monde, et de faire gagner ceux qui travaillent sous luy, je vois bien qu'il sera bien aise que ceux que nous employerons à ce travail cy y trouvent leur petit compte.

*Analyse de la suite : 5. Ni M. de Pradel ni le chevalier de Clerville ne sont pour l'économie ; pour moi, je songerai toujours à pratiquer le ménage, et je me rangerai aux sentiments de M. de Saint-Pouanges. 6. Le s<sup>r</sup> Gasselín qui depuis longtemps est trésorier en ce*

(1) Charles de Siffredy de Mornas fut lieutenant au régiment de Piémont le 18 mai 1644, capitaine le 11 mai 1645, lieutenant-colonel du régiment de La Ferté le 26 janvier 1661, brigadier d'infanterie le 27 mars 1668, maréchal de camp le 2 avril 1675, lieutenant-général des armées du roi le 13 janvier 1677, Pinard, *Chronologie historique militaire*, t. IV, p. 278.

(2) Louis-Nicolas, chevalier de Clerville, était à ce moment commissaire général des fortifications. Il mourut en décembre 1677.

(3) Le lieutenant-colonel de Mornas n'était chargé, par son traité, que de la démolition des murs ; le roi devait trouver les ouvriers nécessaires pour le transport des terres et pour les besognes accessoires.

(4) Il venait de recevoir cette intendance à la place de celle des Trois-Evêchés.



pays, m'a déclaré qu'il voulait se retirer et ne plus se mêler de toutes les dépenses à faire pour ces démolitions. Embarras financiers des commissaires. 7. Le chevalier de Clerville nous a montré la commission qu'il a de M. le grand-maitre (1) d'ordonnancer les fonds destinés pour cette démolition; Saint-Pouanges lui répond qu'il exécutera les ordres du Roi à ce sujet. 8. Nos instructions et commissions ont été signées de M. de Brienne (2); néanmoins toutes les lettres du Roi sur le sujet de l'exécution du traité sont signées de M. Le Tellier (3). Saint-Pouanges n'a rendu de compte de la commission qu'à Le Tellier. « Aujourd'hui mondit sieur de St-Pouanges m'a encore fait voir une lettre qu'il escrit tant en son nom qu'au mien à mondit sieur Le Tellier, laquelle m'ayant esté leue un peu trop promptement pour y pouvoir faire beaucoup de réflexions, je luy ay seulement fait trouver bon que l'on corrigeroit quelque chose quy me sembloit un peu aigre touchant la commission du chevalier de Clerville, et que l'on supprimeroit un article par lequel il représentoit les grandes despenses qu'il faudroit faire, sy l'on vouloit desmolir les bastions (4) et courtine quy composent le jardin du palais du duc; en quoy il me sembloit, comme j'ay pris la liberté de luy dire, que nous passerions dans le conseil du Roy pour un peu passionnés pour les interets de ce Duc. Il m'a dit que nous escriirions tantost l'un et tantost l'autre à M. Le Tellier; mais je vois qu'il sera bien aise de prendre tousjours ce soin là. Cependant, comme vous m'avez conseillé d'escrire à M<sup>rs</sup> de Lyonne et de Brienne, je joins à vostre paquet deux lettres en mon nom seul pour eux (5), vous suppliant de me faire la grace de me faire sçavoir de quelle manière vous jugés à propos que je me gouverne, pour ne donner pour ce regard aucun sujet de plainte de moy à ces messieurs.

9. Mondit s<sup>r</sup> de St-Pouanges a receu depuis mon arrivée icy une lettre du Roy pour faire le toisé des murailles de la vieille ville, mais de ne point faire travailler à cette desmolition sans un nouvel ordre. Cela a été exécuté par le chevalier de Clerville qui a trouvé qu'il y avoit en tout le pourtour 2,237 toises et ainsy 231 de plus qu'à la nouvelle ville.

(1) Le grand-maitre de l'artillerie, qui était alors le duc de Mazarin.

(2) Henri-Auguste de Loménie, comte de Brienne, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, jusqu'en 1663 où Hugues de Lionne lui succéda.

(3) Le Tellier était sous-secrétaire d'Etat à la guerre; il céda cette fonction en 1666 à son fils Louvois et il devint en 1677 chancelier et garde des sceaux.

(4) Il s'agit du bastion des Dames, dont le terre-plein avait été converti en jardin; on y montait par une rampe que Siméon Drouin avait décorée de statues.

(5) L'une de ces lettres est sans doute le n<sup>o</sup> III.

*Analyse de la fin : 10. Les commissaires laissés pour les limites n'ont toujours pas leur commission. Il voudrait imiter dans la description des pays la méthode suivie par Colbert lui-même dans le Nivernais (1).*

*11. Sur la formule à employer dans les lettres à écrire à M. Le Tellier.*

*(Bibliothèque nationale, Mélanges Colbert,*

*t. 102, fol. 626.)*

III. — CHARLES COLBERT A M. DE BRIENNE, SECRÉTAIRE D'ÉTAT  
AUX AFFAIRES ÉTRANGÈRES (2).

Monseigneur,

Pour commencer à vous rendre un compte exact de tout ce qui concerne l'exécution du traité fait avec M. le Duc de Lorraine, je crois vous devoir faire ressouvenir que l'instruction qui a été donnée à M. de St-Pouanges et à moy consiste en deux principaux points dont le premier est de faire travailler à la démolition des fortifications de Nancy, l'autre de régler et signaler les limites du chemin qui doit être réservé au Roy pour le passage de ses troupes en Alsace. Je ne vous parle point, Monseigneur, de l'eschange des ratifications, du licentement des troupes et de la restitution des places à M. le Duc de Lorraine, toutes ces choses ayans été exécutées, comme vous aurés sceu, avant mon arrivée en ce pays.

Quand aux deux points donc sur lesquels nous avons à travailler, vous aurés pareillement sceu que pour le premier on a fait le toisé du pourtour de tous les bastions et courtines de la ville neuve, qui s'est treuvé estre de 2.010 toises (3) et dont les deux tiers montant à 1.340 toises ont été donnés à démolir aux Lorrains divisés en quatre brigades, à chacune desquelles il y a un commissaire particulier préposé pour en faire les reveuës et deux chasse-avant (4) pour les faire travailler; par le passé il n'est venu que 17, 18 et jusques à 1900 personnes; avant-hier il y en a eu 2.100, aujourd'huy 2.400 et l'on nous fait espérer que dans peu le nombre sera complet.

(1) Charles III de Gonzague vendit le duché de Nevers et ses autres domaines de France au cardinal de Mazarin par acte du 15 juillet 1659; ce fut Colbert qui en prit possession au nom du cardinal. Cf. *Lettres, instructions, mémoires*, éd. P. Clément, t. I, p. 387 et ss.

(2) La lettre ne porte pas de suscription. Elle est adressée soit à M. de Brienne soit à Hugues de Lionne.

(3) La lettre précédente donne des chiffres légèrement différents. Ici on a arrondi la somme.

(4) On appellait *chasse-avant* le surveillant des ouvriers sur les chantiers.

Pour le tiers du Roy qui est de 670 toises, M. de St-Pouanges en a traité avant mon arrivée avec le sr de Mornas, cy-devant lieutenant-collonel du régiment d'infanterie de la Ferté, qui en a entrepris la desmolition moyennant la somme de 14.300 livres, non compris les pieux, planches et bois nécessaires à estayer et brusler ensuite les dits estayemens, le payement des charpentiers, les achats et refections des outils, toutes lesquelles choses se doivent faire aux dépens du Roy outre et pardessus la susdite somme ; et, lorsque les murailles seront abbatues, nous prétendons faire travailler assiduelement pendant trois ou quatre jours cent bons hommes à renverser et transporter les terres ; et, après que l'on aura veu ce qu'ils peuvent faire, on traittera, s'il se peut, à la toise, afin de sçavoir au juste ce que coustera ceste despense ; sinon on fera travailler par méreaux (1) ou au pis aller à journées. Cependant, Monseigneur, on travaille à présent tant de la part du Roy que de celle des Lorrains à saper les murailles ; mais il n'y a encore rien de renversé, hormis ce que la mine a fait qui n'est pas encore fort considérable ; aussytost qu'il y aura quelque bastion ou courtine par terre, je ne manqueray pas de vous en donner avis.

Je dois encore vous dire, Monseigneur, que M. de St-Pouanges ayant reçu lettres du Roy depuis mon arrivée qui nous ordonne de faire faire le toisé des fortifications et murailles de la vieille ville et de ne point faire travailler à la desmolition d'icelles sans un nouveau commandement de Sa Majesté, M. le chevalier de Clerville s'y employa hier et treuva 2.237 toises compris la citadelle. Il a aussy toisé toute la terre qu'il y a à transporter ; mais, comme je n'en ay point encore pu avoir le mémoire, je remets au premier ordinaire à vous en informer.

Quand au second point de nostre instruction concernant les limites du chemin, vous scaurés, Monseigneur, que, M. de St-Pouanges ayant fait sçavoir mon arrivée à M<sup>rs</sup> les président de Gondrecourt (2) et baron d'Alaumont (3) que l'on nous disoit avoir esté choisis par M. de Lorraine pour commissaires, ils vous ont fait response qu'ils avoient bien esté nommés, mais qu'ils n'avoient point encore de commission et qu'il n'estoit pas bienséant à eux d'en solliciter S. A. Je crois, Monseigneur, que vous jugerés à propos de luy en faire plaintes et de le presser

(1) On distribuait des méreaux à la fin de chaque semaine. Travailler par méreaux, c'est travailler à la semaine.

(2) Pendant la petite paix, Charles IV avait donné le 16 mai 1661 une constitution définitive à la Cour souveraine de Lorraine et Barrois et avait nommé premier président Humbert de Gondrecourt. Celui-ci garda cette charge jusqu'à la fin de 1661.

(3) Ou plutôt d'Allamont, conseiller du duc Charles IV.

d'envoyer les dites commissions. Je suis avec le respect que je dois...

A Nancy, ce 24<sup>e</sup> may 1661 (1).

COLBERT,

(Ministère des affaires étrangères, Lorraine,  
Supplément, t. 9, fol. 67.)

IV. — CHARLES COLBERT A M. DE BRIENNE,

Monseigneur,

Depuis la dernière que je me suis donné l'honneur de vous escrire, on a continué à travailler à la démolition des fortifications de la ville neuve de Nancy avec assés de diligence tant de la part de M. le Duc de Lorraine que de celle du Roy, ce prince fournissant à présent par jour pour les deux tiers qu'il s'est chargé de faire renverser jusques à 2.600 personnes de corvée, suivant l'extrait des reveües des commissaires que nous avons préposés à ce travail, et, de l'autre costé, le s<sup>r</sup> de Mornas quy a entrepris le tiers que le Roy doit faire desmolir à ses despens a desjà fait saper près de deux cens toises de murailles, desquelles il en est tombé près de vingt-cinq toises dont la plus grande partie s'est entièrement renversée dans le fossé et le reste n'a fait que s'affaïsser de la hauteur de la sape ; mais, comme il est entièrement destaché de la terre, on espère qu'il sera facile de l'abattre.

Nous avons receu cet ordinaire une lettre du Roy par laquelle on nous donne avis de la proposition qu'a fait M. le Duc de Lorraine de faire desmolir les deux tiers dont il est chargé par des entrepreneurs que M. de St-Pouanges et moy choisirons et d'en payer le prix dont nous conviendrons avec eux, afin de pouvoir soulager par ce moyen ses sujets durant le temps de la moisson. Sur quoy il nous est ordonné d'examiner ensemble ce quy peut estre en cela de plus avantageux

(1) Le 28 mai 1661, Charles Colbert fait part à son frère que M. de Saint-Pouanges et lui écrivent deux fois la semaine à Le Tellier ; lui ne rend compte que tous les huit jours à MM. de Lionne et de Brienne ; il donne de meilleures nouvelles de la santé du maréchal La Ferté. *Mélanges Colbert*, t. 102, fol. 642. Le même jour, les deux commissaires écrivent à Le Tellier et lui parlent des travaux de démolition. Les mêmes détails sont donnés dans la lettre n° IV à M. de Brienne ou M. de Lionne. Saint-Pouanges et Charles Colbert insistent pour qu'on envoie de l'argent : « Le payement des officiers et ouvriers qui ont la direction de ce travail montent par jour à plus de 250 livres et aussy-tost que les murailles seront abattues, nous serons obligés pour la part du Roy d'employer au moins 600 hommes à renverser et à transporter les terres, qui sera encore une despense de plus de 300 livres par jour ». Une lettre de Charles Colbert à son frère en date du 30 mai 1661 (Ms. cité, fol. 647) ne contient aucun détail nouveau.

pour le service du Roy et de le faire scavoir au plus tôt. Vous scavez, Monseigneur, qu'outre la desmolition des murailles, ce prince est obligé de faire renverser et transporter les terres, et, pour ce second travail, on ne trouvera personne quy puisse l'entreprendre, et, mesme pour le tiers du Roy, il le faudra donner ou aux méraux ou à journées ou tout au moins à la toise ; ainsy, pour ce regard, il est plus expédient que ledit prince fournisse les trois mille personnes de corvées. Quand à la desmolition des murailles, nous sommes d'accord, M. de S<sup>t</sup>-Pouanges, M. de Pradel et moy, que, si mondit s<sup>r</sup> de Lorraine avoit desja fait remettre un fonds suffisant pour cette entreprise entre les mains d'un bourgeois de cette ville bien solvable et que l'on put trouver un entrepreneur, sa proposition pourroit estre acceptée et qu'en soulageant par ce moyen ses sujets, le service du Roy s'en avanceroit aussy davantage, pourveu qu'il continua à nous donner les 3.000 personnes de corvée jusques à la moisson pour estre employées à renverser et transporter les terres aussytost que les bastions seroient abbatus, qu'il s'obligea aussy à les faire revenir incontinent après la moisson et qu'il en laissa icy au moins mil pendant le temps qu'elle pourroit durer ; mais, comme ses sujets ont desja fort avancé leur desmolition, il y a lieu d'espérer qu'ils auront presque achevé avant que M. le Duc de Lorraine ayt peu pourvoir au fonds et que l'on ayt pû trouver un entrepreneur. Ainsy nostre sentiment seroit de continuer comme on a commencé d'autant plus que M. de S<sup>t</sup>-Pouanges dit avoir avis de bonne part que ce prince s'est fort repenty de s'estre chargé des deux tiers de ceste desmolition et qu'il y a lieu de craindre que toutes ses propositions ne tendent qu'à fuyr ou du moins différer l'effet de ce traité (1)

Les s<sup>rs</sup> de Gondricourt et baron d'Alaumont ont receû leurs commissions de M. le duc de Lorraine pour travailler avec nous ; mais le premier a dit à un de ses amis quy nous en a fait raport que, quoy qu'il ne fust pas fort fort accommodé, il ne feroit pas néanmoins de difficulté de s'entretenir à ses propres despens dans ce voyage ; mais que, comme il falloit payer des greffiers, arpenteurs, planteurs de bornes et beaucoup d'autres frais quy monteroient assés haut, il ne le pouvoit pas faire, sy M. le Duc de Lorraine ne leur en donnoit pas les moyens ; ainsy nous voilà encore retardés de ce costé-là et je crois, Monseigneur, que nous serons aussy contraints du nostre à faire bientost cesser le travail, faute d'argeant, n'ayans encore aucun avis qu'il nous en vienne ;

(1) On voit que les commissaires se préoccupaient assez médiocrement de soulager la population de Lorraine ; ils ne demandaient qu'à exécuter au plus vite leur travail.

je finis en continuant à vous demander la grâce de vous ressouvenir que je vous ay des obligations infinies et que je dois estre toute ma vie avec respect...

A Nancy, ce dernier may 1661.

COLBERT.

(*Ministère des affaires étrangères. Lorraine, Supplément, t. 9, fol. 69.*)

V. — CHARLES COLBERT A M. DE BRIENNE (1).

Monseigneur,

Le s<sup>r</sup> de Mornas, en continuant son travail, a fait renverser la semaine passée les bastions appelés la Magdelaine et S<sup>t</sup>-George quy sont tombés de la manière qu'on le pouvoit souhaitter (2), et nous pourrions dès à présent commencer à faire transporter les terres, sy nous avions le fonds nécessaire pour cette dépense ; mais nous n'avons pas seulement encore reçu les XX<sup>m</sup> livres que l'on nous promet depuis longtemps, quoyque nous en devons desja la plus grande partie pour les despenses quy ont esté faites jusques à présent. M. de L'Illebonne (3), avec lequel nous disnasmes hier à une lieue d'icy, M. de S<sup>t</sup>-Pouanges et moy, nous asseura qu'il avoit ordre de M. le Duc de Lorraine de traiter de la démolition des deux tiers quy sont à la charge de M. le Duc. Nous faciliterons ce traitté, mondit s<sup>r</sup> de S<sup>t</sup>-Pouanges et moy, autant qu'il nous sera possible, voyans bien que ce travail s'achèvera avec beaucoup plus de diligence, quand il sera conduit par un entrepreneur intelligent aussy bien pour la part de mondit sieur le Duc de Lorraine comme pour celle du Roy.

Les commissaires nommés par ce prince n'ont point encore reçu

(1) Une lettre tout à fait analogue est adressée à la date du 3 juin 1661 par M. de Saint-Pouanges et Charles Colbert à Le Tellier. Copie dans les *Mélanges Colbert*, t. 102, fol. 665. Le 2 juin 1661, Charles Colbert a envoyé copie de cette lettre à Le Tellier à son frère ; il annonce son intention d'aller à Sierck pour prendre possession des 30 villages qui y sont laissés au choix du roi ; car les commissaires du duc de Lorraine diffèrent toujours. Charles Colbert vient d'être nommé intendant dans les Trois-Évêchés et il cumulera cette fonction avec l'intendance d'Alsace. Saint-Pouanges lui conseille de s'établir à Toul ; mais il préfère s'installer à Metz. *Mélanges Colbert*, t. 102, fol. 667.

(2) Les bastions de la Madeleine et de Saint-Georges se trouvaient du côté est. On voit ainsi quelle partie des remparts le roi de France devait démolir à ses dépens.

(3) M. de Lillebonne qui avait épousé une fille de Charles IV et de Béatrix de Cusance, avait été nommé lieutenant-général de Lorraine pendant l'absence du duc qui, après son court séjour à Bar-le-Duc, était retourné à Paris.

d'argent pour l'exécution de leur commission et mondit s<sup>r</sup> de L'Illebonne nous déclara hier n'avoir aucun ordre de leur en faire donner, ce qu'y est la seule cause de nostre retardement. Nous fismes entendre il y a trois jours à M. de Gondrecourt, l'un desdits commissaires, qu'en attendant qu'on leur donnât les moyens de venir travailler avec nous à régler et signaler les limites du chemin d'Alsace, nous pourrions bien, mondit s<sup>r</sup> de St-Pouanges et moy, aller sans eux à Syrk pour y faire choix des trente villages stipulés pour le Roy par le dit traité (1) et en prendre possession, et que nous croyons qu'ils ne feroient point de difficulté de signer le procès verbal que nous en dresserions, puisqu'apparemment il ne contiendrait rien qui y pût estre contesté, M. de Lorraine ayant laissé le choix desdits villages à Sa Majesté, et qu'ensuite nous pourrions aller dans l'abbaye de Gauze (2) en prendre aussy possession. Il n'a rien répondu sur le second point de cette proposition; mais sur le premier il nous a dit qu'il estoit nécessaire que le baron d'Alaumont et luy fussent présens à ce choix et que mondit s<sup>r</sup> de Lorraine consentiroit bien que nous prissions trente villages près de la Moselle et de la Sarre ou de tel autre costé que nous jugerions estre plus utile au Roy, pourveu qu'ils fussent près les uns des autres, et non pas séparés en plusieurs endroits, en sorte que ceux de S. M. et de S. A. fussent meslés les uns parmy les autres. Nous luy avons répliqué qu'il despendroit du Roy de les choisir où bon luy sembleroit; cependant, Monseigneur, comme il nous est ordonné par nostre instruction de préférer ceux qui sont scitués du costé de Luxembourg et tirant vers la rivière de Sarre à ceux qui sont du costé des trois Éveschés et de la Lorraine, nous croyons que nous n'aurons point de difficulté pour ce regard, et que la satisfaction de M. le Duc de Lorraine s'accordera en cela avec le service du Roy; ainsi, Monseigneur, il me reste seulement sur ce point à vous supplier très humblement

(1) L'article 5 du traité du 28 février 1661 porte : « S. M. retiendra, demeurera saisie, et jouira effectivement de la place de Sierck, qui devoit être rendue audit sieur duc par le traité des Pyrénées, comme aussi du nombre de trente villages qui se trouveront dans les dépendances de ladite place au choix de S. M., dont l'élection et le dénombrement se fera incessamment par des commissaires de S. M. à ce députés. »

(2) Il s'agit ici de l'abbaye de Gorze. L'art. 8 porte : « Le dit s<sup>r</sup> Duc renoncera et renonce présentement, en tant que besoin seroit, en faveur de S. M. à tous droits et prétentions de souveraineté ou autres sur l'abbaye de Gorze, laquelle souveraineté appartiendra sans contredit à l'avenir à sa Majesté. » L'abbaye de Gorze qui étoit unie depuis 1602 à la Primatiale de Nancy en devoit être distraite, et on accorda en échange à la Primatiale l'abbaye de l'Isle dans le Barrois.

de me faire sçavoir ce que vous jugés que nous devons faire, au cas que les dits commissaires continuent à refuser de se mettre en campagne avec nous.

*Analyse : Le duc de Lorraine a voulu vendre son sel à Sainte-Marie-aux-Mines ; mais j'ai fait défense qu'on achète à Sainte-Marie-aux-Mines d'autre sel que celui qui sera fourni par les nommés Barbas et Fatio. J'empêcherai le duc de Lorraine de se mettre en possession de la souveraineté de ces lieux jusqu'à ce que vous m'ayez fait connaître vos sentiments (1).*

M. le mareschal de La Ferté est party ce matin en carrosse pour aller coucher à Pont-à-Mousson et demain à Metz. Il avoit fait bon visage et je crois que dans peu sa santé sera entièrement restably.

Nancy, le 7 juin 1661.

(Ministère des affaires étrangères. Lorraine,  
Supplément, t. 9, fol. 72.)

#### VI. — CHARLES COLBERT A SON FRÈRE.

A Nancy, ce 7<sup>e</sup> juin 1661.

1<sup>e</sup> Je n'ay point encore reçu de vos lettres depuis que je suis à Nancy, mais j'ay appris par celles de mes frères que vous estiés en parfaite santé, qu'y est ce que je puis apprendre de plus satisfaisant.

2<sup>e</sup> J'escris à M<sup>rs</sup> Le Tellier et de Lyonne de l'affaire de S<sup>te</sup>-Marie-aux-Mines et Val-de-Lièvre et je leur envoie à chacun un mémoire des raisons pour lesquelles je crois que le Roy peut estre bien fondé à retenir les droits de souveraineté sur lesdits lieux, en rendant seulement le domaine utile à M. le Duc de Lorraine. A vous dire le vray, je ne suis pas fort satisfait desdites raisons (2) ; mais ce sont les meilleures que l'on ait peu trouver jusques à présent et je n'ay pas creü devoir faire moins que de les représenter à M<sup>rs</sup> les ministres avant que de souffrir que la souveraineté dudit s<sup>r</sup> Duc soit reconnue sur les dits lieux.

3<sup>e</sup> M. le Mareschal de la Ferté est party ce matin en carrosse pour aller à Metz : il avoit fort bon visage, et je crois que sa santé sera

(1) Le duc de Lorraine possédait en Alsace la moitié de la vallée de Sainte-Marie-aux-Mines et le village de Saint-Hippolyte, au canton de Ribeauvillé. Ces territoires avaient été occupés en même temps que la Lorraine et ajoutés à l'intendance d'Alsace ; Charles Colbert ne voulait pas les restituer et il entendait empêcher le duc Charles IV d'y faire aucun acte de souveraineté.

(2) Nous reconnaissons ici Colbert, qui, devenu secrétaire d'état des affaires étrangères, pratiquera la politique des *Réunions*.



bientost entièrement rétablie, quoyque ses medecins se plaignent fort du peu de déférence qu'il a à leurs avis et ordonnances.

4° Je ne vous envoie point la copie de la lettre que nous escrivons en commun par cet ordinaire à M. Le Tellier, n'ayant eu le temps que de la signer lorsqu'on me l'a apportée.

5° M. de L'Illebonne se rendit hier à une lieue d'icy où M. de St-Pouanges le traitta magnifiquement. Nous eusmes d'assés longues conférences avec luy et M<sup>r</sup> l'abbé de Saint-Evre touchant la démolition des deux tiers dont M<sup>r</sup> le Duc de Lorraine est chargé, desquels il prétend traiter avec un entrepreneur, mais je crois qu'ils ont fort peu d'argeant à donner. Cette conférence et le départ de M<sup>r</sup> de la Ferté nous ont fait perdre le temps destiné à nos despesches et m'obligent de finir (1).

(Bibliothèque nationale, Mélanges Colbert,  
t. 102, fol. 691.)

VII. — LETTRE DE M<sup>rs</sup> DE SAINT-POUANGES ET COLBERT  
A M<sup>r</sup> LE TELLIER.

Nancy, 10 juin 1661.

Nous avons reçu la lettre que vous nous avés fait l'honneur de nous escrire le 2<sup>e</sup> de ce mois par laquelle nous apprenons que l'intention du Roy seroit que nous fissions marché avec des entrepreneurs pour le renversement des terres, comme nous avons fait avec le s<sup>r</sup> de Mornas pour celuy des murailles.

Nous reconnaissons bien, Monsieur, que ce seroit le meilleur moyen pour achever promptement ce travail, et mesmes pour remédier à beaucoup d'abus dont il est bien difficile de se parer, quand on fait travailler aux méraux ou à journées; mais nous ne voyons point encore d'apparence de trouver des entrepreneurs pour un si grand ouvrage que celuy de ce renversement des terres, et ceux qui se sont offert à nous jusques à présent, nous ont fait des demandes sy exorbitantes que nous n'avons pas crû les devoir écouter.

Cependant, pour vous pouvoir informer de ce que cousteroit à peu pres cette despense de quelque manière qu'on l'entreprene, nous avons commencé aujourd'huy à employer dix-huit hommes à renver-

(1) Nous nous bornons à signaler deux billets de Charles Colbert à son frère, l'un de Nancy, 8 juin 1661, par lequel il lui recommande MM<sup>rs</sup> de Reinach-Montreux et de Brinckhoffen, officiers du régiment d'Alsace, qui viennent d'être mis en réforme et qui voudraient être replacés; l'autre du 11 juin, annonçant envoi de la copie de la lettre adressée le 10 à Le Tellier, n° VII. (*Mélanges Colbert*, t. 102, fol. 697 et 708). L'abbé de Saint-Evre, de Toul, était Marc-Antoine de Cicon.

ser et transporter les terres en trois endroits différens, et nous avons donné soin à des personnes fideles de prendre garde qu'ils travaillent incessamment, en sorte que nous espérons reconnoître dans sept ou huit jours par cette espreuve combien chaque homme pourra faire de cet ouvrage par jour et à combien nous doit revenir la toise transportée en trois différens endroits. Après quoy, nous tascherons de faire marché avec un ou plusieurs entrepreneurs ou à y établir un tel ordre que ce travail se puisse faire dilligemment et avec économie.

Les srs de Mornas et Vauban (1) ayans desja fait renverser plus de 300 toises courantes des murailles du tiers du Roy, nous serons demain obligés conformément à nostre traité de leur faire payer 4000 livres; et, comme ils auront vraisemblablement entierement achevé leur ouvrage avant le XX<sup>e</sup> de ce mois, il faudra de nécessité que nous leur fassions donner dans ledit temps le parfait payement des 14300 livres que nous leur avons promis par le susdit traité; c'est ce qui nous oblige, Monsieur; de vous supplier encore très humblement de vouloir donner promptement les ordres nécessaires pour nous faire recevoir le fond suffisant pour toutes ces dépenses et nous ne vous célerons pas qu'il y a plus de huit jours que nous aurions commencé à faire renverser et transporter les terres, sy nous avions peu trouver de l'argent pour cet effet.

M<sup>r</sup> de L'Illebonne ayant reconnu que les paysans commandés par M. le Duc de Lorraine pour démolir les deux tiers des murailles auxquels il s'est obligé n'avancoient presque point cet ouvrage, à cause de la frayeur que leur donnent les fréquentes et inopinées chutes des mines sous lesquelles il y a desja eu quelques soldats d'écrasés, a enfin pris la résolution de traiter avec les dits srs de Mornas et Vauban qui ont entrepris toute cette démolition et mesmes celle d'une demy lune revestue qui n'avoit pas esté comprise dans le toisé que nous vous avons envoyé (2) et ce moyennant la somme de 31,000 livres, laquelle le

(1) Nous voyons par cette lettre que Vauban s'était associé à Mornas pour le renversement du tiers des remparts de la part du roi. C'est lui aussi qui se chargera plus tard par entreprise du renversement des murailles de la Ville-Vieille.

(2) Il se présente ici une difficulté. Nous connaissons en partie du moins le texte du traité du 10 juin 1661, publié par Lionnois, t. I, p. 464. Or, on n'y trouve ni le nom de Mornas ni celui de Vauban. Le traité est fait au nom du s<sup>r</sup> Bélanger de La Fontaine. Il semble bien que ce dernier n'était qu'un prête-nom, cachant les véritables entrepreneurs, officiers de Sa Majesté. Le traité porte : « que ledit La Fontaine promet et s'oblige avec tous ses biens, de dépouiller et démolir entierement toutes les murailles, bastions et courtines de la

sieur de Risaucourt (1) qui est une personne bien solvable s'est obligé en son propre et privé nom de leur donner en trois payemens esgaux, le premier par avance, le second après les deux tiers de l'ouvrage et le troisième lorsqu'il sera achevé ; et nous avons consenty qu'après que ledit traité sera signé et ratifié et le premier paiement fait, mondit s<sup>r</sup> de L'Illebonne pourroit renvoyer lesdits habitans dans leurs maisons à la réserve de mil bons hommes qui seront employés incessamment à renverser et transporter les terres des deux tiers des fortifications qui sont à la charge de M<sup>r</sup> le Duc de Lorraine, à condition toutesfois que dans le premier octobre prochain au plus tard ledit s<sup>r</sup> Duc fera revenir icy les susdits trois mil hommes jusques à l'entier applanissement des fortifications, le tout sans déroger aux traittés des 28 febvrier et 30 mars ; et tout cecy, Monsieur, ne regarde que les fortifications de la ville-neuve, nous estant ordonné, comme vous scavés, par les lettres du Roy qui nous ont esté envoyées de ne point travailler à la démolition de la vieille ville sans un nouvel ordre de Sa Majesté.

Les commissaires de M. le Duc de Lorraine ont tousjours le mesme sujet de différer à se mettre en campagne avec nous, pour régler les limites de l'estat de leur maître avec les pays qu'il a cédés au Roy. Nous espérons que les instances qui luy auront été faictes de la part du Roy, ainsi que vous nous faistes l'honneur de nous l'escrire, leveront bientost ces difficultés ; nous sommes avec tout le respect que nous vous devons... (2).

(Copie. *Bibliothèque nationale*, Mélanges Colbert,  
t. 102, fol. 706.)

Ville-Neuve dudit Nancy, qui sont pour les deux tiers à la charge de S. A. et même les deux tiers de la demi-lune qui couvre la porte Saint-Nicolas. » Il paraîtrait, d'après ces expressions, qu'on n'avait pas songé d'abord à détruire les ouvrages extérieurs et qu'après coup seulement on a décidé d'enlever les demi-lunes.

(1) Conseiller du duc Charles IV, qui a eu beaucoup d'influence sur ce prince.

(2) Nous ne faisons qu'analyser une lettre de Charles Colbert à son frère, datée de Nancy 13 juin 1661 : « Je suivrai ponctuellement vos avis touchant la conduite que je dois tenir envers M. de Saint-Pouanges ; je ne ferai aucune fonction dans l'intendance de Metz tant qu'il demeurera en ce pays. J'irai seulement demain à Metz présenter mes devoirs au maréchal de La Ferté. Je vous prie de m'envoyer le procès-verbal qui a été fait par M<sup>rs</sup> Le Bret et Dupuy ; il est dommage qu'on ne puisse réclamer au duc de Lorraine les terres aliénées jadis à son profit par l'évêque de Metz. On aura de la peine à s'entendre avec les commissaires lorrains sur l'étendue de la demi-lieue de Lorraine. — P. S. M<sup>r</sup> de Saint-Pouanges semblant voir d'un mauvais œil le voyage de

VIII. — CHARLES COLBERT A M. BRIENNE.

Monsieur,

J'ay receu la lettre que vous m'avés fait l'honneur de m'escire le 3<sup>e</sup> du courant. Je pars présentement pour m'en aller en Alsace, affin d'estre présent au changement des garnisons de Brisach et Philippsbourg (1), jugeant bien que le prétexte de manque d'argeant que les commissaires de Monsieur de Lorraine continuent de nous donner pour s'excuser de se mettre en campagne avec nous pour régler les limites durera encore assez longtemps pour me permettre de faire ledit voyage d'Alsace ; et d'ailleurs M. de Lorraine prie M. de S<sup>t</sup>-Pouanges par une lettre qu'il luy escrit cet ordinaire de ne se point mettre en campagne qu'on ne luy ait restitué S<sup>t</sup>-Hippolyte, S<sup>t</sup>-Marie-aux-Mines et le Val-de-Lièvre qu'il prétend luy appartenir, et fait assez connoistre que c'est la cause du retardement de ses commissaires. Sy c'est la volonté du Roy, je seray tout porté en Alsace pour l'exécutter, mais, quoy qu'il en soit, je ne crois pas que nous commançons encore sy tost. Pour moy, je seray prest dans dix ou douze jours, et le serois desja, sy les commissaires de M. de Lorraine estoient en estat de marcher.

Je ne vous rends plus compte du destail de nostre démolition, parce que c'est à présent l'affaire des s<sup>rs</sup> de Mornas et de Vauban quy ont entrepris les deux tiers de M. de Lorraine aussy bien que celui du Roy ; ce dernier tiers sera achevé dans le xx<sup>e</sup> et les deux autres le doivent estre au commencement de septembre ; mais je crois qu'ils le seront au 15<sup>e</sup> d'aoust au plus tard, ces messieurs faisans toutte la diligence possible et leurs sapps réussissans parfaitement bien. Tout cela regarde seulement les murailles des fortifications de la ville neuve et non pas celles de la vieille ville, ny les hors de l'une et de l'autre, quy est encore un ouvrage de longue haleine.

Je ne scais, Monsieur, par quels services je pourray jamais mériter les tesmoignages que vous me donnés tous les jours de l'honneur de vostre bienveillance. La seule raison quy m'en puisse faire espérer la continuation, c'est, Monsieur, qu'il n'y a personne quy vous honnore

Metz, je préfère me rendre en Alsace». (*Mélanges Colbert*, t. 102, fol. 125). — Le Bret et Pierre Dupuy avaient été envoyés par Richelieu à Metz en 1624 pour rechercher les terres qui jadis dépendaient des Trois-Evêchés et pour en préparer la réunion à la France. Cf. H. Kaufmann, *Die Reunions-kammer zu Metz*, Metz, 1900.

(1) On sait que le traité de Wesphalie donnait à la France droit de mettre garnison à Philippsbourg, qui se trouvait sur la droite du Rhin, et relevait du territoire de Spire.

plus parfaitement que moy et que je suis très passionnément et avec respect, Monsieur... (1).

A Nancy, le 17 juin 1661.

(*Ministère des affaires étrangères, Lorraine, t. 38, fol. 193.*)

IX. — CHARLES COLBERT A SON FRÈRE.

Monsieur mon frère,

Je n'ay le temps avant le départ de l'ordinaire ny de matière à vous escrire que pour vous donner avis que je viens d'arriver en cette ville où Monsieur de S'-Pouange m'a receû avec sa bonté ordinaire, me querellant de ce que je ne fais pas manger ches luy et valets et chevaux et je crois qu'à la fin il ne se contentera pas que je jouisse seul de sa bonne chère et qu'il me forcera de le charger de ce que j'ay icy de valets. Je prevoye que ce sera la plus grande difficulté que nous ayons ensemble. Il attend aujourd'huy les commissaires de M. le Duc de Lorraine et après demain nous devons partir pour aller travailler au reglement des limites où je tascheray de le soulager jusques à ce que j'apprenne le départ de M. le duc Mazarin (2), auquel temps il faudra, suivant vos ordres, que je me rende en Alsace.

Si vous vouliés bien m'envoyer les deux manuscrits que j'avois remis entre les mains de M. Marin (3), ils me serviroient beaucoup à soulager M. de S'-Pouanges et j'aurois soin de les bien conserver et de vous les renvoyer. Si je ne puis les avoir, je vous demande au moins la grâce de me vouloir envoyer le mémoire des points sur lesquels vous avés interrogé les officiers du Nivernois, ainsi que vous me l'avés fait espérer. Je suis, etc...

A Nancy, ce 12<sup>e</sup> juillet 1661.

(*Bibliothèque nationale, Mélanges Colbert,*  
t. 103, fol. 102.)

(1) Le 18 juin, Charles Colbert quitta Nancy ; le 19, il écrivit de Sainte-Marie-aux-Mines à son frère à propos de la subsistance des garnisons de Philippsbourg et Brisach (*Mélanges Colbert*, t. 102, fol. 758) ; il passa la fin de juin à Brisach, s'occupa des affaires de l'Alsace et ne revint à Nancy que le 12 juillet.

(2) Le duc de Mazarin devait venir en Alsace pour prendre possession de son gouvernement.

(3) Arnoul Marin était le secrétaire de Jean-Baptiste Colbert ; il fut fait maître des requêtes en 1667. Ces manuscrits paraissent se reporter à la Lorraine ; ce sont peut-être les procès-verbaux de Le Bret et Dupuy.

A partir de ce moment, nous ne trouvons plus de renseignements dans la correspondance de Charles Colbert sur les fortifications de Nancy. D'autres soins le préoccupèrent, la question des limites entre les Trois-Evêchés et la Lorraine, l'administration de l'intendance des Trois-Evêchés, ses conflits avec le Parlement de Metz. Quand, à la suite du traité de Montmartre (6 février 1662), Charles IV eut transporté le duché de Lorraine au roi de France, ne s'en réservant que la jouissance viagère, Charles Colbert fut préposé pour faire la recette générale des domaines du duc de Lorraine. Il empêcha les receveurs lorrains de payer aux fonctionnaires ducaux, leur donnant ordre de ne verser leurs recettes qu'entre les mains de son commis César Grosjean. Charles Colbert vint donc souvent encore à Nancy au cours de l'année 1662 et au début de 1663. Au mois de mai de cette dernière année, il fut rappelé à la cour, où il avait traité pour une charge de maître des requêtes, et il fut remplacé comme intendant des Trois-Evêchés par Jean-Paul de Choisy, seigneur de Balleroy et Beaumont. Après diverses missions, il devint en 1679 secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, poste qu'il conserva jusqu'à sa mort en 1696 et auquel lui succéda son fils de Torcy.

Chr. PFISTER.

---

COMMENTAIRE SUR UNE DESCRIPTION DES ANCIENS VITRAUX  
DE GONDREVILLE.

(Suite).

Avant de poursuivre mon travail, je dois faire part de deux découvertes se rapportant à ce qui précède.

La famille que je ne connaissais pas sous le nom de *Doremeaul* figure dans l'ouvrage de J. Cayon, qui se borne, du reste, à indiquer le blason :

« DORMEAU. — *Ecartelé au premier et quatrième de*

sable, à la croix d'argent surmontée (1) d'un lambel de trois pendants de gueules ; aux deuxième et troisième, de gueules chargé de trois molettes (2), 2-1, au chef d'or.

« ANCIENNE CHEVALERIE. — (C. AR.) ».

Dans la gravure des armoiries, l'auteur a interverti l'ordre des quartiers.

Je crois devoir insister sur la ressemblance des quartiers 1 et 4 avec l'écu de la famille de Toulon ; seule, la couleur du champ diffère ; mais le bleu se change facilement en noir, et il peut y avoir eu aussi une modification raisonnée, pour distinction d'une branche ou brisure de cadet ; l'*écartelé* corrobore cette idée. Mais, à quelle localité se rapporte le nom ?

La seconde découverte est beaucoup plus importante. J'avais conclu que Marguerite de Lenoncourt fut mariée à Gratian de Brixey, et que cette alliance a été postérieure à la mort de Jean de Bron ; mais je n'avais pu le prouver positivement. Or cette preuve vient de m'être fournie obligeamment par notre confrère M. Henri Lefebvre, que ses travaux sur l'histoire de Pierrefort ont amené à s'occuper de Jean de Bron.

*L'Inventaire sommaire des Archives départementales de Meurthe-et-Moselle*, d'après le Compte du domaine de l'Avant-Garde pour 1508-1509 (B. 2812) mentionne ceci : « Pension assignée sur la recette de l'Avant-Garde à Marguerite de Lenoncourt, veuve de Jean de Bron, seigneur de Pierrefort, *présentement femme de Gratien de Buxey* ».

Cette forme *Buxey* ne figure pas dans le *Dictionnaire topographique de la Meurthe*, du moins comme se rapportant à Brixey. J'avais plusieurs fois rencontré pareil nom ;

(1) L'expression *surmontée*, non conforme à la gravure, est certainement fautive ; le lambel est posé en chef, brochant sur la croix.

(2) Il faut dire, non *chargé de*, mais *à*, puisqu'il s'agit de meubles placés sur le *champ* principal..

mais il peut se rattacher plus naturellement à bien d'autres : *Bury, Bussey*, etc. — Je remarque la même forme, à une époque fort antérieure, où elle désigne certainement l'ancienne famille de Brixey : à propos d'une charte du 17 avril 1229 (n. st.) émanant de « *P. Dei gracia Tullensis ecclesie decanus* », M. Chr. Pfister dit : « Le Doyen de l'église de Toul est incontestablement Pierre II de Buxey, dont le nom a été signalé en 1224 et 1226 (*Gallia christiana*, XIII, col. 1062) (1) ». Ce personnage est certainement le même que le doyen *Pierre II de Brixey* connu de Charles Robert et qui était neveu de Pierre de Brixey évêque de Toul (2).

Maintenant, je reprends le cours de mes recherches sur l'origine de Jean de Bron. En citant Jean de Braux, je n'ignorais pas qu'il a existé une famille noble de ce nom en Champagne ; mais elle portait des armoiries tout à fait différentes ; il y aurait à rechercher dans Caumartin si ce Jean se rattache à la famille ; il n'est pas cité dans les Sommaires publiés en 1867 (3).

Dans le traité de capitulation conclu le 4 octobre 1424, à Vitry-le-François, entre les députés du duc de Bedford et la garnison française de Vitry, l'on voit figurer parmi les témoins « le bastart de Bron dit l'Oncle » ; il signe simplement : « l'Oncle (4) ».

Le personnage qui nous intéresse avait aussi un surnom ; on l'appelait, dit H. Lepage « le Petit Jehan de Vaudémont ». Était-il, comme le pense cet auteur, originaire de Vaudémont ? Il joua un rôle très important dans la guerre de Lorraine au service de René II, qui le combla

(1) Chr. PFISTER, *Donation de l'église de Saint-Dizier au prieuré de Notre-Dame de Nancy*, dans *Mém. Soc. d'Archéol. torr.*, 1896, p. 144.

(2) Charles ROBERT, *Sigillographie de Toul*, p. 146.

(3) *Sommaires du procès verbal de la Recherche de la noblesse de Champagne fait par Monseigneur de Caumartin* ; Paris, 1867, p. 41.

(4) Arch. nat., sect. hist., 7,646, n° 22, *apud* Siméon LUCE, *o. c.*, p. 125 et 127.



de bienfaits. Dans ses *Commentaires sur la Chronique de Lorraine*, H. Lepage a donné, sur ce gentilhomme, des détails très intéressants. Il le montre d'abord maître d'hôtel du duc Nicolas, puis remplissant les mêmes fonctions auprès de René, dont il était en outre l'un des conseillers et écuyers ; il parle ensuite de ses actions militaires et des récompenses que le duc lui accorda ; la plus importante, à ce qu'il semble, fut, en 1475, le don de la seigneurie de Pierrefort (1).

(A suivre)

L. GERMAIN

---

## MUSÉE LORRAIN

---

### DON

Par M<sup>me</sup> Fournet : Trésor de prières (*Schadz der Gebeden*, Gand, 1767), joli ms. en flamand, avec enluminures ; 1 vol. in-12, 255 p. ; reliure en maroquin rouge.

### ACQUISITIONS

Sceau des Bénédictins anglais de Dieulouard. Dans le champ, un portique roman divisé par deux colonnes : sous les trois arcades, se trouvent les saints Augustin, Benoît et Bernard, en pied ; exergue : *Sigillu Congregationis anglie sancti Benedicti*.

Divers carreaux de poêle émail vert (xvii<sup>e</sup> siècle).

(1) Cf. Chr. PFISTER, *Histoire de Nancy*, t. I, 1902, p. 395, 413, 420, 422, 425, 431, 439, 677.

---

Pour la Commission de rédaction, le Président : L. QUINTARD.

---

L'imprimeur-gérant : A. CRÉPIN-LEBLOND, 21, rue Saint-Dizier, Nancy.

**BULLETIN MENSUEL**  
DE LA  
**SOCIÉTÉ D'ARCHÉOLOGIE LORRAINE**  
ET DU  
**MUSÉE HISTORIQUE LORRAIN**

---

5<sup>e</sup> ANNÉE. — NUMÉRO 6. — JUIN 1905.

---

**Procès-verbal de la Séance du vendredi 12 mai 1905.**

**PRÉSIDENCE DE M. L. QUINTARD, PRÉSIDENT.**

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

**Communications.**

M. l'abbé Lemoine a envoyé une lettre de remerciements à l'occasion de son admission.

Le Président dépose sur le bureau une invitation à la séance publique annuelle de l'Académie de Stanislas, fixée au 25 mai.

Un crédit analogue à celui de l'année précédente est accordé à la Commission des fouilles.

**Distinction honorifique.**

M. Charles Sadoul a été nommé officier d'académie.

**Ouvrages offerts à la Société.**

*Nouvelles recherches pour l'identification d'Indesina avec Grand et incidemment de Noviomagus avec Pompierre (Vosges), par M. Aug. Poirot ; Nancy, Crépin-Leblond, in-8° de 11 p., avec une planche.*

*Sigefroy, le premier des comtes de Luxembourg, était-il fils de Wigeric ?*, par M. Robert Parisot ; in-8° de 8 p. (Extrait des *Annales de l'Est et du Nord*, année 1905.)

#### Lectures.

M. Lucien Boppe termine la lecture de son mémoire sur *La vie des établissements hospitaliers à Nancy*.

M. Paul Denis commence la lecture d'un travail intitulé : *Le Maître de Saint-Mihiel. Notes sur la vie et l'œuvre de Ligier Richier*.

---

### MÉMOIRES

---

#### NOTE SUR LE SCEAU DE CHARLES IV ET NICOLE (1624-1625)

On sait comment à la mort du duc Henry, le 31 juillet 1624, Charles, fils du comte François de Vaudémont, devint duc de Lorraine, en sa qualité d'époux de la princesse Nicole, héritière du duché. On sait aussi quelle comédie joua le nouveau duc pour se débarrasser, dès le mois de novembre 1625, de la duchesse sa femme, et régner seul. Il n'y a pas lieu d'insister sur cette histoire si souvent racontée.

Depuis le 1<sup>er</sup> août 1624 jusqu'au 26 novembre 1625, le duc et la duchesse régnèrent ensemble ; la souveraineté s'exerça sous leurs deux noms, et ils furent nommés tous deux dans les ordonnances.

On connaît le teston de Charles IV et Nicole, de 1624 et 1625, portant leurs deux effigies accolées (1).

(1) Ce teston est toujours peu commun. A la vente Monnier, un exemplaire fut vendu 45 fr. ; un autre, f. d. c., 115 fr. A la vente Robert en 1886, ce même teston fut vendu 68 fr. Le Musée d'Epinal en possède trois beaux exemplaires. — V. SAULCY, *Monnaies des ducs héréditaires*, p. 166, pl. XXV, fig. 12.

BULLETIN MENSUEL DE LA SOCIÉTÉ D'ARCHÉOLOGIE LORRAINE  
(Juin 1905)



SCEAU DE CHARLES IV ET NICOLE (1624-1625)



Or, il y eut aussi, pendant cette période de 15 mois, un grand sceau ducal représentant Charles IV et Nicole. Ce sceau est devenu fort rare ; je n'en connais qu'un seul exemplaire, qui est aux Archives de la ville d'Epinal. Les Archives de Meurthe-et-Moselle ne le possèdent pas et il ne se trouve pas non plus aux Archives nationales. Peut-être existe-t-il dans d'autres collections : je n'ai pas eu le loisir de vérifier le fait. En tout cas il me paraît utile de le signaler et de le décrire sommairement, car il offre un certain intérêt et constitue un type exceptionnel dans la série des sceaux lorrains (1).

Il est appendu sur double queue de parchemin à un titre de confirmation des privilèges de la ville d'Epinal du 14 décembre 1624 (2). En voici la description :

Cire rouge. Rond. Diam. 107<sup>mm</sup>. Type de majesté. Le duc et la duchesse sont assis sur un seul et large trône, à dossier sculpté. Le duc est à la droite de la duchesse. Tous deux portent la couronne ducale. Le duc a les cheveux longs ; il est couvert du grand manteau ducal semé d'alérions, de croix de Lorraine et de croix de Jérusalem, doublé d'hermine ; sur les épaules la mosette d'hermine, et par dessus le col rabattu. On voit sous le manteau entr'ouvert les jambes et le bras droit cuirassés ; le duc tient l'épée inclinée de la main droite. La duchesse porte aussi le grand manteau ducal brodé de croix et d'alérions, ramené sur les genoux ; le corsage de la robe brodée est

(1) D. Calmet, qui a reproduit un certain nombre de sceaux des ducs de Lorraine, n'a pas connu le sceau de Charles IV et Nicole. Il donne seulement le sceau de Charles IV seul, au type du cavalier, et l'indique comme employé de 1624 à 1673, ce qui est une erreur ; le type au cavalier armé n'a pu être employé qu'à partir de 1626.

La collection de Lorraine à la Bibl. nat., vol. 34, f<sup>es</sup> 74 à 92, contient les copies de plusieurs actes de Charles IV et Nicole ; le grand sceau de 1624 est dessiné deux fois : le dessin est assez fidèle dans ses grandes lignes, mais il ne fournit pas de détail, et il ne donne qu'une idée imparfaite de l'original.

(2) Archives de la ville d'Epinal, AA. 6.

décolleté et laisse voir une guimpe de dentelle et un collier de perles ; grand col de dentelles formant éventail derrière la tête ; la duchesse tient de la main droite le sceptre terminé par un alérion couronné. Sur la marche du trône, un tapis brodé ; le fond du sceau est semé d'alérions couronnés, de croix de Lorraine couronnées, de croix de Jérusalem et des barbeaux de Bar. En légende :

|                                                   |
|---------------------------------------------------|
| † CAROLVS · ET · NICOLEA · D · G · DVCES · LOTH · |
| ESII                                              |
| NES                                               |
| MARCH · DVC · CAL · BAR · GVEL · MARCH · PONT     |
| NOMEN · COM · PROV · VADANIMON · ALBI · MON       |
| ZVTPHEN.                                          |

Le graveur, comme pour bien établir l'égalité des deux souverains, a rajouté après coup les lettres ESII et NES au mot MARCH : *Marchesii* et *Marchiones*, pour indiquer que tous deux étaient marchis, marquis du Pont (Pont-à-Mousson) et de Nomeny.

Le contre-sceau, rond, de 29<sup>mm</sup> de diamètre, porte les armes pleines de Lorraine, l'écu soutenu par un ange : c'est le type habituel.

L'exemplaire des Archives d'Epinal, que je décris, est assez bien conservé pour qu'on puisse voir toute la finesse et toute la beauté de la gravure : il est regrettable seulement que le relief des figures et des mains soit un peu trop écrasé (1).

Quel fut le graveur de la matrice de ce grand sceau ? Pour répondre à cette question, il était assez naturel de songer à Demeuge Crocx, qui, à l'avènement de Charles IV,

(1) V. la reproduction.

était seul graveur de la monnaie. Il avait été nommé tailleur particulier de la monnaie de Nancy en 1611, à cause des absences continuelles de Nicolas Briot (1). Dès 1607, Crocx travaillait pour le domaine ; à cette date, il grave un sceau de cuivre aux armes de S. A. pour le tabellionnage d'Amance (2). En 1615 et 1616, il fournit huit cachets *armoyés* des armes du Duc pour les secrétaires ducaux ; en 1616, « un cachet d'argent en forme de bague, armoyé des armes de S. A. pour servir à cacheter les lettres écrites de la main de sad. A. (3) ».

Nommé par lettres du 10 décembre 1611 graveur de la monnaie, il eut dès l'avènement de Charles IV et Nicole à graver le coin du teston aux deux têtes accolées dont il est parlé plus haut. On trouve en effet au compte du domaine de 1625, la mention suivante déjà relevée par Lepage :

Dépense « de la somme de 170 francs déduitz audit sieur Rousson (fermier de la monnaie) sur le prix de sadite ferme de l'an présent, pour iceluy les avoir païé à Demange Crocx, graveur de ladite monnaie pour fourniture et façon des poinçons et matrices des testons, gros et demy gros de la monnoie de S. A. qu'il a délivrez au contenu des parties cy rendues avec mandement du IIII apvril 1625 et quittance desdit. . . . . CLXX fr. (4). »

Il était donc probable que c'était aussi à Demenge Crocx que le duc Charles IV avait confié le soin de graver la matrice de son grand sceau. Et, en effet, on en trouve la preuve dans l'extrait suivant du compte du domaine de 1625 (5) :

(1) F. MAZEROLLE, *Les Médailleurs français*, t. I, p. cxii, cxlviii; t. II, p. 167-168. — LEPAGE, *Notes et Documents*, 129, 134, 136, 159, 16 (*Mém. Soc. Arch. lorr.*, 1875). — MAXE-WERLY, *Mém. de la Soc. de Bar-le-Duc*, t. VI, 3<sup>e</sup> série, 1897, 58-63.

(2) Arch. de M.-et-M., B. 7350, f<sup>o</sup> 160 v<sup>o</sup>.

(3) LEPAGE, *Graveurs lorrains*, 128, 129, sq.

(4) Arch. de M.-et-M., B. 1448, f 149 v<sup>o</sup>.

(5) Arch. de M.-et-M., B. 1448, f<sup>o</sup> 149 v<sup>o</sup>.



« A Demange Crocx, graveur de ladite monnoie, des deniers du prix de la ferme d'icelle de l'an présent, la somme de 906 fr. 3 gros à luy ordonnée pour paiement de deux grands seaux qu'il a faitz et gravés pour le service de S. A., et enourny l'argent du sien ; appert du premier par mandement du neuvième novembre 1624, et le second ayant esté mis en mains de Monsieur le comte de Brionne, grand chambellain, à cause du changement estably et ordonné par sad. Altesse en cest endroit au contenu du mandement du dernier janvier 1626 ; joint à iceluy soub le scel secret celui dudit neuvième novembre 1624, cy rendus avec quittance desdits. . . . ix. vif. m. gr. »

Les deux grands seaux dont il s'agit, seaux en argent, étaient évidemment : le premier, le sceau qui nous occupe, au type de Charles IV et Nicole ; le second, le nouveau modèle au type de Charles IV seul, établi après le *changement*, quand le duc s'était débarrassé, par le moyen qu'on sait, de la duchesse, sa co-régnante.

Le sceau de Charles IV et Nicole fut livré par Crocx assez rapidement, puisque nous le trouvons employé dans l'acte de confirmation des privilèges d'Epinal, le 14 décembre 1624 (1), et peut-être même dans l'ordonnance du 9 décembre de cette même année, contre les blasphémateurs (2). On le trouve aussi mentionné comme appendu à l'ordonnance du 6 novembre 1625 touchant le change des grosses espèces d'or et d'argent (3).

En raison de la rareté de ce sceau, il était utile d'en donner la description.

PAUL CHEVREUX.

(1) Arch. de la ville d'Epinal, AA. 6.

(2) Bibl. nat., Coll. Lorr., t. 34, f° 83 v° (copie).

(3) *Ibid.*, f° 84 v° (copie).

INSCRIPTIONS FUNÉRAIRES DE L'ABBAYE DE JUVIGNY.

L'abbaye royale des Dames bénédictines de Juvigny-sur-Loison (1) attribuait sa fondation à la reine Richilde, seconde épouse de Charles le Chauve, en l'année 874. Depuis lors jusqu'à la Révolution, une longue série d'abbesses gouverna cette maison, et l'antique église abbatiale était incontestablement enrichie de nombreux monuments épigraphiques que nous aimerions étudier aujourd'hui. Mais les fureurs révolutionnaires ne laissèrent que peu de vestiges du passé. De l'abbaye carolingienne il ne resta que des ruines, et c'est parmi ces ruines que furent découvertes trois dalles marquant trois sépultures d'abbesses.

En 1838, M. le comte Charles d'Imécourt, petit-neveu des deux dernières abbesses, voulant consacrer autant que possible de nobles souvenirs, acheta l'emplacement de l'abbaye et y établit un pensionnat, sous la direction des Frères de la Doctrine chrétienne de Nancy. A cette occasion, fut découverte intacte la dalle funéraire de marbre noir de M<sup>me</sup> Alexis-Madeleine de Vassinhac-Imécourt, avant-dernière abbesse.

Cette dalle fut pieusement recueillie dans la chapelle du château de Louppy-sur-Loison (2), princière demeure du commencement du xvii<sup>e</sup> siècle, propriété de la famille de Vassinhac-Imécourt, où elle se trouve aujourd'hui.

En 1898, au cours de divers travaux exécutés pour l'utilité du pensionnat, à l'emplacement de l'ancienne église, on découvrit, avec un certain nombre de pierres taillées ou sculptées, deux dalles funéraires (3).

(1) Arr. et canton de Montmédy, Meuse.

(2) *Idem.* Sur Louppy, v. *Journal Soc. d'Arch. lorr.*, 1889, p. 54-59.

(3) Voir l'intéressant opuscule : *L'Abbaye royale des Bénédictines de Juvigny-les-Dames en 1790, et ses ruines actuelles*, par F<sup>re</sup> VALÉRY, Bar-le-Duc, imp. de l'Œuvre de Saint-Paul, 1898. Les deux premières inscriptions que nous donnons dans ce travail y sont publiées.

I

La première dalle tumulaire, par ordre de date, est celle d'Anne d'Apremont, qui gouverna le monastère de 1520 à 1531. Cette dalle, dont on ne retrouva qu'une partie, porte l'effigie d'une abbesse, avec différentes armoiries et ce reste d'inscription en caractères gothiques :

DAME ANNE (AB)BESSE MIL. DXXXII.

Anne d'Apremont avait, peu avant sa mort, résigné sa charge et disposé de sa crosse en faveur de Catherine de Failly. D'après Arthur Benoit (1), son cœur reposait dans l'église abbatiale des Bénédictines de Saint-Maur à Verdun, où se lisait cette inscription : *En ce lieu gist le cœur de reverende dame Anne d'Aspremont jadis abbesse de Juvigny, de laquelle le corps repose dans l'église dudit lieu, et trespassa le 18 Juillet 1532.*

II

La seconde dalle (environ 2<sup>m</sup> 30 sur 1<sup>m</sup> 15) marquait la sépulture de M<sup>me</sup> Gabrielle-Marie de Livron-Bourbonne. Brisée sans doute par la chute de la voûte, ses débris ont pu être, du moins quant à l'inscription, entièrement reconstitués. Voici cette inscription (caractères romains) :

YCY                      GYST  
LE CORPS DE TRES ILLVSTRE DAME  
MADAME GABRIELLE MARIE DE LIVRON  
TRES DIGNE ABBESSE DE CETTE ABBAYE  
TOVJOVRS ATTENTIVE A SES DEVOIRS  
ELLE FVT VN MODELE ACHEVE

(1) *L'Abbaye royale de Juvigny-les-Dames*, dans les *Mém. de la Société des Lettres, Sciences et Arts de Bar-le-Duc*, 1892.

DE PRVDENCE ET DE SAGESSE POVR  
LA CONDVITE D'EXACTITVDE POVR  
L'OBSERVANCE REGVLIERE DE  
DOVCEVR ET D'AFFABILITE POVR  
SES SŒVRS DE CHARITE ENVERS  
LES PAVVRES ET D'VN  
DESINTERESSEMENT PARFAIT EN LA  
RECEPTION DES FILLES POVR ETRE  
RELIGIEVSE ELLE DECEDA LE 24  
FEVRIER L'AN 1705 AGÉE DE 72 ANS  
APRES 56 ANS DE RELIGION  
43 DE GOVERNEMENT.

En dessous se voit une tête de mort surmontant deux tibias en sautoir. Puis ces mots :

DIEV

(AI)E SON. A(ME)

Dans la partie supérieure figure un écu losangé, entouré d'une cordelière, paraissant adossé à une croix dont on n'aperçoit que la hampe. Cet écu porte, autant que nous avons pu en juger : *D'argent aux trois burelles de gueules ; au franc-quartier de même, chargé d'une sorte de gerbe ou fleur épanouie en forme de tulipe* (1).

Cette abbesse était la nièce de la célèbre réformatrice Scholastique-Gabrielle de Livron-Bourbonne, qui, au début du XVII<sup>e</sup> siècle, avait rétabli la clôture et ramené la régularité dans le monastère troublé par les guerres si fréquentes des temps précédents.

Ayant succédé à sa tante, Gabrielle-Marie travailla, elle aussi, à la prospérité de sa maison. Si nous en croyons Jeantin (2), elle acquit au profit de la communauté la terre

(1) La Maison de Livron parait avoir porté : *d'argent à trois fasces de gueules, au franc quartier d'argent chargé d'un roc d'échiquier de sable* (L. GERMAIN).

(2) *Manuel de la Meuse*, t. II, p. 836.

et la seigneurie de Hugnes (1), par contrat du 21 novembre 1665.

A sa mort, Gabrielle-Marie de Livron laissa la crosse abbatiale à sa nièce Marie-Gabrielle, qui gouverna jusqu'en 1711.

### III

Alors fut élue Alexis-Madeleine de Vassinhac-Imécourt, dont la pierre tombale existe, nous l'avons dit, dans la chapelle du château de Louppy-sur-Loison. Cette dalle (environ 2<sup>m</sup> 50 sur 1<sup>m</sup> 25) porte une longue inscription en caractères romains, sur dix-neuf lignes. Nous n'avons pas à la reproduire ici, car elle a déjà paru dans les publications de notre Société (2).

Elle rappelle que la défunte, née le 25 avril 1686, fut élue abbesse le 18 février 1711, après huit années de profession, et mourut le 17 juillet 1777, le jour de Saint-Alexis, son patron, à l'âge de 91 ans. Il est dit enfin que dame Marie-Victoire-Louise de Vassinhac-Imécourt, sa sœur, élue coadjutrice le 28 octobre 1772, lui a succédé et a fait poser le monument.

Bien entendu, l'épithaphe vante aussi les vertus de l'abbesse, « humble de cœur, mais grande et majestueuse dans ses œuvres », etc.

Alexis-Madeleine de Vassinhac-Imécourt eut à cœur de suivre les traditions de ses devancières. Son long gouvernement fut le gage d'une longue prospérité pour la communauté confiée à ses soins. Il reste un souvenir de son administration dans la seule construction appelée *le bâti-*

(1) Le *Dictionnaire topographique de la Meuse* donne cette désignation : *Hugnes*, ancien château, actuellement ferme, commune de Juvigny-sur-Loison.

(2) LÉON GERMAIN, *Notice sur la tombe d'Isabelle de Musset, femme de Gilles 1<sup>er</sup> de Busleyden, à Marville*, dans *Mém. Soc. d'Archéol. lorr.*, 1886, p. 106 (p. 59 du tirage à part).

ment des fours, qui survécut à la ruine du monastère. La façade de cette construction, ornée de trois niches, privées aujourd'hui de leurs statues, présente, au-dessus de la porte d'entrée, cette inscription, encadrée de moulures : *M<sup>me</sup> Marie-Alexis-Madeleine de Vassinhac-Imécourt m'a fait faire l'année 1746, sous la conduite de M. Simon Maucomble, confesseur de cette abbaye.* Au dessous, se trouve un écu losangé aux armes d'Imécourt : *d'azur à la bande d'argent, bordée de sable.*

« Grande et majestueuse dans ses œuvres », M<sup>me</sup> de Vassinhac Imécourt n'était-elle pas exposée par sa naissance, par sa dignité, par ses privilèges, à exagérer parfois cette majestueuse grandeur ? On rapporte qu'un jour elle fut rappelée, d'une façon pittoresque, au respect sacerdotal, par le modeste curé d'une des nombreuses paroisses dont elle avait la collation (1). Ne s'était-elle pas permis de désigner ce prêtre sous l'appellation peu respectueuse de « curé Clément » ? A cette provocation, Messire Clément répondit en désignant M<sup>me</sup> l'Abbesse par le qualificatif assez burlesque de « sœur Anne (2) » !

Alexis-Madeleine était issue d'un premier mariage de César-Hector de Vassinhac-Imécourt avec N. de Géroteau ; Louise-Victoire, d'un second mariage du même avec Innocente de Sercey (3).

Celle-ci ne devait pas, comme ses devancières, reposer, même un instant, sous les voûtes de la vieille abbatale. Elle eut la douleur de voir sa communauté dispersée, son monastère vendu à vil prix et détruit peu après. 1793 était arrivé. M<sup>me</sup> de Vassinhac-Imécourt sauva, au péril de sa vie, les reliques de sainte Scholastique, qui avaient reçu, grâce aux abbesses de Juvigny, l'hommage d'un culte

(1) C'était l'abbé Clément, curé de Saint-Laurent, aujourd'hui canton de Billy-les-Mangiennes, arr. de Montmédy.

(2) Journal de l'Abbaye, aux Archives du presbytère de Juvigny.

(3) JEANTIN, *Manuel de la Meuse*, t. II, p. 879.

neuf fois séculaire, et qu'elle donna, après le rétablissement officiel de la religion, à l'église de la paroisse. Elle se retira, avec quelques compagnes, au château patrimonial d'Imécourt (1), où elle mourut en 1807. L'humble cimetière de cette paroisse garde les restes mortels de la dernière abbesse de Juvigny, et ces mots sont gravés sur sa tombe :

ICI REPOSENT

MADAME LOUISE DE VASSINHAC D'IMÉCOURT

ABBESSE DE L'ABBAYE ROYALE DE

JUVIGNY PRÈS MONTMÉDY DÉCÉDÉE LE

18 AOUT 1807 AGÉE DE 86 ANS.

MADAME ÉLIZABETH DE VASSINHAC D'IMÉCOURT

RELIGIEUSE DE LA MÊME ABBAYE DÉCÉDÉE LE

21 MAI 1802 AGÉE DE 86 ANS.

MADAME ANTOINETTE DESANCHERIN RELIGIEUSE

DE LA MÊME ABBAYE DÉCÉDÉE LE 5 MAI 1816

AGÉE DE 46 ANS.

FORCÉES PAR LA RÉVOLUTION FRANÇAISE

D'ABANDONNER LA SUS-DITE ABBAYE ELLES

VINRENT AVEC PLUSIEURS COMPAGNES SE

RÉFUGIER DANS LE CHATEAU D'IMÉCOURT

ANCIENNE HABITATION DE LEUR FAMILLE

OU ELLES FINIRENT LEURS JOURS.

ELLES JOUIRENT PENDANT LEUR VIE DE

L'ATTACHEMENT ET DU RESPECT DE CEUX QUI

LES APPROCHAIENT, CONSERVÈRENT DANS

LEUR RETRAITE LA VÉNÉRATION QU'ON DOIT A

LA VERTU MALHEUREUSE ET EMPORTÈRENT

LES REGRETS DE LEUR FAMILLE ET DE TOUTS CEUX

QUI LES AVAIENT CONNUES.

REQUIESCANT IN PACE.

J. NICOLAS.

(1) Canton de Buzancy, arr. de Vouziers, Ardennes.

COMMENTAIRE SUR UNE DESCRIPTION DES ANCIENS VITRAUX  
DE GONDREVILLE.

(Suite et fin.)

Voici la dernière date, qu'il importe de noter particulièrement.

« Le 28 janvier 1485, dit H. Lepage, René confirma toutes les donations qu'il avait précédemment faites à son fidèle conseiller et maître d'hôtel, à l'occasion du mariage de ce dernier avec Marguerite, fille de Philippe de Lenoncourt, seigneur de Gondrecourt-en-Voivre ».

H. Lepage a omis de rappeler, au cours de cette étude, la mention que, dans son travail sur l'insigne église collégiale Saint-Georges de Nancy, il avait faite de l'autel de la Trinité ; cette mention, comme on l'a vu (1), apprend que Jean de Bron mourut le 22 février 1504 (v. st. ?) et laissa un fils nommé Claude.

Celui-ci a été connu des généalogistes ; Fr. Perrin de Dommartin dit : « Jean de Bron, seigneur de Pierrefort, et Marguerite de Lenoncourt, sa femme, ne laissèrent que Claude de Bron, leur fils unique, lequel, mourant sans avoir été marié fut le dernier de son nom et de ses armes. Il mourut environ vers l'an 1525 et eut pour héritier Louis de Lenoncourt (2) ».

En somme, la Maison de Bron s'est éteinte en la personne de Claude, fils de Jean de Bron et de Marguerite de Lenoncourt.

Cette étude ne m'a rien appris sur l'origine, si énigmatique, de Jean de Bron, dit le Petit-Jehan de Vaudémont ; mais elle a rendu plus fort un soupçon que j'ai depuis longtemps, à savoir que ce personnage pourrait être un

(1) V. plus haut, p. 89.

(2) Sans doute le neveu de sa femme, Louis II de Lenoncourt, seigneur de Gondrecourt et de Serre.



bâtard ayant quelque rapport avec Antoine de Lorraine, comte de Vaudémont.

L'idée de le rattacher directement à ce prince a bien aussi été conçue par M. H. Lefebvre ; elle paraît avoir hanté également le regretté R. de Souhesmes.

Au château de Pierrefort, une clé de voûte, ainsi qu'il en a fait la remarque, offre un écu au « bélier portant une croix entre les cornes ». Ce blason peut convenir à Perette de Saint-Belin, « sœur maternelle de Jean bâtard de Vaudémont (1) », et à « Jeanne de Vaudémont, fille naturelle de Simon de Vaudémont, prieur de Chaude-Fontaine (2) », lequel devait, lui-même, avoir une origine bâtarde analogue. Cependant, ces personnages n'ont pas de rapports avec Pierrefort, tandis que, comme il a été dit, cette terre fut donnée à Jean de Bron. Aussi R. de Souhesmes disait :

« J'avais pensé d'abord que ces armes pouvaient être celles de Jean de Bron, seigneur de Pierrefort en 1494 (3). En effet, Jean était surnommé Vaudémont, ce qui permettrait de le prendre pour un bâtard de cette Maison... Mais les armoriaux donnent à Jean de Bron des armes absolument différentes, et je ne sais à qui il faut attribuer celles-ci (4). »

Il est pourtant à observer que, d'après les dates, Jean de Bron, s'il avait été fils d'un comte de Vaudémont, n'eût pu l'être que d'Antoine de Lorraine ; or, comme il a été dit, ce prince avait déjà un fils illégitime, — le « Bâtard de Vaudémont », — du nom de Jean, et, en outre, le seigneur de Pierrefort aurait, lui aussi, porté, *brisées* d'une manière ou d'une autre, les armes simples de Lorraine. D'autre part nous devons remarquer que Perette de Saint-Belin est dite sœur *maternelle* du Bâtard de Vaudémont. Il

(1) Dom PELLETIER, *Nobiliaire*, p. 729 ; cf. p. 44.

(2) *Idem*, p. 622.

(3) « Cf. Dom PELLETIER, 821, et H. LEPAGE, *Les Communes de la Meurthe*, II, 290. »

(4) R. DE SOUHESMES, *Une excursion à Pierrefort*, dans *Journal Soc. d'Archéol. lorr.*, 1890, p. 48.

est probable que le mot « maternelle » doit s'entendre dans le sens d'utérin ; de plus, le béliet des armoiries s'adapte naturellement (par rébus ou calembour) au nom de *Saint Belin*, car « belin » en vieux français signifie mouton ou béliet, et ce béliet est rendu « saint » par la croix de Lorraine ou de Jérusalem (1) placée entre ses cornes. Je me pose donc cette question : ces bâtards portant telles armoiries n'étaient-ils pas enfants, non du comte Antoine de Vaudémont, mais de sa maîtresse Marguerite Geneliet ? Toutefois, élevés avec le Bâtard de Vaudémont et à Vaudémont, certains d'entre eux auront gardé ce nom, et Jean de Bron aura été surnommé Petit-Jehan de Vaudémont afin d'être distingué du vrai bâtard de Vaudémont, nommé Jean également. Quant au nom de Saint-Belin, était-il celui du père (2) ou du lieu d'où provenait Marguerite (3) ? La seconde hypothèse paraît la plus probable.

Quoi qu'il en soit, il y a peut-être lieu de penser que primitivement Jean de Bron porta les armoiries *au béliet* et qu'ensuite il en prit d'autres. Mais d'où les armoiries qu'on lui connaît provenaient-elles ?

Il serait bien curieux que les deux maris de Marguerite de Lenoncourt fussent bâtards ou descendants de bâtards en relations plus ou moins directes avec le comte Antoine de Vaudémont.

Il y avait encore dans l'église de Gondreville d'autres vitraux armoriés et dont, d'après la description qui en est faite, il ne paraît point facile de donner l'explication. Le

(1) Dom Pelletier dit tantôt *croix de Lorraine*, tantôt *croix de Jérusalem* ; mais, aux *xv<sup>e</sup>-xvi<sup>e</sup>* siècles, on appelait souvent de ces deux manières la croix à double traverse.

(2) La grande famille de Saint-Belin, en Champagne, portait : *D'azur à 5 têtes de béliets d'argent*.

(3) Parmi les communes de France on trouve *Saint-Blin*, ch.-l. de canton, arr. Chaumont, Haute-Marne.

problème se complique par la description du monument funéraire, à huit quartiers, d' « Anne Dubrun, dame de Villey-le-Sec », morte en 1616 et dont les quatre quartiers maternels, bien qu'il y ait des variantes de positions, paraissent coïncider avec quatre quartiers offerts par les vitraux.

Peut-être tenterai-je, plus tard, d'étudier également cette curieuse question, dont je ne suis pas seul à me préoccuper.

L. GERMAIN.

---

SUR LES ARMOIRIES DE SARRALBE (1).

Que de découvertes surprenantes ne fait-on pas, à chaque instant, dans les fameux registres des D'Hozier ! Voici que l'on y signale, comme armoiries de Sarralbe, l'écu des armes pleines de Lorraine, c'est-à-dire tout autre chose que ce qu'avait fait connaître Constant Lapaix.

Celui ci avait dit : « Il existe aux archives de la mairie de Sarralbe une charte en parchemin (2), sur laquelle les armoiries de cette ville sont peintes et décrites de la manière suivante : « Les armes de Sarralbe sont : *D'argent au sautoir ondé d'azur, cantonné de quatre croix de Lorraine de gueules...* Voilà comme elles se trouvent blasonnées dans le livre du hérault d'armes soussigné (3). « A Nancy, le 12 novembre 1746 (4), signé : Charles, « hérault d'armes (5). »

(1) Anc. Moselle, arr. Sarreguemines ; ch.-l. de canton.

(2) L'auteur aurait dû préciser l'objet de cette charte et en indiquer plus exactement la forme.

(3) Voilà une phrase bien surprenante dans une « charte en parchemin ».

(4) On peut être surpris aussi de cette date : Claude Charles devait avoir alors 85 ans (il mourut l'année suivante), car il naquit le 6 janvier 1661. (G. MICHAUD, *Notice sur Claude Charles, peintre du duc Léopold, héraut d'armes de Lorraine*, dans *Mém. Soc. d'Archéol. lorr.*, 1895, p. 110.)

(5) Constant LAPAIX, *Armorial des villes... de la Lorraine*, 2<sup>e</sup> édit., 1877, p. 231.

« Ces armoiries, observait C. Lapaix, font évidemment allusion à la position de Sarralbe, situé dans un beau valon, au confluent de la Sarre et de l'Albe (1). »

Il ajoutait encore : « L'écusson de Sarralbe, en 1608 (2), est chargé d'un emblème ressemblant pour la forme à un roc d'échiquier ; les couleurs ne sont pas indiquées (3) »

Écoutons maintenant comment, dans une intéressante étude sur la croix de Jérusalem, M. le comte de Gérin-Ricard vient de blasonner, d'après D'Hozier, l'écu de la même ville ; on y reconnaîtra les armes pleines de Lorraine telles qu'elles existent depuis le règne du duc François en 1345 (4), mais sans l'écu même de Lorraine qui devrait figurer *sur le tout* et dont l'absence ne peut être qu'accidentelle, ainsi que je le dirai plus loin. A part cela, le blason ne diffère que par des détails quant à la description des pièces ; mais, de plus, par son système de division des quartiers, il s'écarte de l'usage établi. En effet, au lieu de procéder par un *coupé* et un *parti de trois*, formant huit quartiers, de manière à évoquer d'abord les quatre royaumes placés en *chef*, puis les quatre duchés placés en *pointe*, il énonce un *écartelé* dont chaque quartier est *parti*. J'ajoute d'autres observations en notes :

« VILLE DE SAARALBE (Alsace) (5) : écartelé au I parti au

(1) Si ce symbolisme est exact, un *pairle* eût mieux convenu qu'un *sautoir*.

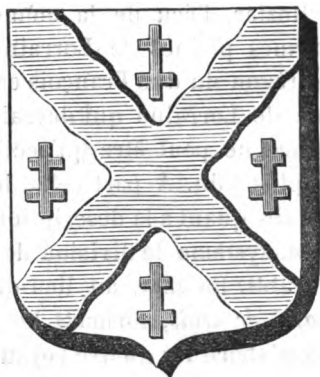
(2) Il s'agit évidemment des planches de l'Entrée du duc Henri II à Nancy, qui font suite à celles de la Pompe funèbre du duc Charles III, dites de La Ruelle. On y voit les députés des villes du duché portant un écusson à leurs armes.

(3) Cette remarque est un peu naïve : en 1608, il n'existait pas encore de système adopté pour indiquer les émaux héraldiques.

(4) F. DE SAULCY, *Recherches sur les monnaies des ducs héréditaires de Lorraine* ; Metz, 1846, pl. XVII, fig. 8.

(5) Je ne vois pas que Sarralbe ait jamais été réuni à l'Alsace : cf. DOM CALMET, *Notice de la Lorraine*, t. II, « *Sare-Albe* ou *Albe* », col. 404-407 ; VIVILLE, *Dict. du départ. de la Moselle*, 1817, t. II, p. 262-263 ; DE BOUTELLER, *Dict. topogr. Moselle*, p. 237-238. Ce dernier ouvrage répète les armoiries données par C. Lapaix.

1<sup>er</sup> fascé d'argent et de gueules de 10 pièces (1), au 2<sup>e</sup> de France ancien (2) ; au II parti au 1<sup>er</sup> de Jérusalem, au 2<sup>e</sup> d'or à quatre pals de gueules [qui est d'Aragon] ; au III parti au 1<sup>er</sup> de France ancien à la bordure de gueules (3), au 2<sup>e</sup> d'azur au lion d'or (4) ; au IV parti au 1<sup>er</sup> d'argent au lion de sable (5), au 2<sup>e</sup> d'azur à deux poissons d'or (6) [qui est de Bar] (7). »



SARRALBE.



LORRAINE.

Il semble que le rédacteur de cette partie de l'Armorial ait décrit ces armoiries d'après un monument ancien

(1) Il s'agit de l'écu de Hongrie, ordinairement blasonné : *burelé d'argent et de gueules de huit pièces*. Il faut dire *burelé* et non *fascé*, ce dernier terme ne s'appliquant qu'à un nombre inférieur à sept.

(2) Il s'agit du royaume français de Sicile ; on a omis le lambel.

(3) C'est le quartier d'Anjou.

(4) Il s'agit du quartier de Gueldre ; outre quelques détails secondaires, ce lion doit être *contourné*, c'est-à-dire tourné à sénestre, afin de faire face au lion de Juliers.

(5) Quartier de Juliers ; le champ devrait être *d'or*.

(6) Les poissons de Bar sont des *barbeaux adossés* ; on a omis le « semé de croix recroisetées au pied fiché d'or ».

(7) Comte H. DE GÉRIN-RICARD, *La croix de Jérusalem dans la numismatique, sur les sceaux et dans le blason*, dans l'*Annuaire du Conseil héraldique de France*, 1905, p. 98 ; d'après : « D'HOZIER, *Arm. gén. Alsace* ».

quelque peu fruste, où il n'aura distingué ni l'écu de Lorraine *sur le tout*, ni le lambel de Sicile, ni les croisettes de Bar, et il n'a pas vu ou il a oublié de dire que le lion de Gueldre est contourné ; mais les armoiries du monument qu'il a eu sous les yeux étaient-elles bien celles de la ville ?

M. H. de Gérin-Ricard ajoute : « Ces quartiers étant ceux des ducs de Lorraine, on doit admettre que la ville de Saarlbe les possède par suite d'une concession de ces princes. » Pourtant, comment le souvenir de cette concession se serait-il perdu ; comment ces armoiries ne nous seraient-elles pas présentées par les gravures de 1608 et par les documents du XVIII<sup>e</sup> siècle ? En tout cas, l'absence de l'écu de Lorraine *sur le tout* ne peut s'expliquer que par un oubli ou par le vu d'un monument détérioré. D'Hozier n'a donc pas eu entre les mains une pièce officielle formelle et bien conservée.

Plus loin, M. de Gérin-Ricard décrit, d'après « D'HOZIER, *Normandie* », l'écu du « corps des marchands drapiers et manufacturiers d'Elbeuf » ; ce sont également les armes pleines de nos anciens ducs, suivant la même division en *écartelé*, mais plus exactement blasonnées et avec Lorraine *sur le tout*. L'auteur fait la réflexion suivante :

« Ces armoiries, brochage à part (1), étant identiques à celles de Saarlbe (Alsace), indiquées ci-dessus, ont évidemment une origine commune : elles ont été concédées par René d'Anjou, comte de Provence (2), ou par des ducs de Lorraine. »

Le nom du roi René doit être éliminé, car les deux quartiers aux lions, Gueldre et Juliers, n'ont pris place

(1) Il s'agit de l'écu de Lorraine simple, que l'auteur considère comme brochant sur le tout.

(2) L'auteur, évidemment, a pensé à René d'Anjou à cause de la croix de Jérusalem ; René a été le premier duc de Lorraine qui ait porté cette croix dans ses armoiries.

dans l'écu ducal que, comme je l'ai marqué, vers 1545 ; d'autre part, Sarralbe, qui était antérieurement du temporel des évêques de Metz, n'a été réuni au duché de Lorraine qu'au xvi<sup>e</sup> siècle ; et, à Elbeuf, l'on n'a pu porter l'écu avec les quartiers aux lions que postérieurement à 1545, c'est-à-dire à une époque à laquelle cette ville n'appartenait plus aux ducs de Lorraine, mais était entrée dans l'apanage de la branche de Guise. L'écu des drapiers d'Elbeuf, s'il est authentique, je veux dire s'il n'est pas une invention de ces manufacturiers ou plutôt des rédacteurs de l'Armorial, doit émaner des ducs d'Elbeuf de la Maison de Lorraine-Guise, et il devrait être *brisé* du *lambel* et de la *bordure* de cette branche (1).

N'est-ce point le cas de le répéter ? Il faut toujours se défier, lorsque l'on recourt aux registres des D'Hozier, et l'on ne saurait en faire usage avec trop de prudence.

L. GERMAIN.

---

#### LES ARMES DE BACCARAT.

Lapaix (2) reproduit le blason de la ville de Baccarat : *Coupé de gueules, au dextrochère de carnation, armé d'argent et tenant une épée garnie d'or, accompagné en chef de deux besans d'or* (armes du chapitre de l'évêché de Metz) ; et *d'azur, au gobelet d'argent*.

Arthur Benoit s'étonnait à juste titre (3) de voir Georgel

(1) La branche principale de Guise « brisait » d'un *lambel de gueules* ; la sous-branche d'Elbeuf surbrisait d'une *bordure de gueules*. Voir le *Héraut d'armes*, t. II, p. 435.

(2) C. LAPAIX, *Armorial des villes, bourgs et villages de la Lorraine, du Barrois et des Trois-Évêchés*, 2<sup>e</sup> édition, Nancy, Grosjean-Maupin, 1878, gr. in-8°.

(3) ARTHUR BENOIT, *Les bibliophiles, les collectionneurs et les bibliothèques des monastères des Trois Évêchés*, Nancy, R. Wiener ; Bruxelles, R. Dupriez ; 1884, gr. in-8°.

dans son *Armorial* (1) donner « l'éternel blason du chapitre de l'évêché de Metz » à Albestroff, Baccarat, Cirey, Lorquin, Vic. Il demandait à connaître la source où l'auteur avait puisé pareils renseignements et ajoutait qu'il ne fallait pas confondre les marques de juridiction seigneuriale avec les armoiries municipales.

« Ces armoiries, dont nous devons la communication, dit Lapaix, à l'obligeance de M. Louis Benoit, bibliothécaire de la ville de Nancy, sont tirées de l'*Armorial général de France*... Les armoiries de Baccarat sont donc des armes parlantes ; le chef indique que cette ville dépendait de l'évêché de Metz, et le gobelet fait allusion à l'industrie du verre. »

Que ces armes rappellent à la fois la souveraineté du grand chapitre de Metz et l'industrie verrière, c'est incontestable ; mais l'auteur se méprend sur le sens du mot *parlant*. Des armoiries sont dites parlantes quand il existe quelque rapport entre le nom des signes qui les forment et celui de la maison ou ville à laquelle elles appartiennent. Celles de Baccarat seraient des armoiries symboliques ; mais elles ne sauraient être bien anciennes, car l'industrie du verre à Baccarat ne date que de 1764. Actuellement, elles figurent sur l'en tête des pièces émanées de la mairie de Baccarat et sont gravées sur le sceau de la ville.

M. Michaut, maire de Baccarat, répondant fort complaisamment à une question que nous lui avons posée à ce sujet, nous a fait savoir que ces armes avaient été rétablies, par son père, en 1875, et qu'il ignorait d'après quelles sources cette restitution avait été opérée. C'était sans doute l'*Armorial général de France*.

Au cours de recherches dans le riche dépôt de nos Archives départementales, nous avons trouvé (série H,

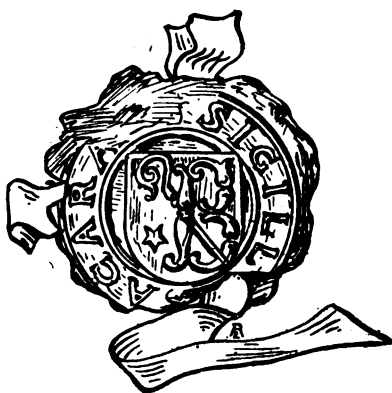
(1) Alcide GEORGEL, *Armorial historique et généalogique des familles de Lorraine titrées ou confirmées dans leurs titres au XIX<sup>e</sup> siècle*, Elbeuf, chez l'auteur, 1882, gr. in-4°.



liasse 896), deux sceaux de la ville de Baccarat, qui portent des armoiries absolument différentes de celles indiquées plus haut.



L'un, appendu à un acte de 1632, se compose d'un écu de style Renaissance, chargé d'une crosse en pal. Autour de l'écu se lisent les mots : SEL DE BACCARAT.



L'autre, qui pend au bas d'une pièce de 1665, porte un écu arrondi, chargé d'une crosse, mise en bande, accompagnée à dextre d'une étoile versée ; un B broché sur la crosse et occupe toute la partie senestre de l'écu. L'inscription est cette fois en latin : SIGILL.. BACARA...

Sans aller jusqu'à prétendre que les armoiries actuelles de Baccarat soient fausses, surtout si elles ont déjà deux

siècles d'existence ; nous avons cependant tenu à faire connaître celles que la ville portait au <sup>xvii</sup><sup>e</sup> siècle. D'ailleurs c'étaient plutôt, comme nous le voyons, des marques de juridiction seigneuriale, que des armoiries municipales proprement dites.

Rappelons en outre que l'*Armorial général de France* doit être consulté avec la plus grande prudence, car bien souvent des armoiries étaient fabriquées par les commissaires à seule fin d'être insérées sans retard. Généralement, il est facile de reconnaître ces blasons fantaisistes, qui se composaient souvent d'une pièce honorable chargée d'un meuble du champ Metz reçut un blason *d'argent à un pal de gueules chargé d'un cœur d'argent* ; Etain, un écu *de sable à une bande d'argent chargée d'une billette de sable*. Cependant, des armoiries furent composées d'une manière différente ; c'est ainsi que Nancy reçut deux canons d'azur sur un beau champ d'or !

EDMOND DES ROBERT.

---

## BIBLIOGRAPHIE

—

E. DUVERNOY et R. HARMAND. — *Le Tournoi de Chauvency en 1285*. (Extrait des *Annales de l'Est et du Nord*, 1905.)

« Bon rimeur, expert en armoiries, enthousiaste des beaux coups de lances, grand admirateur des dames, très curieux de propos galants et de sentiments raffinés », Jacques Bretex, l'auteur du *Tournoi de Chauvency*, avait toutes les aptitudes requises pour décrire, en un long poème, les fêtes qui se livrèrent, du dimanche 30 septembre au vendredi 5 octobre de l'an 1285, au château de Chauvency, non loin de Montmédy, sur l'invitation de

Louis V, onzième comte de Chiny. Voilà ce que nous montrent, dans un docte et curieux mémoire, les bons érudits et fins littérateurs que sont MM. Harmand et Duvernoy.

A l'intérêt principal que le sous-titre suffit à révéler : « *Etude sur la société et les mœurs chevaleresques au XIII<sup>e</sup> siècle* », je me plais à ajouter ici celui qui résulte pour nous, Lorrains, de l'analyse et de la critique littéraire, éclairées par nombre de citations heureuses, d'un poème trop peu connu où figurent, et en bonne place, parmi les cinq cents tournoyeurs, beaucoup de nos compatriotes, les Blâmont, les Luxembourg, les Chardoigne, etc. Vraiment, le trouvère et le poème méritaient de revivre. Et tous les lecteurs de cette étude sauront gré à nos savants auteurs d'avoir tiré de l'oubli un tableau aussi fidèle des mœurs courtoises qui fleurirent, en notre région, à la fin du XIII<sup>e</sup> siècle. C'est une précieuse contribution à l'histoire de nos institutions lorraines et barroises.

EUG. MARTIN.

---

## MUSÉE LORRAIN

---

### DONS

Par la Ville de Nancy : Deux taques de cheminée aux armes de France. Panneau de rampe d'escalier, offrant au milieu l'initiale H, provenant de la démolition d'une maison rue de Strasbourg.

— M. Salle, de Vézelize : Deux pieds-appliques en bronze d'un meuble provenant du château de Lunéville.

---

*Pour la Commission de rédaction, le Président : L. QUINTARD.*

---

L'imprimeur-gérant : A. CRÉPIN-LEBLOND, 21, rue Saint-Dizier, Nancy.

**BULLETIN MENSUEL**  
DE LA  
**SOCIÉTÉ D'ARCHÉOLOGIE LORRAINE**  
ET DU  
**MUSÉE HISTORIQUE LORRAIN**

---

5<sup>e</sup> ANNÉE. — NUMÉRO 7. — JUILLET 1905.

---

Procès-verbal de la Séance du vendredi 9 juin 1905.

PRÉSIDENCE DE M. L. QUINTARD, PRÉSIDENT.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

**Nécrologie.**

Il est donné avis du décès du baron Guerrier de Dumast, membre titulaire, et de M. Herluison, conservateur du Musée Jeanne d'Arc à Orléans, membre correspondant.

**Distinctions honorifiques.**

L'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres a décerné, sur la fondation Prost, un prix de 600 francs à M. Émile Duvernoy pour son livre sur *le duc de Lorraine Mathieu I<sup>er</sup>*.

Des mentions honorables ont été accordées à M. Henry Poulet pour son étude sur *Thiaucourt pendant la Révolution*, et à M. Ferdinand des Robert pour son ouvrage intitulé *Les seigneurs de Saulny*.

**Présentations.**

Sont présentés comme membres titulaires : M. Gustave Honnoré, trésorier général honoraire, 4, rue des Chanoines,

à Saint-Mihiel, par MM. Henri Mengin, René Martz et Léopold Quintard ; M. Albert de Novital, 5, rue des Dominicains, par MM. Jean Noël, le comte Jules Beaupré et Léopold Quintard ; M. Louis Humbert, professeur à l'École professionnelle de l'Est, par MM. Coureur, Léopold Quintard et le comte Jules Beaupré ; M. René Guerrier de Dumast, avocat, 6, rue de Guise, par MM. le baron de Joybert, Léopold Quintard et P. de Mont ; M. Beauchet, maire de la ville de Nancy, 11, rue de la Ravinelle, par MM. Léopold Quintard, Charles Guyot et Pierre Boyé.

#### Ouvrages offerts à la Société.

*Le docteur Fournier*, par M. Henri Bardy ; Belfort, Devillers, 1903, in 8° de 13 p., avec portrait.

*M. l'abbé L'Hôte, curé de Contrexéville*, par l'abbé Pierfitte ; Saint-Dié, Cuny, 1903, in-8° de 8 p., avec portrait.

*Le menhir de la pierre au Jô*, par M. Louis Robert ; Le Mans, Monnoyer, 1903, in-8° de 8 p., avec figure.

#### Lecture.

M. Paul Denis continue la lecture de son travail : *Le Maître de Saint-Mihiel. Notes sur la vie et l'œuvre de Ligier Richier*.

---

## MÉMOIRES

---

### LES FOYERS PRÉSUMÉS BARBARES DE BLÉNOD-LÈS-PONT-A-MOUSSON.

Des tribus barbares d'origine germanique, et d'autres aussi, ont occupé la Lorraine ou n'ont fait que la traverser. Elles ont dû laisser, sur bien des points, des traces évidentes de leurs stationnements, ou de leurs simples passages. Ces traces ne peuvent être que bien légères, et ne

consister qu'en des foyers ou des fonds de cabanes ; c'est la seule chose qui puisse rester de huttes en charpente (1), comme aussi, à plus forte raison, de simples campements en plein air. A défaut de vestiges plus intéressants, ces foyers, témoignages visibles de faits historiques, sont à étudier.

Ils ont été probablement rencontrés plus d'une fois, au cours de travaux, sans avoir été signalés. Dans une fouille ordinaire, il y a toute chance qu'ils passent inaperçus. Une différence de teinte de la terre qu'ils contiennent avec la terre environnante, quelques pierres calcinées, des débris de charbons, d'ossements et de poterie, tels sont les seuls indices qui puissent les faire reconnaître. C'est en coupe seulement qu'on les distingue bien nettement, alors qu'ils se profilent sur les parois d'une large tranchée. D'autre part, comme le feu y a presque tout détruit, il ne s'y rencontre rien qui les recommande à l'attention intéressée des propriétaires ou des ouvriers.

A Blénod-lès-Pont-à-Mousson, il s'est heureusement trouvé, par un hasard particulier, que des travaux d'afouillements considérables, de grandes grouinières, ont justement été effectués sur l'emplacement d'une station barbare importante.

Les grouinières dont il est question s'étendent un peu au-delà de l'agglomération de ruines gallo-romaines situées à l'extrémité nord du village, au sud-ouest et de chaque côté du chemin conduisant de Blénod à Jézain-

(1) Là où les civilisations grecque ou romaine n'avaient pas pénétré, chez les nations barbares du centre et du nord de l'Europe, comme chez les Gaulois avant la conquête, la hutte en terre sèche ou en claies de bois était restée, depuis les âges de la pierre, le seul mode d'habitation. C'était le seul qui pût s'adapter à l'état social qu'ils avaient conservé et qui excluait la stabilité. Là où celle-ci fait défaut, à toutes les époques de l'histoire, il ne peut y avoir de construction en maçonnerie, pour les habitations ordinaires du moins, car il n'est pas question ici des *oppida* ou autres travaux de défense faits en commun.

ville. Dans toutes, on a trouvé des foyers, et, sur trois points, des sépultures.

L'emplacement de cette station n'a pas été pris au hasard. Cette partie de la vallée de la Moselle est élevée de quelques mètres, grâce à une épaisse couche de grouine qui en forme le sous-sol et qui paraît superposée à l'alluvion caillouteuse vosgienne ordinaire. Là, le sol est donc très perméable, très sain et à l'abri des inondations, sauf peut-être lors des crues exceptionnelles.

*Foyers.* — Ils sont de diamètres variés. Parmi ceux dont j'ai vu la découverte, puis la disparition, à mesure que l'exploitation de la grouine avançait (1), quelques-uns avaient de 0<sup>m</sup>70 à 1<sup>m</sup>50 de diamètre, la plupart mesuraient environ 2<sup>m</sup>00 ; l'an dernier, on en a découvert deux, contigus, dont l'un avait 4 mètres, et l'autre 5 mètres passés de diamètre. Ni d'anciens ouvriers, ni moi, n'en avons vu encore d'aussi grands (2).

Quant à leur forme, elle est unique : c'est une cuvette

(1) L'extraction de la grouine à Blénod pour l'usage de hauts-fourneaux de Pont-à-Mousson a commencée en 1838. C'est depuis une vingtaine d'années qu'une découverte de sépultures a attiré mon attention sur ces foyers et que j'ai visité de loin en loin les fouilles. Jusqu'aujourd'hui, j'espérais toujours une découverte d'objets un peu caractéristiques ; mais les mêmes foyers se sont montrés et ont disparu avec une monotonie désespérante. D'autre part, les travaux d'excavation, depuis plusieurs années, ne marchent qu'avec une grande lenteur, les commandes s'étant beaucoup ralenties. Aussi, ai-je enfin pris parti de réunir mes notes et de les compléter par une enquête faite près d'anciens ouvriers, qui ont travaillé pendant longtemps dans ces grouinières.

(2) Comme comparaison, voici quelques mesures de foyers ou fonds de cabanes de l'âge de la pierre polie. Elles sont tirées de l'ouvrage de G. de Mortillet : *Le Préhistorique*. Foyers en fosses de la station du Campigny (Seine-Inférieure) d'environ 3 mètres de diamètre et de 1 à 2 mètres de profondeur. Dans la station du camp de Chassey (Saône-et-Loire), un des fonds d'habitations creusés en cuvette mesurait 5 mètres de diamètre. Dans la vallée de la Vibrata (Italie), des foyers ayant 8 mètres de diamètre sur 1<sup>m</sup>15 de profondeur ont été signalés. Enfin, les fonds de cabanes rohenhausiennes de la vallée du Pô avaient 1<sup>m</sup>50 à 2<sup>m</sup>00 de diamètre.

a peu près régulièrement circulaire. En coupe, les bords de cette cuvette sont non pas évasés, mais taillés à pic et le fond est presque plat ; c'est ce qui semble faire différer nos foyers de Blénod des foyers appartenant aux époques préhistoriques.

Le remplissage de cette sorte de cuvette est constamment composé d'une couche, plus ou moins épaisse, de cendres dans le fond, couche mince et très peu apparente dans beaucoup, mais assez épaisse dans les grandes. Par-dessus, se trouve de la terre végétale renfermant, comme la couche de cendres, des tessons de poterie, des charbons et des débris d'os. Dans tous ces foyers se trouvent disséminées des pierres de différentes tailles à demi calcinées par le feu. Ils sont disposés de la façon la plus irrégulière et généralement assez éloignés les uns des autres. Ces espacements qui étaient peut-être la place réservée aux chars et aux animaux de trait de la tribu, varient, d'après la moyenne des mesures que j'ai relevée, entre 8 et 15 mètres. Quelques foyers cependant étaient beaucoup plus rapprochés. Dans le groupe qu'on a détruit dans le courant de l'an dernier, ils se succédaient presque sans interruption, les deux grands, cités plus haut, se touchaient et dans leur voisinage immédiat étaient des trous de 40 à 70 centimètres de diamètre, intermédiaires entre les foyers et les trous dont il va être question (1). Les ouvriers m'ont assuré n'avoir pas encore remarqué autant de *fosses* les unes auprès des autres.

Intercalés entre les places à feu, et en nombre à peu près égal, on voit aussi des trous arrondis d'un diamètre de 35 à 50 centimètres et pénétrant dans la grouine à une profondeur égale à celle des foyers. Ils contiennent, comme la couche de terre de ceux-ci, des charbons, des

(1) Cette particularité est à noter. Elle semblerait nous indiquer la place où stationnaient les chefs de la tribu.



os et quelques fragments de poterie ; mais, dans aucun, jusqu'alors, je n'ai encore remarqué d'amas de cendres bien visibles.

Ces trous indiqueraient-ils la place des fondations des pièces de bois qui supportaient les toitures des huttes ? La chose est possible, mais le doute est permis depuis la découverte, l'an dernier, de petits foyers d'un diamètre intermédiaire entre celui des trous dont il est question et celui des moyens et des grands foyers. N'avons-nous pas vu, du reste, dans la campagne de 1870, dans nos champs, des rangées de feux de campements français et allemands, dont les trous rectangulaires n'avaient qu'environ vingt à vingt-cinq centimètres de largeur ? Il est possible, au bout de tant de siècles, qu'il ne reste aucunes traces de cendres sur un emplacement n'ayant servi que très peu de temps. Aussi, toutes ces excavations variées peuvent-elles être de même nature.

D'après le témoignage d'ouvriers qui ont travaillé très longtemps dans ces grouinières, de semblables excavations ont été remarquées sur tous les points de l'extraction. Il y a quelques années, dans les talus des plus anciennes grouinières, j'en ai observé des traces, alors que la végétation ne les avait pas encore tout à fait remaniés ; quelques-unes sont encore visibles aujourd'hui. Sur tous les points des différentes grouinières, j'ai du reste également recueilli les mêmes tessons de poterie, si caractéristiques, dont il sera question plus loin.

Il serait bien difficile d'estimer, même approximativement, le nombre des foyers qui ont pu être découverts et détruits depuis quarante ans dans cette vaste surface de terrain. En se basant sur la moyenne des écartements notés plus haut, dans les deux hectares environ qui ont été exploités, on aurait au minimum comme chiffre approximatif le nombre de deux cents, sans compter les trous d'un diamètre inférieur à 50 centimètres. Ce chiffre doit

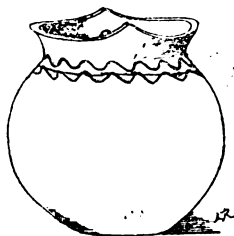
être doublé, si l'on admet que ces foyers existent également dans les différents espaces reliant entre elles les différentes carrières de grouine. Le fait est des plus probables, et il faut ajouter que, sur le périmètre extérieur de toutes ces grouinières, les foyers se continuent encore. Tout ce qu'on peut dire c'est que cette station paraît être d'une importance remarquable comme étendue.

*Poteries.* — On trouve des poteries brisées dans ces foyers, quelquefois aussi, mais rarement, dans la terre végétale des espaces qui les séparent (partout cette terre végétale est brune et, comme à Scarpone et ailleurs, très chargée de parcelles de charbons). A l'exception de quelques très rares tessons de poterie gallo-romaine et de poterie mérovingienne, à pâte noire, polie par le lissage, pièces qui peuvent provenir de la surface du sol, je n'ai trouvé, dans les déblais de terre que les ouvriers extraient avant d'arriver à la couche de grouine et mettent de côté, qu'une sorte de poterie présentant toujours les mêmes caractères.

Ce sont des poteries extrêmement grossières ; pour la plupart, des vases de moyenne et grande taille. Quelques-uns sont manifestement faits à la main sans l'aide du tour, on ne pourrait l'affirmer pour les autres, mais alors on peut dire que le tour employé devait être des plus primitifs. La terre mise en usage est grossière, mal travaillée et remplie de grains calcaires, mais ne contient jamais de sable, comme dans beaucoup de poteries romaines ; quelquefois cette terre paraît avoir été pétrie, intentionnellement, avec des coquilles brisées

La cuisson est inégale, et souvent incomplète, opérée non dans un four, mais à la simple exposition à la flamme. La surface d'aucun de ces vases ne présente un vernis ou couverte quelconque ; certains tessons portent seulement quelques traces de lissage, comme les poteries gauloises et mérovingiennes, mais d'un lissage très rudimentaire.

La presque totalité des vases consiste dans des réipients globulaires et sans pied, espèces de marmites arrondies, d'environ 18 à 22 centimètres de diamètre et



dont on reconnaît deux variétés. Dans l'une, les bords de l'ouverture s'évasent légèrement au-dessous d'un col ou étranglement plus ou moins prononcé ; dans l'autre, cet étranglement est très peu sensible, l'ensemble du vase devait

être moins sphérique.

Dans ces deux variétés, les bords de l'ouverture du vase se relèvent sur deux points opposés en saillie angulaire, en dessous de laquelle est percé un trou. Les deux trous étaient destinés à fixer la corde entourant le col du vase et servait à le transporter. Cette disposition est particulière à toutes les céramiques primitives, et fréquente, à toutes les époques de l'histoire, chez les populations à habitudes nomades.

Quelques vases appartiennent exceptionnellement à des types différents. Les uns se rapportent à celui de la cruche, avec deux petites anses rudimentaires de chaque côté de l'orifice, type également des plus antiques ; d'autres se rapportent au type de la cuvette en jatte, d'autres enfin à celui de la coupe.

Les ornements sont rares ; ils se réduisent à des zones de lignes sinueuses coupées ou alternées par d'autres zones de lignes droites. Ces zones, placées en dessous des bords de l'ouverture, sont tracées grossièrement, sans doute avec un morceau de bois pointu. Un fragment d'une sorte de coupe présente une zone de trous assez profonds, estampés avec un objet irrégulièrement arrondi. Un vase était décoré d'une rangée d'impressions faites avec le doigt.

Il n'y a aucun exemple de ces zones en relief, si caracté-

ristiques, ni de cette ornementation particulière composée d'estampilles répétées et combinées qui apparurent dans les poteries protohistoriques, qui se conservèrent dans toute une série de la céramique gallo-romaine et reparurent presque exclusivement dans nos pays, avec la poterie mérovingienne.

*Ossements.* — Les os qu'on trouve dans les foyers sont des rebuts d'alimentation. On y reconnaît facilement des os de bœuf, de mouton, de chèvre et de porc. Rien de particulier n'est à noter à ce sujet, si ce n'est la grosseur remarquable de quelques noyaux osseux de cornes de bœufs, et celle également remarquable d'un fragment de corne aplati de capridé, qui pourrait appartenir non à l'espèce chèvre mais à celle du bouquetin ou de l'antilope Saïga.

Les habitants de cette station avaient encore une ressemblance commune avec toutes les peuplades primitives en ce qu'ils recherchaient avidement la moelle des os ; des os très durs et qui ne contiennent que fort peu de moelle, comme le maxillaire inférieur de porc, ont été péniblement entaillés et cassés.

*Sépultures.* — Sur trois points, des sépultures ont été trouvées. Antérieurement à 1870, dans la plus ancienne des grouinières, on découvrit à la limite du talus, à l'est, un petit squelette, enfermé, m'a-t-il été rapporté, avec un vase, dans un cercueil en pierres sèches. Vers la même époque, deux squelettes furent aussi déterrés à l'extrémité sud de la même grouinière ; c'est tout ce qu'il a été possible de savoir à ce sujet. En 1884, trois squelettes furent trouvés, dans la seconde grouinière qu'on rencontre à gauche de la route, en allant vers Jézainville. Des armes extrêmement rongées par la rouille et des gobelets en verre apodes placés entre les jambes, accompagnaient les squelettes. Les ossements et armes furent aussitôt brisés en miettes et dispersés. Quelques jours après, je pus obtenir,

chez un particulier, le seul gobelet (1) qui n'avait pas été brisé, et ramasser sur place, dans les déblais, des fragments de verre et un long couteau effilé. Ces dernières sépultures, évidemment mérovingiennes, se trouvaient près de la route, à la limite de la grouinière et du champ voisin qui n'a pas été exploité. Des recherches pratiquées en cet endroit fourniraient sans doute de précieux renseignements.

Aucune trouvaille d'objet, dans ces fouilles pourtant si considérables, et qui aurait pu renseigner sur la nature exacte de la station, ne m'a été signalée. La seule donnée archéologique constante et sur laquelle on puisse compter consiste dans les poteries. Il est même assez probable qu'on ne trouvera là jamais autre chose. Ces poteries suffisent pour dater au moins approximativement ces groupes de foyers. Ces grossiers pots de campement, accompagnés seulement par exception de quelques autres types céramiques, en disent assez. Il n'y a rien de préhistorique ni de gaulois, très probablement rien non plus de franc-mérovingien, dans le sens propre du mot, mais peut-être des vestiges de cette époque de transition dont parle M. le comte Beaupré (2) dans laquelle une infiltration, lente mais profonde, de l'élément barbare se produisit avant les grandes invasions du v<sup>e</sup> siècle.

En effet, si la station de Blénod était de l'époque néolithique, on ne manquerait pas de trouver dans les foyers, comme ailleurs, de nombreux silex ; or, je n'ai recueilli dans les déblais de ces foyers que trois éclats assez volumineux, sans traces de travail intentionnel ; de simples pierres à briquet probablement.

Ce n'est pas non plus l'emplacement du *Bellenodunum*

(1) Actuellement dans la collection de M. Léopold Quintard.

(2) *Les études préhistoriques en Lorraine de 1889 à 1902 et aperçu général sur les époques gallo-romaine et mérovingienne.*

gaulois, les poteries ne ressemblent pas à celles des époques de la Tène.

Les trois sépultures, qu'on doit regarder comme mérovingiennes, ne seraient pas une preuve qu'il y ait eu là une station de Francs-Mérovingiens. Elles ont pu être simplement superposées à un dépôt archéologique, auquel elles seraient étrangères. Il ne faut pas oublier que, depuis l'époque gauloise, la localité de Blénod a été habitée sans discontinuité, et les restes de l'époque mérovingienne ne doivent pas manquer d'y être nombreux dans le sol.

Les caractères de la céramique trouvée ici diffèrent aussi de ceux qu'on rencontre dans les poteries des tombes mérovingiennes. Celles-ci, comme les poteries des époques de la Tène, dérivent directement du type si caractéristique des poteries protohistoriques et en sont même une des variétés les plus originales.

Les poteries des foyers de Blénod présentent un mode de fabrication, certaines formes, certaines traditions extrêmement anciennes et une ornementation surtout, qui se rattachent à un art céramique primitif. En les voyant, on pense aux poteries des palafittes suisses, des terramares de la vallée du Pô, à celles des dolmens les plus anciens.

Cet art céramique a été retrouvé un peu partout, il a été peu à peu remplacé par celui des poteries protohistoriques des civilisations à demi barbares, de Mycènes, de Troie, de Hallstatt, dont les produits se sont répandus sur tous les points de l'Europe et se sont conservés dans le monde barbare jusqu'au commencement du Moyen-Age.

Pourquoi l'art céramique primitif ne se serait-il pas également perpétué dans quelques-uns de ses caractères chez des peuplades septentrionales de l'Europe jusqu'à la fin de l'Empire romain ?

Les exemples de séjour ou simplement du passage dans les Gaules de tribus barbares différentes, et même très éloignées des tribus franques, ne manquent pas. Dès le

commencement du troisième siècle, des tribus germaniques diverses faisaient des irruptions bien au-delà du Rhin. On sait que, dans le siècle suivant, des *lètes* qui n'étaient pas toujours des Francs étaient établis en Gaule. « Il y avait en qualité de *lètes* : à Chartres, des Teutons ; à Bayeux et à Coutances, des Bataves et des Suèves ; des Suèves également au Mans et à Clermont ; des Francs à Rennes ; des Saxons dans le pays compris entre la Loire et la Seine-Inférieure ; on trouvait même à Paris, à Poitiers et à Autun, des *lètes* Sarmates, barbares de race slave venus des bords de la Mer Noire (1). » (Comme *lètes* engagés à la solde de l'Empire, il y avait des bandes de guerre, admises comme fédérés, à côté des légions de l'armée régulière, et aussi des colons pour suppléer au manque d'ouvriers agricoles. Si la station de Blénod doit être rattachée à ces sortes d'agglomérations de barbares, elle était trop importante pour être une station de colons ; c'était plutôt le camp d'une bande de guerre.)

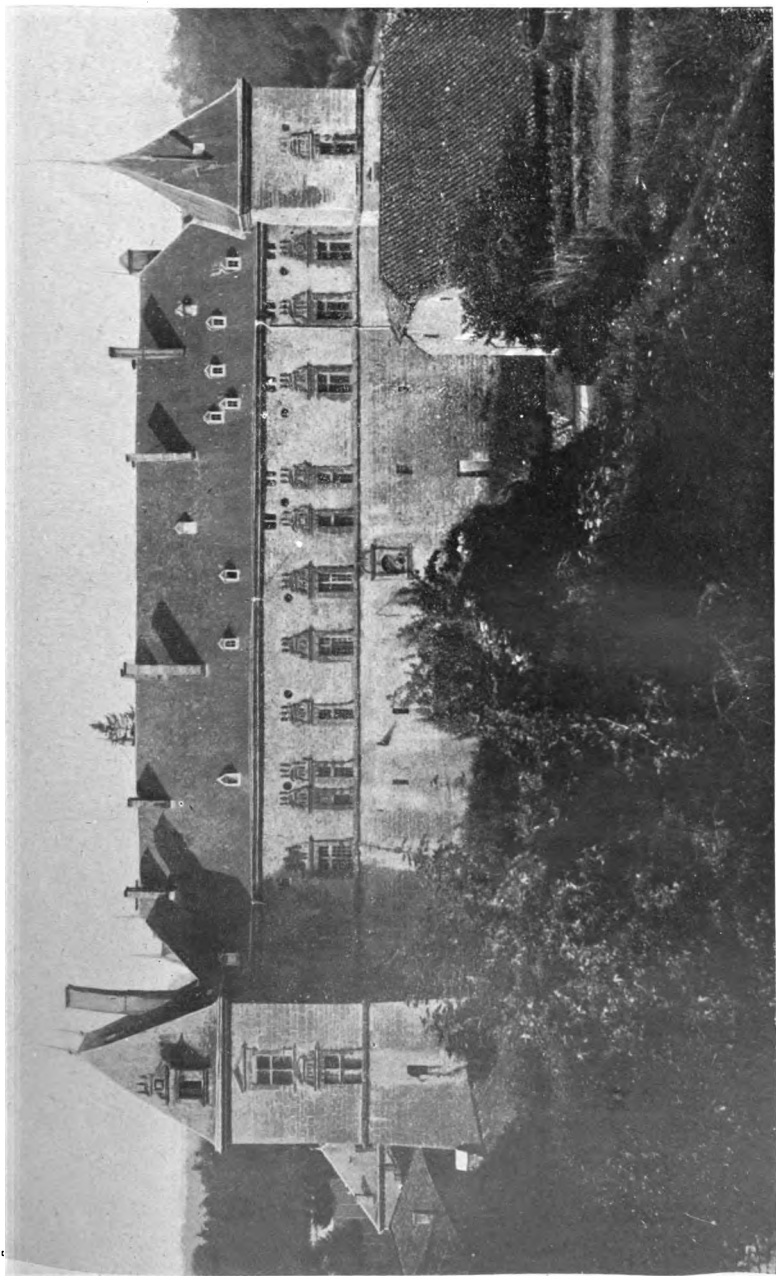
En 366 et 367, les Alamans envahirent nos contrées. Ils furent battus sous les murs de Scarpone et sous Atton. Puis ce fut en 407 le tour des Vandales.

Enfin, dans la grande invasion de 451, avec les Huns d'Attila, marchaient une quantité de peuplades germaniques et slaves, et d'autres aussi qui n'ont pas de nom précis dans l'histoire.

Il ne faut pas nous hâter de conclure, puisque les travaux d'extraction se poursuivent encore, bien que très lentement. Ils sont maintenant soumis à une observation régulière et plus méthodique qu'ils ne l'avaient été jusqu'alors. Il faut espérer qu'en conservant et en classant rigoureusement les objets que ces fouilles peuvent fournir, on arrivera à plus de résultats.

L. ROBERT.

(1) *Le Moyen-Age et le commencement des temps modernes*, par Albert MALET, 1904.



**CHATEAU DE CONS-LA-GRANDVILLE**  
*(Face Septentrionale)*

Imp. Albert Barbier, Nancy





EXCURSION A CONS-LA-GRANDVILLE, MONT-SAINT-MARTIN,  
LONGWY.

Une des plus jolies excursions que la Société d'Archéologie ait faites est très certainement celle du 30 juin 1904. Quelques membres de la Société, malheureusement trop peu nombreux, excursionnistes quand même, se sont transportés dans la pittoresque vallée de la Chiers. Cons-la-Grandville, Mont-Saint-Martin, Longwy, tels étaient pour leur légitime ambition les trois buts à atteindre. Avec beaucoup de courage, cette excursion peut se faire, depuis Nancy, en une journée ; mais il faut se résigner à voir lever l'aurore : c'est, dit la chanson, le propre des gens vertueux. Partis par le train de 4 h. 40 du matin, nous étions de retour à Nancy à 10 h. 39 du soir.

A 8 h. 36, nous débarquions à Cons-la-Grandville ; à la descente du train nous trouvâmes l'aimable châtelain, M. le marquis de Lambertye, qui, prévenu de notre arrivée et non content de nous faire lui-même les honneurs de son magnifique château, avait poussé la courtoisie jusqu'à venir à notre rencontre. Le joli village de Cons-la-Grandville, si pittoresquement situé sur les rives de la Chiers, à 7 kil. en aval de Longwy, était autrefois le chef-lieu d'une terre considérable, titrée de baronnie dès le xvi<sup>e</sup> siècle, puis érigée en marquisat en 1719. Entrée dans la maison de Lambertye, originaire du Périgord, vers le milieu du xvii<sup>e</sup> siècle, par le mariage de Jean de Lambertye et de Marguerite de Custine, cette terre, ou du moins ce qui en reste, est aujourd'hui la propriété de M. le marquis Raymond de Lambertye, aîné de sa maison.

Le château, l'un des plus beaux et des plus grandioses de notre province, où il en reste si peu, a été très exactement décrit par G. Boulangé dans l'*Austrasie* (t. III). Nous renverrons donc le lecteur à l'intéressante monographie

de cet auteur, nous bornant à esquisser ici l'impression rapide de notre visite (1).

Cette splendide résidence bâtie sur une légère éminence, à la boucle d'une presqu'île formée par le cours de la Chiers, prolonge ses murailles de pierre de taille en talus jusqu'au pied du coteau, disposition qui donne à celles-ci une hauteur prodigieuse et à l'ensemble des constructions l'aspect le plus imposant. Reconstitué dans la seconde moitié du xvi<sup>e</sup> siècle, le château actuel a remplacé la vieille forteresse des sires de Cons dont il ne reste qu'une tour découronnée. Toutefois, grâce à la hauteur des murs, à leur teinte sombre et sévère et aux deux tours carrées placées aux angles, la masse des bâtiments présente encore, de l'extérieur, un aspect tout féodal.

Le château de la Grandville, œuvre de la Renaissance, mais incendié en grande partie au xvii<sup>e</sup> siècle par les Suédois, a été rétabli à de longs intervalles, comme le prouvent les dates qui se lisent aux fenêtres, à la fin du même siècle, et surtout au xviii<sup>e</sup>. L'aile occidentale tout entière et la face méridionale sur la cour caractérisent ces époques. Très heureusement, les façades septentrionale et orientale ont été sauvées du désastre : la première avec sa rangée de fenêtres élégantes, parfois ornées de délicats grillages, et ses fines sculptures ; la seconde qui offre, à la hauteur du premier étage, une délicieuse absidiole en encorbellement accostée des deux grandes fenêtres de la salle d'honneur. Mais, dans la cour d'honneur, la solennelle uniformité des façades du xviii<sup>e</sup> siècle forme un

(1) M. L. GERMAIN, *Charte d'affranchissement de Cons-la-Grandville*, Nancy, 1878, in-8°, 15 p. — *Note complémentaire*, 15 p.

*Recherches historiques sur les seigneurs de Cons-la-Grandville*. — Jean 1<sup>er</sup> de Termes, sire de Cons (1247-1258) ; Nancy, 1880, in-8°, 32 p.

*Le titulaire de l'église de Cons-la-Grandville et le patron de la paroisse* ; Nancy, 1882, in-8°, 16 p.

*Recherches sur l'époque de deux chartes du cartulaire d'Orval, à propos de Gilles de Cons* ; Nancy, 1893, in-8°, 11 p.

contraste frappant avec l'originale variété de l'architecture du <sup>xvi</sup><sup>e</sup> siècle.

On pénètre dans cette immense cour plantée, aux noyers séculaires, après avoir franchi de larges et profondes douves, par une haute porte féodale que surmonte un pavillon carré : à droite et à gauche, de vastes dépendances ; en face, le château proprement dit dont les trois corps de logis, sous leurs combles élevés, se développent dans toute leur majestueuse ampleur. Un détail vous frappe dès l'abord, c'est la disposition du pignon qui termine l'aile droite, la seule qui ait, sur la cour, conservé les caractères de la Renaissance. Ce pignon est à rampants taillés en gradins, et chaque gradin supporte la statue d'un arquebusier dans le costume du temps. Cette disposition originale, très répandue dans les pays du Nord et en Allemagne, est une exception dans nos régions.

Un portail à fines colonnettes cannelées, orné des statues des trois vertus théologales et surmonté d'un baldaquin, donne accès dans cette aile qui renferme la grande salle. On pénètre aussi dans celle-ci par une longue et belle galerie voûtée servant de vestibule du côté de la cour, jadis ornée d'écussons, mutilés à la Révolution. C'est dans cette salle immense, dont le plafond élevé est à poutrelles saillantes, que se trouve la célèbre cheminée, joyau du château de Cons-la-Grandville (1).

Ce splendide monument, dû au ciseau de quelque artiste inconnu de la Renaissance, demanderait à lui seul une monographie.

Construite en pierre blanche d'un grain très fin, à laquelle le poli donne l'aspect du marbre blanc, la cheminée de Cons-la Grandville présente un ensemble admirable, tant par ses belles proportions que par la richesse, la finesse

(1) Plusieurs vues du château et de la grande cheminée se trouvent dans l'histoire généalogique de la maison de Lambertye, superbe ouvrage récemment publié.

et la variété des détails : ses deux rangs de cariatides, ses colonnettes, ses médaillons encadrant trois bas-reliefs à sujets tirés de la fable, sa frise ornée de têtes saillantes, et cette curieuse tête de vieillard inclinée à droite qui surmonte l'entablement et domine toute l'œuvre de la façon la plus originale. Nous ne croyons pas qu'il existe, en ce genre, rien de comparable au Musée de Cluny.

Les fenêtres à croisillons de la grande salle sont garnies de vitraux modernes représentant les différents châteaux possédés par la famille de Lambertye. Dans la paroi orientale s'ouvre l'absidiole dont nous avons, en venant, admiré l'élégance sur la face extérieure. Cette absidiole forme comme le chœur d'une chapelle dont la salle devenait la nef, lorsque la porte de communication était ouverte.

Une autre cheminée de pierre sculptée, encore fort remarquable, mais à laquelle fait nécessairement tort le voisinage de la première, se trouve dans la chambre contiguë. On voit encore deux cheminées monumentales, décorées de peintures d'un bon style, dans une belle pièce voûtée servant aujourd'hui de salle de billard.

Parmi cette suite de salles que nous parcourons, salles voûtées ou à plafond à poutrelles saillantes, nous citerons la chambre dite « de Stanislas », où le roi de Pologne a passé une nuit. Le lit à colonnes a été démonté depuis peu, mais il nous est donné d'en admirer les superbes courtines en tapisseries de haute lice et la courte-pointe d'épais brocart vieil-or. M. de Lambertye a l'heureuse intention de faire remonter ce lit historique.

Dans cette chambre ou dans le salon voisin, belle série de portraits de famille, dont plusieurs sont des œuvres remarquables. Sur une table, un curieux objet attire notre attention ; nous le mentionnons pour sa rareté : c'est le bâton d'un maréchal de Lorraine et Barrois du règne de Léopold.

Ce bâton cylindrique en bois, long d'environ 80 centi-

mètres, terminé à chaque extrémité par une rondelle d'ivoire, est recouvert d'une sorte de vernis martin dont le champ vert foncé est semé de croix de Lorraine et de Jérusalem, alternant avec l'alérion et les barbeaux. C'est vraisemblablement le bâton de Georges de Lambertye, maréchal de Lorraine et Barrois (1) dont nous voyons le beau portrait au-dessus de nos têtes.

(A suivre)

H. LEFEBVRE.

---

## CHRONIQUE

---

### DISTINCTION HONORIFIQUE.

Nos confrères ont appris avec plaisir la récente promotion au grade de Chevalier de la Légion d'honneur de M. Lucien Wiener, notre zélé et sympathique Conservateur du Musée historique lorrain.

M. Lucien Wiener est entré à la Société d'Archéologie en 1849, c'est à-dire à son début. Après avoir été de 1852 à 1882 l'un des Secrétaires-adjoints, dès 1869 il devint Conservateur-adjoint du Musée, puis Conservateur en titre en 1873, conjointement d'abord avec M. Ch. Cournault, ensuite seul, lorsque ce dernier prit sa retraite en 1890 et fut nommé Conservateur honoraire. On peut dire que, sous son habile direction, le Musée historique lorrain est certainement devenu l'un des plus intéressants Musées de province, par le goût qui a présidé à l'installation et au classement de ses collections.

En 1897, M. Lucien Wiener avait reçu les palmes d'Officier de l'Instruction publique, et le 14 juillet dernier, en lui conférant la croix de Chevalier de la Légion d'honneur, M. le Ministre a su récompenser ses longs services par cette distinction justement méritée et qui couronne dignement une carrière bien remplie.

(1) H. LEPAGE, *Les offices des duchés de Lorraine et de Bar.*

La Société d'Archéologie lorraine tout entière est heureuse d'adresser à M. Lucien Wiener, ses bien vives et bien sincères félicitations.

L. Q.

CONSERVATION DES MONUMENTS HISTORIQUES.

LOI DE 1887 ET PROJET DE 1905.

Notre législation des monuments historiques date de 1887. La loi du 30 mars 1887 contient un ensemble de dispositions fort sages, mais elle a un défaut très grave, c'est qu'elle manque de sanctions ; aussi est-elle restée à peu près lettre morte. Il eût été facile de la compléter ; on eût pu modifier aussi quelques-uns de ses articles, et le résultat eût été très satisfaisant ; les pouvoirs publics auraient pu très aisément assurer ainsi la défense de nos richesses artistiques, quels qu'en fussent les propriétaires, Etat, personnes morales ou particuliers.

Au lieu de cette loi générale, dont on doit espérer pour l'avenir la prompte élaboration, la question vient d'être reprise, dans des conditions plus étroites, à l'occasion du projet de séparation des Eglises et de l'Etat. Le texte voté par la Chambre des Députés le 4 juillet 1905 s'occupe de la conservation des édifices, objets mobiliers ou immeubles par destination qui doivent être laissés à la disposition des Associations organisées pour le service des Cultes. Relativement à ces objets, mobiliers ou immobiliers, non seulement la loi de 1887 est maintenue, mais de plus d'autres dispositions conservatoires sont ajoutées, et surtout les sanctions pénales qui manquaient jusqu'ici sont prévues, aussi énergiques qu'on pouvait le souhaiter.

La loi de 1887 étant estimée insuffisante, on peut se demander pourquoi il n'est remédié à ses imperfections qu'à l'égard d'une catégorie de propriétaires : les Associations cultuelles. Il semblerait qu'elles seules soient à craindre et que tous les autres propriétaires ne puissent détruire ni endommager les objets d'art qu'ils possè-

dent. Sans parler des particuliers, pour lesquels un certain contrôle serait certainement utile, croit-on cependant que les personnes morales telles que les communes, par exemple, soient toujours inoffensives ? Sans doute, nous connaissons des municipalités soucieuses de conserver et même d'accroître le patrimoine artistique qui leur est confié ; celles-là n'ont aucunement besoin de la tutelle d'une Commission des monuments historiques et ce n'est pas la peur d'une sanction pénale qui les fera veiller avec intelligence et dévouement au maintien intégral de leurs richesses d'art. Mais il en est d'autres qui n'ont pas ce souci : n'a-t-on pas vu, — l'histoire est assez récente pour qu'on en ait conservé le souvenir, — un maire détruire de sa propre autorité un monument classé, se moquant du Ministre et de la Commission des Monuments historiques, qui ne pouvaient faire entendre que de platoniques lamentations ? Il est donc regrettable de ne pas comprendre dans les mêmes dispositions toutes les catégories de propriétaires ; c'est une première critique, fort grave, que l'on doit adresser au projet de 1903.

Ensuite, ce projet se ressent de la hâte avec laquelle il a été élaboré ; la rédaction des articles 15 et 15 *bis* est très médiocre et laisse beaucoup à désirer pour l'application future de la loi. Il eût été si simple de suivre l'ordre très logique de la loi de 1887, en ajoutant sur certains points ou en modifiant successivement chacune de ses dispositions ! Ainsi, le texte de 1887 distingue très logiquement d'abord les immeubles, puis les objets mobiliers ; le projet confond monuments, immeubles par destination et objets mobiliers, sans paraître se douter des inconvénients pratiques de cette confusion. Ensuite, par une formule malheureusement très fréquente chez nos législateurs, après avoir touché à peu près à toutes les dispositions de la loi ancienne, le projet déclare qu'« il n'est pas dérogé, pour le surplus, à la loi du 30 mars 1887... » Formule facile,



qui laisse à la jurisprudence le soin, parfois très délicat, de reconnaître ce qui doit être considéré comme abrogé ou maintenu ; tandis qu'il serait préférable d'éviter les procès à naître en déclarant formellement dans quelle mesure les textes anciens sont encore applicables.

Après ces remarques générales, nous allons essayer d'entrer dans le détail des articles 15 et 15 *bis* du projet qui contiennent la matière essentielle de notre sujet.

« Il sera procédé à un classement complémentaire des édifices servant à l'exercice public du culte... » Et plus loin : « Les immeubles... attribués en vertu de la présente loi aux Associations, pourront être classés dans les mêmes conditions que s'ils appartenaient à des établissements publics. » Les classements se feront, conformément à la loi de 1887, article 2, soit par arrêté ministériel s'il y a consentement de l'établissement propriétaire, soit par un décret rendu en la forme des règlements d'administration publique.

Le projet ne déclare pas inaliénables et imprescriptibles les immeubles classés ; il réserve ce caractère, ainsi que nous le verrons plus loin, aux objets mobiliers. Nous trouverons la même différence dans la loi de 1887 ; à vrai dire elle ne se comprend guère, et il eût été logique, dans l'intérêt de la conservation de ces édifices, de leur accorder le très grand avantage de l'imprescriptibilité. Du moins le projet, renchérissant sur l'article 4 de la loi de 1887, contient un paragraphe très sévère sur les réparations, restaurations ou travaux d'entretien. On sait que parfois les restaurations imprudentes ou malhabiles équivalent à une destruction, c'est donc avec raison que le législateur établit à cet égard un contrôle nécessaire : le travail ne peut être commencé sans une autorisation du ministre des Beaux-Arts, ni exécuté hors de la surveillance de son administration. Puis vient la sanction pénale : amende de 10 à 1.500 fr. On peut trouver que le texte manque de précision : com-

ment doit se manifester la surveillance ministérielle pour que l'exécution des travaux soit punissable ; il sera utile de le déterminer.

Si, au lieu d'une restauration, c'est d'une destruction qu'il s'agit, la peine est encore plus forte : amende de 100 à 10.000 fr. et emprisonnement de 6 jours à 3 mois. Heureusement les circonstances atténuantes sont admises et la loi de sursis est applicable, sans quoi ces sanctions pourraient être taxées d'excessives.

Voyons maintenant les dispositions du projet qui concernent les objets mobiliers. Ce seront ou bien des meubles par leur nature, ou bien des immeubles par destination, au sens de l'article 524 du Code civil. Les uns et les autres devront être inscrits d'office sur la liste prévue aux articles 8 et 9 de la loi de 1887 ; cette liste comprendra ainsi, provisoirement du moins, tous les objets mobiliers garnissant les édifices servant à l'exercice du culte. Elle sera révisée dans les trois ans par le Ministre des Beaux-Arts, qui n'y maintiendra que ceux dont la conservation est intéressante au point de vue de l'histoire ou de l'art. Passé ce délai, tous les objets non maintenus sur la liste sont déclassés de plein droit. Nous reviendrons sur cette mesure préliminaire, dont s'occupe déjà le Gouvernement, avant même que la loi soit promulguée.

L'article 13 *bis* déclare inaliénables et imprescriptibles les immeubles par destination, qui ont fait l'objet d'un classement. Nous estimons que cette formule doit être complétée et qu'il faut y ajouter les meubles proprement dits. Toutefois l'inaliénabilité n'est que relative : la vente ou l'échange peut toujours être autorisée par le Ministre. Ici intervient une disposition vraiment neuve, et que nous estimons très heureuse : en cas de vente de l'objet déclassé, la loi accorde un droit de préemption 1<sup>o</sup> aux Associations cultuelles (autres que celle qui a demandé l'aliénation), 2<sup>o</sup> aux communes, 3<sup>o</sup> aux départements, 4<sup>o</sup> aux musées

et sociétés d'art et d'archéologie, 5<sup>e</sup> à l'Etat. Ce sera le moyen de sauver un certain nombre de ces objets, et ainsi le Ministre pourra se montrer assez large pour accorder le droit de vendre les meubles inutiles à leur propriétaires.

Autre disposition, imitée de la législation italienne et que l'on doit approuver pleinement : en cas de vente dûment autorisée, si le droit de préemption n'a pas été exercé, il est interdit à l'acquéreur de transporter hors de France l'objet acheté. Vérifier si cette défense est observée sera peut-être assez difficile, mais le principe est tout à fait louable. Les sanctions, en ce qui concerne les meubles, sont d'ailleurs les mêmes que pour les immeubles ; nous les avons indiquées ci-dessus.

Le projet de 1903 se termine par un paragraphe qui n'est pas à l'abri de toute critique : « La visite des édifices et l'exposition des objets mobiliers classés seront publiques... ». L'idée se comprend, mais le texte ajoute : « Elles ne pourront donner lieu à aucune taxe ni redevance. » Cette dernière restriction nous paraît excessive. Si les amateurs d'objets d'art ne peuvent être privés du plaisir de contempler les chefs-d'œuvre contenus dans les églises, pourquoi ne pas autoriser le principe d'une redevance, dont le taux pourrait être approuvé par l'Administration, lorsqu'il s'agit d'objets nécessitant des soins ou des précautions spéciales, tels que les trésors de certaines sacristies, les tableaux, statues ou bas-reliefs que l'on ne peut laisser constamment à la vue de tout le monde ? Il serait tout au moins équitable de ne pas priver les Associations propriétaires d'une source de revenus à laquelle elles ont droit.

Le projet de loi sur la séparation des Eglises et de l'Etat n'est pas encore voté, et déjà l'Administration s'occupe de son exécution, en ce qui concerne les objets mobiliers que contiennent les édifices religieux. Dans chaque département, en vertu d'une circulaire ministérielle du 8 juin

dernier, est organisée une commission « chargée de signaler les objets mobiliers qui paraîtraient présenter un véritable intérêt au point de vue de l'histoire et de l'art ». On prépare ainsi par avance l'exécution de l'art. 13, § 2 du projet. La commission fera son choix parmi tous les objets actuellement existants, et ses conclusions rendront plus facile au Ministre le classement qui doit être réalisé dans les trois ans à dater de la promulgation de la loi. L'opération sera longue ; pour en hâter le résultat, point n'est besoin de la crainte du brocanteur, qu'on nous représente à l'affût de toutes les opérations louches de nature à être tentées dans les églises ; les conseils de fabrique sauront sans doute défendre leur bien tout comme les autres propriétaires. Mais l'entreprise consistant à établir l'inventaire, même partiel, de nos richesses d'art, ne laisse pas de présenter des difficultés : cet inventaire a déjà été ordonné par l'article 8 de la loi de 1887 ; or, on sait que depuis dix-huit ans les ordres tendant à l'exécution de ce texte n'ont produit à peu près aucun effet. Peut-être la circulaire du 8 juin 1903 pourra-t-elle aboutir à de meilleurs résultats ; nous devons le désirer, dans l'intérêt de l'histoire et de l'art, quoi qu'il arrive d'ailleurs du projet de loi à l'occasion duquel cette nouvelle tentative va être organisée.

CH. GUYOT.

---

## NÉCROLOGIE

---

M. NICOLAS SIDOT.

C'est avec un profond regret que nous devons encore aujourd'hui enregistrer la perte d'un de nos membres perpétuels.

M. Nicolas Sidot, qui figurait à ce titre sur nos listes depuis bientôt dix ans, vient de mourir subitement. Cette

disparition sera très sensible, non seulement à la Société d'Archéologie, mais aussi à tous ceux qui s'intéressent à l'histoire de notre province. C'est qu'en effet, la librairie Sidot est, depuis de longues années, universellement connue pour sa spécialité de livres lorrains ; les auteurs, les éditeurs, les bibliophiles de Metz, de Nancy et de toute la région qui s'y sont rencontrés depuis un demi siècle sont innombrables. Ils y venaient la plupart en amis, sûrs d'avance d'y trouver un accueil empressé et une complaisance sans bornes ; et rarement ils sortaient sans avoir le volume ou la brochure qu'ils désiraient, ou tout au moins une indication bibliographique qui devait les guider dans leurs recherches. M. Nicolas Sidot avait scrupuleusement continué une tradition qui remontait à l'époque où son frère, le regretté M. Louis, a fondé la maison à Metz, et cette tradition ne manquera pas d'être conservée, nous n'en doutons pas, car leurs neveux, qui reprennent aujourd'hui la maison, ont été longtemps à une excellente école.

J. F.

---

## MUSÉE LORRAIN

---

### ACQUISITIONS.

Coffret en bois sculpté formant portique, époque Louis XIII.

Cadre ovale en bois sculpté, dit de Bagard ; au milieu, une sainte agenouillée.

Deux chaises lorraines à pieds tournés.

Paire de gants avec broderie.

---

*Pour la Commission de rédaction, le Président : L. QUINTARD.*

---

L'imprimeur-gérant : A. CRÉPIN-LEBLOND, 21, rue Saint-Dizier, Nancy.

**BULLETIN MENSUEL**  
**DE LA**  
**SOCIÉTÉ D'ARCHÉOLOGIE LORRAINE**  
**ET DU**  
**MUSÉE HISTORIQUE LORRAIN**

---

5<sup>e</sup> ANNÉE. — NUMÉROS 8-9. — AOÛT-SEPTEMBRE 1905.

---

**MÉMOIRES**

---

**LA PIERRE TOMBALE DE GILLETTE DE DUGNY, A SAULMORY**

M. Léon Germain vient de donner une version nouvelle et plus complète de l'inscription funéraire relevée par M. l'abbé Nicolas, en 1900, dans la chapelle de la Vierge de l'église de Saulmory (1), et dont les revues lorraines se sont à tant de reprises occupées depuis cette époque (2).

(1) Saulmory, commune actuelle du canton de Dun, Meuse.

(2) Voici la liste des articles parus sur la question :

*Les monuments funéraires de l'église de Saulmory*, par l'abbé Nicolas, dans *Journal de la Société d'arch. lorraine*, 1900, p. 29.

*La tombe d'une dame de Dun à Saulmory*, par Robinet de Cléry, même journal, p. 173.

*Observations sur l'article précédent*, par L. Germain ; même *Journal*, p. 178.

*Saulmory, chef mouvant de la châtellenie de Dun*, par Robinet de Cléry ; *Bulletin mensuel de la Société d'arch. lorraine*, 1901, p. 53.

*Observations sur l'article précédent*, par L. Germain ; même *Bulletin*, p. 62.

*Au sujet d'une tombe mutilée de l'église de Saulmory*, par Robinet de Cléry ; même *Bulletin*, p. 94.

*A propos de Saulmory*, par H. Lefebvre ; même *Bulletin*, p. 109.

*La pierre tombale de Saulmory*, par L. Germain ; *Bulletin men-*

Comme le supposait déjà M. Germain, cette tombe ne recouvre pas, ainsi que le pensaient au contraire MM. Nicolas et Robinet de Cléry, les restes d'une haute et puissante dame de Dun, mais ceux d'une modeste suivante attachée au service de la dame de Dun.

Voici le texte de l'inscription, tel que le lit l'érudit secrétaire général de la Société d'archéologie lorraine :

« Ci gist Gillette de Dugnei (1) qui servoit à Madame.....  
..... dame de Dun qui morut le p<sup>m</sup>ier jor de mars  
M. CCC. Z. XII. »

Il ne faudrait point se méprendre sur le sens du mot *serroit* ; il ne s'agit ici rien moins que d'une simple servante qui n'eût pas eu les honneurs d'une pierre tombale comme celle qui nous occupe et n'eût pas été représentée sous le costume de damoiselle, les mains jointes et la tête reposant sur un coussin.

Chacun sait, en effet, qu'à l'époque, aux <sup>xiii</sup><sup>e</sup> et <sup>xiv</sup><sup>e</sup> siècles, et bien plus tard encore, c'était la coutume pour la noblesse de second rang d'envoyer ses enfants servir comme pages ou damoiselles suivantes, dans les grandes familles de la région, dans celles surtout dont elle relevait par les liens de la vassalité.

Or, si les parents de Gillette étaient seigneurs de Dugny (2), ils ne pouvaient être que les sous-inféodataires des sires d'Apremont (3) ; nous voyons en effet, en 1302, Godefroid d'Apremont rendre hommage pour ses fiefs de

*suel de la Société des Lettres, Sciences et Arts de Bar-le-Duc, 1905, p. LXXI.*

C'est dans ce dernier article que M. Germain donne la version nouvelle indiquée ci-contre.

(1) Dugny était connu au <sup>xiii</sup><sup>e</sup> siècle sous le nom de Dugnei ; nous le trouvons ainsi dénommé, en 1231, dans un titre du Cartulaire de Saint-Paul, et en 1282 dans un titre du Cartulaire de la cathédrale de Verdun. (Bibl. de la ville de Verdun.)

(2) Dugny, commune actuelle des canton et arrondissement de Verdun, Meuse.

(3) Apremont : *de gueules à la croix d'argent* (Barrois).



Pierre tombale de Gillette de Dugny à Saulmory (1312)

Cliché communiqué par la Société des lettres, sciences et arts de Bar-le-Duc.



Dugny, Brieuilles (1) et des Monthairons (2), et, en 1326, son petit-fils, nommé aussi Godefroid, fils de Gobert et Marie de Bar, régler le douaire de sa mère en lui abandonnant, avec la terre et seigneurie de Dun, ce que son père tenait en fief à Dugny, Ancemont (3) et Les Monthairons (4).

Bien plus, Gillette de Dugny devait être la fille ou tout au moins la proche parente d'un officier des sires d'Apremont, Demenge de Dugny, dit aussi Domengin ou Mengin, qui remplissait en 1288 les fonctions de bailli du sire d'Apremont.

C'est ce qui semble en effet résulter des deux actes ci-après rappelés et que nous relevons à l'inventaire de Dufourny.

« L'an 1288 et le mercredi après les octaves des Bures, lettres de Mengin de Dugny, bailly du sire d'Apremont, comme noble homme Thibaut, comte de Bar, lui eut donné un charriage de terre à prendre en ville franche qu'il a fait ou ferait avec le seigneur d'Aspremont, lequel il a vendu audit comte, qui luy a donné en échange en fief et hommage tout ce qu'il a, peut et doit avoir en Euvesin (5) et ez appartenances, sans rien réserver fors les fiefs des gardes qu'il a retenus et parmy ce, ledit de Dugny est devenu homme lige dudit comte après le seigneur d'Aspremont (6). »

« Avril 1306. — Déclaration de Demenge de Dugny,

(1) Brieuilles-sur-Meuse, aujourd'hui commune du canton de Dun, Meuse.

(2) Les Monthairons, commune actuelle du canton de Souilly, Meuse.

(3) Ancemont, commune actuelle du canton de Souilly, Meuse.

(4) Jeantin, *Manuel de la Meuse*, t. I, p. 560 et 561, et Dumont, *Ruines de la Meuse*, t. III, p. 203.

(5) Euvezin, aujourd'hui commune du canton de Thiaucourt, Meurthe-et-Moselle.

(6) Dufourny, VII, p. 331.

chevalier et Ermensens (1) sa femme, contenant que feu Joffroy sire d'Apremont, luy avait donné en héritage à toujours tout ce qu'il avait à Saint-Julien (2) près Liouville (3) et à Euvezin en ban t en finage et les terrages de Mahéron (4) et autres héritages, en payant à Robinet d'Ambely (5), deux cents de bons petits tournois que ledit seigneur d'Apremont lui devait et comme Madame Isa-beau de Kiévraing (6) d'Apremont veuve dudit defunt et Gobert seigneur d'Apremont son fils, lui en firent procès, tant pour son douaire comme autrement, ils s'en sont accordés et transigés de manière que ledit Dugny a quitté lesdits héritages en payant les deux cents livres audit d'Ambely (7). »

La personnalité de la défunte semble donc bien et dûment établie, autant du moins qu'il est possible de le faire pour une période aussi éloignée de nos jours et sur laquelle les documents sont si rares.

Reste à établir celle de la dame de Dun à laquelle Gillette de Dugny était attachée comme suivante.

Dun faisait, à l'époque, partie du domaine de la grande

(1) Ermensens ; ce nom s'écrit plus généralement Ermenson ; Thibaut, comte de Bar, en 1193, épousa en troisièmes noccs Ermenson de Namur, fille de Ermenson de Luxembourg. (Duchesne, *Histoire de la maison de Bar-le-Duc*, 30 et 29.)

Sa première femme, Laurette de Looz, était fille d'Ermenson de Reneke.

(2) Saint-Julien, commune actuelle des canton et arrondissement de Commercy, Meuse.

(3) Liouville, aujourd'hui commune du canton de Saint-Mihiel, Meuse.

(4) Mahéron, pour Les Monthairons, v. *suprà*.

(5) Ambly : *d'argent à trois tourteaux de gueules, posés 2 et 1, surmontés d'un tiercelet au naturel*. (Barrois.)

Ambly, en Champagne, une des plus anciennes familles de cette province, portait de toutes autres armes que les Ambly du Barrois, et blasonnait : *d'azur, à trois lionceaux de sable*.

(6) Quiévrain, princes d'Amblise et de Forest, illustre famille du Hainaut : *d'or, au chef bandé d'or et d'argent, de six pièces*.

(7) Dufourny, I, 483.

famille d'Apremont, non pas, comme l'affirme Jean Cayon (1), depuis le mariage en 1319 de Marie de Bar, fille du comte Thiébaut II, avec Gobert d'Apremont, mais depuis une époque bien antérieure.

En effet, dans le testament fait à la croisade, en Egypte, au mois de janvier 1249, par Godefroid (2) d'Apremont, comte de Sarrebrück (3), nous trouvons cette mention :

« Et je doing au devant dict Gobert mon frere le chastel de Dun a maintenant et les appendices de Dun quant de Madame ma mere defaura qui echoir me doivent (4). »

L'abbé Clouet, en son histoire de Verdun, mentionne en outre un titre du <sup>xii</sup>e siècle par lequel l'évêque de Verdun consent à ce que le service du sire d'Apremont passe pour Apremont avant celui qu'il devait pour Dun.

Enfin Jeantin indique (5), mais, selon son habitude, sans en fournir les preuves, que la haute vouerie de Dun passa à la famille d'Apremont par le mariage d'Aleyde de Dun (6) avec Gobert d'Apremont, en 1135.

Pour établir quelle était la dame de Dun au service de laquelle était attachée Gillette de Dugny, il importe de rappeler, dans ses grandes lignes, la généalogie des sires d'Apremont à la fin du <sup>xiii</sup>e et au début du <sup>xiv</sup>e siècle.

En 1240, le sire d'Apremont était Gobert, seigneur d'Apremont et Dun, époux de Julianne de Rozoy (7), dame de Chaumont en Porcéan (8), qu'il abandonna pour revêtir

(1) *Ancienne chevalerie lorraine*, par Jean Cayon, p. 72.

(2) Les membres de la famille d'Apremont qui ont porté le nom de Godefroid étaient plus connus sous le diminutif de Geoffroy.

(3) Sarrebrück, actuellement chef-lieu de cercle de la Prusse rhénane.

(4) Dumont, *Ruines de la Meuse*, t. III, p. 17.

(5) Jeantin, *Manuel de la Meuse*, t. I, p. 332.

(6) Semble appartenir à la famille de Dun : *de gueules, à trois pals de vair*. *Ancienne chevalerie lorraine*.

(7) Rosoy : *bandé d'argent et de gueules, de six pièces*. (Cham-pagne.)

(8) Chaumont-Porcien, aujourd'hui chef-lieu de canton de l'arrondissement de Rethel, Ardennes.

le froc des moines cisterciens au monastère de Villers en Brabant (1), où il mourut en odeur de sainteté en 1263.

En se retirant du monde, il avait constitué comme douaire à sa femme la terre de Dun et ses dépendances.

Son fils aîné Godefroid hérita d'Apremont et de Dun : il épousa Lorette de Sarrebrück (2) et mourut sans postérité, en Palestine, laissant Dun par testament à Gobert, son frère puîné, et Apremont, comme douaire, à Lorette de Sarrebrück.

Gobert d'Apremont épousa, en 1258, Agnès de Coucy (3), puis, en secondes noces, Marie de Belrain (4), dont il n'eut pas de postérité ; mais sa première femme lui avait donné plusieurs enfants, dont Godefroid, seigneur d'Apremont.

Godefroid épousa, en 1280, Isabeau de Quiévrain, fille de Nicolas, seigneur de Quiévrain (5), et de Julianne de Looz (6), dame d'Amblize (7).

C'est ainsi que la terre d'Amblize, plus tard qualifiée de principauté, passa dans la famille d'Apremont.

Les Quiévrain formaient une puissante maison du Hainaut, alliée à celle des comtes de Bar par le mariage de

(1) Villers-en-Brabant, abbaye cistercienne existant sur le territoire de la commune actuelle de Villers-la-Ville, canton de Cenappe, province du Brabant, Belgique.

(2) Sarrebrück : *d'azur, semé de croix recroisettées, au pied fiché d'argent ; au lion de même, armé, lampassé et couronné d'or*. Famille d'ancienne chevalerie lorraine.

(3) Coucy : *fascé de vair et de gueules, de six pièces*. (Picardie.)

(4) Semble appartenir à la famille de Belrain : *d'azur au lion d'or*. (Lorraine.)

(5) Quiévrain, actuellement commune du canton de Dour, province de Hainaut, Belgique.

(6) Looz : *burelé, d'or et de gueules, de dix pièces*. (Limbourg.)

(7) Amblize est aujourd'hui une dépendance de la commune de Vicq, canton de Condé-sur-Escaut, Nord. C'était une principauté qui passa à la famille d'Anglure par alliance avec celle d'Apremont. Les bois qui la composaient principalement étaient situés entre Onnaing, Quaroube et Vicq.

Renaud de Bar, seigneur de Pierrepont (1), avec la sœur d'Isabeau (2).

Quant à Julianne de Looz, elle était fille d'Arnould, comte de Looz (3), et de Jeanne de Chiny (4), comtesse de Chiny (5) et dame d'Amblize.

Godefroid d'Apremont, prince d'Amblize, fut tué à la bataille des Éperons-d'Or, devant Courtray (6), le 11 juillet 1302. Sa veuve Isabeau de Quiévrain lui survécut pendant 35 ans et décéda le 2 février 1337 seulement.

Point n'était besoin de la lecture de l'inscription funéraire de Saulmory, pour être certain que cette tombe ne recouvrait pas les restes d'Isabeau de Quiévrain, comme le supposaient divers archéologues lorrains, car celle-ci est retournée, pour y mourir, à Quiévrain, son pays d'origine, et a été inhumée à Valenciennes, en l'église des dames de Beaumont, où son épitaphe se lisait encore, au siècle dernier, dans les termes suivants (7) : « Cy gist  
« Madame Isabeau dame de Kievrain espouse à Monsieur  
« Godefroy seigneur d'Aspremont ki trespasa l'an M. CCC.  
« et XXXVII le jour de la Chandeleuse (8). »

La même église, disons-le en passant, contient également d'autres tombes de la même famille (9), notamment

(1) Pierrepont, commune actuelle du canton de Longuyon, Meurthe-et-Moselle.

(2) Duchesne, *Histoire de la maison de Bar-le-Duc*, p. 36 et preuves p. 27, et Goffinet, *Les comtes de Chiny*, p. 322 et 324.

(3) Looz, chef-lieu de canton actuel de l'arrondissement de Tongres, province de Limbourg, Belgique.

(4) Chiny : de gueules, à deux truites adossées d'or, accompagnées de 9 croisettes de même. (Luxembourg.)

(5) Chiny, aujourd'hui simple village, commune actuelle du canton de Florenville, province de Luxembourg, Belgique.

(6) Courtray, chef-lieu d'arrondissement actuel de la province de la Flandre occidentale, Belgique. Les Français y furent défaits, en 1302, à la bataille dite des Eperons-d'Or, par les Flamands que conduisait Jean, comte de Namur.

(7) Man. fr. n° 1365. Bibl. de Douai. Recueil d'épitaphes, vol. III.

(8) La Chandeleur, fête religieuse tombant le 2 février.

(9) V. Manuscrit cité plus haut.

celle de Mahault d'Apremont, dame de Quiévrain, décédée en 1373, et celle de son époux, Simon de Lalain (1), chevalier, seigneur de Quiévrain et bailly du Hainaut, décédé le 13 septembre 1386.

Gobert d'Apremont, prince d'Amblize, fils aîné de Godefroid et d'Isabeau de Quiévrain, fut, après son père, seigneur d'Apremont et de Dun. En 1303, il épousa Marie de Bar, née du mariage de Thiébaud II, comte de Bar, et de Jeanne de Toccy (2), dame de Puisaye (3), sa seconde femme (4), et sœur du fameux sire de Pierrefort (5). Pierre de Bar.

Gobert mourut le 10 décembre 1325, laissant comme douaire à sa veuve, Marie de Bar, les terres de Dun et dépendances, y compris Dugny, ce que ses enfants ratifièrent par lettres de l'année suivante 1326 (6).

Si nous nous résumons, nous voyons que dans l'espace de près d'un siècle, de 1263 à 1326, sur quatre veuves des seigneurs d'Apremont et Dun, deux, Julianne de Rozoy et Marie de Bar, ont eu comme douaire la terre de Dun.

Mais ni l'une ni l'autre ne peut être la dame de Dun désignée par l'inscription de Saulmory ; Julianne de Rozoy est en effet décédée bien avant la fin du xiii<sup>e</sup> siècle et Marie de Bar n'est devenue douairière de Dun qu'en 1326.

La seule dame de Dun dont il puisse être question en 1312 est bien certainement Isabeau de Quiévrain, veuve de Godefroid d'Aspremont.

Nulle part, il est vrai, ni dans les actes qu'elle a passés,

(1) Lalain : *de gueules, à dix lozanges d'argent.* (Hainaut.)

(2) Toccy : *de gueules, à trois pals de vair, au chef d'or, chargé de quatre merlettes de gueules.* (Gâtinais.)

(3) Puisaye, petit pays du Gâtinais, province de l'Orléanais, dont le chef-lieu était Saint-Fargeau.

(4) Sa première femme était Jeanne de Flandre.

(5) Pierrefort, château ruiné sur le territoire de la commune actuelle de Martincourt, canton de Domèvre, Meurthe-et-Moselle.

(6) Duchesne, *Histoire de la maison de Bar-le-Duc*, preuves, p. 43.

ni dans son épitaphe, nous n'avons pu relever son titre de dame de Dun ; mais il est à remarquer que ce paraissait être une tradition, dans la famille d'Apremont, de constituer Dun en douaire aux veuves des chefs de la maison. Du reste, la terre de Dun n'ayant appartenu pendant un siècle qu'aux seuls seigneurs énumérés ci-dessus, il en résulte que la seule dame de Dun vivante en 1312 ne pouvait être qu'Isabelle de Quiévrain.

Où habitait cette dernière en 1312 ? Sans doute à Dun, peut-être même à Saulmory : cette terre appartenait en effet à son époux Godefroid d'Apremont ; Godefroid avait même accordé, au mois d'octobre 1294, c'est-à-dire au cours de son mariage, une charte d'affranchissement (1) à ses manants de Saulmory et de Wiseppe (2) ; sa veuve Isabeau de Quiévrain pouvait très bien faire son séjour, tout au moins momentanément, de cette localité où sa popularité devait être considérable et qui, du reste, pouvait aussi faire partie de son douaire. Ce fait expliquerait l'inhumation, à Saulmory, de Gillette de Dugny, sa suivante.

D'ailleurs, si Isabeau de Quiévrain n'eût pas été dame de Dun, elle ne se fût point comportée comme elle le faisait, notamment lorsqu'elle accordait, de concert avec son fils Gobert, une charte d'affranchissement aux habitants des villes d'Aulnois (3) et de Vertuzey (4), relevant de la baronnie d'Apremont, charte où nous lisons notamment cette clause : « Les maires et eschevins d'iceux lieux doivent prendre et prendront droits au jugement à Dun aux maïour et aux eschevins de Dun (5). »

(1) Bibl. nat., collection de Lorraine, tome 406, f<sup>o</sup> 83.

(2) Wiseppe, aujourd'hui commune du canton de Stenay, Meuse.

(3) Aulnois-sous-Vertuzey, commune actuelle des canton et arrondissement de Commercy, Meuse.

(4) Vertuzey, aujourd'hui commune du même canton de Commercy.

(5) Arch. de la Meuse, série B, 2969 et 2823.

Pour imposer la compétence d'une juridiction, il fallait être seigneur ou dame du lieu de la juridiction.

Une seule objection pourrait, à notre avis, être faite, c'est que la terre de Dun fut donnée en douaire à Marie de Bar en 1326, c'est-à-dire du vivant même d'Isabeau de Quiévrain. Mais à cela nous pouvons répondre qu'Isabeau, mariée en 1280, devait, en 1326, être à peu près septuagénaire (1), qu'elle a pu renoncer à partie de son douaire et prendre de nouveaux arrangements, au moment où elle allait rentrer à Quiévrain, pour y mourir onze ans plus tard, et ce qui tendrait à le prouver, c'est qu'elle ne porte plus à sa mort et d'après son épitaphe, que le seul titre de dame de Quiévrain.

Aussi pensons-nous que, sans crainte de se tromper, il est permis de suppléer à la lacune de l'inscription tumulaire de l'église de Saulmory et de lire : « Ci gist Gillette de Dugnei qui servoit à Madame Isabeau de Quiévrain dame de Dun qui morut le p<sup>m</sup>ier jor de mars M. CCC. Z. XII. »

LOUIS BOSSU.

NOTES BIBLIOGRAPHIQUES SUR QUELQUES ANCIENS FONDEURS  
DE CLOCHES DU BASSIGNY

LES JEAN-BAPTISTE BOLLÉE, père et fils, de Breuvannes.  
— 1782, *Troyes* (Aube), égl. cathédral., cinq cloches coulées les 12 et 13 décembre (cf. nos *Enquêtes campanaires*, pp. 531-532 et 530). — La notice sur cette fonte de cloches, parue dans l'*Almanach de Troyes* de 1783, a été reproduite en entier par Mgr Écalle, dans son étude sur *les Cloches de la cathédrale de Troyes* (1904, in-8°, pp. 3 à 5). Mgr Écalle a

(1) Elle avait fait les délices des fameux tournois de Chauvency, des 2, 3 et 5 octobre 1284, et Jacques Bretex, qui décrit ces joutes en 1285, témoigne de sa grâce et de sa beauté d'alors.



complété cette notice par des extraits des délibérations du chapitre cathédral (pp. 5 à 8).

On trouvera également dans cette brochure de Mgr Écalle, l'histoire détaillée des cloches fondues pour la cathédrale de Troyes, — en 1813, par JEAN-BAPTISTE JACQUOT et NICOLAS GOUSSEL, de Breuvannes, en société avec JEAN-BAPTISTE COCHOIS, de Clérey, etc. (pp. 8 à 17), — et en 1827, par le dit JEAN-BAPTISTE COCHOIS et son fils PHILIPPE COCHOIS (pp. 17 à 22).

LES DE LA PAIX. — MM. Henri Stein et Paul Quesvers ont résumé ce que l'on sait sur cette importante famille de fondeurs lorrains, dans leurs *Inscriptions de l'ancien diocèse de Sens*, tome IV, pp. 358 à 360. — Voir également, sur les Delapaix, l'*Épigraphie historique, héraldique et campanaire de l'arrondissement de Montreuil*, de M. Roger Rodière, 6<sup>e</sup> fasc., canton de Montreuil, pp. 159-160.

LES GARNIER. — Pour le catalogue de l'œuvre des Garnier père et fils, de Romain-sur-Meuse, voir Roger Rodière, *Épigraphie... arr. de Montreuil*, 6<sup>e</sup> fasc., pp. 266-267 et 282.

LES GOUVENOT, etc. — Les fondeurs de cloches, sur lesquels les intéressantes *Variétés campanaires*, de M. Fernand Donnet (Anvers, 1905, in-8<sup>o</sup> de 132 pp.), apportent le plus de renseignements, sont naturellement des flamands. Les ambulants de Bassigny apparaissent à plusieurs reprises. La principale cloche de Fruges, qui date de 1749, a été fondue par « CLAUDE ET RAIMOND LES GOUVENOT ET C(har)LE BEAUDOIN » (pp. 76-77). — Voir plus loin : *Pierre Hémony, J.-B. Maubon et les Plumeré*.

PIERRE GUILLEMIN. — Sur ce fondeur du Bassigny, que nous avons eu l'occasion de citer dans nos *Enquêtes campanaires* (pp. 321, 322 et 530), d'après MM. Henri Jadart

Jules Marchal, L.-B. Riomet, etc., — voir Roger Rodière, *Épigraphie.... arrondissement de Montreuil*, 6<sup>e</sup> fasc., pp. 136-137 et 279.

PIERRE HÉMONY. — Dans ses *Variétés campanaires*, M. Fernand Donnet signale à Meerhout, à Hersselt, à Zoerle (pp. 23 24) et à Osterloo (p. 30) des cloches fondues en 1637 pour l'abbaye de *Tongerloo* par le célèbre Pierre Hémony. — Voir également dans le même ouvrage l'inscription de la cloche de l'église de *Sevenum* (Pays-Bas, diocèse de Ruremonde), fondue par le même P. Hémony en 1633 (p. 93).

PIERRE JUNY, « fondeur du pays de Lorraine », — qui fit [en 1630 ?] deux cloches pour la cathédrale de Mende, « semble s'être fixé à Marvejols, où l'on voit son fils ANTOINE, dit *Guiard*, fabriquer en 1692, un lutrin de laiton pour la [même] cathédrale ». (Ch. Porée, *Notice sur la construction de la cathédrale de Mende*, dans le *Bulletin archéologique* du Comité des Travaux historiques, année 1903, 1<sup>re</sup> livraison, p. 104.

SIMON MAGRET et compagnie. — La grosse cloche du beffroi de Troyes (Aube), fondue en 1462, portait en lettres peintes ou dorées une signature, que Nicolas Mauroy mentionne en ces termes, dans *la Complainte de la grosse cloche de Troyes en Champagne* (pp. xv-xvj) :

Ceux qui me firent ie croy sont expirez  
Dignes de avoir regial epitaphe  
Leurs noms sont mis en tiltres azurez  
De lettres d'or enrichiz coulerez  
Triumphamment dedans mon cronographe  
Simon magret qui navoit couleur blafe  
Et son nepveu natif de haillecourt  
Avec son fils selon mon epitaphe  
Eulx troyes mont faiete pour le vous faire court (1).

(1) Cf. *La Complainte de la grosse cloche de Troyes en Champagne*,

En 1863, Théophile Boutiot a proposé, pour la patrie de Simon Magret, l'hypothèse suivante : — « Simon Maigret, « natif de Haillecourt (sans doute : Pas-de-Calais, arrondissement de Béthune)... (1) »

Au lieu de *Haillicourt* (Pas de-Calais), ne conviendrait-il pas de lire *Huilliécourt* (Haute-Marne), qui a été, de vieille date, un village fécond en fondeurs de cloches ambulants ??

La qualification « natif de Haillecourt » n'est appliquée par Nicolas Mauroy qu'au neveu de Simon Magret. Th. Boutiot et Alex. Assier l'ont étendue à Simon Magret lui-même. Ils ont pensé également que le troisième fondeur mentionné était le *fils du dit Simon Magret*, bien que le texte du poète pût laisser libre l'opinion d'un *fils du neveu* : — « *Simon Magret... et son neveu... avec son fils...* »

Ce serait peut-être se montrer trop exigeant que de demander à un poète une précision de termes irréprochable. Les difficultés métriques ont largement entraîné Mauroy dans toute espèce de licences, et là comme ailleurs, il a fort bien pu sacrifier le fond à la forme.

Néanmoins la quantité du vers n'eût pas été dérangée s'il eût écrit *natifs*, au lieu de *natif*, et interverti l'ordre des deux collaborateurs de Simon Magret : — *et son neveu* forme quatre syllabes, comme *avec son fils*.

Le travail d'Édouard Grégoire sur le *Carillon dans l'ancien temps*, contient la note suivante : — « MAGRET (Simon),

par Nicolas Mauroy, imprimée chez Jean Lecoq, vers 1513 ; précédée d'une Notice historique sur la sonnerie des églises de Troyes au moyen-âge, et suivie de la Biographie de Nicolas Mauroy, par Alexandre Assier (Bibliophile du Département de l'Aube, 3<sup>e</sup> livraison : Troyes, Bouquot, libraire, éditeur, M D CCC LIV, in-8°), pp. 6 et 25-26 ; — cf. également *La Champagne encore inconnue. Documents curieux et inédits*, publiés par Alexandre Assier. II. *Les Arts et les Artistes dans la capitale de la Champagne, de 1250 à 1680* (Paris, Aubry, Champion et Claudin, M D CCC LXXVI, in-8°), p. 138.

(1) Th. Boutiot, *Marie ou la grosse cloche du Beffroy de Troyes* (in-8°, extrait du journal de l'Aube), p. 7.

« célèbre fondeur de cloches, établi avec son fils à Tournai  
« en 1458. Ils placèrent cette année deux cloches à Louvain,  
« chacune de 6,000 livres (1). »

J.-B. MAUBON, etc. — Une cloche de *Moll* (Belgique), dont M. Fernand Donnet publie l'inscription dans ses *Variétés campanaires* (p. 27), est signée : « FRANCIS BRISOT et JEAN BAPTIS MAUBON ME FECERUNT ». — Au lieu de « Brisot », ne conviendrait-il pas de lire : BRIOT ?? Le fondeur FRANÇOIS BRIOT est connu.

FRANÇOIS MICHEL et FRANÇOIS ROBELOT. — Au cours de son étude sur l'*Église de Presles* (Aisne, commune de Presles-et-Thierny), parue dans le *Bulletin monumental*, tome LXIX, première livraison de l'année 1903, M. Lucien Broche a publié l'inscription de la cloche de cette paroisse (pp. 96-97).

La cloche en question remonte à l'année 1777. Seule survivante d'une sonnerie fondue par deux ambulants du Bassigny, elle porte comme signature : « F<sup>s</sup> MICHEL ET F<sup>s</sup> ROBELOT NOUS ONT FAITS. »

FRANÇOIS MUTEL. — *L'Épigraphie du canton de Grandvilliers* [Oise], *inscriptions antérieures au XIX<sup>e</sup> siècle*, que vient de publier M. l'abbé L. Meister (Beauvais, 1903, in-8<sup>o</sup> de 84 pp.), contient surtout des renseignements sur les fondeurs de cloches locaux : les DENAINVILLE, de Beauvais et d'Amiens ; les CAVILLIER, de Carrépuits, d'Aumale, etc. ; les MOREL, de Trie-Château, Gisors et Beauvais et les DELARCHE, d'Elencourt. — Les pérégrinations des fondeurs du Bassigny sont représentées par les trois cloches de *Cempuis*, coulées en 1686 par « François Mutel et Joseph De la Paix » (pp. 11-12) : — à l'occasion de cette sonnerie,

(1) *Bibliothèque musicale*, second volume, première partie, p. 13.

M. l'abbé Meister a compilé quelques menus détails sur les Mutel et les De la Paix (pp. 12 à 14).

LES PLUMERÉ. — On trouvera dans les *Variétés campanaires*, de M. Fernand Donnet, les inscriptions de diverses cloches fondues en Belgique par Jean et Joseph Plumeré : — en 1679, pour *Westerloo* (pp. 42-43) ; — en 1682, pour *Moll* (p. 27) ; — en 1683, pour *Arendonck* (pp. 4-5) ; — et en 1684, pour *Meerhout* (pp. 20-21). — Ces deux fondeurs avaient un atelier à Huy (province de Liège) et on les voit signer en 1682, 1683 et 1684 : « *Joannes et Josephus Plumere Huenses* ».

JEAN-FRANÇOIS THOUVENEL, d'Outremécourt. — 1675, AWAUX (Ardennes). — Dans ses *Artistes rémois inconnus des XV<sup>e</sup> et XVI<sup>e</sup> siècles* (pp. 14-15), M. Henri Jadart a fait connaître les rapports des experts qui procédèrent, le 28 août 1675, « de la part des habitants de Vaux-sur-Aisne, ... à la visite de deux cloches fondues au dit Vaux par JEAN-FRANÇOIS THOUVENELLE et pour savoir si elles sont de bon accord et de bon harmonie », desquelles deux cloches la petite « est trop aulte d'un demy-ton, et qu'au lieu qu'elle debveroit sonner l'*ut* et le *ré*, elles donnent *ut*, *my* ». Parmi ces experts figurent NICAISE GODET et GUILLAUME BILLAUDEL, fondeurs de cloches demeurant à Reims.

« Jean-François Touvenelle, le fondeur des cloches d'Awaux », nous paraît bien, — de même qu'à M. H. Jadart (1), — ne faire qu'un avec le lorrain JEAN-FRANÇOIS THOUVENEL, d'Outremécourt, époux de Claude Marion (de Colombey), dont feu M. Jules Marchal a retrouvé le nom, à la date de 1678, dans les archives de la sénéchaussée de Bourmont (cf. *Enquêtes campan.*, p. 413).

Au cours de son étude sur les *Cloches du canton d'Asfeld*,

(1) Cf. *Enquêtes campanaires rémoises*, par J. Berthelé, H. Jadart et le Dr P. Gosset (Reims, 1905, in-8°), p. 18.

M. Jadart avait publié le procès-verbal de bénédiction, en date du 24 septembre 1675, de la grosse cloche de l'église d'Avaux (*Revue d'Ardenne et d'Argonne*, 3<sup>e</sup> année, n<sup>o</sup> 5, mai-juin 1896, p. 133 ; tirage à part, p. 13). Cette grosse cloche, dont jusqu'ici on avait ignoré l'auteur, est évidemment l'une des deux fondues par Jean-François Thouvenel et expertisées par Nicaise Godet et Guillaume Billaudel.

Jos. BERTHELÉ.

EXCURSION A CONS-LA-GRANDVILLE, MONT-SAINT-MARTIN,  
LONGWY.

(Suite et fin.)

Nous voudrions bien descendre dans les deux étages de souterrains ; mais l'heure du train nous presse pour nous rendre à Longwy et nous laisse à peine le temps de jeter un coup d'œil à l'église, monument du XVIII<sup>e</sup> siècle ne renfermant d'ancien qu'un bénitier d'airain en forme de cloche renversée. On peut citer aussi un Christ mort, étendu sur un linceul que tiennent aux extrémités Joseph d'Arimathie et Nicodème, puis un tableau du Rosaire du XVII<sup>e</sup> siècle. A noter, en outre, le grand autel, posé vers 1732.

Au dessous se trouve une crypte renfermant les tombeaux de la famille de Lambertye. Cette église, sise au devant de l'entrée du château, est celle de l'ancien prieuré de Cons-la-Grandville (1), dont nous n'avons malheureusement pas le temps de visiter les restes. Ce prieuré, dont la situation est admirable, rebâti vers 1732, renferme dans ses caves, nous dit M. L. Germain, un pilier du XI<sup>e</sup> siècle dont G. Boulangé a donné un croquis.

(1) Prieuré de Bénédictins, fondé à la fin du XI<sup>e</sup> siècle, dépendant de l'abbaye de Saint-Hubert en Ardennes. — Ch. BUVIGNIER, *La Harouille ou le lundi gras au prieuré de Cons*, dans *Mém. Soc. philom. de Verdun* ; t. V, 1853, p. 181 à 197 (tiré à part).

Nous prenons congé de M. le marquis de Lambertye, tout enchantés de l'aimable accueil qui a doublé pour nous le plaisir d'une si intéressante matinée ; nous lui en exprimons ici de nouveau toute notre gratitude.

Déjeuner au buffet de Longwy, après quoi nous prenons le tramway pour nous rendre à Mont-Saint Martin. Du reste, l'industrie métallurgique a envahi cette vallée de telle sorte qu'il n'y a plus aujourd'hui de solution de continuité entre ce village et Longwy-Bas, dont il est devenu, par le fait, le faubourg.

Mont-Saint-Martin s'étage aux flancs d'une colline escarpée, au faite de laquelle domine l'église de l'ancien prieuré, aujourd'hui l'église paroissiale. Au-devant s'étend le cimetière, qu'ombrage un tilleul séculaire de dimensions colossales.

La montée est un peu rude par une chaleur torride ; mais, arrivé en haut, on est bien récompensé de ses peines. L'église est en effet un des plus intéressants spécimens de l'architecture romane des <sup>x</sup><sup>e</sup> et <sup>xiii</sup><sup>e</sup> siècles dans notre région, d'autant plus intéressant qu'il est parfaitement conservé dans son style primitif : une petite porte basse du <sup>xv</sup><sup>e</sup> siècle, située sur le côté, nous a paru être la seule et très modeste retouche des époques postérieures.

De même que pour Cons-la-Grandville, c'est encore à M. Boulangé, auteur d'une monographie de l'église de Mont-Saint-Martin (1), que nous renverrons le lecteur désireux d'étudier ce monument de plus près.

(1) *Mém. Académie de Metz*, 1834. — Cf. aussi, sur la cloche de Mont-Saint-Martin, M. L. GERMAIN, *Journal Soc. d'Arch. lorr.*, 1885 p. 171, et 1902, p. 113-115 ; sur l'inscription gallo-romaine de Mont-Saint-Martin, le même auteur, *Journal*, 1893, p. 178 (cf. p. 293), et G. SAVE, *Lorraine-artiste* du 11 juin 1893, avec planche. Cette inscription se trouve, on ne sait pourquoi, dans une cavité ménagée dans le mur du chœur, côté de l'Evangile. — M. HOUZELLE, *Mém. Soc. des naturalistes et archéologues du nord de la Meuse*, t. X, p. 106 et suiv.

Il ne faut pas chercher ici la richesse d'ornementation que présentent plusieurs églises appartenant au roman secondaire. Tout y est sobre et sévère, tant à l'extérieur qu'à l'intérieur : rose, baies, chapitaux, piliers et arceaux. L'église est à trois nefs voûtées et séparées par de massifs piliers carrés, ou plutôt cruciformes, supportant la retombée des arcs en plein cintre, et terminées par trois absides voûtées en cul-de-four. Elle est éclairée par de petites fenêtres cintrées à une seule baie, et une belle rose au-dessus du portail, très simple mais très pure de style. Un cordon sculpté ornant l'arc triomphal, un autre à la base de la voûte du chœur, à l'extérieur une singulière moulure en zig-zag entourant la porte rectangulaire et de jolis fleurons décorant l'archivolte en plein cintre, tels sont, à peu de chose près, les seuls détails tranchant sur la sévérité de l'ensemble.

Citons encore, à l'intérieur, un morceau de sculpture du x<sup>v</sup>e siècle, rapporté dans la mur de gauche, représentant le Christ et les douze apôtres, et enfin, contraste frappant avec le style du monument, une chaire en bois sculpté du xvi<sup>e</sup> siècle, provenant, dit-on, de l'abbaye d'Orval. La tour, située sur la gauche du chœur, est rectangulaire avec toit en batière. Du même côté, on voit un *oculus* en forme de quatrefeuille. En arrière de l'abside centrale, est une autre abside plus petite, servant de sacristie. Nous voyons à sa base les soupiraux d'une crypte, où nous ne pouvons pénétrer.

Nous retournons à Longwy : Longwy-Haut, la forteresse de Louis XIV où tout est uniforme et d'aspect militaire ; Longwy-Bas, ville exclusivement industrielle, enfouie sous les épais nuages de fumée que vomissent, nuit et jour, les innombrables cheminées de ses usines.

A ceux qui seraient désireux de connaître l'importante histoire de Longwy, nous indiquerons notamment les



travaux de MM. Clauteaux (1), E. Duvernois (2), H. de Dartein (3).

Un tramway nous fait gravir, par une belle route en lacets, des pentes abruptes qui, de la ville basse, conduisent au plateau où est assise, dans sa fière sérénité, la ville de Longwy-Haut, entourée de sa ceinture de remparts construits par Vauban.

On sait qu'après avoir subi trois sièges célèbres (1643, 1646 et 1670), la vieille forteresse de Longwy a été rasée par ordre de Louis XIV, et remplacée par une ville nouvelle que Vauban fut chargé de fortifier (4).

Construite d'un seul jet sur un plan donné, cette ville n'a pas changé d'aspect depuis lors. Elle représente un carré entouré de remparts que l'on aperçoit de tous côtés depuis la vaste place centrale, plantée de tilleuls, où viennent aboutir des rues désertes tirées au cordeau.

Au milieu de la place, un bâtiment de forme circulaire coiffé d'un toit conique, déconcerte l'étranger : c'est le puits communal. De solennelles façades, de chaque côté de l'église, rappellent bien l'époque où la ville fut reconstruite : ce sont notamment celles de l'hôtel de ville et de la justice de paix. Ces édifices n'ont pas de correspondants en face ; là se trouvait l'hôtel du commandant de place, détruit par le bombardement de 1870, du fait duquel la tour de l'église a été découronnée de son dernier étage. L'église, vaste monument sans grand caractère, a beaucoup souffert du dernier siège ; elle a d'ailleurs été restaurée. Citons aussi l'arsenal, à l'un des angles de la place.

Deux portes, encore munies de tout l'appareil d'avant la

(1) *Essai sur l'histoire de Longwy*, Metz, 1829.

(2) *Longwy, de Louis XIV à la Révolution*, Nancy, Berger-Levrault, 1897.

(3) *Histoire de Longwy et de la famille bourgeoise de Mussey jusqu'en 1706*, par Jean Mussey, rééditée par M. DE DARTEIN, Nancy 1898.

(4) On fait remarquer ici que la ville nouvelle n'a pas été construite tout à fait sur l'emplacement de l'ancienne.

guerre, donnent accès dans la place : celles de France et de Bourgogne, la première décorée de trophées et d'ornements, dans le goût du Grand Roi, d'un assez bel effet.

Tout cet ensemble est d'une régularité désolante et, par un soleil de plomb, tout le contraire d'une oasis.

Avant de quitter Longwy-Haut, disons notre regret de n'avoir pu visiter le musée de cette ville, musée de formation récente, mais renfermant déjà de très intéressants morceaux (1). Parmi ceux-ci, la pièce capitale est, nous dit-on, le beau tympan aux armes ducales, du règne de René II, retrouvé sur l'emplacement du vieux Longwy, et dont notre Musée historique lorrain possède un moulage en fonte, dû à la générosité de M. le comte de Saintignon (2).

Nous sortons par la porte de France, et, tout heureux de retrouver la verdure, nous faisons à pied, par un sentier, le trajet de la haute à la basse ville. Cette descente est charmante, et la vue dont on jouit des pentes de la montagne est des plus pittoresques. Au loin, les plaines de la Belgique et du Luxembourg ; autour de nous, les collines boisées qui environnent la ville ; en bas, la vallée de la Chiers ; à nos pieds, Longwy-Bas, la ville fantôme que l'on n'aperçoit qu'à travers son voile de fumée.

Certes, nous sommes d'avis qu'en général l'industrie intensive est la mort du paysage, et cependant nous devons reconnaître que, par un beau soleil, la perspective de la ville et de la vallée à travers la fumée blanche des aciéries est loin d'être sans charme.

On nous dit, et nous le croyons sans peine, qu'à la nuit, les mille lumières des globes électriques et les coulées de

(1) Cf. *Le Musée de Longwy et ses taques de foyer*, par M. L. GERMAIN, Montmédy, Pierrot, 1894.

(2) Ce tympan a été publié par M. L. GERMAIN dans son étude sur l'origine de la Croix de Lorraine (1893) et reproduit par M. PFISTER dans son *Histoire de Nancy*, t. I<sup>er</sup>, p. 553.

laves incandescentes des fonderies font de cette perspective une véritable féerie.

Quand de Longwy-Haut on descend à Longwy-Bas, quel contraste! Là haut, tout est endormi, c'est la ville du sommeil; en bas, tout est bruit et mouvement: les machines grondent et grincent, les passants en grand nombre circulent affairés, les chars et camions roulent pesamment sur le pavé des rues. Tout cela à vrai dire n'a pas grand chose de commun avec l'archéologie, mais ne laisse pas que d'être intéressant pour l'observateur; plus intéressant serait-ce encore, si nous avions le temps, et s'il nous était permis, de visiter quelque-une de ces aciéries dont nous entendons gronder les puissantes machines. Mais le temps nous presse, il faut dîner et puis partir. Nous ne quitterons pas Longwy sans exprimer le regret de n'y avoir pas rencontré notre excellent ami et confrère M. le docteur E. Coliez, dont nous aurions vivement désiré visiter la belle collection de taques de cheminées, l'une des curiosités du pays.

Nous revenons à Nancy, mijotant dans la molle tiédeur d'un wagon tenu au chaud depuis de longues heures, sans doute à notre intention, mais emportant, en dépit de la chaleur, toute une cargaison de précieux souvenirs.

Nous avons eu la bonne fortune de faire cette excursion en la compagnie de notre aimable et savant confrère M. L. Germain, que des liens nombreux attachent au pays. Nous le remercions des précieux renseignements que sa connaissance profonde de la région et de ses monuments l'ont mis à même de nous donner, regrettant seulement, pour le lecteur, que ses nombreuses occupations ne lui aient pas permis de se charger du compte rendu de notre petit voyage.

H. LEFEBVRE.

---

UNE SCULPTURE REPRÉSENTANT LE PÈRE ÉTERNEL AU MUSÉE  
HISTORIQUE LORRAIN.

Il y a bien des années, à propos d'un projet qui, comme tant d'autres, n'a pas encore eu de suites, j'ai fait graver d'après une photographie la sculpture en haut-relief que possède le Musée historique lorrain et qui représente le Père éternel à demi-corps, entouré de nuages, d'où émergent quelques têtes d'anges. Ce morceau semble dater de la fin du <sup>xvi</sup>e siècle ou plutôt du <sup>xvii</sup>e ; malgré le bris des



mains, il offre un véritable intérêt artistique : la physiologie est très expressive ; les vêtements, les cheveux et surtout la barbe, chassée par un vent violent, sont traités d'une manière remarquable.

Aussi, bien qu'il y ait peu de choses à dire d'une sculpture dont l'auteur est ignoré et le lieu précis d'origine incertain, j'ai pensé que l'on en verrait volontiers la reproduction graphique et que, à cette occasion, quelques recherches sur la figuration du Père éternel en buste et à mi-corps pourraient rendre service.

Ce morceau, paraît-il, est arrivé au Musée lorrain avant

que M. Lucien Wiener en fût le conservateur ; on a omis de l'inscrire dans le registre des entrées, et, par suite, il n'a pas été mentionné dans les différentes éditions ultérieures du catalogue ; c'est une omission à réparer. Mais M. Wiener a bien voulu me dire qu'il se rappelle parfaitement que la sculpture dont il s'agit a été apportée, avec plusieurs autres fragments, lors des travaux faits, à différentes reprises, pour l'agrandissement du lycée ; de plus, elle a été donnée comme provenant de l'église des Minimes. L'on sait, en effet, que sur le terrain occupé par le lycée se trouvaient le couvent des Minimes et celui de la Visitation. La chapelle de ce dernier est conservée ; elle sert de chapelle au lycée, tandis que l'église des Minimes a été détruite après la Révolution. J'ai questionné notre confrère M. Chr. Pfister, le nouvel historien de Nancy, sur la date des travaux qui ont pu enrichir le Musée lorrain de quelques débris provenant de cette église. D'après la note qu'il a eu l'obligeance de me remettre, le grand bâtiment du lycée sur la rue Gambetta fut élevé par M. Morey, l'architecte de la ville de Nancy, en 1877 ; en 1884 et années suivantes, l'ancien cloître de la Visitation fut démoli ; l'église des Minimes l'avait été dès 1800 ; il ne reste que le cloître (1). Il est possible que dans ce cloître, ou dans quelques parties conservées jusque vers 1877, se soient trouvées déposées les sculptures données au Musée lorrain ; mais c'est en vain que j'ai cherché quelque indication qui se rapporte au Père éternel dans la description de l'église des Minimes faite par Georges Aulbery (2) et par Lionnois (3) ; il est vrai que le premier est très bref et que le

(1) Sur cet établissement religieux, cf. Chr. PFISTER, *La croix du couvent des Minimes de Nancy*, dans *Journal Soc. d'archéol. lorr.*, 1900, p. 123-129.

(2) Georges AULBERY, *Histoire de la vie de saint Sigisbert*, Nancy, 1616, passage reproduit par Léon MOUGENOT dans *Journal Soc. d'archéol. lorr.*, 1864, p. 183-185.

(3) J.-J. LIONNOIS, *Hist. de Nancy*, II, 287-316.

second s'est plutôt attaché aux tableaux, aux peintures et, davantage encore, aux monuments funéraires nombreux et souvent somptueux qui garnissaient cette église. D'autre part, il convient d'observer que le couvent des Minimes a été fondé à la fin du xvi<sup>e</sup> siècle, exactement en 1592, par Christophe de Bassompierre, père du maréchal de France (1) ; c'est bien à cette époque que pourrait remonter notre sculpture, quoique, plus probablement, elle soit du siècle suivant. Il est donc permis de croire qu'elle provient réellement de l'église des Minimes, sans que le fait soit absolument certain.

Je ne crois pas que, sauf un nom d'architecte (2), l'on soit informé des artistes qui travaillèrent pour les fils spirituels de saint François de Paule. Il serait, sans doute, facile de citer des noms de sculpteurs qui résidaient alors à Nancy ; mais je ne pourrais formuler que de vagues hypothèses d'attribution.

Mieux vaut attendre que le hasard, ou les recherches que fera M. Pfister lorsque, dans la suite de son *Histoire de Nancy*, il aura à s'occuper de ce couvent, nous fournissent des renseignements sérieux.

Sans vouloir retracer ici l'histoire de la représentation de Dieu le Père dans la symbolique chrétienne, il me paraît intéressant d'en dire quelques mots, surtout au point de vue de la figuration anthropomorphique en buste et à demi-corps. Ce qui suit n'est qu'une collection de notes ; mais elle sera peut-être de quelque utilité.

(1) Cf. mon opuscule : *Plaque de foyer aux armes de Christophe de Bassompierre et de Louise de Radeval*, Caen, 1888 (extr. du *Bulletin monumental*).

(2) Henri LEPAGE, dans l'*Inventaire sommaire des Archives de Meurthe-et-Moselle*, H 1040 (archives des Minimes de Nancy), mentionne une copie du marché fait, en 1614, par la veuve de Christophe de Bassompierre, avec *Herman Liep, architecte à Nancy*, pour faire, en l'église des Minimes, « la sépulture, en ce qui consiste d'architecture, tant dudit feu seigneur que de ladite dame. »

Dans la primitive Église, le Père éternel est représenté, le plus souvent, sous la forme d'une main bénissante tournée vers le bas, c'est-à-dire vers la terre, et qui émerge de nuages ; très longtemps cette figuration a subsisté au-dessus des crucifix (1). « Vers le <sup>iv</sup><sup>e</sup> siècle, dit M. L. Cloquet, on commence à donner au Père la forme humaine... On ne montrait souvent que la tête ou le buste sortant d'un nuage (2) ». Sur les fonts baptismaux de l'église Saint-Barthélemy, à Liège, et sur ceux de Mousson, tous deux du <sup>xii</sup><sup>e</sup> siècle, « on voit la tête de Dieu apparaissant dans les nuées pour présider au baptême du Fils (3). »

« On voit quelquefois, dit Viollet-le-Duc, au-dessus des tympanes des portails des <sup>xiii</sup><sup>e</sup>, <sup>xiv</sup><sup>e</sup> et <sup>xv</sup><sup>e</sup> siècles, représentant le Christ dans sa gloire, au jour du jugement, Dieu le Père en buste, bénissant ; il est nimbé d'un nimbe crucifère, porte une longue barbe ; sa chevelure tombe sur ses épaules (4). »

D'autre part, dans son *Traité d'iconographie chrétienne*, Mgr X. Barbier de Montault s'exprime ainsi à propos du Père éternel : « On le représente de deux façons : identique aux deux autres personnes, qui lui sont absolument égales, ou en vieillard..., ce qui répond mieux à son titre de père... Pour rendre sensible ce pur esprit, on lui donne la forme humaine : il est alors *homme* d'âge mûr ou *vieillard*. Son costume comporte une *tunique* longue et un *man-teau*... Du <sup>xiv</sup><sup>e</sup> au <sup>xvi</sup><sup>e</sup> siècle, pour l'honorer davantage, on lui donne les insignes des deux plus grandes dignités qui soient sur la terre, le *pape* et l'*empereur*... Le buste est

(1) MARTIGNY, *Dict. des antiquités chrétiennes*, art. *Dieu*.

(2) Louis CLOQUET, *Eléments d'iconographie chrétienne*, dans la *Revue de l'art chrétien*, 1887, p. 314.

(3) *Idem*, note 2.

(4) VIOULET-LE-DUC, *Dict. raisonné de l'architecture française*, art. *Dieu*, t. V. p. 34. — Cf. GRIMOUARD DE SAINT-LAURENT, *Manuel de l'art chrétien*, 1878, p. 129.

très fréquent depuis le xv<sup>e</sup> siècle. Il sort des nuages ou en est entouré (1)... »

Au xvii<sup>e</sup> siècle, vint la mode des autels à grands retables, au milieu desquels, le plus souvent, est placé un tableau peint à l'huile offrant l'image du titulaire. Cette mode a persisté jusqu'à la Révolution. Mais souvent les autels secondaires ont des retables qui, au lieu d'un tableau, offrent une niche, dans laquelle on plaçait la statue du patron ou un groupe représentant un saint mystère. Lorsque cette scène se rapporte au Christ, il est assez fréquent, je crois, que le Père soit représenté en buste ou à mi-corps, bénissant, à la partie supérieure concave de la niche.

On voit aussi le Père apparaître sous la même forme dans la figuration du baptême du Christ (2).

Vers la fin du xvi<sup>e</sup> siècle, la dévotion à la sainte Famille — Jésus, Marie, Joseph, — commence à se développer et l'on sait que, à dater du xvii<sup>e</sup>, elle a pris beaucoup d'importance. C'est surtout à cette époque que paraît s'être établie une pieuse pratique très particulière, qui joignit, à ces mêmes personnes, les deux autres Personnes divines : ce fut la dévotion aux deux Trinités, l'une incréée, l'autre créée ; au-dessus de l'Enfant Jésus, placé entre sa mère et son père nourricier, apparaissaient le Saint-Esprit, sous la forme d'une colombe, et plus haut, en buste ou à mi-corps, le Père éternel. Il y avait là une modification de la figuration de la Trinité en ligne verticale dont je parlerai plus loin : Jésus était représenté enfant ; il formait la jonction des deux Trinités, appartenant à la seconde en tant

(1) X. BARBIER DE MONTAULT, *Traité d'iconographie chrétienne*, t. II., p. 31-32.

(2) Cf. les célèbres fonts de Liège et de Mousson cités plus haut. Je me contenterai de rappeler en outre la bannière, peinte par Lucas Signorelli (1441, † 1523), qui représente le baptême du Christ et que M. GERSPACH a publiée récemment dans la *Revue de l'art chrétien* (1900, p. 99).



qu'homme et à la première en tant que Dieu. Nombreuses sont, dans le Luxembourg, les taques de foyer dont ce sujet forme le motif principal (1).

Mais là où l'on trouve peut-être le plus souvent, à partir du xvi<sup>e</sup> siècle, la même image du Père éternel, c'est à cette figuration de la Trinité en ligne verticale à laquelle je viens de faire allusion. « Dès la fin du xii<sup>e</sup> siècle, pour me servir des expressions de M. L. Cloquet, on rencontre un sujet qui fut largement représenté aux xv<sup>e</sup> et xvi<sup>e</sup> siècles. Le Père tient devant lui le Fils attaché à la croix, et le Saint-Esprit, sous la forme d'une colombe, se trouve placé entre la croix et la figure du Père (2)... »

J'ai recueilli beaucoup de notes sur cette figuration, dans laquelle, à partir de la Renaissance, la position de la colombe a fréquemment varié. Peut-être aurai-je à revenir plus tard sur ce sujet ; maintenant je veux seulement signaler quelques exemples où l'on ne voit apparaître du Père qu'une partie supérieure de son corps.

C'est à dater du xvi<sup>e</sup> siècle que l'on trouve des monuments funéraires offrant l'image du défunt agenouillé

(1) Ce sujet, les deux Trinités, existerait dès 1604 sur la couverture, — feuille d'argent découpée sur velours rouge, — du « Registre de la confrérie Saint-Joseph », à l'église Saint-Sauveur de Gand ; cette couverture a été publiée dans *l'Inventaire archéologique de Gand*, fasc. XIV.

La même dévotion a dû être assez générale, car j'ai trouvé dans un catalogue de livres d'occasion, le titre d'ouvrage qui suit :

« Dévotions à la Très-Sainte-Trinité increée et incompréhensible, Père Fils, et Saint-Esprit ; à la sainte Trinité créée, Jésus, Marie, Joseph ; et au saint évangile de Jésus-Christ. Dressées par un religieux de l'ordre de Grandmont de la maison de Thiers en Auvergne. Clermont, 1674, in 8°. »

Pareil sujet, je veux dire la sainte Famille surmontée du Père et du Saint-Esprit, a été reproduit sur l'une des images de piété de la Société de Saint-Augustin, à Bruges.

(2) Louis CLOQUET, *Éléments d'iconographie chrétienne*, ch. IV, la Sainte-Trinité, dans *Revue de l'art chrétien*, 1889, p. 341. — Cf. GRIMOUCARD DE SAINT-LAURENT, *o. c.*, p. 139.

devant la Trinité en ligne verticale ; et là, le plus souvent, si je ne me trompe, le Père n'est figuré qu'en buste ou à mi-corps.

La cathédrale de Mayence possède une incomparable série de tombes d'évêques, restaurées avec le plus grand soin ; plusieurs sont de vastes tableaux sculptés et, autant qu'il m'en souvient, on y remarque quelquefois Jésus surmonté du Père et du Saint-Esprit, ou bien l'image ordinaire de la Trinité en ligne verticale. Parmi les photographies que j'en ai rapportées, l'une représente le monument funéraire de l'évêque-électeur Brendel von Homburg, 1563 : le défunt et sa famille sont agenouillés aux deux côtés d'un grand crucifix ; au-dessus de la traverse de la croix, Dieu le Père en buste, coiffé de la tiare, bénit de la main droite et tient le monde de la gauche (1).

Jeciterai aussi le monument funéraire d'Ober-Wampach, dans le Luxembourg, qui a été publié en 1850 (2). L'épithaphe rappelle Françoise Rorich, femme de Henri de Lachen, dit de Wampach, laquelle mourut en 1599. Le milieu est occupé par la figuration de Jésus crucifié ; d'un côté, sont agenouillés à la file Henri et ses fils ; de l'autre, Françoise et ses filles. Mais, au-dessus de la croix, l'on voit le Saint-Esprit sous la forme d'une colombe, et aussi Dieu le Père, en buste, dont la tête nue domine l'ensemble et dont la poitrine, environnée de nuages, descend jusque sur la traverse de la croix.

Une très curieuse déformation de la même idée, — celle de mettre le défunt en présence de la Trinité, en s'inspirant de l'image de ce mystère en ligne verticale, — me paraît être offerte par un remarquable monument funéraire inédit qui existe à Montigny-sur-Chiers (3) ; je m'en occupe

(1) Je n'y vois pas la colombe ; mais ne l'aurait-on pas omise dans la restauration ? C'était chose fragile.

(2) *Publications de Luxembourg*, t. VI, pl. II ; cf. *Ons Hèmecht*, 1901, pl., p. 56.

(3) Canton de Longuyon, arr. Briey, Meurthe-et-Moselle.

depuis fort longtemps et j'ai le désir de le publier. Il est dépourvu d'inscriptions, sauf les noms de familles inscrits au-dessous des quatre quartiers ; à la suite de recherches prolongées, je suis arrivé à l'opinion que ce monument était destiné à rappeler Jean-Charles de Schœnberg, neveu d'un archevêque-électeur de Trèves, créé comte du Saint Empire romain et qui mourut en 1639. Le défunt est figuré à genoux devant Jésus crucifié, placé à la gauche du tableau ; mais, comme il n'était pas possible de mettre plus haut le Père éternel, sans une surélévation qui aurait laissé un grand vide à la partie opposée, c'est au-dessus du personnage agenouillé que l'on a sculpté le Père, à mi-corps, tête nue, dans les nuages ; il se penche vers le gentilhomme et paraît, de la main gauche, lui montrer le crucifix. La colombe, les ailes déployées, semble s'élancer de la bouche du Père et se diriger aussi vers Jésus (1).

Quittons maintenant les tombeaux pour mentionner, de la même figuration de la Trinité, ou du Père éternel seul, des exemples particuliers et divers qu'il peut être bon, à différents points de vue, de réunir ici.

Ce n'est pas tout d'un coup que, en arrière du crucifix, l'image de Dieu le Père a dû être réduite au buste. Il y a un acheminement à cette figure, si je puis ainsi m'exprimer, dans les tableaux ou les sculptures où la Trinité est représentée au ciel, planant, en quelque sorte, sur une réunion d'hommes ou de saints et où, par conséquent, le Père ne pouvait être assis sur un siège, ni poser les pieds contre terre. Je citerai, par exemple, le tableau d'Andrea del Sarte (1487-1531), à la Galerie Pitti de Florence : « la Dispute de la Sainte-Trinité », où différents saints discutent sur ce mystère ; en haut du tableau, l'on voit la

(1) Il y a longtemps que j'ai vu le monument ; je donne ces détails d'après une photographie qui m'en a été remise. Le bras droit du Père n'y ressort pas.

Trinité en ligne verticale environnée de nuages où disparaissent le bas de la croix, les pieds du Christ, et, plus en arrière, la partie inférieure du corps de Dieu le Père, dont la tête nue et inclinée semble s'appuyer sur la traverse de la croix, dépourvue de tige supérieure ; la colombe est posée sur l'épaule droite de Jésus (1).

A côté de cela, il convient de citer le célèbre tableau de la Toussaint par Albert Dürer (2), au musée du Belvédère, à Vienne, tableau qui date des premières années du xvi<sup>e</sup> siècle (1511) : le Père éternel et Jésus sont visibles en entier, mais non le siège du Père, qui pose ses pieds sur l'arc-en-ciel, tandis que la colombe est placée dans une gloire au-dessus de sa tête, hérésie iconographique que l'on remarque malheureusement aussi au portail principal de la nouvelle église Saint-Èvre à Nancy.

Puisque j'ai évoqué Albert Dürer, je rappellerai de lui la charmante gravure tirée de la *Vie de la Vierge*, qui est, je crois, un peu plus ancienne : « La sainte Famille dans l'intimité de sa vie » ; à un angle du haut se montrent la colombe et au-dessus, à mi-corps parmi des nuages, le divin Père (3).

C'est encore la fête de tous les saints, que me paraît représenter une grande « planche utilisée dans la *Légende dorée*, imprimée en flamand, à Paris, en 1505 » et que M. Henri Stein a reproduite il y a quelques années : on y voit une multitude de saints et de saintes disposés sur quatre zones ; au-dessus, environné de six têtes d'anges et accosté de la Vierge Marie et de saint Jean-Baptiste, le

(1) Je parle de ce tableau, non à l'aide de trop lointains souvenirs, mais d'après la gravure qui en est donnée dans le bel ouvrage *Saint François d'Assise* (Paris, Plon, 1885, gr. in-4°) p. 192.

(2) J'ai sous les yeux les gravures qui en sont données dans *Albert Dürer, sa vie et ses œuvres*, par Moriz THAUSING, traduit par Gustave GRUYER (Paris, 1878), p. 310 et pl. p. 316.

(3) *Albert Dürer (jam cit.)*, pl. p. 236.

Père éternel à mi-corps, vêtu en pape, bénit de la main droite, et de la gauche tient le monde (1).

En 1539, l'Éternel est figuré plus qu'à mi-corps sur l'ex-libris, ou plutôt la *marque*, de Jean Pallier, libraire à Metz (2).

Dans la liste des acquisitions faites par le Musée historique de Mulhouse en 1903, je remarque : « Bois sculpté peint et doré représentant Dieu le père dans les nuages, entouré de têtes d'anges, xvi<sup>e</sup> siècle, Provient de Bergheim (3). »

E. Didron a reproduit en gravure une peinture grecque du xvi<sup>e</sup> siècle qui représente « Jésus-Christ en grand archevêque » ; au-dessus de sa tête, on voit la colombe et le Père en buste, qui paraît être coiffé d'une tiare ; il tient d'une main un sceptre fleurdelisé et, de l'autre, le monde (4).

Un projet de vitrail champenois, de vers 1662, nous arrêtera davantage, car il mérite, je crois, d'être étudié. Le compte rendu du congrès tenu à Troyes en 1902 par la Société française d'Archéologie, renferme un travail de M. Louis Morin, intitulée : *Les travaux d'achèvement et les vitraux de l'église Saint-Pantaléon de Troyes* (5). L'auteur dit de l'une des fenêtres :

« Elle est à trois lancettes et contient les figures de saint Jean et de saint Pantaléon, surmontant chacune un écusson. La lancette centrale est vide, à part une inscription

(1) Henri STEIN, *L'atelier typographique de Wolfgang Hopyl à Paris*, Gand, 1901 : frontispice au revers de la dédicace.

(2) Arthur BENOIT, *Les bibliophiles... des Trois Evêchés*, 1884, pl., p. 288 ; reproduit récemment dans *Archives de la Soc. des collectionneurs d'ex-libris*, avril 1904, p. 56.

(3) *Bulletin du Musée historique de Mulhouse*, 1903, p. 109.

(4) DIDRON, *Iconographie chrétienne. Histoire de Dieu*, 1843, p. 312.

(5) *Congrès archéologique de France. Séances générales tenues à Troyes en 1902*, p. 391...

*encadrée* dont il ne subsiste que des débris où l'on peut comprendre néanmoins que le vitrail a été donné par Jean Hatot, marchand sellier, et Marie Hatot, sa sœur, veuve d'Etienne Paillot.

« On n'en saurait pas plus sans l'acte suivant du 24 janvier 1662, accompagné d'un projet dressé par l'artiste, qui ne l'a pas tout à fait suivi au cours de l'exécution. Ce dessin restitue pour nous le motif de la lancette centrale, une Assomption de belle allure, qui a malheureusement disparu... »

Suit le texte du contrat, traité fait entre Jean « Hattot » et « Jean Barbarat, peintre vitrier, demeurant à Troyes ». Ce contrat, intéressant à d'autres égards, ne spécifie nullement les sujets iconographiques du vitrail, qui doit, y est-il dit, être fait « suivant le desseing... attaché » à l'acte. Mais M. Morin a eu l'idée heureuse de reproduire, sur une planche de son travail, ce dessin, qui paraît être au lavis, et dont la valeur artistique est réelle.

Une petite partie inférieure comprend, dans le panneau central, un cadre carré destiné à une inscription et, dans les autres panneaux, des écussons héraldiques, vides, posés sur des cartouches élégamment historiés. L'Assomption occupe la partie haute du panneau central et se détache d'un paysage représenté au bas. Au contraire, dans les panneaux latéraux, près des deux tiers de la partie supérieure ne sont garnis que par des plombs dessinant un treillis de petits losanges, ce qui dégage très bien la scène principale, l'Assomption, et devait laisser une lumière très vive entrer dans l'édifice. Au bas, l'on voit deux personnages debout, nimbés ; mais il m'est impossible d'y reconnaître saint Jean et saint Pantaléon. Le premier est un homme légèrement barbu, vêtu de haillons qui laissent à nu les avant-bras et le bas des jambes ; le bras droit pend, un peu écarté du corps, les doigts ouverts ;

de l'autre main, le saint tient un petit objet difficile à définir ; à ses pieds, à la droite, s'avance un petit quadrupède, nimbé, qui pourrait être un lion, figuré de dimensions réduites, comme jouant un rôle d'attribut. Ne serait-ce pas saint Jérôme au désert, ayant à la main un os ou le caillou avec lequel il se déchirait le corps par pénitence ? De l'autre côté, je ne puis reconnaître que sainte Catherine, vêtue de la robe ou de la toge de docteur et portant le bonnet carré, la barrette ; elle tient de la main droite une palme, et de la gauche un livre ; à ses pieds, à la gauche, existe la roue à dents qui fut l'instrument de son supplice et dont la présence me paraît ne laisser aucun doute sur la personnalité de la sainte.

Le sommet de la fenêtre se découpe en trois grands lobes tracés en cercles, les deux latéraux coupés par l'archivolte, et en quatre petits écoinçons, dont les deux inférieurs renferment la date 1662. Dans les grands lobes latéraux, je crois distinguer des anges ; mais, dans celui du milieu, et c'est cela qui nous intéresse ici spécialement, se trouve le Père éternel à demi-corps, entouré de nuages ; il s'incline en avant et écarte les bras, en ouvrant les mains, pour bénir la Vierge que les anges élèvent vers le ciel.

Je me suis laissé entraîner à décrire sommairement ce dessin de verrière, non seulement dans l'intention d'identifier les deux saints, mais aussi parce qu'il offre un spécimen très remarquable de beau vitrail dans le style de la seconde partie de *xvii<sup>e</sup>* siècle, où l'on n'en faisait plus guère, surtout qui eussent du mérite. C'est un modèle qui serait à imiter pour les églises de cette époque, d'autant plus que les parties laissées intentionnellement incolores constituent une diminution de dépense et contribuent à éclairer l'église, sans nuire à la valeur artistique de l'ensemble (1).

(1) Je n'entends pas déclarer que cette composition soit irréprochable de tout point. Ainsi, ce n'est pas seulement le Père éternel qui

D'un peu plus tard, je pense, c'est-à-dire du milieu de la seconde moitié du xvii<sup>e</sup> siècle, peut dater un curieux et très grand bois gravé destiné à une confrérie de Toulouse, que M. Edouard Forestié a reproduit récemment, sans en détailler le sujet ; on y voit debout saint Jean-Baptiste, accosté de saint Roch et de saint Sébastien, dans une niche, au fronton de laquelle se montre à mi-corps, environné de nuages, le Père éternel, bénissant et tenant le monde. On lit sur la frise : LA CONFRAIRIE DE SA ROCH ET SA SEBASTIEN | EN LA CAPELLA DE SAINCT IEHAN BATISTE ; et, sur un cartouche carré, au soubassement : EN LA ESGLISE S NICO | LAS A SAN SUBRA (1).

A l'année 1690 remonte un tableau de la chapelle des Berts, près Quantilly (Cher), qui représente « saint Joseph, la Vierge tenant le petit Jésus, et, au-dessus du petit Jésus, le Père éternel et le Saint-Esprit (2) ». L'auteur ne dit pas si le Père est à mi-corps, ce qui est probable.

De la même époque (contrat de 1689) date le grand retable représentant la nativité du Christ qui provient des Carmélites de Pont-à-Mousson et a été transféré, au xix<sup>e</sup> siècle,

devrait assister à l'assomption de la Vierge ; c'est surtout le Christ qui, conformément à la tradition du moyen-âge, devrait recevoir et couronner sa Mère dans le ciel.

De même, le *Guide du congrès de Beauvais en 1903* (Caen, 1903, p. 141), mentionne, du xvii<sup>e</sup> siècle, à l'Hôtel-Dieu de Compiègne, un « immense retable en bois de chêne, divisé par des colonnes composites et couronné d'un entablement dont le cintre surbaissé encadre un Père éternel tendant les bras vers la Vierge qui monte au ciel, entourée d'anges ».

Déjà sur un petit panneau d'albâtre sculpté, qui fait partie du retable de Montréal, près d'Avallon, et dont j'ai une similigravure sous les yeux, on voit la tête et les mains du Père bénissant apparaître au-dessus de la Vierge, debout dans une auréole en amande et entourée d'anges, ce qui doit aussi figurer l'Assomption. Ce morceau paraît être de la fin du xv<sup>e</sup> siècle. (*Gilde de St-Thomas et de St-Luc. Bulletin de la trente-septième réunion*, 1 fasc., fig. p. 28.)

(1) Edouard FORESTIÉ, *Bois gravés au XVII<sup>e</sup> siècle pour des confréries toulousaines* dans le *Bulletin archéol. de la Société... de Tarn-et-Garonne*, 1903, gr. pl. deux fois repliée, p. 366.

(2) *Bull. de la Soc. nat. des Antiquaires de France*, 1904, p. 338.



cle, dans une chapelle du cloître de la cathédrale de Toul ; on sait qu'il a été sculpté par Ignace Robert, de Metz. Au haut de la niche, le Père éternel, environné d'anges et porté sur des nuages, apparaît à mi-corps, tête nue, étendant les bras ; son ample vêtement se développe tout autour de lui. Un peu plus bas, figure la colombe, aux ailes déployées (1).

De la première partie du XVIII<sup>e</sup> siècle paraissent dater deux très remarquables panneaux de bois sculpté représentant des épisodes de la légende de saint Norbert et provenant de l'abbaye de Rangéval (2), panneaux que M. Edmond des Robert a publiés il n'y a pas longtemps (3). Dans l'un, la conversion du saint, dont l'idée est évidemment inspirée par la conversion de saint Paul sur le chemin de Damas, le Père éternel apparaît à mi-corps au sommet de la scène ; sa tête est nue ; les cheveux et la barbe sont chassés par le vent. Dieu lève les deux bras écartés, mains ouvertes, dans un geste dramatique ; il est revêtu d'une ample tunique, qui, à partir de la ceinture, se développe d'une manière extraordinaire, de façon à entourer la divine image d'une large auréole, formée par le vêtement flottant.

J'ai dit que notre sculpture de Nancy paraît provenir d'une niche d'autel. Il est naturel d'en rapprocher un morceau analogue que feu M. Félix Voulot a trouvé dans une ferme ayant fait partie des bâtiments de l'abbaye de Chaumousey (4) et qu'il a acquis pour le Musée départemental des Vosges, à Épinal.

(1) Sur cet important morceau, consulter l'abbé GUILLAUME, *Une sculpture du XVII<sup>e</sup> siècle*, dans les *Bulletins de la Soc. d'archéologie lorraine*, t. III, 1852-1853, p. 299-325 (notamment p. 315).

(2) Ancienne abbaye de Prémontrés, comm. de Corniéville, canton et arr. de Commercy, Meuse.

(3) *Bulletin mensuel Soc. d'archéol. lorr.*, 1901, p. 158-163 ; planche.

(4) Abbaye de chanoines réguliers de l'ordre de Saint-Augustin, canton et arr. d'Épinal.

Il l'attribuait à Lambert-Sigisbert Adam et l'a publié dans la *Lorraine artiste* en 1891. C'est, dit-il, « un buste du Père éternel porté sur des nuages et paraissant avoir décoré le centre d'une abside en cul-de-four à l'église abbatiale de Chaumouzey (1) ».

Si compétent que fût Félix Voulot, son zèle l'entraînait parfois à des hardiesses téméraires et à des opinions douteuses. J'ai tenu à consulter sur cette sculpture son très distingué successeur, M. P. Chevreux. Voici ce qu'il eut l'obligeance de répondre dans une lettre du 14 décembre 1903, en s'excusant d'être forcé de l'écrire très hâtivement :

« Vous savez que les catalogues du Musée des Vosges demandent à être revisés avec soin : c'est à quoi je m'applique.... Je ne sais pas pourquoi on a voulu voir dans cette tête de vieillard une œuvre de Lambert-Sigisbert Adam. La sculpture a dû être faite sur place. Or, comme vous le savez, L.-S. Adam a quitté la Lorraine très jeune et n'y est pas revenu. C'est bien une tête de Père Éternel ; je le crois : mais le sculpteur en question a plutôt traité des sujets mythologiques que religieux. Enfin, la facture me semble bien plus molle que celle d'Adam. En tous cas, dans le catalogue que je prépare, je ne maintiendrai pas l'attribution proposée pour cette sculpture, qui n'est pas d'ailleurs sans intérêt. Cette attribution ne me paraît reposer que sur le mouvement de la barbe, qui ressemble vaguement à celle de Neptune calmant les flots, du Louvre, ou à celle du buste de Neptune, de Postdam. Mais beaucoup de barbes flottantes se ressemblent... »

L'attribution proposée de la sculpture dont il s'agit est donc plus que douteuse.

Notre confrère M. l'abbé Ch. Pierfitte, curé de Por-

(1) F. V. *Un buste du Père éternel attribué à Lambert-Sigisbert Adam*, dans la *Lorraine-Artiste*, 1891, p. 171 : pl. p. 176.

tieux (1), que j'avais entretenu de mes recherches et qui me signala une sculpture analogue dans sa paroisse, a bien voulu m'écrire :

« Il y a un certain nombre d'églises dans les Vosges où l'on voit le Père éternel, en buste ou à mi-corps, issant des nuages et étendant la main dans un geste créateur ; je crois me rappeler qu'il existe aussi une autre figuration, où Dieu tient un globe dans la main... Habituellement ces sculptures sont en bois ; celle de Portieux est en pierre : véritable bas-relief, encastré dans la muraille du jardin de Claude Dordelu (2).

« Est-ce une épave de l'ancienne église ? Je le suppose, car l'église de Portieux a été réédifiée en 1839. J'avoue cependant que tous les anciens à qui j'en ai parlé n'ont pas souvenir d'avoir vu ce morceau dans l'église. Mais alors, d'où provient-il ? Ne serait-ce pas d'une ancienne chapelle, dont il aurait garni le fond ? Du côté de Lamarche (3) et de Monthureux (4), ce type est fréquent ; je suis sûr de l'avoir constaté au moins dans huit ou dix églises... Le plus remarquable, je pense, est celui de Bleurville (5). Le Père éternel, dont les cheveux et la longue barbe sont chassés par un coup de vent, semble commander au chaos ; des nuées l'entourent et deux angelots s'y trouvent comme noyés. Le tout mesure plusieurs mètres de haut et de large, taillé dans un seul bloc de chêne qui, aujourd'hui encore, pèse 200 kilogr. au moins.

« Je ne sais s'il est téméraire d'attribuer ces Pères éternels

(1) Canton de Charmes, arr. Mirecourt, Vosges.

(2) Claude Dordelu, avocat, épousa en 1721, paraît-il, Jeanne-Françoise Callot, de la famille des médecins et non de celle du célèbre Jacques Callot ; voir mon travail : *La famille des médecins Callot* dans *Bulletin mensuel Soc. d'archéol. lorr.*, 1901, p. 186.

(3) Ch.-l. de canton arr. Neufchâteau, Vosges.

(4) Monthureux-sur-Saône, ch.-l. de canton, arr. Mirecourt.

(5) Canton de Monthureux-sur-Saône.

à Gerdolle. Vous savez qu'il y a eu à Lamarche un atelier de sculpture dont il est sorti des œuvres de vrai mérite (1). Trois générations d'artistes s'y succédèrent. Il y a des tabernacles Louis XV d'un fini, d'un gracieux, admirables : ceux de Lamarche (église paroissiale et chapelle de l'hospice), de Martigny (2), de Fouchécourt, de Châtillon (3), de Grignoncourt, etc , mériteraient une étude. On n'a guère signalé de Gerdolle que les boiseries du chœur de l'église de Darney, la chaire, et le calvaire en pierre taillée qui existe sur le chemin de la gare. Il y a également, de lui, des vases en pierre qui rappellent ceux de la place Stanislas à Nancy... » — Notre dévoué confrère se mettait à ma disposition pour me donner une nomenclature plus complète et tous les renseignements que je pourrais souhaiter. Mais je ne veux pas donner trop d'étendue à cet article. Pourquoi lui-même ne ferait-il pas une biographie de Gerdolle et de l'école de Lamarche, sujet sur lequel il paraît si bien documenté ?

Le morceau conservé au Musée lorrain, auquel il nous faut enfin revenir, pour le décrire plus complètement et terminer ces notes, mériterait aussi d'être attribué à un sculpteur de talent. De forme ovale, à contours irrégu-

(1) Dans une brochure plus récente et à propos de la restauration de l'église de Bleurville, M. Pierfitte a dit quelques mots sur le même sujet ; il signale, dans le chœur de cette église, deux belles statues en bois des saints Pierre et Paul, puis ajoute : « Nous attirons sur eux l'attention des curieux, ainsi que sur le buste du Père Éternel, issant des nuages et bénissant. Ce travail est loin d'avoir la même valeur ; mais le tout est taillé dans un seul bloc de chêne : il faut quatre hommes solides pour le porter. Il nous semble y retrouver la marque de Gerdolle, cet artiste de Lamarche qui attend encore sa présentation au public. Nous y reviendrons. » (*Bénédiction du chemin de croix de Bleurville*, signé : l'abbé Pierfitte ; s. l. n. d. (Epinal, 1905), in-12 de 10 pages ; v. p. 5.)

(2) Martigny-lès-Lamarche ; cette localité et les trois suivantes sont du canton de Lamarche.

(3) Châtillon-sur-Saône.

liers, il représente, de grandeur demi-nature, Dieu le Père, plus qu'à mi-corps, se détachant en ronde-bosse de nuages sur la bordure gauche desquels on remarque quelques têtes d'anges ailées. C'est de ce côté que regarde et se tourne légèrement Dieu, et de là que souffle le vent qui fait voltiger, vers la droite, ses cheveux et sa longue barbe, divisée en deux parties. Le front est bien dégagé, le nez droit, les yeux enfoncés sous les arcades sourcilières et les pommettes saillantes, de manière à donner, par le jeu des ombres, beaucoup de mouvement à cette physionomie destinée à être vue à une certaine distance. Le costume se compose bien, comme l'a indiqué Mgr Barbier de Montault, d'une tunique très ample, retenue à la taille, ce semble, par une ceinture cachée, et d'un manteau qui doit être agrafé sous la barbe ; rejeté sur l'épaule gauche, il revient derrière le bras, au dessus duquel il se montre pour disparaître bientôt à hauteur de la ceinture. Dieu lève l'avant-bras droit et tout le bras gauche, comme pour faire un geste de protection ou de bénédiction. Malheureusement, ainsi que je l'ai dit, les mains n'existent plus.

L'ensemble de cette sculpture est d'un art très élevé. Le visage, empreint de noblesse et de force, a beaucoup de vie.

La gravure me dispense d'une plus minutieuse description. Il serait à désirer que les représentations analogues de Dieu le Père qui existent dans la contrée et proviennent soit d'autels, soit de monuments funéraires, nous fussent signalées.

C'est une idée heureuse qu'a eue le conservateur du Musée lorrain, M. Lucien Wiener, de faire encastrier cette sculpture au-dessus de la porte qui, à l'extrémité du cloître, donne accès à la salle de nos réunions. Plus bas se trouve l'enseigne de l'ancienne hôtellerie du Cheval-Blanc, à Nancy, datée de 1623 et où l'on retrouve cette

inscription, assez fréquente sur les monuments similaires :

*Entres en joye*  
*Sortes en paix* (1)

De telles paroles s'appliquent parfaitement à nous : nous entrons joyeux de nous livrer à nos travaux et à nos discussions scientifiques ; mais ces discussions n'altéreront jamais, j'en suis persuadé, la cordiale harmonie qui règne entre nous et elles nous permettront toujours de sortir en paix. Le conseil ne nous était pas nécessaire ; cependant, on se plaît à le lire. Plus haut, il semble que Dieu bénisse les archéologues ; et, comme cette porte s'ouvre directement sur la salle des tombeaux, Il leur remet en mémoire l'article du Décalogue qui ordonne de respecter les ancêtres, non toutefois pour vouloir que l'on admire tous leurs actes, ni que l'on dissimule leurs défauts et leurs fautes : « Honore ton père et ta mère, afin que tes jours se prolongent sur la terre que l'Éternel ton Dieu t'a donnée. » (Ex., XX, 12 ; Deut., V, 16.) — Il s'agit pour nous, non du pays de Chanaan, mais de cette noble et féconde terre de Lorraine dont nous nous attachons à étudier l'histoire.

A notre époque où l'on compte tant de « déracinés », comment n'aimerait-on pas, ne serait-ce que par sentiment poétique, à se rappeler la divine promesse !

L. GERMAIN.

---

ADJUDICATION D'UNE PLACE DE SERGENT DE VILLAGE.

On sait qu'avant la Révolution, nombre d'emplois publics étaient vendus ou adjugés au plus offrant. Voici un document (2) qui prouve que, au moins dans certains

(1) *Catalogue* de 1893, p. 72-74, cote 50. — Cf. mon travail : *Sentences portières*, 1<sup>re</sup> partie, 1897, p. 30.

(2) Archives communales d'Eulmont, près Nancy, liasse BB. 2.

villages, la modeste place de sergent, c'est-à-dire d'appareilleur et garde champêtre, était pourvue de cette façon d'un titulaire: en 1782, le syndic d'Eulmont, dans une supplique à l'intendant de Lorraine, expose qu'il est d'usage dans sa commune que le sergent verse une rétribution chaque année pour exercer sa charge, qui lui vaut l'exemption des corvées, « ce qui s'est toujours pratiqué depuis longtemps ». En dernier lieu, la place a été adjugée à Joseph Huraux moyennant cinq livres par an. Mais comme, en 1781, la communauté, au lieu de faire directement ses corvées, les a fait faire à prix d'argent, Huraux prétend qu'il n'est tenu de rien payer. Le syndic doit-il le contraindre, ou bien effacer cette somme qu'il avait portée en recette au budget de la commune ?

L'intendant évidemment surpris transmet la requête au subdélégué de Nancy, — dont la réponse nous manque, — en le priant de s'informer « sur quoi est fondé l'usage dans lequel paroît être la communauté d'Eumont de mettre à l'enchère les fonctions de sergent, si de cet usage il ne résulte pas des abus préjudiciables à la communauté ». Il résulte de ces termes que l'intendance de Lorraine n'avait pas connaissance de cette manière de faire, et par suite que d'habitude on n'affermait pas les fonctions de sergent, mais que leur titulaire était ou nommé par le syndic, ou élu par les habitants. Pour notre compte, nous n'avons pas trouvé d'autre exemple de mise aux enchères de cette charge.

E. DUVERNOY.

---

UNE PIÈCE ANCIENNE DE POÉSIE FRANÇAISE SUR LA BATAILLE  
DE NANCY.

C'est à un chroniqueur resté inconnu qu'est due la petite pièce suivante, en vers français, relative à la victoire remportée par le duc René II de Lorraine sur Charles le

Téméraire, en vue des murs de Nancy. Symphorien Champier l'a publiée (1) et notre confrère M. Albert Collignon l'a rappelée récemment en faisant connaître savamment, dans *le Pays lorrain*, deux poésies latines sur la même bataille (2). Ce morceau est de forme identique à l'inscription primitive de la Croix de Bourgogne (3) : même nombre et même genre de vers, de huit pieds, disposés en deux quatrains à rimes alternées et, en outre, avec rime entre le dernier mot du premier quatrain et le premier mot du second. Il est donc tout à fait probable que cette brève poésie est contemporaine des événements qu'elle évoque.

Dans le texte, tel qu'il a été imprimé, deux mots me paraissent être fautifs. Je vais le reproduire en soulignant ces deux mots, puis je chercherai à les corriger.

Mil quatre cens septante sept,  
Premier dimanche de Janvier,  
Fut la journée comme l'on seet  
Que pas ne *fait* à oublier,  
Mais est digne de publier  
A l'exaltation hautaine  
De très renommé chevalier  
*Règne* noble duc de Lorraine.

Le mot *fait* au 4<sup>e</sup> vers me paraît inintelligible et inacceptable ; je crois que la correction la plus naturelle est *soit*, mot qui convient assez bien au sens.

Chacun sait combien, dans l'écriture ancienne, les *s* (sauf ceux de la fin des mots) ressemblent aux *f* et sont faciles à confondre avec cette lettre.

(1) *Le recueil ou croniques des hystoires du royaume d'Austrasie...*, livre III. 2<sup>e</sup> partie, chap 8 (cité par M. Collignon ; voir la note suivante).

(2) Albert COLLIGNON, *Deux poésies latines sur la bataille de Nancy*, 1477, dans *le Pays lorrain*, n° du 10 avril 1905, p. 123-126.

(3) Voir Chr. PFISTER, *Histoire de Nancy*, t. I, 1902, p. 530.



L'on n'ignore pas davantage l'évolution qui, depuis le xvi<sup>e</sup> siècle, amena peu à peu le changement de la prononciation du groupe des deux lettres *oi* en *ai*, témoin *monnoie* et *monnaie*, *François* et *Français*. etc. Dans le langage actuel, il reste quelque chose de cette double prononciation : on a conservé *François* comme nom personnel, alors que l'on dit *Français* dans tous les autres cas ; mieux que cela : les deux formes *roude* et *raide* existent simultanément, aussi bien dans l'orthographe que dans la prononciation. Comment s'étonner que, au xvii<sup>e</sup> siècle, Champier, ou son imprimeur ait transcrit *fait* au lieu de *soit* ?

La seconde rectification est moins douteuse encore : au lieu de *Règne*, il faut sûrement lire *Regné*, c'est-à-dire *René*. Cela est indispensable au sens de la phrase, et il est peu admissible que, dans une pièce de vers composée à sa louange, le « très renommé chevalier » et « noble duc de Lorraine » n'ait pas été nommé. Pour expliquer la présence du *g*, il n'y a pas lieu d'invoquer l'étymologie, encore que, d'une manière absolue, on pourrait le proposer : effectivement, l'on fait venir *René* de *Renatus*, à cause d'une légende hagiographique ; mais ce nom ne proviendrait-il pas plus facilement d'une simplification de *Regnier* (*Reginaldus*), nom d'origine germanique : *Reginher* ? Toutefois, je le répète, ce n'est point à cette raison qu'il faut recourir ; il convient simplement de rappeler la singulière affection de *g* pour l'*n*, qui a amené la lettre dont nous nous occupons à prendre place dans nombre de mots où elle n'avait pas de motif étymologique d'exister.

J'ai déjà cité ailleurs quelques exemples de ce fait (1) : en voici d'autres :

Dans un texte qui paraît être du xiv<sup>e</sup> siècle, je trouve *ercommengniez* pour *ercommuniés* (2).

(1) *Étude sur les armoiries de Ligny-en-Barrois*, 1889, p. 7-8.

(2) *Bulletin de l'Institut archéologique liégeois*, 1894, p. 470.

Un jeton français du moyen-âge offre : *Ave Maria gracia plaigna*, pour *plena* (1) ; et un autre, d'Antoine, sire de Croy : *sauvegnache*, pour *souvenance* (2).

En 1521, je rencontre *hogneur* pour *honneur* (3), et, en 1567, *Cugny* pour *Cuny* (4).

Mais voici qui se rapporte davantage encore à notre sujet. L'épithaphe funéraire d'une dame nommée Renée de Préfontaine, morte en 1527 et inhumée à Beaumont-sur-Grosne (Saône-et-Loire), porte : « Cy gist *Regnee* de prefontaine » (5).

Il me paraît intéressant de reproduire, avec les deux petites corrections proposées, le texte dont je viens de m'occuper et, en regard, l'inscription de la croix de Bourgogne, telle que la donnent Ortelius et Jean Vivien dans leur *Itinerarium per nonnullas Gallie Belgice partes*, Anvers, 1584, p. 39 (6).

Mil quatre cens septante sept,  
Premier dimanche de Janvier,  
Fut la journée comme l'on scet  
Que pas ne soit à oublier,  
Mais est digne de publier  
A l'exaltation hautaine  
De très renommé chevalier  
Regné, noble duc de Lorraine.

En l'an de l'incarnacion  
Mil quatrecent septante et six,  
Veille de l'apparition (7),  
Fut le Duc de Bourgongne occis  
Et en bataille ici transsis,  
Où croix suis mise pour mémoire,  
René, Duc des Lorrains, mercis  
Rendant à Dieu, eut (8) la victoire.

#### L. GERMAIN.

(1) Henri DE LA TOUR, *Catalogue de la collection Rouyer*, 1899, n° 362 ; cf. ROUYER et HUCHER, *Hist. du jeton*, p. 149.

(2) *Idem*, n° 460.

(3) *Revue d'archéologie poitevine*, oct. 1898, p. 310.

(4) De Quirinus, v. *Journal Soc. d'archéol. lorr.*, 1899, p. 272.

(5) *Mém. Soc. Chalon-sur-Saône*, t. IX (1903), p. 92, planche.

(6) Cf. *Journal Soc. d'archéol. lorr.*, 1881, p. 183.

(7) L'Apparition, c'est-à-dire l'Épiphanie ; il est bien probable que l'inscription portait *apparicion*, comme, plus haut, *incarnacion*.

(8) Au lieu de *eut*, quelques versions postérieures donnent *pour*, ce qui me paraît moins satisfaisant.

## CHRONIQUE

---

### COMMENT GARDER LES SOUVENIRS DU PASSÉ.

Nous avons résumé ici même (*Bulletin* de 1903, p. 95) les idées intéressantes et ingénieuses de M. André Hallays sur la protection des monuments historiques. Cet écrivain poursuit infatigablement la tâche qu'il a entreprise de sauver et de faire connaître, comprendre, admirer les souvenirs de notre art national. D'un de ses derniers feuillets (*Journal des Débats* du 21 juillet 1905), nous extrayons ce qui suit :

Tandis que monuments, souvenirs et aspects du passé sont menacés chaque jour davantage par les nécessités de l'industrie, l'avidité des spéculateurs et la sottise populaire, des Français que ce spectacle indigne s'ingénient avec un zèle merveilleux à sauver de la ruine ou de l'oubli les reliques de la vieille France. Souvent ils veulent bien me conter leurs efforts. Je les en remercie. Je suis heureux de signaler leurs tentatives, dans l'espoir que leur exemple pourra entraîner d'autres bonnes volontés.

M. Léon Mirot, dont il y a quinze jours, je vous recommandais une étude excellente sur le séjour de Bernin en France, m'écrit ceci :

« Permettez-moi de vous signaler une œuvre modeste que nous venons d'entreprendre dans un coin du Nivernais. Nous nous sommes groupés pour faire appel à tous nos compatriotes de bonne volonté, afin d'établir un catalogue de tableaux, estampes, dessins se rapportant à Clamecy et à ses environs. Nous achetons ou achèterons ce que nous pourrons, ferons des reproductions de ce qu'il nous sera impossible d'acquérir, et demanderons à tous ceux qui font de la photographie de nous donner une épreuve des vues intéressant notre localité. Nous pensons former ainsi un ensemble pouvant servir utilement à l'histoire locale, et garder trace de sites ou habitations appelés à disparaître ou à se transformer. Peut-être pourrait-on généraliser cette méthode et en tirer quelque profit. »

En effet, si toutes les Sociétés historiques ou archéologiques de province avaient dressé cet inventaire, non seulement on posséderait un répertoire inestimable de documents graphiques, mais peut-être aurait-on pu prévenir d'inutiles démolitions.

Notons que M. Mirot, dont il est question ici, est un érudit des plus qualifiés, ancien élève des écoles des Chartes, des Hautes-Etudes et de Rome, archiviste aux Archives Nationales. Tout en poursuivant d'importantes recherches d'histoire générale, il ne dédaigne pas de s'occuper de sa ville natale, à la fois pour en scruter le passé et pour l'enrichir dans l'avenir. Ne devrait-on pas agir de même dans chacune de nos petites villes lorraines ? Ceux qui s'adonneront à cette œuvre y trouveront tant de plaisir et de charme ! Point n'est besoin pour la diriger d'un savant de Paris ; un homme de foi et de bonne volonté suffira, et on formera ainsi en peu de temps et à peu de frais des collections de haute valeur.

M. Hallays nous apprend encore qu'ailleurs, dans le Velay, un conférencier a tenté un plaidoyer en faveur des vieilles églises devant un auditoire rural, et a réussi à l'émouvoir en faisant appel au respect des morts. Là aussi, il y a un exemple à suivre : le vandalisme n'est souvent que de l'ignorance, et, pour en triompher, il suffit peut-être d'amener nos Vandales à ouvrir les yeux et à regarder.

E. D.



Nous détachons d'un article de M. Girodie, le distingué critique d'art, le passage suivant qui témoigne que, même à Paris, l'on sait apprécier le caractère régionaliste dans lequel est dirigé notre Musée :

« ... A l'heure actuelle, il n'existe que trois musées de province vraiment dignes d'attention : le Musée de Picardie, le Musée Lorrain et le Musée Arlatan, qui, à Amiens, Nancy et Arles, synthétisent à merveille l'esprit des provinces du Nord, de l'Est et du Midi de la France (1).  
— L. G.

(1) GIRODIE, *Les Musées d'artistes français dans leurs provinces*, cité dans le *Bulletin de la Soc. des antiquaires de Picardie*, 1903, p. 520.



Le 44<sup>e</sup> Congrès des Sociétés savantes s'ouvrira le mardi 17 avril 1906, à la Sorbonne.

Les mémoires présentés devront être adressés, avant le 30 janvier prochain, au 3<sup>e</sup> Bureau de la Direction de l'Enseignement supérieur.

Il ne sera tenu aucun compte des envois adressés postérieurement à cette date.

---

## MUSÉE LORRAIN

---

### DONS.

Par la Ville de Nancy. Collection Balbatre :

Empereurs romains (?) : quatre statuettes. — Empereur romain : statuette équestre (bronze).

Mercure et lutteur : deux statuettes (bronze).

Cruche avec anse. — Fragment de vase, goulot avec anse (deux pièces, bronze).

Divinités égyptiennes : trois statuettes en bronze. — Deux statuettes en terre cuite. — Poupée en bois.

Râpe à tabac, en acier, ornements et sujets incrustés, avec inscription : *Qui en veut j'en donne, Il chasse le chagrin.*

— M. M. de Goussaincourt : Crémaillère de cheminée ; à la partie supérieure, une fleur de lis, xviii<sup>e</sup> siècle.

— M. Paulin Barbier, à Merles (Meuse) : Tourne-broche, dans une boîte vitrée.

— Eugène Barbier, à Merles : Monture de tourne-broche (incomplet), xviii<sup>e</sup> siècle.

— M. Léon Prot, à Merles : Monnaie romaine d'Antonin, bronze.

---

*Pour la Commission de rédaction, le Président : L. QUINTARD.*

L'imprimeur-gérant : A. CRÉPIN-LEBLOND, 21, rue Saint-Dizier, Nancy.

**BULLETIN MENSUEL**  
**DE LA**  
**SOCIÉTÉ D'ARCHÉOLOGIE LORRAINE**  
**ET DU**  
**MUSÉE HISTORIQUE LORRAIN**

---

5<sup>e</sup> ANNÉE. — NUMÉRO 10. — OCTOBRE 1905.

---

**Procès-verbal de la Séance du vendredi 21 juillet 1905.**

**PRÉSIDENTE DE M. L. QUINTARD, PRÉSIDENT.**

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

**Nécrologie.**

Il est donné avis du décès de M. Nicolas Sidot, membre perpétuel, et de M. Thouvenin, membre titulaire.

**Distinctions honorifiques.**

MM. Gabriel Thomas et R. de Gironcourt ont été nommés chevaliers de la Légion d'honneur.

**Admissions.**

MM. Gustave Honnoré, Albert de Novital, Louis Humbert, Beauchet et René Guerrier de Dumast sont admis comme membres titulaires.

**Présentations.**

Sont présentés en la même qualité : M. René Aubry, commissaire de la marine en retraite, à Bellevue, près de

Toul, par MM. Léopold Quintard, Léon Germain et Pierre Boyé; M. l'abbé Demange, curé de Lagny, par MM. Léon Germain, les abbés Eugène Martin et Léon Jérôme.

#### Ouvrages offerts à la Société.

*Les Croir de plomb dites croir d'absolution de la région cosgienne*, par M. Chevreux; Paris, Imprimerie nationale, 1903, in 8° de 20 p., avec 5 planches.

*Les Psaumes traduits de l'hébreu*, par M. B. d'Eyragues; Paris, Lecoffre, 1904, in-8° de 427 p.

*Le Tournoi de Chaumcy en 1285. Étude sur la société et les mœurs chevaleresques au XIII<sup>e</sup> siècle*, par MM. Émile Duvernoy et René Harmand; Paris, Berger-Levrault, 1903, in-8° de 31 p.

#### Lecture.

Le secrétaire donne lecture d'un travail de M. Louis Robert sur *les Foyers barbares de Blénod lès-Pont-à-Mousson*. Ce travail est destiné au *Bulletin*.

La Société vote l'impression dans ses *Mémoires* du travail de M. L. Boppe, lu aux précédentes séances : *La Vie des établissements hospitaliers à Nancy*. MM. Charles Guyot, Émile Duvernoy et Pierre Boyé sont désignés pour former la Commission de révision.

M. Charles Guyot donne lecture de son étude sur *la consécration des monuments historiques (Loi de 1887 et projet de 1905)*. Cette étude paraîtra dans le *Bulletin*.

---

## MÉMOIRES

---

#### LA PLACE D'ALLIANCE DE NANCY

En l'année 1698, après le retour du duc Léopold en Lorraine, il fallut démolir, en vertu des stipulations de la paix de Ryswick, les fortifications de la Ville-Neuve de

Nancy. Alors disparut, avec tous les autres bastions de cette cité, le bastion Saint-Jacques qui flanquait, du côté du nord, la porte Saint-Georges. Le sol du bastion fut nivelé ; mais le mur d'octroi, bâti autour de la cité en place des remparts détruits, suivit les anciennes faces de ce bastion, la pointe tournée du côté de l'est. Le côté sud rejoignait la porte Saint-Georges ; le côté nord allait gagner le bastion de Vaudémont, qu'on respecta comme les autres remparts et bastions de la Ville-Vieille. Dans cet espace de forme triangulaire, qui appartenait au domaine, le duc Léopold disposa son potager, limité au nord par le mur d'octroi, au sud par ce même mur et la rue Saint-Georges, à l'ouest par une ligne qui correspondrait à nos rues Bailly et Guibal (1).

Le potager de S. A. R. devint célèbre. On y planta des arbres rares en une symétrie parfaite, « qui répondait à la dignité du maître (2) ». On y fit pousser toutes sortes de primeurs. Les jardiniers de Léopold étaient de véritables artistes. C'était Louis de Nesle, dit Gervais, qui voyagea à Versailles, à Meudon, à Vienne, à Dresde et à Berlin, pour former son goût ; il dessina tous les beaux jardins de notre pays, les Bosquets de Lunéville, les jardins de Craon (3), Champigneules, Art sur-Meurthe, Gerbéviller et Commercy. C'était le jardinier Bailly qui pouvait offrir au duc des petits pois au nouvel-an et des melons à Pâques ; il a laissé son nom à la rue construite à l'extrémité occidentale du potager.

Ce potager, si bien entretenu à l'époque de Léopold, fut négligé sous son fils, le duc François III, et ce n'était plus qu'un jardin très ordinaire, mal soigné, et où les folles herbes poussaient au hasard, lorsque Stanislas devint duc

(1) Voir le plan de Nancy de Dom Calmet

(2) L'expression est de Lionnois, II, 197.

(3) Craon est aujourd'hui Croismare, dans le canton de Lunéville-Sud-Est.



de Lorraine. De ce terrain abandonné, le roi de Pologne disposa dans les plans qu'il fit pour l'embellissement de sa ville de Nancy, une capitale qu'il avait d'autant plus le devoir d'orner qu'il dédaignait de l'habiter.

Il avait formé le dessein d'une place grandiose qui serait dédiée à son gendre Louis XV, et au centre de laquelle se dresserait l'effigie en bronze du roi de France. A cette Place Royale, il fallait comme pendant une place plus petite, plus modeste, qui serait dédiée au patron du roi de Pologne, la place Saint-Stanislas, et, au milieu, on érigerait une statue de Leszczyński, dans les proportions convenables.

Le plan de cette place fut tracé, en même temps que celui de la Place Royale, par Emmanuel Héré, en l'année 1730. Le célèbre architecte dessina les façades des maisons qui devaient faire le pourtour, et en indiqua la hauteur exacte. On distribua en 1733 les premiers emplacements, comme il sera dit plus loin ; on jeta les fondations de quelques hôtels. La Place Royale, la place de la Carrière dont on refaisait les façades, la place Saint-Stanislas, étaient en même temps de vastes chantiers de constructions ; pourtant, sur la place Saint-Stanislas, on travaillait avec un peu plus de lenteur. Les hôtels n'étaient pas achevés, tous les terrains mêmes n'y étaient pas distribués, lorsque, le 26 novembre 1733, on inaugura la magnifique Place Royale.

Peu de temps après cette inauguration, se produisit dans l'histoire générale ce grand événement qu'on a appelé le renversement des alliances. La France, renonçant à la politique de François I<sup>er</sup>, de Richelieu et de Louis XIV, mettait sa main dans celles de Marie-Thérèse, souveraine d'Autriche ; or, Marie-Thérèse était l'heureuse épouse du grand-duc de Toscane François, qui avait été le duc de Lorraine François III. Cette alliance satisfaisait les vœux des Lorrains ; leur nouvelle patrie était réconciliée avec

leur ancien souverain, et, s'il fallait encore aux enfants de Lorraine verser leur sang sur le champ de bataille, au moins ce sang coulerait à la fois pour la dynastie ducale et pour la France : il n'y eut plus pour les Lorrains antagonisme de devoirs. Aussi le traité du 1<sup>er</sup> mai 1736 fut-il célébré à Nancy comme un événement heureux ; on décida que la nouvelle place, qu'on venait de terminer, en consacrerait le souvenir ; on lui enleva le nom de Saint-Stanislas qu'elle devait porter, et la place devint la *place de l'Alliance*, locution qu'on a abrégée dans la suite en « place d'Alliance ».

Stanislas renonça, de bon gré, au titre que devait porter la place et même à sa statue ; et ce fut une occasion pour les panégyristes de vanter sa modestie. Au milieu de la place de l'Alliance, il fallait dresser un monument qui consacrait le rapprochement de la France et de l'Autriche.

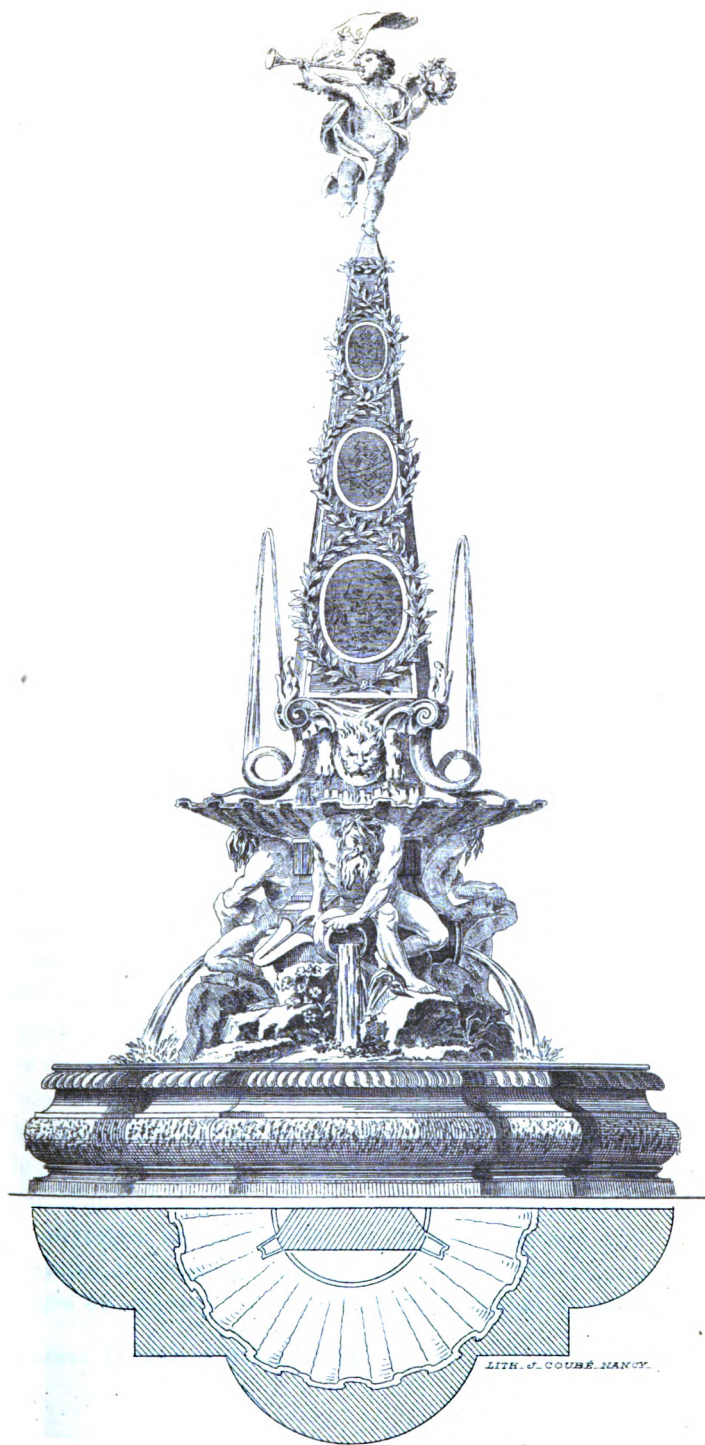
Mais l'un des premiers résultats de l'alliance avait été de nous entraîner dans une longue guerre avec la Prusse. Les dépenses qu'entraînèrent les hostilités furent très fortes, et la Lorraine fut accablée d'impôts. Les circonstances n'étaient guère favorables pour ériger à Nancy un monument nouveau. Stanislas songea à appliquer à l'Alliance un monument qui existait déjà, qu'il avait payé sur sa cassette, et dont on changea simplement la destination.

Sur la place de la Carrière, devant le palais de la Nouvelle-Intendance (*Gouvernement*), au centre de l'hémicycle, on avait dressé une vaste fontaine dont Cyfflé dessina le plan (1). Du fond d'un élégant bassin en pierre se dresse

(1) Voir le dessin de cette fontaine, telle qu'elle fut érigée sur la place de la Carrière, dans le troisième *Atlas* de Héré, qui porte la date de 1753 : *Plan et Elévation de la Fontaine Triomphale en Pyramide au bout de la Carrière de Nancy*. Nous reproduisons cette planche. Dans la planche suivante de l'*Atlas*, qui donne le plan de la Nouvelle-Intendance et de l'hémicycle, la place de cette fontaine est indiquée. Ce ne fut qu'en février 1759, qu'on posa sur la place de la Carrière les

un rocher contre lequel sont appuyés trois fleuves, sous la forme de vieillards sveltes, nerveux, à longue barbe; ces statues en plomb, qui sont très curieuses à observer, tiennent des urnes d'où l'eau jaillit. Le dos de ces fleuves soutient un second bassin, en forme de vasque, sur lequel se dresse un obélisque triangulaire en marbre. Le monument en ses lignes essentielles fut conservé et transporté sur la place d'Alliance; mais toute la décoration de l'obélisque fut modifiée. Sur ses arêtes étaient disposés trois serpents dont les bouches lançaient des jets d'eau dans le bassin supérieur; les faces étaient ornées de têtes de lion, et sur elles étaient gravées des batailles gagnées par Louis XV et des plans de villes prises par lui. Au sommet, comme aujourd'hui, était une Renommée, qui embouchait sa trompette; mais à cette trompette était attachée une bannière de France avec les trois fleurs de lys; et, de la main gauche, la Renommée tenait une couronne de lauriers. Quand la colonne dut rappeler l'alliance de 1756 sur la place nouvelle créée par le roi Stanislas, on posa aux arêtes, au lieu de serpents, des cornes d'abondance; sur les faces, au lieu de têtes de lions, divers écus, avec des inscriptions sur les rebords du plateau qui remplaça le second bassin. Sur une face, on voit deux mains unies sortant de manches qui étaient jadis décorées de l'écu de France et de l'écu d'Autriche, avec ces mots : *Publicam spondent salutem*; — elles promettent à la nation le salut. Sur la seconde, deux mains lient un faisceau de flèches : *Optato vincita Discordia nexu*; — la Discorde est attachée par cette alliance souhaitée de tous. La troisième porte un écu semé

deux belles grilles de Jean Lamour, qui en ferment la partie centrale. Journal manuscrit de Durival, t. XIII, fol. 38. Un voyageur bourgeois, qui visita Nancy en 1753, vit la fontaine posée. Il s'agit certainement d'elle dans cette phrase : « Un obélisque, orné d'un Saturne et de différents groupes formant des jets d'eau, termine le cour (la Carrière). » Bibl. de Nancy, ms. 4270 (783), fol. 6 verso.



Fontaine de Cyllé telle qu'elle fût érigée sur la place de la Carrière

(D'APRÈS L'ALBUM DE HÉRÉ.)



de fleurs de lys et de croix de Lorraine, avec ce vers très élégant et très expressif en sa concision :

*Prisca recensque fides votum conspirat in unum.*

« L'ancienne fidélité — celle à la dignité ducale — et la nouvelle fidélité — celle due à la France — forment maintenant un même vœu. » Il y a là comme un résumé de l'histoire de Lorraine. Les faces de l'obélisque sont ornées de trophées d'armes et, au sommet, la Renommée tient de sa main gauche un bouclier sur lequel sont gravés ces mots : *Perenne concordiar fœdus anno 1756* ; — éternel traité de concorde en 1756. Inscription mensongère comme tant d'autres : depuis 1756, que de guerres la France n'a-t-elle pas livrées à l'Autriche !

Les écus ont été enlevés du monument à la fin de 1792, et ils ont été rétablis sous la Restauration, dessinés, ce semble, d'une façon plus médiocre qu'à l'origine. En 1837, des malfaiteurs ont volé des cornes d'abondance pour en vendre le plomb (1) ; le monument a été réparé en 1839, et, depuis, il semble bien qu'on le respecte sur la place déserte.

On avait fourni à Cyfflé le plomb nécessaire pour le monument ; pour la main-d'œuvre, tant de cette fontaine que des deux statues en plomb représentant la Force et la Clémence autour du monument de Louis XV, on lui paya la somme de 28,957 livres 8 sols 4 deniers au cours de France. La fontaine coûta encore : 170 livres à Claude Mougeot pour un modèle en plâtre ; 4,507 livres au Sr Mutlot, pour ouvrages en maçonnerie et pierres de taille ; 1,100 livres au Sr Lechien, marbrier, pour l'obélisque. D'autres dépenses furent payées à Jean Lamour, pour ouvrages de serrurerie, au fondeur Despois pour fournitures de crampons et robinets, à Pierre Raoux pour ouvrages en cuivre, à Louis Briey et François François

(1) COURBE, *Les Rues de Nancy*, II, 235.

pour ouvrages en plomb ; aux peintres Gergonne et Hast ; le tout montant à 45,439 livres 2 deniers (1).

Après avoir décrit le monument central, il nous faut faire le tour de la place elle-même, et examiner les maisons qui la bordent. Toutes ces maisons sont des hôtels privés ; le terrain, ayant fait partie du potager royal, était domaine public, et il devait être cédé par Stanislas gratuitement à divers particuliers, à charge par eux d'y élever des demeures suivant le plan imposé (2). Louis XV confirma d'avance ces dons, pour que jamais l'État français, après la réunion de la Lorraine, n'y pût exercer de redevance (3). Il y a plus ; Stanislas fit construire à ses frais toutes les façades des maisons, comme à la Place Royale et à la place de la Carrière ; les particuliers n'eurent qu'à payer les autres murs et l'aménagement intérieur. Ces façades, pour ne point être décorées de pilastres, n'en sont pas moins très imposantes, avec leurs deux étages, leurs fenêtres larges, les lignes sévères de leur architecture. Des architectes ou des entrepreneurs reçurent en général ce cadeau du roi de Pologne ; ils élevèrent les maisons dans l'intention de les vendre, dès que l'occasion se présenterait : ce fut pour eux une spéculation (4). D'autres terrains furent cédés à des maîtres d'hôtel ou des valets de chambre du roi de Pologne. Les accepter, c'était faire la cour à Stanislas. Nous devinons qu'on redoutait un peu un tel présent, à cause des frais de la construction.

(1) *Compte général de la dépense*, p. 75-78.

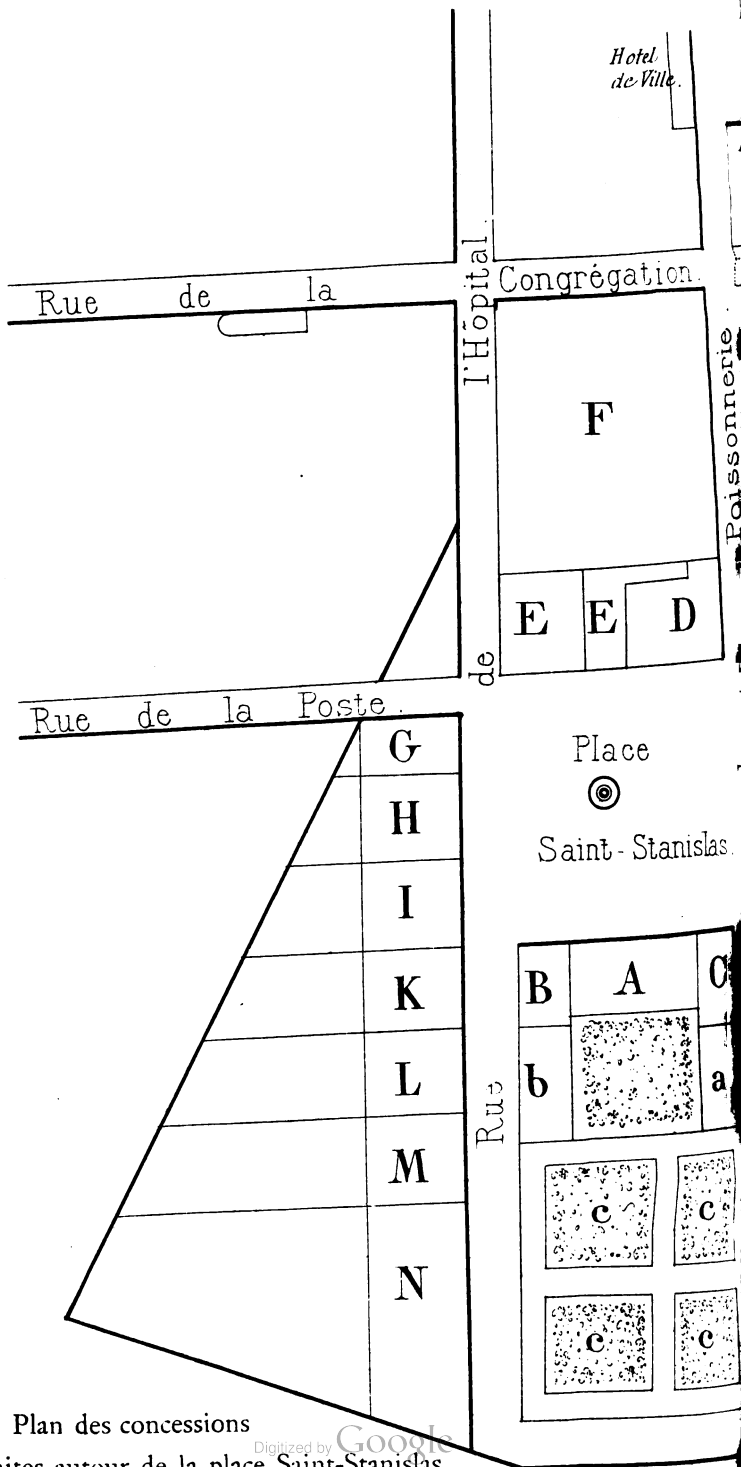
(2) Arrêt du conseil des finances du 24 mars 1752, à la suite du *Compte général de la dépense*.

(3) Déclaration du roi signée à Versailles le 8 juin 1752. *Ibidem*.

(4) Nous avons une très belle carte manuscrite de la Place Royale et de la place Saint-Stanislas qui a été dressée en 1752 et qui devait être annexée à l'arrêt rendu au Conseil royal des finances du 24 mars 1752. Sur cette carte, on a porté l'indication des concessionnaires des divers terrains, au fur et à mesure qu'ils furent accordés. Cette carte, qui est conservée aux Archives départementales, B. 41,816, nous servira de guide en cette étude. Nous en publions la partie qui concerne la place d'Alliance.







Plan des concessions  
faites autour de la place Saint-Stanislas,

Place  
Royale.

W  
X  
Y  
Z  
A  
B  
C  
D  
E  
F  
G  
H  
I  
J  
K  
L  
M  
N  
O  
P  
Q  
R  
S  
T  
U  
V

Stanislas

Saint

Rue

Fontaine  
d'Amphitrite

Hotel  
des Fermes

Fossés

Bastion  
de  
Vaudémont

Fossés

Maison des Frères  
de Saint-Jean-de-Dieu

Saint-Jean-de-Dieu

Jardin des Frères de



Le côté est de la place d'Alliance, à l'exception d'un petit terrain en bordure sur notre rue d'Alliance et d'un autre sur la rue Girardet, fut livré, sur une étendue de 4,616 toises, à l'architecte même de Stanislas, Emmanuel Héré (1) (A du plan). Il y construisit un grand hôtel, pour la façade duquel Stanislas dépensa 17,000 livres (2). Mais, à peine cet hôtel était-il construit, que Héré le vendit à M. de Marainville. L'hôtel devint plus tard la propriété du comte d'Alsace, et on le connaît encore de nos jours sous le nom d'hôtel d'Alsace. Le 17 octobre 1782, à 8 heures du soir, un incendie éclata dans cette demeure, et dura jusqu'au lendemain matin. Tout l'hôtel devint la proie des flammes, et les deux maisons qui le flanquaient à droite et à gauche faillirent être consumées. Les secours furent lents à venir et les pompes, en mauvais état, ne purent pas servir (3). Le graveur Yves-Dominique Collin a représenté cet incendie en une planche célèbre (4). Au <sup>xix</sup><sup>e</sup> siècle, l'hôtel a changé à diverses reprises de propriétaires. Après l'incendie de la préfecture le 1<sup>er</sup> janvier 1896, il a servi pendant quelque temps de demeure provisoire au préfet.

Héré obtint non seulement le terrain où s'est élevé le futur hôtel d'Alsace, mais, en arrière, un jardin, et, sur notre rue d'Alliance aussi bien que sur notre rue Girardet, un terrain où furent disposées des écuries de façon symétrique (a et b du plan). On voit encore, sur chacune de ces voies, une porte cochère qui conduisait à l'une et l'autre de ces écuries. A l'est de ces écuries, le terrain, en nature de jardin (c du plan), fut cédé à Héré jusqu'à la hauteur de

(1) Patentes de concession du 21 mai 1753, entérinées à la Chambre des comptes le 9 juin.

(2) Chiffre exact : 16,929 livres 9 sols 9 deniers, cours de France. *Compte général de la dépense*, p. 72.

(3) DURIVAL, *Journal* manuscrit, t. XI, fol. 21.

(4) BEAUPRÉ, *Notice sur quelques graveurs nancéiens du XVIII<sup>e</sup> siècle et sur leurs ouvrages* dans les *Mém. Soc. d'arch. lorr.*, 1861, p. 94. L'incendie a envahi toute la partie centrale de l'hôtel et les travailleurs sur les toits s'efforcent en vain d'arrêter ses progrès.

la rue des Champs (*rue Godron*), où s'arrêtait la ville de Nancy. Héré le fit entourer d'un grand mur ; et, peu après, le 26 octobre 1757, il rétrocéda ce jardin au roi de Pologne, à l'estimation de 11,957 livres 14 sols, cours de Lorraine. En échange, Stanislas lui paya 85,071 livres 12 sols 8 deniers pour la construction de son pavillon à l'extrémité de la place de la Carrière, à gauche en regardant le palais du Gouvernement (1). Stanislas accorda ce jardin à l'hôpital Saint Julien, pour l'indemniser de la perte de partie de son jardin, à travers lequel avait été créée la nouvelle rue de la Congrégation (*Constitution*), joignant le portail de la Primatiale (*Cathédrale*) à la Place Royale. Plus tard, l'hôpital vendit ce jardin au propriétaire de l'hôtel d'Alsace, et tout l'ancien domaine était reconstitué. Mais, vers 1864, M. Bonvié a coupé ce jardin en deux et en a vendu par lots la partie orientale. Sur ces lots se sont élevées des remises et quelques maisons de rapport qui bordent la rue Girardet, la rue Godron (côté occidental) et la rue d'Alliance.

Des deux côtés de l'hôtel d'Alsace, à droite et à gauche (2), un petit terrain fut réservé (B et C du plan), pour la construction d'hôtels qui le devaient flanquer. Le terrain à droite fut donné aussi à Héré, qui y éleva une demeure où il habita pendant quelque temps avant de s'installer dans son pavillon de la Carrière (3) : c'est l'hôtel qui naguère encore était la propriété de M. de Lallemant de Mont, vice-président de la Société d'archéologie, et qui appartient aujourd'hui à M. de Conti. Le terrain à gauche fut attribué à l'architecte Joseph Mutlot (4) ; Mutlot vendit cet hôtel le

(1) *Compte général de la dépense*, p. 96, note.

(2) Nos indications sont prises de la gauche et de la droite du spectateur.

(3) La distribution de ce terrain n'est pas mentionnée sur le plan manuscrit.

(4) Sur la carte citée, on lit : Patentes de commission du 10 décembre 1754, entérinées à la Chambre le 28 dudit mois pour le S<sup>r</sup> Joseph Mutlot. Mutlot mourut, à 61 ans, le 20 juin 1766, et il fut inhumé en l'église des religieuses Annonciades. LEPAGE, *Les Archives de Nancy*, IV, 53.

23 juillet 1763 au comte de Raigecourt, et, après plusieurs mutations, il entra, le 23 frimaire an X (14 décembre 1801), dans la famille Berlet, qui le possède encore (1).

Le côté occidental de la place, faisant face à l'hôtel d'Alsace, fut divisé entre deux propriétaires. La partie au nord (D) fut adjugée, le 17 avril 1738, au S<sup>r</sup> Adolphe-Nicolas Lorin, directeur des fermes (2). Stanislas fit faire les fondations à ses frais et accorda encore à Lorin pour la construction de son immeuble la somme de 10,000 livres (3). En cette propriété fut installée, en 1833, la succursale de la Banque de France ; et cette banque donna quelque animation jusqu'en 1883 à la place d'Alliance, d'habitude si peu fréquentée : mais la banque émigra ailleurs, sur la place occupée jadis par les Petites-Carmélites, lorsqu'on eut percé, en 1883, vers la gare, la rue de la Poissonnerie (*Gambetta*) (4). L'autre partie du terrain (E) fut accordée en deux fois, le 27 août 1733 et le 3 avril 1736 (5), au S<sup>r</sup> Claude Mique, surnommé La Douceur, architecte et entrepreneur, auteur d'un excellent plan de la ville de Nancy (6).

(1) Documents fournis par Madame Berlet.

(2) Notre carte porte : Concédé au S<sup>r</sup> Lorin par patentes du 17 avril 1738, entérinées et registrées en la Chambre suivant son arrêt du 19 dudit mois d'avril 1738.

(3) *Compte général de la dépense*, p. 74. Quand le livre fut imprimé en 1761, la maison Lorin n'était pas encore construite. Il y est question de la « maison que M. Lorin s'est engagé de construire dans la face occidentale de la place ». Stanislas dépensa 543 livres pour ouvrages de charpenterie en pilotis dans les fondations, 2,335 livres pour les murs de fondation, et 724 livres pour fouilles, excavation et transport de terre des fondations. Plus tard, il donna 910 livres « pour l'accolage des murs mitoyens de la maison ». Supplément au *Compte général*, p. 131.

(4) COURBE, *Promenades historiques*, p. 91.

(5) Sur le plan, on lit au coin sud : « Lettres de concession du 27 août 1733, entérinées le 10 septembre 1733. S<sup>r</sup> Claude Mique » : sur le terrain central, avec un coin qui s'enfonce sur la partie cédée à Lorin, on lit : « Autres lettres de concession du cinq avril 1736, entérinées le deux juin, même année, pour ledit Claude Mique. »

(6) Claude Mique bâtit sa maison en 1761. Dans le supplément du *Compte général de la dépense*, ouvrage qui parut à cette date, on lit

Derrière ces hôtels Lorin et Claude Mique, tout le terrain entre les rues Pierre-Fourier et d'Alliance et la rue de la Congrégation (F), fut cédé au S<sup>r</sup> Baligand, ingénieur, tout à fait gratuitement (1). Là Baligand bâtit, vers 1760, l'hôtel que le Département a acheté en 1839 pour l'installation de son préfet (2). Tout autour de l'hôtel étaient disposés des jardins ; mais les propriétaires qui ont succédé à Baligand ont vendu une partie de ces jardins et sur eux se sont élevés divers immeubles.

Le côté sud de la place, au-delà de la rue de la Poste ou rue Bailly, fut donné en trois lots aux sieurs Léopold Roxin, peintre du roi (G), Denis Albert (H) et Jean-Baptiste Süster (I), ces deux derniers premiers valets de chambre de Stanislas (3) ; ils y élevèrent, avec façades uniformes, des hôtels (4). Deux de ces hôtels (act. les n<sup>os</sup> 2 et 2 bis de

que Stanislas lui accorda une indemnité de 1548 livres pour la construction de la façade de sa maison. Voir p. 132. Claude Mique ne tarda pas à vendre cet immeuble.

(1) Notre carte porte : « Arrêt du Conseil des finances du 17 septembre 1753 ; patentes du 19 dudit mois, registrées en la Chambre par arrêt du 22 du même mois, pour le s<sup>r</sup> Baligand. » Il faut noter que notre plan représente l'ancienne rue de la Congrégation qui venait aboutir sur la rue Sainte-Catherine à l'est du pavillon Alliot. Plus tard, cette rue sera modifiée, ainsi qu'il a été dit plus haut. Le terrain à l'est de la nouvelle voie, à l'ouest de l'hôtel Baligand, sera cédé à M. Alliot ; celui-ci y établit des bâtiments qui seront, en 1766, les bureaux de l'Intendance, plus tard, de la Préfecture.

(2) Nous raconterons, dans un autre article, l'histoire de cet hôtel.

(3) Le terrain avait une forme triangulaire ; derrière les maisons, on établit des jardins, qui étaient de plus en plus étendus vers l'est. Sur le plan, on lit : Patentes du 27 août 1753, entérinées le 9 septembre 1754 pour Léopold Roxin. — Patentes du 3<sup>e</sup> juin 1753, entérinées ledit jour 9<sup>e</sup> juin pour Denis Albert, des valets de chambre et tapissier du Roy. — Patentes du 3<sup>e</sup> juin 1753, entérinées le 9 du même mois, pour le S<sup>r</sup> Jean-Baptiste Süster, aussi premier valet de chambre. — Léopold Roxin, peintre de François III (il le suivit à Florence et il porta le titre de professeur de la noble Académie du grand-duc de Toscane), fut retenu, le 15 novembre 1758, comme peintre ordinaire de la ville de Nancy. LEPAGE, *Les Archives de Nancy*, II, 92. Il mourut le 21 février 1762. *Ibid.*, IV, 53.

(4) Ces hôtels étaient construits en 1761. Le *Compte général* mentionne une petite dépense pour ouvrages en maçonnerie à la maison

la place d'Alliance) furent achetés par Mgr Drouas, évêque de Toul ; ici il résidait, quand les affaires l'appelaient dans notre cité (1), et voilà pourquoi la rue qui longe au sud la place d'Alliance était autrefois nommée rue de l'Evêque. Après la création d'un évêché spécial pour Nancy, le prélat de Toul vendit cette maison aux fermiers du domaine et elle ne tarda pas à devenir demeure particulière. Le troisième hôtel fut sans doute loué à une Académie qui se fonda à Nancy, en 1757, et où l'on enseignait aux jeunes gentilshommes à monter à cheval, avec des éléments de mathématiques, de langues française, allemande et italienne ; on y prenait des pensionnaires. Créée par un Sr Weyrother, elle fut, en 1789, sous la direction de M. Salmon (2). L'école, qu'on appelait aussi « école militaire », n'eut pas une très grande importance ; encore méritait-elle une mention dans l'histoire de Nancy.

Le reste du terrain, au-delà de la place d'Alliance jusqu'au mur de la ville, fut cédé, à des dates diverses, à M. Mathias Salcenski (K), premier valet de chambre, au Sr Boyard (L), maître d'hôtel, à André Cheneau (M) (3), à Alexandre d'Adhémar, comte de Marsanne (N) (4).

du Sr Roxin (il semble qu'ici Stanislas n'a pas contribué à édifier la façade) ; une dépense de 5,385 livres pour la face de la maison du Sr Albert ; une dépense du même chiffre pour la face de la maison du Sr Suster ; il donna en outre 1,000 francs à Suster, pour l'indemniser des ouvrages en excavations qu'il dut faire pour l'écoulement des eaux d'un canal qu'on trouva, en creusant les fondations. Plus tard, Stanislas donna à Roxin une indemnité de 3.000 livres ; au Sr Albert une indemnité de 1000 livres. Supplément au *Compte général*, p. 134.

(1) Au n° 2 bis, on remarque une superbe rampe de fer, forgée par Jean Lamour.

(2) LEPAGE, *Les Archives de Nancy*, IV, 112.

(3) André-Léopold Cheneau n'obtint cette concession que le 9 avril 1759 : elle ne paraît pas avoir été entérinée à la Chambre des comptes. Voir le *Précis des concessions des terrains* à la suite du *Compte général de la dépense*.

(4) Notre carte porte ces mentions : « Patentes du 4 avril 1753, entérinées en la Chambre le 13 dudit mois, pour le Sr Mathias Salcenski, 1<sup>er</sup> valet de chambre du roy. — Patentes de concession du 7 may 1753,



Sur les premiers terrains s'élevèrent deux hôtels suivant le plan d'ensemble (1) ; les deux autres ne furent bâtis qu'après la mort du roi de Pologne, et on donna permission de ne pas se conformer au plan primitif. Sur le territoire vendu par le comte de Marsanne, l'architecte Claude Mique, que nous venons de mentionner, construisit un très élégant pavillon. On accédait à ce pavillon, placé dans le jardin, par une porte cochère au sommet de laquelle Mique fit placer deux groupes de génies qui tiennent les attributs de l'architecte (2) ; cette élégante sculpture est l'œuvre de Schuncken, artiste westphalien, qui s'était établi dans notre ville et y a laissé des œuvres nombreuses. Claude Mique est le père de Joseph Mique, qui fut, au début du *xix<sup>e</sup>* siècle, l'un des chefs du parti royaliste à Nancy. Après la rentrée des Bourbons, il devint maire de la ville et il reçut en sa demeure, au mois de mars 1814, Monsieur, c'est à dire le frère de Louis XVIII, le comte d'Artois. A cause de cette visite, la rue l'Evêque fut nommée, pendant quelque temps, rue Monsieur. Joseph Mique devint Joseph de Mique et préfet de la Meurthe ; il mourut de façon tragique près de Charmes, le 27 mars 1816, d'un accident de voiture. En l'année 1826, l'État

entérinées en la Chambre le 12 dudit mois, pour le S<sup>r</sup> Charles-François Boyard, l'un des maîtres d'hôtel du Roy de Pologne. (A l'est, une place ne porte aucun nom, voir note 3). — Patentes de concession du huit août 1733, arrêt du Conseil royal des finances et commerce du sept septembre suivant, portant permission de bâtir suivant le plan ci-joint, avec dérogation aux patentes du huit août, lettres de commission sur le même arrêt, du douze octobre, le tout obtenu par le sieur comte de Marsanne et la dame Anne-Dorothée de Bouzey, son épouse, entériné et enregistré en la Chambre le 26 novembre 1733. »

(1) Sur le lot de Salecnski, Lapierre, qui fut substitué à ses droits, éleva un hôtel, et, pour la façade, Stanislas remboursa à Rousselot, héritier de Lapierre, une somme de 5,414 livres. Même somme fut remboursée au S<sup>r</sup> Boyard pour la face de la maison qu'il avait fait construire. *Compte général des dépenses*, p. 73. Plus tard, Stanislas accorda encore à Boyard une indemnité de 6,000 livres. Supplément du *Compte général*, p. 134.

(2) La porte a été légèrement déplacée en 1873.

installa dans la maison de Mique l'Ecole forestière qui, pendant deux années, de 1824-1826, avait trouvé un abri dans une maison de la rue des Jardins (*Drouin*) — le prolongement de la rue des Tiercelins l'a fait disparaître en 1872 (1). Le 27 juin 1828, le Gouvernement acheta l'immeuble. L'Ecole forestière trouvait, près de l'hôtel, un jardin pour ses plantations. Peu à peu elle s'est agrandie, en s'annexant les maisons voisines (maisons Bert et Lezzsz) et en élevant sur son jardin divers pavillons (2).

Nous voici sur le côté septentrional de la place. En arrière du pavillon Alliot, qui est aujourd'hui le grand hôtel sur la place Stanislas, le terrain fut partagé jusqu'à la rue des Frères (*Guibal*) entre deux propriétaires, les sieurs Hocquet (O) et Gentillâtre (P). Hocquet obtint cette parcelle (3) parce qu'il avait cédé au corps des marchands sa maison place de la Carrière ; sur l'emplacement de cette maison fut bâtie en partie la Bourse du commerce (*Tribunal de commerce*) (4) ; Gentillâtre, de son côté, avait abandonné au roi de Pologne un immeuble sur l'Esplanade (5).

(1) Charles Guyot, *Note sur l'installation de l'Ecole forestière dans les Annales de l'Est*, 1896, p. 104.

(2) Ch. Guyot, *L'enseignement forestier en France. L'Ecole de Nancy*, Nancy, 1898.

(3) Par lettres-patentes du 24 juillet 1752. Le S<sup>r</sup> Hocquet rétrocéda une partie de ce terrain au S<sup>r</sup> Duretteste.

(4) Hocquet obtint, en outre, une somme de 1,450 livres au cours de Lorraine. Le terrain qu'on lui abandonna, en échange de sa maison, faisait jadis partie des jardins, écuries et remises, de l'hôtel de Gerbéviller. *Recueil des fondations*, p. 106-107.

(5) La cession fut faite au S<sup>r</sup> Gentillâtre par lettres-patentes du 5 septembre 1752. L'hôtel que bâtit Gentillâtre sur les rues Sainte-Catherine, Guibal et d'Alliance, devint l'hôtel Mahoni. Lioxsois, II, 201. Le 24 vendémiaire an III (15 octobre 1794), cet hôtel fut vendu comme bien national, M. Mahoni ayant émigré. Il fut adjugé pour 88,000 francs à Joseph Forcl, Pierre Jaussaud, négociant, et François Jaussaud, adjoint aux adjudants généraux à l'armée du Rhin. *Arch. départ.*, Q. 490. Dans cet immeuble, siégea le Comité révolutionnaire de surveillance, et, dans la cour, furent détruits beaucoup d'objets précieux. La maison a été la résidence du baron de Vincent, ancien ambassadeur d'Autriche à Paris. *Nouveau Guide dans Nancy*, 1885, p. 12<sup>3</sup>.

Au-delà de la rue Guibal, étaient des écuries et des remises appartenant à l'Hôtel-de-Ville (Q), dont le roi de Pologne fit refaire les façades (1). Plus à l'est, le terrain fut abandonné aux sieurs François-Timothée et Hyacinthe Thibaut (2); ceux-ci y bâtirent aussitôt les hôtels ayant façade sur la place (R); et le roi de Pologne dépensa pour la façade un peu plus de 25,000 livres (3). Au-delà, des terrains furent distribués à Joseph Mutlot (S), aux frères Thiébaut (T) (4), à Denis Albert (U) et Jean-Baptiste Süster (V) que nous connaissons déjà (5). Les terrains ne furent pas immédiatement bâtis, ce semble; les maisons qui s'y élevèrent, ne datent que de la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle et même du début du XIX<sup>e</sup> siècle. Le terrain cédé à Jean-Baptiste Süster venait aboutir à l'endroit où l'on disposa en 1763 la rue des Champs (6). Là s'arrêtait la ville. Au-delà, Stanislas avait disposé le jardin botanique où l'on entrait, du côté oriental de cette nouvelle rue, par une grande porte grillée (7). Ce côté oriental de la rue s'était

(1) Il dépensa 16,458 livres 19 sous 2 deniers. *Compte général de la dépense*, p. 71.

(2) Sur notre carte on lit : « Patentes du 2 janvier 1758, entérinées le 4 du même mois, portant concession aux sieurs Thibaut frères. »

(3) Exactement 25,203 livres 10 deniers. *Compte général*, p. 72. Une partie de cette demeure appartint sous la Révolution à François-Dieudonné Thibaut-Monbois, une autre à Hyacinthe-Léon Thibaut-Monbois. Tous deux émigrèrent, et la maison fut mise à la disposition de l'État. La part du premier fut adjugée, le 22 fructidor an VI, à Jean Laurent, plâtrier; celle du second, le 23 messidor an VII, à Nicolas Maillefer. *Arch. départ.* Q. 596.

(4) Le terrain donné aux frères Thiébaut formait une bande très étroite.

(5) Sur notre carte, nous lisons : « Patentes du 22 mars 1756, entérinées le 9 avril 1756, portant concession à Joseph Mutlot. — Patentes dudit jour, 2 janvier 1758, aux sieurs Thibaut frères. — Patentes du 26 décembre 1757, au profit du S<sup>r</sup> Denis Albert, entérinées le 4 mars 1758. — Patentes du 26 décembre 1757, entérinées le 4<sup>e</sup> janvier 1758, au profit du S<sup>r</sup> Jean-Baptiste Süster. »

(6) Cf. *infra*, p. 233, n. 3.

(7) Cette porte existe encore.

couvert, avant la Révolution, de maisons dont les propriétaires avaient vue sur le jardin (1).

Pendant un certain temps, la place d'Alliance demeura nue, avec la seule fontaine au milieu (2). En novembre 1763, après la guerre de Sept Ans, on y planta une double rangée de tilleuls (3). En 1837, on voulut abattre ces arbres, sous prétexte qu'ils étaient remplis de chenilles ; mais le *Journal de la Meurthe* mena une éloquente campagne pour leur conservation (4). L'administration ouvrit une enquête *de commodo et incommodo*, au mois d'avril, et finalement les arbres de cette place, plus heureux que ceux de la place Mengin (5), furent sauvés.

Sous la Révolution, à un moment où la France était en guerre avec la maison d'Autriche, la place d'Alliance changea de nom. En l'an II, elle devint la *place de la Renommée*, et ce vocable rappelait la statuette qui surmonte l'obélisque. Sous la Terreur, elle fut désignée sous le nom de place Chalier ; Chalier est le maire de Lyon qui essaya d'arrêter en cette ville le mouvement royaliste et qui fut exécuté, après un simulacre de jugement, le 16 juillet 1793. Après la chute de Robespierre, la place redevint la place d'Alliance, et elle a gardé ce nom, qu'on aurait grand tort de lui enlever, puisqu'il rappelle un fait très important,

(1) LIXONNOIS, III, 204. Deux maisons, rue de Simoneau, avec entrée sur la rue des Volontaires-Nationaux (*Sainte-Catherine*), furent vendues comme biens nationaux. La première, au n° 31, appartenant à l'émigré Duhoux, dit Dombasle, fut adjugée, le 29 frimaire an II (19 décembre 1793, à Mesny, payeur du département ; la seconde, au n° 40, appartenant au S<sup>r</sup> Billard, dit Chedville, émigré, le 28 thermidor an II (15 août 1794), pour une somme de 25,000 livres à Jean-Nicolas Thiéry, receveur de l'Agence nationale. *Arch. départ.*, Q. 487.

(2) Ainsi elle est représentée sur les plus anciennes estampes de Collin.

(3) 8 novembre 1763. « On plante des tilleuls sur la place d'Alliance et on ouvre la rue des Champs ». Durival, *Journal* manuscrit, t. XIII, fol. 54. Cf. t. VI, fol. 32.

(4) Voir les numéros du 23 et 25 mars 1837.

(5) On les avait abattus en 1828.

et une étape dans l'histoire de l'assimilation de la Lorraine à la France (1).

Les rues qui entourent la place d'Alliance ont aussi souvent changé de nom. La rue septentrionale ne s'est pas distinguée, à l'origine, de la rue de la Poissonnerie, dont elle était la continuation. Vers 1760, on commence à l'appeler rue d'Alliance ; et, en 1792, on en fit la rue Simoneau. Jacques-Guillaume Sigisbert Simoneau était un maire d'Etampes qui, le 3 mars 1792, tint tête à une bande de factieux et fut massacré par eux. Le 19 mai suivant, on célébra en son honneur une cérémonie funèbre en la cathédrale de Nancy (2), et on lui dédia cette rue. La rue redevint, en 1793, la rue d'Alliance, et il n'y a aucune raison de le changer.

La rue méridionale, qui était considérée d'abord comme une simple prolongation de la rue de l'Hôpital (*Pierre-Fourier*), devint, nous l'avons vu, la rue de l'Evêque ; en 1793, alors qu'on célébrait dans l'hodographie toutes les vertus, elle fut la rue de la *Reconnaissance* ; un peu plus tard, la *rue Corneille*. En 1796, elle fut nommée *rue Girardet* ; et elle ne quitta ce vocable que pour devenir, sous la Restauration, de 1813 à 1830, la rue Monsieur (3).

Le petit tronçon de rue qui aboutit à la place d'Alliance depuis la rue Sainte-Catherine et qui, du reste, ne comprend aucun numéro de maison, s'appelait jadis la rue des Frères, parce qu'elle aboutissait en face des frères de Saint-Jean-de-Dieu (la belle maison Barbey) ; sous la Révolution, on dédaigna ce tronçon et on ne lui donna pas de nom particulier ; en 1814, ce fut la Petite rue

(1) Le souvenir de l'ancienne alliance fut rappelé, lorsqu'en 1810 Napoléon épousa Marie-Louise, une descendante du duc de Lorraine François III.

(2) Registre des délibérations municipales, t. VI, p. 163-184. Le maréchal Lobau possédait le n° 3 de la rue d'Alliance.

(3) COURBE, *Les Rues de Nancy*, I, 261. — BADEL, *Dictionnaire historique des rues de Nancy*, I, 217.

d'Alliance ; et, en 1867 enfin, le Conseil municipal lui donna le nom de Guibal ; ce nom de l'auteur de la statue de Louis XV nous paraît bien choisi.

La rue Bailly actuelle, prolongement de la rue Guibal, s'appelait d'abord *rue de la Poste* ; car d'ici partait, au temps de Stanislas, la poste aux chevaux pour Lunéville et Paris. Le plan de Claude Mique lui donne le nom de rue Bailly, le jardinier de Léopold qui a gouverné le potager royal. Mais ce nom de Bailly fut, sous la Révolution, celui du premier maire de Paris qui, le 17 juillet 1791, promulgua la loi martiale et provoqua la fusillade du Champ-de-Mars. Bailly expia, le 12 novembre 1793, cet acte sur l'échafaud ; pouvait-on laisser à Nancy le nom de ce traître au coin d'une rue ? La Société populaire protesta, et voilà comment, le 13 pluviôse an II (1<sup>er</sup> février 1794), la rue Bailly devint la *rue Locke*. Une année après, elle était la *rue Racine* et elle redevint la rue Bailly sous la Restauration.

La rue des Champs exista depuis 1763 et on devine l'origine de ce vocable : c'était la dernière rue de la ville ; au-delà s'étendaient des champs et des chenevières ; Louis Lallement demanda en 1867 qu'on baptisât cette rue la rue Mique, pour rappeler le séjour de l'architecte Claude Mique dans le voisinage (1). Après la mort, en 1880, du docteur Godron, qui pendant longtemps avait été directeur de l'Ecole de médecine, puis doyen de la Faculté des sciences, qui avait dirigé avec tant d'autorité le jardin botanique, qui a écrit sur la flore de Lorraine tant d'articles remarquables et un excellent ouvrage d'ensemble, son nom fut donné à cette rue comme un juste témoignage de reconnaissance (2).

CHR. PFISTER.

(1) *Noms à donner à diverses rues et places de Nancy*. Nancy, autogr. Christophe.

(2) Notre planche représente encore l'état de la rue Saint-Stanislas (*Sainte-Catherine*) vers 1758. Sur la bordure nord, au devant du bas-

tion de Vaudémont, sur le terrain marqué X, on lit : « Patentes du 3 juillet 1753, entérinées à la Chambre par arrêt du 20 du même mois, pour le Sr Franç.-Ant. Alliot. Une seule maison est construite de ce côté, la maison des Frères de Saint-Jean-de-Dieu. Stanislas avait appelé à Nancy, le 25 avril 1750, trois religieux de cet ordre, dont la mission fut de secourir les campagnards dans leurs maladies et de leur porter les remèdes nécessaires. La ville de Nancy céda et abandonna à ces religieux une maison qui lui appartenait, avec un vaste jardin et un terrain fermé d'une palissade, entre les deux villes. Cette maison, que le roi voulait d'abord simplement mettre en état, fut, en réalité, complètement reconstruite par lui avec une belle chapelle, le tout sur le plan de Héré. La construction revint au roi de Pologne à 69,234 livres, 10 sols 2 deniers au cours de France. *Recueil des fondations*, p. 46. La maison était alignée selon l'ancien mur de ville qui, du bastion Saint-Jacques. Ville-Neuve, rejoignait le bastion de Vaudémont, Ville-Vieille. Quand, en 1752 et années suivantes, la rue Sainte-Catherine fut créée, une partie de la façade de l'hôpital des Frères fut emportée, ainsi que l'indique notre plan. Cette façade fut refaite tant bien que mal ; et, de nos jours, le propriétaire de la maison, M. Barbey, l'a reconstruite dans l'axe de la rue Sainte-Catherine, en respectant le plan de Héré : on en admire toujours la belle ordonnance et le fronton classique. Notre plan permet de se rendre compte pourquoi cette demeure présente un alignement qui, de nos jours, peut paraître singulier. Le bâtiment perpendiculaire était l'ancienne chapelle, convertie maintenant en logement. Un mur le long de la rue et orné de corbeilles de fleurs sculptées ferme une cour intérieure qui comprend l'angle entre la maison et la chapelle. Le jardin des Frères s'étendait à l'est de la maison, jusqu'au terrain où s'élèveront, en 1763, les casernes Sainte-Catherine. Ce n'est qu'au XIX<sup>e</sup> siècle, lorsque la maison des Frères fut vendue, que des maisons se sont bâties sur ce jardin, en bordure de la rue Sainte-Catherine. — Stanislas avait pourvu à l'entretien de trois Frères de Saint-Jean-de-Dieu par des fonds primitivement affectés aux orphelins de Saint-Julien ou aux Missions Royales des Jésuites. Le nombre des religieux fut plus tard élevé à 5, à 7 et à 9 ; pour leur entretien, Stanislas abandonna les revenus du domaine de Gondreville dont il venait d'hériter ; il promit aussi de laisser aux Frères, à son décès, une somme de 20,000 livres. Cette création de Stauislas a subsisté jusqu'à la Révolution, non sans qu'elle eût soulevé des critiques. Les chirurgiens reprochaient aux Frères d'avoir tenté quelques opérations graves, alors qu'ils n'avaient pas l'expérience nécessaire. Les fondations disparurent en 1792 ; mais la maison des Frères resta à l'administration des hôpitaux ; celle-ci l'a d'abord louée, puis définitivement veudue à son profit en l'année 1806.

---

OBSERVATIONS SUR LE MONUMENT DE COLIN MASSEY,  
AU MUSÉE DE BAR-LE-DUC.

Le volume des *Mémoires* publié en 1897 (3<sup>e</sup> série, t. VI) par la Société des lettres, sciences et arts de Bar-le-Duc, renferme un fort intéressant article de feu Léon Maxe-Werly : *Un monument lapidaire du Musée de Bar. La pierre tombale de Colin Massey (XV<sup>e</sup> siècle)*. Il s'agit d'un bas-relief peint, en forme de rectangle oblong, autrement dit plus large que haut, représentant le combat de saint Georges contre le dragon et entouré d'une inscription, en caractères gothiques bourgeois, incomplète du commencement et de la fin ; elle est ainsi conçue : .... e. colin. massey. home. darmes. soubs. la. charge. moseig. de. nuefchastel gouverur. de. barrois. qui. trespas.....

Ce monument provient de l'église Notre-Dame de Bar. L'auteur n'a retrouvé aucun document sur Colin Massey ; mais il constate que Henri de Neufchâtel a pu être gouverneur du duché de Bar depuis le 6 août 1480 jusqu'au 13 mars 1483 ; le monument lui a donc semblé se rapporter à cette époque. D'après le style et la forme des caractères, je le croirais volontiers un peu plus récent ; toutefois les costumes se rapportent davantage au xv<sup>e</sup> siècle.

Quelle en était la destination ?

Remarquons d'abord que le sous-titre de l'article de M. Maxe-Werly ne concorde pas exactement avec le texte. Loin de conclure positivement que ce monument serait la « pierre tombale » de Colin Massey, l'auteur (p. 81) le considère comme « pierre funéraire ou ex-voto » ; et, sans pouvoir, dans la perspective, reconnaître la ville de Bar, il estime néanmoins que le sujet doit se rapporter à un événement, d'ailleurs inconnu, qui se serait passé dans cette ville à l'époque indiquée.

Ces dernières conclusions ne me paraissent pas devoir être admises. D'abord, le monument n'est certainement



pas une *pierre tombale* (1) : il devait évidemment ne pas avoir place dans le pavé, mais être disposé verticalement ; ce ne peut même pas être un monument funéraire : le sujet ne permet pas de s'arrêter à cette hypothèse, car d'après son nom, *Colin*, le défunt devait avoir pour patron, non saint Georges, mais saint Nicolas, et il se serait fait représenter lui-même (2). Ce monument ne me paraît pas être non plus un ex-voto, attendu que l'inscription le dirait, et elle relaterait l'événement qui aurait motivé l'érection.

Pour moi, ce bas-relief doit être un *retable* d'autel, dans le genre de celui de l'église de Nubécourt, du xvi<sup>e</sup> siècle, que j'ai signalé (3) et qu'a, d'ailleurs, rappelé M. Maxe-Werly. A cette époque, la dévotion à saint Georges était grande ; les retables à tableau oblong, avec ou sans inscription, semblent avoir joui de la faveur publique ; il n'était pas nécessaire qu'un événement historique important motivât la fondation d'une chapelle à saint Georges dans l'église Notre-Dame et engageât Colin Massey à s'y intéresser. Il reste à retrouver des preuves de l'existence de cette chapelle, ou du moins de cet autel, à l'époque voulue (4) et à examiner si l'endroit où a été dégagé le monument concorde avec celui que devait occuper cette fondation. D'ailleurs, il se pourrait que ce retable eût

(1) Une pierre tombale peinte serait bien surprenante. — J'ai déjà eu motif d'insister sur le sens précis qu'il convient de donner à l'expression « pierre tombale » ; v. *Journal Soc. d'archéol. lorr.*, 1899, p. 38-88.

(2) Assurément les défunts choisissaient parfois pour patrons, sur leurs monuments funéraires, des saints autres que ceux dont ils portaient le nom, mais ils se faisaient *présenter* par ces saints, et l'on voyait clairement à quel titre ceux-ci étaient figurés.

(3) *L'église de Nubécourt*, 1886, p. 44-45.

(4) La constatation de son existence à une époque antérieure ne ferait pas obstacle : un retable nouveau aurait pu être placé à l'époque de Colin Massey. — Parmi quelques chapelles « anciennement érigées » dans l'église Notre-Dame, Bellot-Herment en mentionne une de Saint-Georges (*Historique de Bar-le-Duc*, p. 218).

quitté sa place primitive, dans les nombreux remaniements de l'église.

Ce qui reste du texte de l'inscription ne me paraît point écarter l'hypothèse d'un retable ; il n'est pas rare, ce me semble, de trouver des inscriptions commémoratives se terminant par la mention du trépas du donateur ou fondateur, avec la date de son décès, car souvent le monument était sculpté en suite de stipulations testamentaires.

Étant donné l'espace que devait occuper ce qui manque du commencement du texte, il pouvait y avoir quelque chose dans ce genre : *Cette table (ou ce retable) a été donnée (1) par honorable (2) personne... etc.*

Cette opinion, que j'ai cru devoir soumettre à mes confrères barrisiens, n'aurait pas suffi à me donner l'idée de ma communication. J'ai voulu poser une question plus importante : M. Maxe-Werly a dit, de saint Georges, d'une manière formelle et sans aucune référence : « C'était le patron des ducs de Lorraine et de Bar » ! Voilà le fait dont je voudrais avoir la preuve ; car, même étant connue toute l'autorité qui appartenait à M. Maxe-Werly, une simple affirmation ne saurait suffire. Je pourrais, pour le Barrois, opposer l'opinion d'un autre savant, de premier ordre, Siméon Luce, qui, dans sa *Jeanne d'Arc à Domremy* (1886, p. xcii), affirme, également sans preuve, que saint Michel était le patron du Barrois.

Quant aux ducs de Lorraine, je connais la dévotion de certains d'entre eux, notamment le duc Raoul et le roi René, pour le patron de la chevalerie ; mais le patron de la Lorraine, depuis les derniers siècles du moyen-âge jusqu'à présent, semble avoir toujours été saint Nicolas. A l'époque assignée au monument de Colin Massey, le duc de Lorraine et de Bar était René II ; il fit mettre l'image de

(1) Ou encore : *Cet autel a été fondé.*

(2) Ou *honneste, maistre, messire, noble, etc.*

saint Nicolas sur ses monnaies, plus encore que celle de saint Georges, et sa principale dévotion paraît avoir eu pour objet la Vierge Marie spécialement dans le mystère de l'Annonciation (1).

(A suivre.)

L. GERMAIN.

---

## CHRONIQUE

---

Nous apprenons avec plaisir que la ville de Pont-à-Mousson va installer dans de meilleures conditions son musée et sa bibliothèque. L'occasion en est offerte par un remaniement des services de l'hôtel de ville, bâti, comme on le sait, sur la belle place Duroc. La justice de paix sera transférée hors de cet édifice, et les locaux du second étage, qui lui étaient affectés, seront consacrés à la bibliothèque. Celle-ci abandonnera dès lors son emplacement actuel au même étage, qui sera assigné au musée. A cela un double avantage : les livres auront plus d'espace, puis ils ne masqueront plus les boiseries et les panneaux d'anciennes tapisseries qui décorent cette salle, et qui sont en assez bon état, autant qu'on en peut juger. Le musée sera parfaitement à sa place dans cette pièce bien ornée et éclairée, et on peut espérer que les habitants de Pont-à-Mousson auront à cœur de l'augmenter par des dons quand ils verront ses richesses ainsi mises en valeur.

E D.

(1) J'abrège l'exposé de cette question, que j'ai communiquée à la Société de Bar-le-Duc en sa séance du 3 décembre 1900 (v. les *Mém.* de cette Société, IV<sup>e</sup> série, t. I, p. vi) : M. Maxe-Werly, qui est mort seulement le 17 octobre 1901, n'a pas répondu, d'où l'on doit penser qu'il n'était pas fondé à prétendre que saint Georges fût le patron des ducs de Lorraine et de Bar.

---

**ERRATUM.** — P. 214, l. 9-10 : au lieu de rime entre le dernier mot du premier quatrain et le premier mot du second, *lire* : rime entre le dernier vers du premier quatrain et le premier vers du second, de sorte que les deux vers pairs du premier quatrain et les deux impairs du second ont la même rime.

---

*Pour la Commission de réduction, le Président : L. QUINTARD.*

---

L'imprimeur-gérant : A. CRÉPIN-LEBLOND, 21, rue Saint-Dizier, Nancy.

**BULLETIN MENSUEL**  
**DE LA**  
**SOCIÉTÉ D'ARCHÉOLOGIE LORRAINE**  
**ET DU**  
**MUSÉE HISTORIQUE LORRAIN**

---

5<sup>e</sup> ANNÉE. — NUMÉRO 11. — NOVEMBRE 1905.

---

**Procès-verbal de la Séance du vendredi 13 octobre 1905.**

**PRÉSIDENCE DE M. L. QUINTARD, PRÉSIDENT.**

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

**Communications.**

M. René Guerrier de Dumast a envoyé une lettre de remerciements à l'occasion de son admission.

Le Président rappelle à la Société la distinction accordée depuis la dernière séance au distingué et dévoué conservateur du Musée historique lorrain, M. Lucien Wiener, nommé chevalier de la Légion d'honneur.

**Nécrologie.**

Il est donné avis du décès de MM. René Leclerc, ancien magistrat, et Chapelain, conservateur des forêts en retraite, membres titulaires.

**Admissions.**

MM. René Aubry et l'abbé Demange sont admis comme membres titulaires.

### Présentations.

Sont présentés en la même qualité : M. l'abbé Alexandre Douin, curé de Delut (Meuse), par MM. les abbés Dubuisson et J. Nicolas, et Léon Germain ; M. l'abbé L. Cherpin, 1, rue Saint-Honoré, à Versailles, par MM. Léon Lallement, Henri Lefebvre et Léopold Quintard.

### Ouvrages offerts à la Société.

*Poésies vosgiennes. Variétés et fantaisies*, par l'abbé G. Flayeux ; Saint-Dié, Cuny, 1905, s. p.

*La vallée de la Haute-Meurthe du Hoheneck à Saint-Dié*, par le même ; Saint-Dié, Cuny, 1905, in-8° de 219 p.

*Nicolas Francin, évêque constitutionnel de la Moselle, principalement d'après sa correspondance avec Grégoire de Blois*, par M. J. Florange ; Paris, Champion, 1905, in-8° de 138 p., avec 2 planches.

*La pierre tombale de Saulmory (1312)*, par M. Léon Germain ; Nancy, Sidot, 1905, in 8° de 15 p., avec planche et figures.

*Notice-étude sur une statère découverte dans une sépulture du cimetière franc de Bury (Oise)*, par M. A. Houlé ; Beauvais, Imprimerie centrale, 1905, in-8° de 12 p.

*Notes historiques sur Mont, Montigny, Saulmory-Villefranche*, par M. F. Houzelle ; Montmédy, Pierrot, 1905, in-8° de 39 p., avec 9 planches.

### Lectures.

M. Paul Denis continue la lecture de son travail : *Le Maître de Saint-Mihiel. Notes sur la vie et l'œuvre de Ligier Richier*.

M. Denis commence la lecture d'un mémoire de M. Pierre Braun, intitulé : *La Lorraine pendant le gouvernement de La Ferté-Sénéctère (1643-1661)*.

## MÉMOIRES

---

### LE PROCÈS DE LA CLOCHE DE BOUCQ, EN 1723-1725.

La cloche, bénite pour convoquer le peuple à la prière commune et chasser les démons, qui déchainent l'orage, la peste et les autres fléaux (1), a été bien souvent un sujet de conflit, surtout dans les églises paroissiales des villages où placée dans la tour, propriété communale, elle avait un rôle autant séculier qu'ecclésiastique. Il y avait là différentes autorités en présence : les seigneurs, la communauté des habitants, — nous dirions aujourd'hui : la commune, — puis le curé, les collateurs, peut-être aussi les gros-décimateurs ; et autrefois l'on se querellait facilement. Une nouvelle source de contestations dut naître de l'usage établi assez généralement, depuis le xvii<sup>e</sup> siècle, de mettre sur la cloche, non plus seulement une formule pieuse, une invocation aux saints patrons, puis les noms des parrains et la mention du « baptême », mais aussi de longues inscriptions commémoratives où sont cités, par leurs noms et qualités, de nombreux personnages : il est trop commun, de nos jours, d'y voir figurer le pape et le chef de l'Etat, l'évêque et le préfet, le curé et le maire, puis bien d'autres fonctionnaires, bienfaiteurs ou gens plus ou moins influents que l'on tient à honorer, à flatter, ou qu'il serait dangereux de mécontenter. Quel honneur que d'avoir son nom moulé en relief sur le bronze de la cloche de son village, s'imposant à l'admiration des contemporains, avec l'espérance de s'éterniser pour la postérité !

(1) On s'imagine souvent que les gens d'autrefois attribuaient au son des cloches une influence directe sur les orages ; cela n'est pas complètement exact pour le moyen-âge : ils croyaient que les orages étaient produits par les démons et que le son des cloches, faisant fuir les puissances infernales, apaisait par cela même les éléments.

Il paraît que notamment les gens de Boucq (1) prisaient très haut cet honneur ; car, lorsque l'une des cloches fut refondue vers le milieu du mois d'août 1723, aux frais de toute la communauté, quinze d'entre eux ne reculèrent pas devant un procédé fort louche pour obtenir que leurs noms y fussent mis. Evidemment, ils s'entendirent avec le fondeur, qui découpa en cire et appliqua avec soin sur la « fausse cloche » les lettres nécessaires à former ces trente prénoms et noms de famille. De sorte que, quand la coulée fut opérée et que le vase sonore sortit de son moule, ils purent se pâmer d'aise devant leur œuvre et, sans doute aussi, jouir de la stupéfaction, pour ne pas dire l'humiliation, de leurs concitoyens. Mais ceux-ci trouvèrent que la farce était mauvaise : à la stupéfaction succéda l'indignation, et à l'indignation, le ferme projet de réclamer, même judiciairement, la réparation de cette blessante illégalité.

Il s'agissait de faire buriner les noms, au compte des délinquants. Le plus curieux est que, parmi ces quinze impertinents personnages, figurait, apparemment en premier lieu, le maire du village, représentant de l'autorité administrative ; après lui, venait le procureur-fiscal, puis un nommé Dominique Vincenot, appelé plutôt Viénot par les habitants, qui se disait amodiateur de la seigneurie et se donnait, à ce qu'il semble, beaucoup d'importance.

Une sommation adressée le 18 novembre 1723 n'ayant produit aucun résultat, les habitants envoyèrent, quelques jours après, une plainte en règle à la Prévôté de Foug, juridiction dont dépendait Boucq. Le prévôt fit, le 27 du même mois, assigner les coupables. Toutefois, l'acte d'assignation n'en désigne que douze : on peut croire que les autres avaient déjà donné satisfaction aux plaignants ;

(1) Canton de Toul-Nord.

peut-être que la plupart auraient volontiers agi de même, si Vincenot n'avait fait le rétif et cherché à soulever des difficultés. Il déclina pour lui la compétence du prévôt et déclara que, comme amodiateur des seigneurs, il relevait du Bailliage ; mais c'était, paraît-il, une prétention exorbitante, ou plutôt il semble qu'on lui ait contesté l'exactitude, quant aux conséquences juridiques, de sa qualité d'amodiateur. Le 9 décembre, le prévôt rendit un arrêt assignant Vincenot à comparaître à la prochaine audience, nonobstant son opposition.

A cette audience, il dut être prononcé un jugement condamnant les coupables, car l'on voit à la date du 7 février 1724, Vincenot faire appel au Bailliage. Nous n'avons pas la sentence de ce tribunal ; mais, évidemment, elle fut défavorable à l'amodiateur et le condamna aux dépens. Il paraît avoir mis quelque retard à s'acquitter, puisqu'une plainte nouvelle des habitants donna lieu à une déclaration relative à ces dépens et qui est datée du 22 janvier 1725.

Telle est la dernière mention dont j'aie connaissance sur ce curieux procès, où les habitants de Boucq paraissent avoir obtenu complètement gain de cause, mais non sans des difficultés et des lenteurs qui sont bien dans les habitudes de l'époque.

Les condamnés firent-ils contre fortune bon cœur ? Cette querelle eut-elle des suites ; produisit-elle des représailles et de longues inimitiés ? Ce sont là autant de problèmes dont nous ne possédons aucun élément de solution. Malheureusement, la cloche n'existe plus. Elle fut sans doute descendue du clocher en 1793, pour être convertie en canon. La Révolution ne laissa généralement qu'une cloche, la moindre quand il s'en trouvait plus d'une, dans les ci-devant églises paroissiales, transformées en temples de la Raison ou de l'Être suprême. Or, il y avait dans la tour de Boucq une autre cloche, ramenée,



paraît-il, de Dommartin-aux-Fours, après la destruction de ce village pendant les guerres du <sup>xvii</sup>e siècle. Cette dernière, qui porte la date de 1544, est, en revanche, conservée (1).

Les documents, d'après lesquels j'ai essayé de retracer brièvement le procès de la cloche de Boucq, et que je crois inédits, m'ont été communiqués. Il y a bien longtemps, par notre regretté confrère le baron de Braux ; ils doivent exister aux archives de la commune, quoiqu'ils ne soient pas mentionnés dans l'aperçu de ce dépôt qu'a donné H. Lepage en 1858 ; il y a d'ailleurs trouvé d'autres pièces très intéressantes et beaucoup plus anciennes (2).

Il me reste à publier les copies ou analyses que j'ai prises autrefois, et que j'ai certainement tâché de faire très soigneusement. J'en garderai l'orthographe, mais sans me gêner pour rendre la lecture plus aisée par la correction de l'accentuation et de la ponctuation. De plus, j'y ajouterai des notes, souvent utiles et parfois même nécessaires.

**1723**, 26 novembre. — Plainte adressée par les habitants de Boucq au prévôt de Foug.

A Monsieur

Monsieur le Prevost de Foug,

Supplient humblement les habitans et communauté de Bouq pour la plus grande et saine partie, qui font élection de domicile en celui du procureur sousigné à Foug, disant qu'il y a deux mois et demi ou

(1) V. mon article : *La cloche ancienne de Boucq*, dans *Journal Soc. d'archéologie lorr.*, 1898, p. 141-142. — J'y ai dit, d'après E. Olry, que cette cloche avait d'abord passé de Dommartin-aux-Fours à l'abbaye de Rangéval. Mais M. de Braux m'écrivait à la date du 5 août 1898 :

« La cloche de Boucq ne nous est pas venue par Rengéval. Dommartin était notre mère-église. A la disparition du village, qui en s'amointrissant était devenu annexe, la cloche est naturellement venue prendre place au clocher de Boucq... »

(2) H. LEPAGE, *Archives communales et hospitalières de la Meurthe*, 1858, p. 120-123.

environ que les maire, sindics (1), habitans et communauté encore (2) ayant trouvé à propos de faire refondre une des cloches de leur paroisse, cela auroit esté fait aux frais de laditte communauté ; et, quoy qu'il n'ait pas esté permis à aucun des habitans de faire inscrire leurs noms en relief ny autrement sur laditte cloche, si est-ce cependant que plusieurs d'yeux se sont donnés la liberté de ce faire et nommément Sébastien Le Clerc (3), Bernard Royer, Nicolas Lagravière, Dominique Thiebault (4), Xphe (5) Michel, Hubert Le Clerc, Nicolas Trouilles, Jean Lorrain, Charles Grosjean, Joseph Vienot, Dominique Vienot (6), Jean Vignerou, Maurice Renel, Claude Esselin et Nicolas Jacquemin ; et, comme ils n'ont pas plus contribué aux frais de la refonte de la susditte cloche que les supplians, et qu'ils ne sont ny collateur ny bien faicteurs de laditte esglise et n'ont aucune part dans la seigneurie haulte, moyenne et basse du lieu, et que par conséquent il ne seroit pas juste que leurs noms et surnoms soient et demeurent imprimés sur la susditte cloche à l'exclusion des plus notables habitans du lieu, les supplians leur ont fait sommation, par acte du dix huit du courant, de les faire sizeler et effacer en sorte qu'ils ne paroissent pas sur laditte cloche, faute de quoy faire dans trois jours auroient protesté de se pourvoir pour les y faire condamner, et d'autant qu'ils n'ont fait état d'y satisfaire jusqu'à présent et qu'il est important ausditz supplians de les obliger à ce faire incessamment, ils sont obligés de présenter leure (*sic*) requeste.

Ce considéré, Monsieur, il vous plaise permettre de faire assigner, à la première de vos audiences, lesditz cy devant desnommés pour voir estre dit à ce que, faute par lui (7) d'avoir satisfait à la sommation du

(1) Le mot est bien ainsi écrit au pluriel ; pourtant je pense qu'il ne pouvait y avoir qu'un syndic communal à Boucq.

(2) J'ai cru lire *encore* ; mais je ne vois pas le sens de ce mot ; peut-être *assemblés*.

(3) C'était le maire ; v. l'assignation du 27 novembre 1723.

(4) C'était le procureur fiscal.

(5) *Christophe*. On conservait encore souvent à ce mot, surtout si on l'abrégeait, les deux initiales *Xp* représentant le *Chi* et le *Rho*, initiales du nom en grec.

(6) C'est l'amodiateur seigneurial. Lui-même s'appelle, non Vienot, mais Vincenot ; toutefois *Vienot* ne paraît nullement être un *lapsus calami* ; car cette forme se retrouve dans l'assignation. Il n'est pas extraordinaire qu'un individu soit désigné communément sous un nom qui n'est pas le sien, ou bien porte un nom dans une localité et un autre ailleurs. Maintenant encore dans les villages, on voit souvent des personnes qui ne sont connues que par des surnoms ou qui sont dénommées d'une famille locale avec laquelle elles ont des rapports.

(7) *Lui*, c'est-à-dire apparemment : *Chacun d'eux*.

dix huit du courant, ils seront condamnés de faire sizeler et effacer leurs noms et surnoms qu'ils ont fait inscrire et marquer en relief sur la susdite nouvelle cloche nouvellement fondue aux frais de la communauté pour l'usage et service de l'esglise paroissiale du lieu, faute de quoy faire, et au plus tard dans la huictaine, voir ordonner que les supplians demeureront autorisés de le faire faire à leurs frais et dépens, et pour le refus qu'ils en ont fait se voir en outre condamner aux damages interrests en résultans et aux dépens, et sera justice.

*Signé* : J. CHARTON (1), GIRARDEAU (2).

Soient parties appellés à

l'aud<sup>e</sup> (3), ainsy qu'il est requis.

A Foug, ce 26<sup>e</sup> novembre 1723.

*Signé* : MESGUILLOT (4).

(Cet acte et le suivant sont transcrit sur la même feuille : 2 feuillets in-fol., timbrés.)

### 1725, 27 novembre. — Procès-verbal de l'assignation.

L'an mil sept cent ving (*sic*) trois, le vingt septième novembre, en vertu de pareille requeste, décret et élection de domicile que cy dessus et d'autre part, je François Lapaillette, sergent en le prevosté de Foug, y résidant sousigné, me suis exprès transporté au village de Boucq où estant j'ay baillé assignation à Sébastien Lecler, maire, au S<sup>r</sup> Dominique Thiebault, procureur fiscal, au S<sup>r</sup> Dominique Vienot, admodiateur, à Bernard Royer, à Xphe Michel, à Nicolas Trouille, à Nicolas Jacquemin, à Jean Lorrain, à Charles Grosjean, à Jean Vignerou, à Joseph Vienot et à Claude Esselin, tous habitans du dit Boucq, parlant à leur personne, femme, garçons et filles, à leur domicile, à estre et comparoitre jeudy prochain deux décembre prochain, neuf heures du matin, à l'audiance de la prevosté dudit Foug, pour répondre et procéder (5) comme au cas appartiendra ; et, afin qu'ils n'en nignent (*sic*), je leur ay délivré coppie à chacun, ledit jour 27 novembre 1723.

*Signé* : F. LAPAILLETTE.

Contrôlé à Foug le 27 novembre 1723.

Sept sols.

*Sign. illis.*

(1) Jean Charton, habitant de Boucq, cité comme agissant au nom de la communauté dans l'acte du 2 décembre 1723.

(2) Nicolas Girardeau, procureur des plaignants, cité dans l'acte du 9 décembre 1723.

(3) *L'audience.*

(4) Paul Mesguillot, prévôt de Foug, v. l'acte du 9 décembre 1723.

(5) La lecture de ces deux mots ne m'a point paru sûre.

1723, 2 décembre. — Déclinatoire d'incompétence par Dominique Vincenot, amodiateur de la seigneurie de Boucq.

2 décembre 1723. — A la requête de Dominique Vincenot, amodiateur de M<sup>rs</sup> les comtes de Fontenois et Vitrimont (1) de la terre et seigneurie de Boucq, y demeurant, qui, pour la validité des présentes seulement, fait élection de domicile en celui du sousigné son procureur à Foug, pour exceptions deffences entre l'assignation à luy donnée le vingt-sept novembre dernier à la requête de Jean Charton, particulier, habitant dudit lieu, sous le nom de la communauté dudit Boucq ; le requérant soutiendra, à la tennue de la cause, qu'il a esté mal assigné pardevant les juges de cette prevosté, ayant deub (2) estre traduit pardevant les juges bailliagers, qui sont ses seuls juges naturels et compettants par rapport à sa qualité d'amodiateur de laditte terre et seigneurie et maison forte, comme il est voulut (*sic*) par l'ordonnance, à laquelle assignation li déclare qu'il ne comparoistra que pour révérence à justice seulement, soutenant qu'il décline juridiction et doit avoir son renvoy de laditte assignation par devant M<sup>rs</sup> du bailliage ; de laquelle assignation il sera renvoyé avec dépens dont acte.

Signé : VINCENOT et G. ESTIENNE (3).

1723, 9 décembre. — Arrêt du prévôt assignant Dominique Vincenot à comparaitre à la prochaine audience, nonobstant son déclinatoire.

A tous ceux qui ces présentes lettres veront, Jean Paul Mesguillot, conseiller de Son Altesse Royale, secrétaire de ses commandements et finances, avocat à la Cour, capitaine prévôt de Foug, chef de police dudit lieu et garde du scel du tabellionnage de la prévôté dudit Foug, et les gens tenants ce siège, salut. Scavoir faisons que la cause audiancée cejourd'huy, neuvieme décembre mil sept cent vingt trois, entre les habitants et communauté de Boucq demandeurs principaux, suivant les fins de leur requête introductive en exécution de notre sentence préparatoire du deux du présent mois de décembre duement signifiée, et

(1) Je pense qu'il s'agit de Christophe-François le Prudhomme, comte de Fontenoy, et de son frère Pierre-Georges, comte de Vitrimont. Le premier se maria en 1699 ; le second, en 1709 ; je ne connais pas la date de leur mort. (Voir Dom PELLETIER, *Nobiliaire*, p. 669.).

(2) Dû.

(3) Germain Estienne, procureur de Vincenot ; v. l'acte suivant.

incidemment défendeurs, comparants par M<sup>e</sup> Nicolas Girardeau, leur procureur, d'une part,

Contre Dominique Vincenot, soy disant fermier admodiateur de la terre et seigneurie du dit Boucq, l'un des défendeurs principaux en la cause et incidemment demandeur en déclinaire suivant les fins de son acte du deux du courant duement signifié le même jour, comparant en personne assisté de M<sup>e</sup> Germain Estienne, son procureur, d'autre part.

Après que ledit Estienne pour le dit Vincenot a conclud, comme par son susdit acte, à ce qu'ayant égard au déclinaire par luy proposé par iceluy et y faisant droit, ordonner qu'à son esgard les parties se pourvoient au bailliage de Saint-Mihiel avec dépens.

Et que Girardeau, pour les dits demandeurs principaux, a conclud à ce que, sans s'arrêter au prétendu déclinaire proposé par ledit Vincenot, dont il seroit debouté, ordonné (1) qu'il contesteroit au principal par devant nous, conjointement avec ses autres codefendeurs principaux en la cause, à la première audience, et le condamner aux dépens de l'incident.

Veu les qualités signifiées par le sergent Botte,

Parties ouyes ensemble, M<sup>e</sup> Jobart, avocat faisant fonction de substitut de Monsieur le procureur général, nous, sans s'arrêter au déclinaire proposé par celle (2) d'Estienne dont nous l'avons debouté, ordonné (3) qu'elles (4) viendront plaider à l'audience prochaine au principal, avec les autres parties assignées à la requête des dits demandeurs, et condamne ledit demandeur en renvoye aux dépens.

Sy mandons... etc. — 10 déc. 1723. — 4 feuillets du parchemin, in-4°, timbrés.

**1724, 7 février.** — Bailliage de Saint-Mihiel. — « Appel par l'amodiateur de la terre et seigneurie de Boucq contre les habitans et communauté du même lieu (5). »

(1) *Ordonner ? comme plus loin : condamner.*

(2) *Celle, c'est-à-dire, je pense, la partie, comme plus loin, les parties.*

(3) *Sans doute : avons ordonné.*

(4) *Elles, c'est-à-dire : les parties.*

(5) Je ne me rappelle plus (il y a tant d'années que j'ai eu ces pièces entre les mains !) si le texte de cet acte et du précédent existe et si je me suis borné à en copier les titres, ou bien s'il n'en reste que les mentions transcrites ici. Le dernier acte ne peut être, aussi, ce me semble, qu'un arrêt de bailliage.

**1725, 22 janvier.** — « Déclaration des despends adjudgéz aux habitans et communauté de Bouc, par sentence du 22 jeanvier (*sic*) 1725, contre Dominique Vincenot, admodiateur de la terre et seigneurie de Bouc, desquels despends lesdits habitans requirent (1) la taxe. »

Il y aurait peut être intérêt, au point de vue des études sur les justices anciennes, à revoir toutes ces pièces et à en compléter la publication. D'autre part, retrouverait-on aux Archives départementales ou dans les archives du Bailliage de Saint-Mihiel, conservées sans doute au Palais de justice de cette ville, des documents sur ce procès ? Je laisse le soin de telles recherches à de plus compétents que moi sur les questions de droit, n'ayant eu l'intention de parler de cette affaire que par rapport à l'histoire locale et aux mœurs populaires.

L. GERMAIN.

.....

#### SÉPULTURES BARBARES DÉCOUVERTES A LUDRES EN 1905.

A 10 mètres environ de l'angle Nord-Est de la propriété de M. de Landre, située au-dessus du cimetière du village de Ludres, et parallèlement au mur de clôture supérieur de celle-ci, on remarque un petit mur à sec de 0<sup>m</sup>60 de hauteur. Commençant à droite du sentier montant vers le sommet de la côte, et longeant à l'Est cette propriété, il se continue sur une longueur de 15 à 20 mètres, et aboutit à une haie vive.

En contre-bas du mur, dans la partie supérieure d'un champ, large de 13 mètres et appartenant à M. Marchal, propriétaire à Ludres, nous avons découvert sept sépultures, formant probablement l'extrémité d'un cimetière qui doit s'étendre au Nord et à l'Ouest. Des sondages pratiqués dans le champ de M. Marchal ont permis de recon-

(1) *Requière*nt ? La lecture de ce mot ne m'a point paru sûre.

naître qu'il n'y a plus de traces de tombes, au contre-bas du mur à sec, au-delà du cinquième mètre.

La déclivité de la colline est recouverte d'une couche de terre fine d'environ 0<sup>m</sup>20 d'épaisseur, de coloration rougeâtre provenant de la dénudation du plateau.

En-dessous de cette couche on trouve la grouine, dans laquelle sont creusées les fosses, profondes de 0<sup>m</sup>40 ; les ossements sont donc à une très faible profondeur dans le sol, mais il ne doit pas en être de même dans les champs, situés au-dessus du mur à sec, qui a fait en quelque sorte l'office de digue, et en-deçà duquel les terres se sont amoncelées.

Les sépultures sont orientées du Nord au Sud et disposées sur deux rangs, le premier comprenant trois tombes, le second quatre.

*Première fosse.* — Celle-ci se trouvait creusée à 2 mètres du sentier, et à 1<sup>m</sup>50 du mur à sec.

C'est une tombe de jeune fille.

A hauteur des genoux, on recueillit une paire de petites agrafes pareilles en bronze, longues de 0<sup>m</sup>025, larges de 0<sup>m</sup>02, destinées probablement à fixer des lanières enroulées autour des jambes. Elles sont formées de deux plaques rondes terminées par une boucle avec ardillon de fer.

*Deuxième fosse.* — A 2 mètres à l'Est de la précédente et à 1 mètre du mur, se trouvait une autre sépulture contenant les restes d'un individu dans toute la force de l'âge.

Près de la jambe gauche, avait été déposé un petit vase en terre grise orné de dessins en creux, formant deux lignes parallèles. (Haut. du vase 0<sup>m</sup>085.) A l'annulaire gauche on remarqua les restes d'une petite bague en bronze.

*Troisième fosse.* — Un intervalle de 4 mètres séparait cette fosse de la précédente. Distante de 0<sup>m</sup>50 seulement du mur, elle ne contenait que des débris d'os, presque

entièrement décomposés, et aucune trace de mobilier funéraire.

Ces trois tombes sont, comme on le voit, très sensiblement sur le même rang ; la même régularité n'existe pas pour les autres, et si comme les premières elles sont orientées du Nord au Sud, c'est à dire de façon à ce que le corps soit placé la tête vers le sommet du plateau, les pieds vers la vallée, elles sont loin d'être toutes les quatre à la même hauteur.

*Quatrième fosse.* — Creusée à 5<sup>m</sup>30 du sentier et à 4<sup>m</sup>30 du mur, elle contenait un squelette d'assez grande taille, aux pieds duquel avait été disposé une sorte de coffre, formé de pierres plates, contenant un verre à boire de coloration verdâtre, orné de côtes (haut. 0<sup>m</sup>073, largeur 0<sup>m</sup>09), accompagné d'une sorte de bouteille en terre rouge, assez grossière, haute de 0<sup>m</sup>12, large à la panse de 0<sup>m</sup>10.

Une petite boucle en bronze, longue de 0<sup>m</sup>045, large de 0<sup>m</sup>023, avec ardillon de fer, se trouvait à hauteur du bassin.

*Cinquième fosse.* — Placée à 1 mètre de la précédente et à 3<sup>m</sup>30 du mur, elle ne contenait plus que des débris d'os.

*Sixième fosse.* — Distante de 8<sup>m</sup>30 du sentier et de 3 mètres du mur, c'est elle qui a été explorée par M. Marchal, antérieurement à nos fouilles, et dans laquelle se trouvait le scramasax.

*Septième fosse.* — Cette dernière, creusée à 1 mètre de la précédente et à 2<sup>m</sup>50 du mur, ne contenait que des fragments d'os.

Il est actuellement impossible de dater d'une façon précise ces sépultures, les objets trouvés sont en trop petit nombre. En outre, les observations concernant les tombes barbares sont encore trop peu abondantes en Lorraine, pour pouvoir établir une chronologie, sans être exposé à se tromper de plusieurs siècles.



Tel est le résultat des fouilles entreprises à Ludres pour le compte de la Société d'archéologie lorraine. Il est regrettable que l'on n'ait pas pu les continuer au Nord et à l'Ouest du champ de M. Marchal, où l'on aurait peut-être eu la chance de tomber sur de riches sépultures. Rappelons en effet que le village de Ludres a été le théâtre de belles découvertes, relatives aux époques gallo-romaines et barbares, à différentes reprises. En 1838, notre Musée s'est rendu acquéreur de quatre fibules émaillées, et de 52 monnaies romaines (1). Malheureusement chacun sait qu'il est d'usage de proposer aux musées ce qu'on n'a pas pu vendre ailleurs, aussi est-il à prévoir que bien d'autres choses ont disparu du pays sans laisser de traces

Quoi qu'il en soit, il y a lieu de remercier M. Marchal de l'obligeance qu'il a bien voulu mettre à autoriser et à faciliter nos recherches.

J. BEAUPRÉ et J. NOEL.

---

UN PROBLÈME ARCHÉOLOGIQUE. — LA PIERRE TOMBALE  
D'ORNES, MEUSE (XVI<sup>e</sup> SIÈCLE).

*Position de la question.* — Au village d'Ornes (2) existent, paraît-il, les restes d'une remarquable pierre tombale qui semble remonter au milieu du xvi<sup>e</sup> siècle ; elle représente, sous une arcade richement décorée, une dame « gisante », joignant les mains et dont les traits du visage indiquent un âge avancé.

Il y a longtemps, à l'aide d'un croquis fait vers 1832 par M. Oudet, alors architecte et conservateur du Musée de Bar, ce monument a pu être dessiné par un membre de la Société d'Archéologie lorraine, artiste distingué, M. Beau-

(1) Antonin, Marc-Aurèle, Faustine, Commode, Valérien, Tétricus, Constantin. (Voir J. Beaupré, *Répertoire archéologique pour le département de Meurthe-et-Moselle*, art. Ludres.)

(2) Canton de Charny, arr. Verdun, Meuse.



fil ; c'est, je crois, à la prière et d'après la communication de feu M. Léon Maxe-Werly qu'il exécuta ce dessin ; il eut l'aimable attention de m'en donner une réplique, mais en me demandant de ne pas m'occuper de recherches sur ce sujet, réservé, à juste titre, pour l'inventeur. Maintenant, je me trouve dégagé de la promesse que j'avais faite, par le décès de notre regretté confrère ; d'ailleurs, lui-même m'avait, de longue date, entretenu de cette pierre tombale non identifiée ; ce sont les fragments conservés de ses lettres qui me fourniront le point de départ, ainsi que certaines indications nécessaires, pour entreprendre l'étude du problème posé.

Outre les éléments chronologiques déjà exprimés, — savoir le style de la composition et la physionomie âgée de la défunte, — les données de ce problème sont constituées par les trois écussons qu'offre la dalle funéraire : non seulement il s'agit d'identifier chacun d'eux, mais surtout et tout d'abord il convient de trouver ce qu'ils signifient par les positions respectives qu'ils occupent. L'un, en losange, est mis en place d'honneur, en haut de l'arcade, abrité par l'archivolte supérieure ; il faut évidemment y voir les armoiries familiales de la défunte ; mais, chose surprenante, ce sont des armes *simples*, comme pour une femme non mariée. Les deux autres sont placés symétriquement à la partie inférieure de la tombe, sur les bases des colonnes de l'arcade. A qui peuvent-ils se rapporter ? Ce ne peuvent être les deux *quartiers*, car ils ne seraient pas à cette place inférieure, et l'écu de dextre reproduirait l'écu familial, ce qui n'est pas. L'usage était de mettre les quatre quartiers vers les quatre angles des monuments ; mais, dans celui dont il s'agit, il n'y a pas d'écus aux angles supérieurs, ni aucune place où l'on puisse supposer qu'il aurait pu en exister.

Après avoir mûrement réfléchi, je me suis trouvé fort porté à croire que ces écus doivent se rapporter à deux

maris qu'aurait eus successivement la défunte ; en mettant au haut de la tombe, à la place la plus honorable, les armes pures de cette défunte, on a sans doute voulu marquer qu'elle était dame héritière de la seigneurie d'Ornes : elle en était propriétaire par elle-même et non par ses époux, dont par suite l'on a descendu les armoiries au bas du monument. La présence et la disposition de ces trois écussons constituent une singularité dont je ne me rappelle aucun autre exemple et, si mon hypothèse se justifie, on pourra constater là, ce me semble, un fait héraldique curieux et important.

Examinons à présent chacune de ces armoiries. L'écu du haut, que le sculpteur ou le dessinateur n'a certainement pas tracé d'une manière régulière, semble être à *trois pals* et *bordé*. Il peut être rapproché de ceux des familles de Briey ou de Landres, des Ancherins et de Mérode ; mais, étant donné que la tombe existe à Ornes, c'est à la famille de Landres que l'attribution paraît le plus probable ; il est vrai que cette famille porte à *trois pals alaisés et fichés*, sans bordure ; toutefois, la bordure de notre écusson peut résulter d'une erreur, qui aura exagéré l'importance du filet d'encadrement, ou bien encore elle a pu être prise comme *brisure* par une branche de la famille, celle qui possédait la terre d'Ornes.

Des deux écus du bas, le premier offre une *croix alaisée* ; aucune famille lorraine, que je sache, ne porte de telles armoiries, mais L. Maxe-Werly a prononcé de lui-même, par rapport à cet écu, le nom d'Haussonville ; de là, je pense qu'il avait vu un croquis figurant la *croix frettée* de cette famille, tandis que, trompé par des esquisses plus vagues ou des renseignements insuffisants, le dessinateur aura fait à tort une croix alaisée.

Le second porte une *bande chargée de trois fleurs de lis*, armoiries qui, en Lorraine, conviennent aux familles du

Châtelet et de Serainchamps ; n'ayant pu trouver des relations entre l'histoire des seigneurs d'Ornes au xvi<sup>e</sup> siècle et cette dernière famille, je m'en tiendrai à la célèbre maison du Châtelet.

L. Maxe-Werly avait, de son côté, formulé cette même identification ; mais il n'en avait proposé aucune, du moins dans sa correspondance avec moi, pour les armoiries du haut, c'est-à-dire pour le nom de la défunte, qui est en somme le principal.

D'après tout ce qui vient d'être exposé, le problème paraît se réduire exactement aux termes que voici : trouver, vers le milieu du xvi<sup>e</sup> siècle, une dame d'Ornes, morte à un âge avancé, appartenant à une famille qui portait à *trois pals*, ou armoiries analogues, et ayant eu deux maris : l'un appartenant à la famille d'Haussonville, l'autre portant à *la bande, chargée de trois fleurs de lis*, et probablement de la maison du Châtelet.

*La destruction de la pierre tombale. Comment en a été fait le dessin.* — Pour arriver à résoudre la question énoncée, l'une des premières choses à faire serait d'aller examiner, sur la pierre tombale, les restes de sculpture qui pourraient exister encore ; mais il semble qu'il ne doive rien en rester à présent ; M. Beauvils a évidemment tiré le meilleur parti des éléments, recueillis il y a environ trois quarts de siècle, qui ont pu lui être fournis.

La disparition des tombes de l'ancienne église d'Ornes paraît être la conséquence de la démolition de cette église vers 1832 ; on sait malheureusement combien les autorités compétentes font preuve de coupable indifférence pour la conservation des monuments anciens et même des objets du culte hors d'usage, ou passé de mode, qui cependant devraient être gardés précieusement comme témoins historiques et comme dons faits à l'église, ayant acquis de la sorte un caractère sacré. A l'imitation des pires fanati-

ques de la Révolution, on aime à faire table rase du passé, sans aucun souci des prescriptions liturgiques, ni de l'intérêt archéologique.

Dans une note sur Ornes, obligeamment communiquée par notre confrère M. de Bacourt et qui est sûrement de l'écriture de L. Maxe-Werly, je lis :

« L'église actuelle, commencée en 1827, a été terminée en 1830.

« L'ancienne église était bâtie sur le revers du coteau, au-dessus du village. On y remarquait, près du chœur, deux pierres tumulaires de très grande dimension, l'une en marbre noir et l'autre en pierre blanche, dont la face était couverte de ciselures, représentant deux personnages dont elles recouvraient les cendres.

« Note de M. Oudet (1), qui a construit la nouvelle église :

« En démolissant, en février 1832, le chœur de la vieille église, on a trouvé, dans un caveau, un cercueil en plomb d'environ 200 (?) (2) appartenant à la famille de Vaubecourt, ancien seigneur du village (3).

« Ce cercueil a été vendu à M. Payerne, de Verdun.

« Extrait d'une plainte formée contre le maire d'Ornes, adressée le 4 juillet 1832 au sous-préfet de Verdun (4). »

Il semble que la dalle qui nous intéresse ne se trouvait plus dans le pavé, car L. Maxe-Werly a copié, sous la rubrique « Ornes, canton de Charny », cette « Note de

(1) « M. Oudet, conservateur du Musée de Bar-le-Duc. »

(2) Ce point d'interrogation est dans le texte de L. Maxe-Werly.

(3) L'auteur a voulu dire : la famille de Nettancourt-Vaubecourt, dont certains membres ont été seigneurs d'Ornes, cela, semble-t-il, au xviii<sup>e</sup> siècle.

(4) Par qui fut adressée cette plainte ? Quel en était exactement l'objet ? Quelles en furent les suites ?

C'est ce qu'il serait intéressant de savoir.

M. F. Clouët (1), adressée au préfet de la Meuse, le 21 février 1833 (2) :

« Dans l'église de ce village existe une tombe dont la sculpture, en demi-relief, est fort bien travaillée ; elle paraît être celle d'une ancienne comtesse (3), fondatrice de l'église. Elle a été levée et est maintenant appuyée contre la muraille, les figures en dedans, sans doute pour empêcher les déprédations, de manière que l'on ne peut pas bien distinguer les dites figures. »

Voici une autre note de M. Oudet, également transcrite par L. Maxe-Werly :

« J'ai vu la tombe en marbre à figure couchée de l'évêque Pseaume (4), gisant, brisée, dans la cour d'un cloître, sans pouvoir obtenir son remplacement dans la cathédrale.

« J'ai vu les deux belles pierres tumulaires de l'église d'Ornes vendues à un paysan par un maire spoliateur et, immédiatement, l'une recreusée pour en faire un évier, l'autre pour un foyer de cuisine (5). »

Cette dernière est celle dont nous nous occupons. En effet, je lis dans une lettre de L. Maxe-Werly, qui doit dater d'environ 1884 : « Je vous signale comme devant exister à Ornes, dans la maison de François Louis, marchand épicier, et servant de foyer à la cheminée de la cuisine, une magnifique dalle tumulaire ciselée — très riche en ornements — représentant une femme du xvi<sup>e</sup> siècle sous un portail monumental et bien décoré. Au fronton,

(1) François Clouët, archéologue distingué, père (je crois) du savant abbé Clouët.

(2) Ici l'indication : « Série T. — Antiquités. » Je ne sais si elle se rapporte aux dossiers de Fr. Clouët ou à ceux de L. Maxe-Werly.

(3) Il n'y a jamais eu de comte ou de comtesse d'Ornes.

(4) L'illustre évêque de Verdun Nicolas Psaulme (1548-1573).

(5) Dans le *Bulletin mensuel de la Société des lettres, sciences et arts de Bar-le-Duc* de 1903 (p. cxxiii). M. de Bacourt a signalé, entre autres monuments ayant disparu au xix<sup>e</sup> siècle, « les deux belles pierres tumulaires de l'église d'Ornes ».

sur la coquille, écusson ainsi reproduit (ici l'esquisse de l'écu en losange) et sur les pilastres ceux des Haussonville et du Châtelet (1).

« Je viens de retrouver des croquis qui pourraient permettre de reproduire cette dalle très intéressante et fort remarquable. »

Ce regretté confrère paraît avoir exactement identifié les deux derniers écussons ; il ne s'est pas mépris non plus sur l'époque du monument. On est donc surpris qu'il ait pu écrire à M. de Bacourt, dans les termes suivants, que m'a transmis notre obligé confrère ; mais peut-être L. Maxe-Werly n'était-il pas alors aussi bien renseigné :

« Cette dalle ne serait-elle pas celle qui recouvrait la sépulture d'Agnès du Châtelet, épouse de Jehan d'Ornes, bailli de l'évêché de Verdun, morts l'un et l'autre en 1462 ? Selon quelques généalogistes, Agnès aurait épousé en premières noces Olry de Landre, dict de Briey, qui portait *d'or à 3 pals alaisés et fichés de gueules*. Ces pals auraient été mal reproduits par M. Oudet dans son dessin »

Ainsi, M. Oudet serait l'auteur du dessin où l'on voyait le haut de la pierre tombale, et sans doute de tous les croquis qui pouvaient exister soit de l'ensemble de ce monument, soit de ses fragments. — Le croquis dont s'est inspiré M. Beaufils donne bien à penser qu'il s'agit de pals ; mais l'écu, étant en losange, ne peut convenir qu'à une femme ; si le monument se rapportait à Agnès du Châtelet, ce sont les armes de cette famille qui, avec celles du second mari ou des deux, figureraient en haut de la dalle. En outre, cette dalle est du <sup>xvi</sup><sup>e</sup> siècle et non du <sup>xv</sup><sup>e</sup>.

Je termine ces renseignements, — qu'il m'a paru utile de juxtaposer plutôt que de résumer, — par ce commencement d'une lettre que m'écrivit de Bar M. Beaufils, à la date du 15 octobre 1890 :

(1) Ici deux points d'interrogation indiquent que L. Maxe-Werly n'était pas très sûr du fait.



« J'ai l'honneur de vous adresser... un calque de la pierre tombale dont je vous ai parlé lors de mon passage à Nancy. Le côté droit (sénestre) et le bas de la colonne de gauche étaient seuls esquissés sur le croquis relevé autrefois à Ornes par M. Oudet, architecte à Bar-le-Duc. Quelques annotations indiquaient les attributs de gauche ; j'ai cru qu'il était préférable de les laisser en blanc plutôt que d'en risquer une restitution. Ces notes sont muettes en ce qui concerne le pilastre de gauche... »

Tenons-nous en donc au dessin fait si soigneusement par M. Beaufils et que reproduit notre planche ; et occupons-nous maintenant d'élucider le problème par des recherches généalogiques. Il convient d'abord de montrer comment la famille seigneuriale d'Ornes qui, au moyen-âge, portait le nom de la localité, s'est éteinte au xvi<sup>e</sup> siècle et comment cette terre est passée dans la famille de Landres.

*La famille d'Orne.* — Il a existé au moyen-âge une Maison d'Orne (1), de nom et d'armes, qui figure dans tous les armoriaux de l'ancienne chevalerie de Lorraine. Husson-l'Escossois lui a consacré un feuillet de son *Simple crayon*, qu'il me paraît utile de reproduire en entier :

### « Orne.

» La première des quatre Pairies de l'Euesché de Verdun. Maison très illustre de nom et d'armes, tombée en celle de Nettancourt.

» **P**Ortoit, d'argent, à cinq Anneletz de gueulle, posez en Sautoir.

» Hugues d'Orne, espousa Marguerite de Volsieres en Champagne, & en eut.

(1) Le nom de la famille s'écrit généralement sans l's final. De même, on écrit *Ludre* pour la famille qui a pris le nom de la localité appelée *Ludres*.

» Iean d'Orne, qui espousa Gillette de Lyaueline (1), & en eut.

» Jacques d'Orne, qui espousa Isabelle de Saint-Menge (2) autrement Boucher, & en eut.

» Iean d'Orne, qui espousa Agnes de Chastellet, fille d'Errard de Chastellet, Baron Banneret, qui voulut estre enterré droit, & d'Alix de Saint Vlien (3) heritiere du dit lieu, Cirey (4), & Saint-Amand (5), & en eut.

» Ide d'Orne, mariee à Oulry de Lendres (6), Pere de Marguerite, mariée à Symon de Haussonuille, Pere de Claude, Pere d'Affrican, qui espousa Marguerite de Choiseul, & en eut.

» Vrsule de Haussonuille, qui apporta Choiseul, & Haussonuille en la Maison de Nettancourt, par son mariage avec Iean de Nettancourt. »

Si je ne m'abuse, cette généalogie nous donne le chef du problème. La défunte que nous cherchons ne peut être que Marguerite de Landres, qui était dame héritière d'Ornes, a dû mourir vers le milieu du xvi<sup>e</sup> siècle (on le verra plus loin) et fut mariée à Simon d'Haussonville; c'est leur postérité qui hérita de la terre d'Ornes et la porta plus tard à la famille de Nettancourt-Vaubecourt.

Il resterait à trouver que cette dame, devenue veuve, contracta un nouveau mariage avec un membre de la famille du Châtelet. Cette dernière preuve m'échappe encore, et peut-être sera-t-elle difficile à découvrir, car

(1) Sans doute Laveline; il y a trois communes de ce nom dans le département des Vosges.

(2) Sans doute Saint-Menge, cant. et arr. de Mirecourt, Vosges.

(3) Saint-Eulien, cant. de Thiéblemont, arr. Vitry-le-François, Marne.

(4) Cirey-sur-Blaise, canton de Doulevant, arr. Vassy, Haute-Marne.

(5) Sans doute Saint-Amand, canton et arrondissement de Vitry, Marne. — Sur ces alliances, v. Dom Calmet, *Hist. généal. de la Maison du Châtelet*, p. 45-51.

(6) Landres, canton de Audun-le-Roman, arr. Briey, Meurthe-et-Moselle.

cette alliance ultime a pu être tardive, sans qu'il en soit issu postérité et, par suite, sans qu'il en reste des traces dans l'histoire. Du moins, un tel mariage ne paraît nullement, *a priori*, être invraisemblable, et le cours de mes recherches me fera peut-être arriver à la confirmation de cette conjecture.

Voici pourtant une complication. Dans la copieuse généalogie de la famille de Briey dressée par Lainé, il n'est pas dit que Marguerite de Landres, se soit remariée à un Du Châtelet ; mais, en revanche, on établit qu'avant d'épouser Simon d'Haussonville, elle avait été alliée, en premières noces, à Simon des Armoises, seigneur d'Essey (1) et de Fléville (2), bailli de Nancy (3) et capitaine général de l'artillerie de Lorraine (4) ».

Si l'hypothèse que j'ai émise est exacte, comment expliquer que les armoiries de la famille des Armoises ne figurent pas sur la tombe ? Je ne vois qu'une réponse satisfaisante : c'est que, à la mort de Marguerite, son fils et principal héritier, Claude d'Haussonville, aura oublié cette alliance première, ou bien aura volontairement omis de la rappeler.

L. GERMAIN.

(A suivre.)

---

(1) Je crois qu'il s'agit, non d'Essey-en-Woivre, aujourd'hui Essey-et-Maizerais, canton de Thiaucourt, arr. Toul, mais d'Essey-lès-Nancy ; cf. *Inv. somm. des Archives de M.-et-M.*, B. 9129.

(2) Fléville, canton de Conflans, arr. Briey, Meurthe-et-Moselle.

(3) H. Lepage, *Les Offices*, p. 102-103, n'a pas connu ce personnage comme bailli de Nancy.

(4) H. Lepage, *Les Institutions militaires*, p. 98 et 362, cite Simon des Armoises comme capitaine de l'artillerie en 1473 et en 1496.

---

Pour la Commission de rédaction, le Président : L. QUINTARD.

---

L'imprimeur-gérant : A. CRÉPIN-LEBLOND, 21, rue Saint-Dizier, Nancy.

**BULLETIN MENSUEL**  
DE LA  
**SOCIÉTÉ D'ARCHÉOLOGIE LORRAINE**  
ET DU  
**MUSÉE HISTORIQUE LORRAIN**

---

5<sup>e</sup> ANNÉE. — NUMÉRO 12. — DÉCEMBRE 1905.

---

**Procès-verbal de la Séance du vendredi 10 novembre 1905.**

**PRÉSIDENCE DE M. L. QUINTARD, PRÉSIDENT.**

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

**Communication.**

M. l'abbé Demange a envoyé une lettre de remerciements à l'occasion de son admission.

**Nécrologie.**

Il est donné avis du décès de MM. Lucien Sadoul, premier président de la Cour d'appel ; le baron Charles de Ravinel, ancien député ; Xardel, ancien président de la Chambre de commerce ; et Charles de Bruyères, avocat à Remiremont, membres titulaires.

**Admissions.**

MM. les abbés Alexandre Drouin et L. Cherpin sont admis comme membres titulaires.

### Présentations.

Sont présentés en la même qualité : M. René **Harmand**, professeur au lycée, par MM. Émile Duvernoy, Paul Marichal et Léon Germain ; l'abbé Augustin **Lambert**, élève du Grand Séminaire de Verdun, par MM. les abbés Nicolas et Charles Aimond, et le docteur Coliez ; M. Paul **Weyd**, inspecteur-adjoint des Eaux et Forêts, à Saint-Mihiel, par MM. Léon Germain, Charles Guyot et Léopold Quintard ; M. Jean de **Landrian**, 17, rue Bailly, par MM. Edmond des Robert, Jean Noël et Marcel Maure ; M. Gustave **Dubois**, avocat, 8, rue de Rigny, par MM. le comte de Landrian, P. de Mont et Henri Lefebvre.

### Ouvrages offerts à la Société.

*Notes sur des galets portant des traces d'usage et désignés sous les noms de broyons et de molettes*, par le C<sup>te</sup> J. Beaupré ; Le Mans, Monnoyer, 1903, in-8° de 7 p.

*Éloge historique du chevalier de Solignac, premier secrétaire perpétuel de l'Académie de Stanislas (1684-1773)*, discours de réception, par M. Pierre Boyé ; Nancy, Berger-Levrault, 1903, in-8° de 64 p.

*Réponse du Président de l'Académie de Stanislas, M. Ch. Guyot, aux récipiendaires MM. Imbeaux et P. Boyé* ; Nancy, Berger-Levrault, 1903, in-8° de 18 p.

*Compte rendu annuel de l'Académie de Stanislas (1904-1905)*, par M. l'abbé L. Jérôme ; Nancy, Berger-Levrault, 1905, in-8° de 33 p.

### Renouvellement du Bureau.

L'ordre du jour appelle l'élection des membres du Bureau. Le Président déclare le scrutin ouvert et invite les membres présents à y prendre part.

Le dépouillement donne les résultats suivants :

Votants : 30 ; majorité absolue : 16.

Obtiennent :

1<sup>o</sup> Pour les fonctions de Président : M. Léopold Quintard, 27 voix ; M. Robert Parisot, 2 voix ; bulletin blanc, 1.

2<sup>o</sup> Pour les fonctions de Vice-Président : M. de Mont, 23 voix ; M. Jules Beaupré, 2 voix ; M. René Martz, 2 voix ; M. Boyé, 1 voix ; M. Lefebvre, 1 voix ; bulletin blanc, 1.

3<sup>o</sup> Pour les fonctions de Secrétaire : M. Pierre Boyé, 28 voix ; M. Duvernoy, 1 voix ; bulletin blanc, 1.

4<sup>o</sup> Pour les fonctions de Secrétaire-adjoint : M. Émile Duvernoy, 28 voix ; M. Marcel Maure, 26 voix ; M. Charles Sadoul, 1 voix ; M. Jules Beaupré, 1 voix ; bulletins blancs, 1.

En conséquence la composition du Bureau n'est pas modifiée.

#### Lectures.

M. Jean Noël donne lecture d'un travail écrit en collaboration avec M. J. Beaupré, et intitulé : *Sépultures barbares découvertes à Ludres en 1905*. Ce travail est destiné au *Bulletin*.

Le Comte Jules Beaupré rend compte des fouilles de 1905, puis donne communication de son travail : *La station funéraire néolithique du bois de l'Abbé*, avec présentation d'un plan en relief. La Société vote l'impression de ce travail dans ses *Mémoires* et nomme, pour former la Commission de révision, MM. Marcel Maure, Drouet et Poirot.

M. Charles Guyot commence la lecture de la seconde partie du travail de M. Paul Fournier sur le comté de Chaligny : *Les institutions civiles et religieuses du comté*.

---

## MÉMOIRES

—

### LA FAMILLE DU PRÉVÔT DE CLERMONT

« CLAUDE DE LA VALLÉE » MORT EN 1538.

Dans leur savant ouvrage sur le procès de Claude de La Vallée, prévôt de Clermont-en-Argonne, mort en 1538, MM. Henri Stein et Léon Le Grand (1) ont établi avec une très grande probabilité que Claude était fils de « Jean de La Vallée, dit Nicolas » ; mais ils n'ont pu « déterminer d'une manière précise » comment ce dernier se rattachait aux autres La Vallée ; ils disent d'une façon générale que Claude « appartenait à une famille noble du Clermontois qui porta d'abord le nom de Rarécourt (2) et prit ensuite celui de la Vallée (3), à cause d'une seigneurie qu'elle possédait sur le territoire du village de Rarécourt dans la vallée de l'Aire ».

Les érudits auteurs n'ont pas suffisamment montré que le nom et les armes de La Vallée ont été portés par un groupe nombreux de familles qui, sans doute, descendaient maternellement, souvent les unes par les autres, d'une famille primordiale, dont je n'ai pas à rechercher ici l'origine (4). Je crois que, — sauf un détail très secondaire sur lequel je reviendrai, — tout ce que MM. Stein et Le Grand ont dit de la parenté de Claude est exact ; pourtant, il est possible de trouver davantage, en consultant les notes de la Recherche de Didier Richier. La généalogie qu'elles fournissent paraît très véritable ; elle est confirmée en beau-

(1) HENRI STEIN et LÉON LE GRAND, *La frontière d'Argonne (845-1659). Procès de Claude de La Vallée (1555-1561)*, Paris, 1906, in-8°.

(2) Canton de Clermont-en-Argonne, arr. Verdun, Meuse.

(3) Actuellement (*Dict. topogr.*) LAYALLÉE, ferme, commune de Rarécourt.

(4) V. mon article : *La famille Gauffroy de La Vallée*, dans *Bulletin mensuel Soc. d'archéol. lorr.*, 1904, p. 242 et sv. ; cf. *Annales de l'Est*, 1901, p. 373 ; *Mém. Soc. d'archéol. lorr.*, 1894, p. 78.

coup de ses parties par des documents authentiques : on y voit que Jean de la Vallée était fils de Cuny, fils lui-même de Jean *Henriet* et de Marguerite *de la Vallée*, fille de Collin de la Vallée, dont je ne veux pas ici tâcher de retrouver les ascendants. C'est du chef de cette dame que Cuny *Henriet*, son fils, prit le nom de la Vallée et que ses descendants le conservèrent.

Dans la Recherche, les mentions d'actes sont suivies d'un arbre généalogique (partant du bas), que je vais reproduire suivant le système ordinaire ; je mets en italique les mots de relation dont l'introduction est nécessaire, ne changeant rien au texte. J'ajouterai quelques notes (1).

Collin DELA (2) VALLÉE ; Ybout (3), sa femme, *père et mère de :*

1<sup>o</sup> Jacquemin DELA VALLÉE, demeurant à Auzeuille (4) ;

2<sup>o</sup> Jean DELA VALLÉE ;

3<sup>o</sup> *Marguerite, qui suit.*

I. Marguerite DELA VALLÉE, femme de Jean **Henryet** (5), en leur vivant demeurans à Rarécourt, dont :

(1) Ce texte m'a été fourni par notre regretté confrère et vice-président Raymond des Godins de Souhesmes ; chacun sait qu'il a publié un *Armorial de la Recherche de Didier Richier (1577-1781)*, précédé d'une notice, Nancy, 1894, in-8° ; v. à la table : HENRIET dict. de la VALLÉE. — Quant aux renseignements contenus dans les notes, j'en dois une bonne partie à l'obligeance de notre confrère M. l'abbé Gillant, qui les tenait lui-même de M. le comte Maurice de Pange. On pourrait en augmenter le nombre (mais cela m'entraînerait loin, sans utilité actuelle) en consultant les *Titres de la Maison de Rarécourt*, 1903, p. 51 et suiv. — D'après la série des actes publiés dans cet ouvrage, il semblerait que Jean (père de Cuny) dont on ne voit cités ni le nom *Henriet*, ni l'alliance, était le même qu'un autre Jean de la Vallée, fils de « Colin II de la Vallée ». Il y a là un curieux effet de trompe-l'œil, d'ailleurs très fréquent dans les généalogies.

(2) Les deux particules *de la* sont jointes en un seul mot, variante orthographique individuelle, qui n'a pas demeuré, mais qui se retrouve en flamand dans l'union fréquente de *vander*.

(3) Forme de nom qui m'est inconnue.

(4) Auzéville, canton de Clermont-en-Argonne. Jacquemin fut reconnu noble en 1465 (v. le texte de Richier).

(5) On le trouve appelé : « Jean *Henriet*, dict aussi Petit-Jean *Henriet*. » (Note de M. Gillant).



**II. Cuny Henriet dict dela Vallée ; Jehanne Le Maire,**  
sa femme. *Dont* (1) :

1<sup>o</sup> *Xpofle* (2) *qui suit*.

2<sup>o</sup> Jean HENRIET, dict DELA VALLÉE (3).

**III. Xpofle Henriet dict dela Vallée,** espousa Marguerite Fourault (4), *dont* :

1<sup>o</sup> Martin (5).

2<sup>o</sup> *Xpofle*, *qui suit*,

3<sup>o</sup> *Et* Jacques DELA VALLÉE (6).

**IV. Xpofle II dela Vallée** (7) *père de :*

(1) D'après les notes de M. Gillant, Jean Henriet et Marguerite de la Vallée eurent trois fils : Cuny, Jacquemin et Jacques. Voici ce qui est dit des deux derniers :

Jacquemin « reprend la noblesse de sa mère » ; il est père d'un autre Jacques qui rend un aveu en 1517. Ce dernier a quatre fils : Jean de la Vallée, châtelain de Clermont, co-seigneur de la Vallée 1549 ; puis Christophe, Jacques et François de la Vallée, co-seigneurs de la même terre ; ils figurent dans le texte de Richier.

Selon les mêmes notes, Jacques Henriet, dit de la Vallée, fut père de Claude de la Vallée, lieutenant particulier et capitaine de Clermont : il était mort en 1547. Il eut deux fils, Claude et Christophe, cités en 1549.

Il est toutefois permis de se demander s'il n'y a pas là une confusion, car le fameux prévôt Claude de La Vallée, mort en 1538, laissa aussi deux fils nommés Christophe et Claude : mais le prévôt était, selon toute apparence, fils de Jean et non de Jacques.

(2) *Chrestofle*, ancienne forme de *Christophe*. Les deux premières lettres représentent le *chi* et le *rho* grecs.

(3) C'est le père présumé du prévôt Claude de la Vallée.

(4) Sans doute de la famille anoblie en la personne de Jean Fourot ou Fourault, procureur général du bailliage de Clermont-en-Argonne, le 18 septembre 1538 (Dom Pelletier, *Nobiliaire*, p. 259, qui ne parle pas de Marguerite).

(5) Martin de La Vallée, écuyer, demeurant à Aubréville, est nommé avec ses frères dans les actes de 1547, 1551, 1562, 1574. Il naquit vers 1506 ; il eut un fils nommé Nicolas, né vers 1536, demeurant à Vraincourt. Tous deux figurent dans la Recherche de Richier.

(6) Jacques de La Vallée, écuyer, figure dans les actes de 1547, 1551, 1562, 1574 et à la Recherche.

(7) Christophe II de La Vallée, écuyer, épousa Pérette Richier, de la descendance maternelle et noble des Wandelaincourt. Il figure dans les actes de 1547, 1551, 1562, 1574 ; il ne vivait plus lors de la Recherche, mais il est nommé dans le texte de Richier.

1<sup>o</sup> Jacques DELA VALLÉE, preuost de Clermont (1) ;

2<sup>o</sup> Jean DELA VALLÉE (2) ;

3<sup>o</sup> Xpofle DELA VALLÉE (3).

Voici maintenant le texte des notes de la Recherche :

Prevosté et Recepte de Clermont. — Bailliage dudit lieu  
— f<sup>o</sup> 22 v<sup>o</sup>.

S'est comparu Jacques de la Vallée, escuyer, prevost, gruyer et recepveur de Clermont (4), tant pour luy que pour Iean de la Vallée, demeurant à Going (5), qu'aussy pour Chrestoffle de la Vallée, prebtre, estudiant pour lors au Pontamousson (6), escuyers et enfans de feu Chrestoffle dela Vallée (7) et de Perette Richier, y comparant Nicolas dela Vallée (8), tant pour luy que pour Martin dela Vallée, son père, demeurant à Aubreville (9), etc., ledict Jacques pour Jacques dela Vallée son oncle, demeurant audi lieu (10), lesquelz tous ensembles m'ont produictz les patentes cy après déclairées.

Premier, ung vidimus d'une sentence rendue par Robert de Florainville, bailly de Clermont, du mardy après l'emmy Aoust 1463, par laquelle Jacquemin dela Vallée demeu-

(1) Jacques de La Vallée, écuyer, prévôt gruyer et receveur de Clermont, comparut à la Recherche ; il est la tige des La Vallée-Pimodan.

(2) Il comparut à la Recherche ; il habitait Going.

(3) C'est l'évêque de Toul ; il occupa le siège épiscopal de cette cité de 1587 à 1607, date de sa mort.

(4) V. la généalogie, degré IV.

(5) Goin ? anc. Moselle, canton de Verny, arr. Metz. Il s'agit de Jean, frère du précédent.

(6) Pont-à-Mousson, où se trouvait la célèbre Université des Jésuites en Lorraine. Il s'agit du futur évêque de Toul.

(7) Christophe II.

(8) Ce Nicolas, fils de Martin, ne figure pas sur l'arbre généalogique.

(9) Martin était fils de Christophe I<sup>er</sup> ; v. la généalogie ci-dessus. — Aubreville, canton de Clermont-en-Argonne.

(10) Ce dernier Jacques était fils de Christophe I<sup>er</sup>.

rant à Auzeville (1) est déclaire noble, contre les habitans et communaulté dudict Auzeville.

Item, une sentence rendue par feu M<sup>re</sup> Blaise Preudhomme, lieutenant général au bailliage de Clermont (2), le xv<sup>e</sup> d'aoust 1547, par laquelle Martin, Chrestofle et Jacques dela Vallée (3) sont déclairez bien avoir opposé de leur noblesse contre les habitans d'Aubreville, et le Procureur général dudict Clermont, dedans laquelle sentence la généalogie est desduicte.

La conclusion de lad<sup>te</sup> sentence est cy par coppie, cote folio ii<sup>e</sup>xvj.

*Fol. 23.*

Item, une aultre sentence dudict Preudhomme, du viij<sup>e</sup> de Mars 1551 par laquelle ledict Procureur est debouté des conclusions par luy prises, contre les susdicts Martin, Chrestofle et Jacques, ad ce qu'ilz fussent déclairez roturiers et iceulz relevez.

Item, deux lettres de reprinses, l'une faicte le xii<sup>e</sup> de Juing 1749, par lean de la Vallée chastellain de Clermont, tant en son nom que aux noms de Chrestofle, Jacques et François dela Vallée ses freres (4), de ce qu'ilz tenoient en fiefz au lieu de la Vallée. Signé Xpienne (5).

L'aultre Reprinse faicte le xv<sup>e</sup> de May 1562 par lesdicts Martin, Chrestofle et Jacques, escuyers, demeurans à Aubreville, de ce qu'ilz tiennent en fiefz dela dicte Vallée, ban et fenaige dudict lieu.

Item, ung dénombrement forny par lesdicts Martin, Xpofe et Jacques, le xxiiij<sup>e</sup> de Mars 1575.

(1) Il s'agit du premier personnage qui figure sur le tableau généalogique. — Auzéville, canton de Clermont-en-Argonne.

(2) Cf Dom Petletier, *Nobiliaire*, p. 667.

(3) Ce sont les trois fils de Christophe I<sup>er</sup>.

(4) Ce sont les petits-fils de Jacquemin, fils de Jean Henriet et de Marguerite de la Vallée ; ils ne figurent pas sur l'arbre généalogique.

(5) Serait-ce la signature de la duchesse *Chrestienne* de Danemarck, régente de Lorraine à cette époque ?

La vérification au dos dudit dénombrement faicte le xxij<sup>e</sup> de Juillet 1574 (*sic*) et signé Cousin, Merlin et Drouain. — M'ont aussy produict plusieurs aultres pieces et enquestes, qu'ilz ont promis produire toutes et quanteffois que requis en seront. Tous les quelz tiltres et papiers, lesdicts dela Vallée m'auroient envoyé les coppies le 18<sup>e</sup> de Septembre 1583, cy après escriptes, cottées folio ii<sup>e</sup> iiiij<sup>xx</sup>.

M'ont produict aussy et montré une armoirie en terre qu'a esté prinse et faicte aultreffois sur une cloche que dernièrement a este refondue au lieu d'Aubreville, laquelle avoit faict faire et estre parain d'icelle cloche Crestofle dela Vallée et Margueritte sa femme (1), sont lxx ans ou environ. Il s'en pourra encor tesmoingner audict Aubreville, sy mestier faict (2).

---

Sur le tableau généalogique, en regard de l'avant-dernière génération, sont figurés deux écussons ; l'un aux armoiries des La Vallée : d'argent, à 3 annelets en sautoir et 4 mouchetures d'hermine en croix, le tout de sable (3) ; l'autre, en losange, avec le nom de « Richier » : d'azur à la bande componée de quatre pièces d'or et de gueules, à l'aigle d'argent brochant (4). Cela se rapporte au mariage de Christophe II Henriet de la Vallée avec Perette Richier.

J'ai dit au commencement que, sur un point de détail, la généalogie proposée par MM. Stein et Le Grand ne paraît pas exacte. En effet, selon eux, Jean, le père du prévôt

(1) Il s'agit de Christophe I<sup>er</sup> et de sa femme, Marguerite Fourault.

(2) Ce texte, communiqué, comme je l'ai dit, par R. de Souhesmes, portait l'indication : « Extrait de la Recherche de Didier Richier. Bibliothèque de Metz, fonds Salis ».

(3) Plus fréquemment, ce semble, les annelets sont de gueules. Il est probable que primitivement le champ était d'hermine.

(4) Ce sont les armes des Wandelaincourt, ordinairement blasonnées : d'azur à la bande componée d'or et de gueules de six pièces, à l'aigle au vol abaissé d'argent brochant sur le tout. (V. l'article de R. de Souhesmes, *Journal Soc. d'archéol. lorr.*, 1894, p. 400.)

Claude de la Vallée, aurait été frère de Cuny ; or, d'après la Recherche, il serait son fils. Dans l'építaphe de l'église de Clermont, qui concerne Jacques frère de l'évêque de Toul, le prévôt Claude est dit « son grand oncle » (1) ; en réalité, il aurait été son cousin au 3<sup>e</sup> degré, à une génération au-dessus (2). Suivant le système des auteurs cités, Claude aurait appartenu à la génération précédente ; l'expression « grand-oncle » s'expliquerait mieux ; mais il ne semble pas qu'anciennement on ait employé les termes de parenté d'une manière aussi précise et aussi fixée qu'à présent.

Je ne pousserai pas plus loin la généalogie de cette famille, voulant me contenter, cette fois, d'avoir reproduit le passage — bien connu de quelques spécialistes, mais resté inédit — de Didier Richier ; il convenait de montrer son importance au point de vue de l'ascendance du fameux prévôt de Clermont et aussi du célèbre évêque de Toul qui a nom dans l'histoire : Christophe de la Vallée.

L. GERMAIN.

(1) H. STEIN et L. LE GRAND, *o. c.*, p. 33. — Cf. l'ouvrage suivant que ces auteurs ne citent pas : Abbés FRUSSOTTE et J.-B.-A. GILLANT, *L'église Saint-Didier de Clermont-en-Argonne* (Verdun, 1901, gr. in-8°), p. 49. — Ils ne citent pas non plus l'építaphe du prévôt Claude de la Vallée laquelle, nous dit M. Gillant, a été publiée par Cl. BONNABELLE, *Clermont-en-Argonne*, in-8°, 27 p. (extr. du *Moniteur de l'Instruction publique*, 1878.

(2) Voici le tableau de cette parenté :

|                                                       |                                             |
|-------------------------------------------------------|---------------------------------------------|
| Cuny Henriet dit de la Vallée,<br>ép. Jeanne Lemaire. |                                             |
| Christophe I <sup>er</sup><br>ép. Marguerite Fourault | Jean de la Vallée<br>?                      |
| Christophe II<br>ép. Pérette Richier.                 | Claude de la Vallée,<br>prevôt de Clermont. |
| Jacques.                                              |                                             |

UN PROBLÈME ARCHÉOLOGIQUE. LA PIERRE TOMBALE D'ORNES

(Suite).

La publication de mon premier article sur la pierre tombale d'Ornes m'a valu une intéressante communication complémentaire de notre obligeant confrère M. de Bacourt.

Il a bien voulu m'envoyer la note même de M. Oudet sur la découverte, en 1832, du cercueil en plomb qui aurait appartenu à la famille de « Vaubcourt » (1). La dernière phrase du texte porte exactement : « Ce cercueil a été vendu par 3 hommes dorne (2) à M. Payerne de Verdun la même année. » De plus, il est dit que l'auteur de la plainte adressée au sous-préfet était « le s<sup>r</sup> Meunier, conseiller municipal à Ornes ».

M. de Bacourt ajoute que les notes de M. Oudet datent de 1833 et que l'église ancienne, où se trouvait la tombe, était déjà abandonnée en 1830. Donc la note de Fr. Clouët adressée au sous-préfet, en 1833, porte à tort : « dans l'église de ce village, existe » ; il aurait fallu dire : « dans l'ancienne église existait (3) ».

En somme, il semble que l'ancienne église, délaissée en 1830, fut démolie lentement, et que l'on termina sa destruction par le chœur, en 1832 ; c'est à ce moment, ou peu de temps auparavant, que les pierres tombales ont dû en être enlevées.

Maintenant je reprends la suite de mon enquête.

La généalogie de la Maison des Armoises, où le nom *Simon* revient souvent, est tellement complexe et embrouillée, que je n'ai pu encore déterminer à quelle époque ont pu avoir lieu l'alliance de Marguerite avec un person-

(1) V. mon article, p. 259.

(2) Lire : *d'Ornes*.

(3) Fr. Clouët s'est sans doute servi, en 1833, de notes prises antérieurement à cette année. Mais peut-être encore s'agit-il d'une note de Fr. Clouët fort antérieure à 1833, qu'il n'avait pas rédigée au sujet de la plainte, mais que les intéressés y auront jointe à titre de document.

nage de ce nom et le décès de ce premier mari (1). Afin d'établir de sérieux jalons chronologiques, il importe d'abord, je crois, de rechercher ce que l'on sait du père de Marguerite, et de reproduire le texte de Lainé.

**La famille de Landres à Ornes.** — Voici comment Lainé, dans sa généalogie de la Maison de Briey, parle d'Olrïc, père de Marguerite, et de cette dame elle-même. Olrïc était le second fils d'Herbrand IV, seigneur de Landres, et de Catherine de Watronville ; la famille de Landres, d'après tous les généalogistes, est une branche de la Maison de Briey :

« Olrïc de Landres, écuyer, seigneur de Pierrefitte (2) et d'Orne. Par acte du 19 juin 1468 (3), il acquit, de Bernard de Montières, le quart de la terre de Pierrefitte, ce que confirma le roi René, par lettres d'Angers, le 14 octobre de la même année. (*Hist. de la Maison du Châtelet*, p. 55, et *Preuves*, p. LXXXVI) (4). Le 24 janvier 1487 (v. st.), Olrïc de Landres donna au duc de Bar l'aveu et dénombrement de ce qu'il tenait en fief de ce prince, par indivis avec ses neveux Antoine et Perrin de Landres, sans y comprendre ce que le chapitre de Metz pouvait avoir eu la moitié de Landres, le village de Landres, le village de Mont (5), moitié ès-terres et prés dudit Landres et les étangs par-

(1) On verra plus loin qu'il est antérieur à 1506.

(2) Canton de Commercy, Meuse.

(3) Cette date, donnée par Dom Calmet dans le texte de son *Histoire généalogique de la Maison du Châtelet*, p. 55, n'existe pas dans la pièce qu'il publie aux *Preuves*, p. lxxvj ; là, le contrat de la vente est indiqué du 20 juillet 1467. C'est cette date qu'a citée M. l'abbé Hébert (v. la note suivante).

(4) Parmi les terres citées dans l'acte de vente à la suite de la principale, Pierrefitte, se trouve celle de *Nefves*, c'est-à-dire Naives-devant-Bar ; v. Ch. Hébert, *Un village barrois. Naives-devant-Bar* ; Bar-le-Duc, 1896, p. 71.

(5) Le nom de *Mont* est si répandu, que l'identification paraît difficile. Peut-être Mont-devant-Sassey, canton de Dun, arr. Montmédy.

tagés avec ses neveux, le 6<sup>e</sup> d'un étang près de la maison de Fiquemont (1) ; partageant pour le surplus avec messire Simon des Armoises (2), chevalier, bailli de Saint-Mihiel. (*Trésor des chartes, inventaire des titres de Lorraine*, layette BRIEY). Le dernier acte où paraisse Olric de Landres, est du 13 avril 1497. C'est une procuration qu'il donna avec Yolande de Haraucourt, veuve de Guillaume du Châtelet, et avec Erard du Châtelet, aussi chevalier, tous comme dame et co-seigneurs de Pierrefitte. (*Maison du Châtelet, Preuves*, p. CCLXXXIV). Olric avait épousé 1<sup>o</sup> Ide d'Orne, dame dudit lieu (la première des quatre pairies de l'évêché de Verdun), fille de Jean, seigneur d'Orne, bailli de l'évêché de Verdun ; 2<sup>o</sup> Marguerite de Lessey (3), laquelle était veuve d'Olric de Landres en 1498.

» *Du premier lit :*

» A. Jean de Landres, chevalier, seigneur de Taizey... (4).

» B. Marguerite de Landres, dame d'Orne et de Buzy (5), mariée, 1<sup>o</sup> avec Simon *des Armoises*, seigneur d'Essey et de Fléville, bailli de Nancy et capitaine général de l'artillerie de Lorraine ; 2<sup>o</sup> avec Simon *de Haussonville*, chevalier, baron dudit lieu, seigneur de Turkestein (6), de Tonnoy (7), etc. Ils vivaient le 9 novembre 1520.

» *Du second lit :*

» C. Catherine de Landres, mariée en 1487 avec Erard

(1) Fiquemont, commune de Thumeréville, canton de Conflans, arr. Briey, Meurthe-et-Moselle.

(2) Sans doute le premier mari de Marguerite de Landres.

(3) Lessy ? anc. Moselle, canton de Gorze, arr. Metz.

(4) Thézey-Saint-Martin ? canton de Nomeny, arr. Nancy.

(5) Buzy ? canton d'Étain, arr. Verdun, Meuse.

(6) Turkestein, anc. Meurthe, canton de Lorquin, arr. Sarrebourg.

(7) Canton de Saint-Nicolas, arr. Nancy.



*de Haraucourt* (1), seigneur de Germiny (2), grand bailli (3) de Nancy... (4) ».

%. Dans son intéressant travail sur Naives-devant-Bar, M. l'abbé Hébert mentionne, d'après Dom Calmet et relativement à un quart de ce village, l'acte d'achat de 1468 ; il nomme le mari de Marguerite d'Orne : « Oulry de Landres (1467-1498), écuyer, maître d'hôtel du duc Jean II... (5) ».

Le même auteur cite un dénombrement fourni par Oulry de Landres pour ses biens de Naives en 1487 (6).

Outre Marguerite, dont il ne donne pas le nom, mais dont il a connu le second mari, M. l'abbé Hébert parle de la sœur de cette dame, Catherine ; mais, contrairement au généalogiste, il la considère comme issue du premier lit, et même comme l'aînée de Marguerite. « Nous ne savons pas, dit-il, la date exacte de la mort d'Oulry de Landres : elle arriva au plus tard en 1498. — Oulry laissait deux filles de son premier mariage. L'aînée, Catherine, avait épousé Errard de Haraucourt, bailli de Nancy ; l'autre, Simon d'Haussonville, seigneur d'Ornes, écuyer du duc de Calabre (7). Ils possèdent après lui, à cause de leurs femmes, le Vieux-Château de Naives par moitié et on les trouve men-

(1) De la grande Maison de Haraucourt, canton de Saint-Nicolas, arr. de Nancy.

(2) Canton de Colombey, arr. Toul.

(3) Dans *les Offices* (p. 103), H. Lepage compte au nombre des baillis de Nancy : « Errard ou Eyraud d'Haraucourt, écuyer, 28 avril 1494 ; confirmé dans ses fonctions le 28 février 1509. » L'expression « grand bailli de Nancy » qu'emploient certaines généalogies est, je crois, inconnue.

(4) Latné, *De Briey*, p. 74.

(5) « Dom Calmet. — *Histoire de la Maison du Châtelet*, preuves lxxxvj. — Archives de la Meuse, B. 252 ». (Ch. Hébert, *o. c.*, p. 33.) La qualification de maître d'hôtel *etc.*, ne se trouve pas dans le texte de Dom Calmet.

(6) C'est sans doute le même que celui du 24 janvier 1487 (v. st.) cité, d'après Dom Calmet, par Latné. Dans le nouveau style, cet acte serait de 1488.

(7) Sans doute le duc Jean d'Anjou.

tionnés sous les années 1498-1511-1519-1534 et 1537, dans plusieurs comptes ou dénombremens, soit personnellement, soit par leurs femmes, ou leurs propres héritiers (1). »

Il semblerait de là que, dès 1498, Marguerite aurait été veuve de Simon des Armoises et remariée à Simon d'Haussonville, qui aurait vécu encore en 1537 (2).

J'ai retrouvé note de plusieurs documents sur Olric de Landres ; mais il est inutile de les faire connaître ici, où je ne recherche que des jalons chronologiques. Pourtant, il importe de dire que, d'après la table de Dufourny, la seconde femme d'Olric était Marguerite, non *de Lessey*, mais *de Savigny*, fille de Savigny, seigneur de Ronne (3), et d'Alix de Vernancourt ; de plus, le mariage paraît avoir eu lieu en 1472 (4). Étant issue du premier lit, Marguerite de Landres a dû naître quelques années avant cette époque, ce qui explique qu'elle était déjà veuve et remariée à Simon d'Haussonville en 1498.

Dans un prochain article, je m'occuperai de son premier mari, Simon des Armoises.

L. GERMAIN.

---

LE PAS DE SAINT GIBERT SUR LA ROCHE DE LA GOUTTE-SOUDAIN  
FORÊT DE MARTINVELLE (VOSGES).

Au cours d'une excursion archéologique que je fis cette année avec mon frère, dans la majestueuse forêt de Darney, si riche en souvenirs de tous les âges, nous avons visité une roche énorme, nommé dans le pays « Roche de la

(1) Ch. Hébert, *o. c.*, p. 71.

(2) Toutefois, d'après Hugo, *Histoire de la Maison des Salles*, p. xxiiij, Simon d'Haussonville mourut le 17 mai 1526.

(3) Sans doute Rosnes, canton de Vavincourt, arr. de Bar-le-Duc, Meuse.

(4) Dufourny, table des noms de personnes, art. *Landres* (*Otry de*), et *Savigny* (*Jean, fils de Guillaume de*).

Goutte-Soudain », sans doute parce qu'à son pied, jaillit soudainement une belle source, d'un fort débit.

Ce rocher, de grès bigarré, est divisé en deux masses superposées, dont l'une surplombe largement l'autre, comme un toit colossal.

L'ensemble a 5 mètres de haut, 12 mètres de large ; la cavité située entre les deux massifs a 4<sup>m</sup> 40 de profondeur maxima, et 1<sup>m</sup> 50 de hauteur.

Le bloc supérieur est couronné de grands arbres et recouvert d'une mousse épaisse, que j'ai grattée avec soin, sans découvrir ni signe ni empreinte.

L'assise inférieure forme une vaste table, plane et horizontale, dont le bord libre est légèrement et régulièrement incurvé.

Cette table a 12 mètres de long et 4<sup>m</sup> 40 de large ; le bord libre a 0<sup>m</sup> 80 d'épaisseur.

Une couche de terre et de gazon de 0<sup>m</sup> 20 recouvrait tout le tablier, à l'exception d'une cavité ressemblant de très loin à l'empreinte d'un fer de bourrique (cupule n° 9).

De cette similitude, naquit une antique légende que nous conta un vieux garde forestier : d'après elle, saint Gibert, poursuivi dans les forêts de Darney, s'était élancé avec sa bourrique du haut de cette roche, et le pied de la monture serait resté gravé sur la pierre, en souvenir du miracle qui avait sauvé la vie au saint voyageur.

Nous eûmes vite fait de vider la cavité et de débarrasser, de la terre qui l'encombrait, tout le tablier, et nous découvrîmes de cette façon dix-sept cupules disposées en deux groupes, l'un de dix, l'autre de sept.

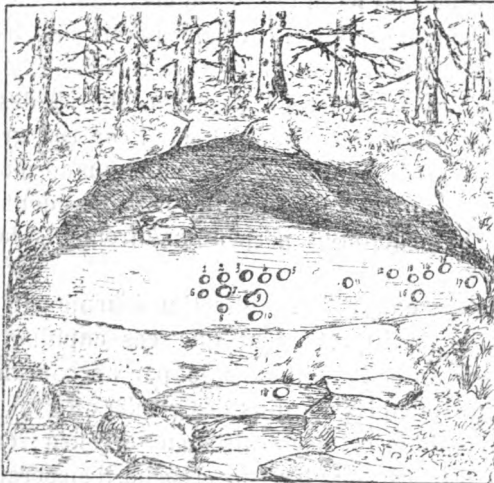
Ces cupules ont comme caractères communs d'être cylindriques ; leur paroi est très lisse et leur embouchure est ronde ou légèrement ovale.

J'ai noté, sur le tableau ci-joint, la hauteur et le diamètre maximum de chacune : la plus profonde a 0<sup>m</sup> 30, et la plus petite, 0<sup>m</sup> 03 de hauteur ; la plus large, dite Pas de saint

Gibert, a 0<sup>m</sup> 17 de grand diamètre, 0<sup>m</sup> 16 de profondeur, 0<sup>m</sup> 10 de largeur maxima et 0<sup>m</sup> 05 de largeur minima.

Au pied du socle, vers le milieu de la base du tablier, se trouve une dix-huitième cupule, ronde comme une assiette, profonde de 0<sup>m</sup> 03 seulement et large de 0<sup>m</sup> 08.

Ces cavités ne sont réunies entre elles par aucune rigole et leur assemblément ne représente aucune figure.



**Roche de la « Goutte-Soudain »**

*Dimensions des cupules* { H. hauteur.  
L. largeur.

|                                  |                                  |                                   |                                   |
|----------------------------------|----------------------------------|-----------------------------------|-----------------------------------|
| 1. $\frac{H. 0^m 03}{L. 0^m 05}$ | 5. $\frac{H. 0^m 10}{L. 0^m 10}$ | 9. $\frac{H. 0^m 17}{L. 0^m 16}$  | 13. $\frac{H. 0^m 06}{L. 0^m 12}$ |
|                                  | H. 0 <sup>m</sup> 06             | H. 0 <sup>m</sup> 10              | H. 0 <sup>m</sup> 05              |
| 2. $\frac{L. 0^m 14}{H. 0^m 18}$ | 6. $\frac{L. 0^m 25}{H. 0^m 12}$ | 10. $\frac{L. 0^m 45}{H. 0^m 18}$ | 14. $\frac{L. 0^m 06}{H. 0^m 06}$ |
|                                  | L. 0 <sup>m</sup> 25             | L. 0 <sup>m</sup> 21              | L. 0 <sup>m</sup> 08              |
| 3. $\frac{L. 0^m 12}{H. 0^m 10}$ | 7. $\frac{L. 0^m 25}{H. 0^m 30}$ | 11. $\frac{L. 0^m 21}{H. 0^m 06}$ | 15. $\frac{L. 0^m 08}{H. 0^m 07}$ |
|                                  | L. 0 <sup>m</sup> 09             | L. 0 <sup>m</sup> 10              | L. 0 <sup>m</sup> 14              |
| 4. $\frac{L. 0^m 17}{L. 0^m 17}$ | 8. $\frac{H. 0^m 08}{L. 0^m 03}$ | 12. $\frac{H. 0^m 03}{L. 0^m 08}$ |                                   |
|                                  |                                  |                                   |                                   |

Sont-elles naturelles ou bien dues à la main de l'homme ?

Ces cupules n'ont pas été creusées par des animaux lithophages, pholades, lithodomes ou oursins, car les

cavités faites par ces animaux sont moins considérables et surtout moins régulières et moins lisses.

Sont aussi moins régulières, les *anfractuosités* et les *dépansions naturelles* des roches de la Vendée maritime, en grès dits « erratiques cénomaniens », cités par M. Marcel Baudoin dans la *Revue de la Société préhistorique de France* (1).

Ces trous ne sont pas dus à des amas de sable non transformés en masse gréseuse, car leurs parois sont très lisses et leur fond a la dureté du reste de la roche.

Nous ne les attribuerons pas non plus à des débris fossiles disparus (tiges d'arbres), etc., car ces grès n'ont jamais possédé de tels fossiles, et puis, quand même cela serait, on ne saurait admettre que ces tiges aient été placées par le hasard, toutes, perpendiculairement à la surface de la roche.

Que penser, enfin, de l'explication fournie par certains archéologues, qui prétendent que ces cupules ont été creusées par un petit caillou roulé par un courant d'eau, comme se forment les moulins des glaciers ?

Cette hypothèse est nécessairement erronée ; car, si on suppose le petit caillou placé sur la roche, il en serait chassé par le filet d'eau, bien avant qu'il n'ait pu creuser un trou.

Si le petit caillou, enchâssée d'abord dans la roche, avait été libéré par le filet d'eau qui a effrité le sable qui l'entourait, et était parvenu, à force de rouler, à creuser un trou de quelques centimètres de profondeur, il arriverait un moment où, la cupule étant remplie d'eau, le caillou resterait immobile au fond du trou, qui ne se creuserait plus.

Mais le grès qui compose la Roche de la Goutte-Soudain ne contient pas de petits cailloux.

Aussi sommes-nous convaincus, jusqu'à preuve du contraire, que ces cavités, — parallèles, verticales, cylindriques, de hauteur variée, mais de largeur à peu près égale,

(1) *Société préhistorique de France*, 1904, p. 288.

dont les parois sont bien lisses, presque polies — ont été creusées de main d'homme sur une tablette rocheuse, qui s'y prêtait parfaitement, grâce à son horizontalité, à la régularité de ses dimensions, à l'abri qu'elle recevait du toit colossal qui la surplombe, et à la présence de la belle source qui jaillit de son pied.

Par quel procédé ces cupules ont-elles été creusées ?

M. Louis Schaudel, qui a décrit les pierres à cupules de la Savoie, dit : « Les cupules très régulières, aux parois lisses, sont incontestablement sculptées de main d'homme, très probablement au moyen d'un galet, ou d'un autre outil en pierre, auquel on aura imprimé un mouvement circulaire (1). »

Nous sommes de l'avis de M. Schaudel ; mais ces cupules étaient hémisphériques, et les nôtres sont cylindriques et profondes pour la plupart ; aussi devons-nous admettre que l'outil de pierre était emmanché, pour forer ainsi la roche.

Mais à quoi servaient les cupules ? Nous ne pouvons prétendre ici fixer l'origine et la destination de ces monuments. Cependant, nous nous rangeons très volontiers à l'opinion de M. Schaudel : « Un point paraît hors de doute, dit-il, c'est la destination religieuse de ces monuments. Les idées superstitieuses qui s'y rattachent, les dénominations rappelant presque toujours des fées, des géants, des sorciers ou des démons » (j'ajouterai aussi des saints) « plaident en faveur de cette destination. La tradition populaire y voit des autels païens ou des pierres à sacrifices, les cavités pouvant recevoir les offrandes des adeptes ou le sang des victimes. »

M. Schaudel cite, pour son originalité, l'idée de M. Truchet : « Les cupules, garnies d'une matière grasse ou résineuse auraient fait l'office de lampions, et auraient joué le

(1) Louis SCHADEL, *Les pierres à sculptures préhistoriques de la Savoie* (*Bulletin de la Société préhistorique de France*, 1905, p. 247).

rôle de cierge » ; puis il émet son appréciation personnelle, « voyant, dans ces petites cavités, si irrégulièrement réparties sur les faces de nos blocs, le travail individuel des membres d'une communauté locale, en vue de se ménager une place distincte sur la pierre sacrée. »

M. Desforges (1) prétent que « ces cuvettes n'étaient autre chose que des bénitiers dans lesquels nos ancêtres plaçaient leur eau lustrale, qui faisait force miracles en son temps ».

Cette idée est d'autant plus acceptable dans le cas qui nous occupe, que la source de la Goutte-Soudain jaillit au pied de la roche, fournissant l'eau miraculeuse.

De nombreux archéologues de la Vendée, de la Savoie, de la Bretagne, du Morvan, des Landes, des Pyrénées, ont décrit des roches à cupules.

Dans les Vosges, on ne connaissait en ce genre, jusqu'à ce jour, que les « pieds du Diable » du Haut-Donon et deux empreintes de pieds derrière lesquels est une cupule nettement sculptée sur la « Pierre à Mulot » ; aussi croyons-nous que la découverte de la « Roche de la Goutte-Soudain », dans la grande forêt de Darney-Martinville, est intéressante et mérite d'être signalée.

Dr J. VOINOT.

---

## CHRONIQUE

---

OEuvres de Pierre Gringore. — Nous lisons dans la *Revue historique* (sept.-oct. 1903 : Chronique et bibliographie, p. 202-203) :

« Dans le t. II du *Recueil général des Sotties* publié par M. Emile Picor pour la Société des Anciens textes français (Firmin-Didot, 1904), il faut signaler deux pièces de circonstance dues au poète de cour Pierre Gringore : une *Sottie contre le pape Jules II*, qui fut représentée à Paris le

(1) DESFORGES, *Sur les pierres à cupules* (*Bulletin de la Soc. préhist. de France*, 1904, p. 269).

mardi gras, 25 février 1512 et la *Sotye nouvelle des Croniqueurs*, qui fut représentée en mai 1515. Cette dernière est une satire contre les ministres, surtout les ministres sortis des rangs de l'Eglise, auxquels on attribuait les maux de la France. Jamais de tels morceaux remplis d'observations malignes et offensantes, n'auraient vu le jour sans la complicité du pouvoir royal. M. Picot donne, p. 110-115, la bibliographie des poésies morales et satiriques de Gringore, et, p. 106, il énumère quelques-uns des factums qui ont été composés pour la défense de la politique française au temps de la ligue de Cambrai. » L. G.

---

*La Revue des Autographes* de la maison Charavay (sept.-oct. 1905) mentionne, sous le n° 154, le document suivant, se rapportant à René II, duc de Lorraine :

« Pièce signée ; Bar-le-Duc, 3 sept. 1499, gr. in-fol.

« Belle et intéressante pièce. Apostille au bas d'une requête de la comtesse Anne de Linange, qui réclamait le droit de surveiller la fête de Saint-Julien (1), près Aspremont (Meuse) (2), par les officiers et sergents de Thiégreville-sous-Aspremont (3), avec perception de différents droits. » L. G.

(1) Canton et arrondissement de Commercy (Meuse).

(2) Apremont, canton de Saint-Mihiel, arrondissement de Commercy.

(3) Sans doute « Tigéville ou Thiéjeville, ancien village qui a contribué à former celui d'Apremont » (*Dict. topogr. Meuse*). — Au lieu de *Thiégreville*, ne faudrait-il pas lire *Thiegieville* ?

---

#### Errata.

P. 87, ligne 5. *Au lieu de Cayon, lire : Callot.*

P. 93, note 1. *Au lieu de Florannes, lire : Florennes.*

P. 247, note 2. *Ajouter : ou plutôt, il faut lire en corps, autrement dit : le corps de la communauté.*

P. 248, ligne 16. *Au lieu de 1725, lire : 1723.*

V. un autre erratum p. 240.



## TABLE DES MATIÈRES

|                                                     | <b>Séances.</b> | <b>Pages</b> |
|-----------------------------------------------------|-----------------|--------------|
| Séance du 9 décembre 1904 . . . . .                 |                 | 3            |
| — 13 janvier 1905 . . . . .                         |                 | 25           |
| — 10 février . . . . .                              |                 | 49           |
| — 10 mars. . . . .                                  |                 | 73           |
| — 14 avril. . . . .                                 |                 | 97           |
| — 12 mai . . . . .                                  |                 | 122          |
| — 9 juin . . . . .                                  |                 | 145          |
| — 21 juillet . . . . .                              |                 | 217          |
| — 13 octobre. . . . .                               |                 | 241          |
| — 10 novembre . . . . .                             |                 | 265          |
| — 8 décembre (voir le n° de janvier 1906) . . . . . |                 |              |

### Mémoires.

|                                                                                                                                                                                                   |                  |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------|
| Un peintre lorrain à la Cour de Wurtemberg, au XVIII <sup>e</sup> siècle.<br>Nicolas Guibal, 1725-1784, par M. Paul ZEILLER. . . . .                                                              | 4                |
| Les certificats de satisfaction délivrés de 1725 à 1782 aux<br>Dubois, père et fils, de Damblain (Vosges), fondeurs de cloches<br>ambulants, par M. Jos. BERTHELÉ . . . . .                       | 13               |
| Nouvelles recherches pour l'identification d' « Indesina »<br>avec Grand (Vosges), et, incidemment, de « Noviomagus » avec<br>Pompierre, par M. Aug. POIROT ( <i>avec une planche</i> ) . . . . . | 27               |
| Testament de Jacques Rouyer, curé de Nepvant (9 février<br>1596), par M. L. NICOLAS . . . . .                                                                                                     | 35               |
| Une œuvre inédite de Ligier Richier. Le calvaire de Génicourt,<br>par M. Paul DENIS ( <i>avec trois planches</i> ) . . . . .                                                                      | 51, 79           |
| Un épisode inconnu de la vie de François de Neufchâteau,<br>par M. Th. PERNOT. . . . .                                                                                                            | 61               |
| Colard de Marley, seigneur du Sauley, par M. ROBINET DE<br>CLÉRY. . . . .                                                                                                                         | 65               |
| Commentaire sur une description des anciens vitraux de<br>Gondreville, par M. L. GERMAIN . . . . .                                                                                                | 68, 86, 117, 133 |
| Le premier acte d'hommage du comte de Vaudémont au<br>comte de Champagne est-il de 1200 ou de 1219 ? par M. E. DUVER-<br>NOY. . . . .                                                             | 77               |
| Documents sur la démolition des fortifications de Nancy<br>(1661), par M. Chr. PFISTER . . . . .                                                                                                  | 100              |
| Note sur le sceau de Charles IV et de Nicole (1624-1625), par<br>M. Paul CHEVREUX ( <i>avec une planche</i> ) . . . . .                                                                           | 122              |

|                                                                                                                                                  |          |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|
| Inscriptions funéraires de l'abbaye de Juvigny, par M. J. NICOLAS . . . . .                                                                      | 127      |
| Sur les armoiries de Sarralbe, par M. L. GERMAIN ( <i>avec deux figures</i> ) . . . . .                                                          | 136      |
| Les armes de Baccarat, par M. Edm. DES ROBERT ( <i>avec deux figures</i> ) . . . . .                                                             | 140      |
| Les foyers présumés barbares de Blénod-lès-Pont-à-Mousson, par M. L. ROBERT ( <i>avec une figure</i> ) . . . . .                                 | 146      |
| Excursion à Cons-la-Grandville, Mont-Saint-Martin, Longwy, par M. H. LEFEBVRE ( <i>avec une planche</i> ). . . . .                               | 157, 185 |
| La tombe de Gillette de Dugny, à Saulmory, par M. Louis BOSSU ( <i>avec une figure</i> ) . . . . .                                               | 169      |
| Notes bibliographiques sur quelques anciens fondeurs de cloches du Bassigny, par M. Jos. BERTHELÉ. . . . .                                       | 179      |
| Une sculpture représentant le Père éternel au Musée historique lorrain, par M. L. GERMAIN ( <i>avec une figure</i> ) . . . . .                   | 191      |
| Adjudication d'une place de sergent de village, par M. E. DUVERNOY . . . . .                                                                     | 209      |
| Une pièce ancienne de poésie française sur la bataille de Nancy, par M. L. GERMAIN . . . . .                                                     | 210      |
| La place d'Alliance à Nancy, par M. Chr. PFISTER ( <i>avec deux planches</i> ) . . . . .                                                         | 218      |
| Observations sur le monument de Colin Massey au Musée de Bar-le-Duc, par L. GERMAIN. . . . .                                                     | 237      |
| Le procès de la cloche de Boucq, en 1723-1725, M. L. GERMAIN. . . . .                                                                            | 243      |
| Sépultures barbares découvertes à Ludres en 1905, par MM. J. BEAUPRÉ et J. NOEL . . . . .                                                        | 251      |
| Un problème archéologique. La pierre tombale d'Ornes (xvi <sup>e</sup> siècle), par M. L. GERMAIN ( <i>avec une figure</i> ) . . . . .           | 254, 275 |
| La famille du prévôt de Clermont « Claude de La Vallée » mort en 1538, par M. L. GERMAIN . . . . .                                               | 268      |
| Le pas de saint Gibert sur la roche de la Goutte-Soudain, forêt de Martinvelle (Vosges), par M. le Dr VOINOT ( <i>avec une figure</i> ). . . . . | 279      |

### Chronique.

|                                                                                                                                      |     |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| Rapport fait au nom de la Commission des comptes pour l'année 1904, par M. Ch. GUYOT. . . . .                                        | 75  |
| Distinction honorifique (nomination de M. Lucien Wiener au grade de chevalier de la Légion d'honneur), par M. L. QUIN-TARD . . . . . | 161 |
| Conservation des Monuments historiques. Loi de 1887 et projet de 1905, par M. Ch. GUYOT. . . . .                                     | 162 |

|                                                                                                                      |     |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| Comment garder les souvenirs du passé, par M. E. DUVERNOY . . . . .                                                  | 214 |
| Une appréciation sur le Musée lorrain . . . . .                                                                      | 215 |
| Le prochain Congrès des Sociétés savantes . . . . .                                                                  | 216 |
| Transfert du Musée et de la Bibliothèque de Pont-à-Mousson,<br>par M. E. DUVERNOY . . . . .                          | 240 |
| Œuvres de Pierre Gringore . . . . .                                                                                  | 284 |
| Requête d'Anne de Linange, comtesse d'Apremont, relative<br>au droit de surveiller la fête de Saint-Julien . . . . . | 285 |

#### Nécrologie.

|                                                                             |     |
|-----------------------------------------------------------------------------|-----|
| Le commandant Émile Languillon (1820-1905), par M. L.<br>QUINTARD . . . . . | 23  |
| Le comte Arthur de Bizemont (1842-1905), par M. Ed.<br>CHATTON . . . . .    | 43  |
| M. Nicolas Sidot, par M. J. FAVIER . . . . .                                | 167 |

#### Bibliographie.

|                                                                                                   |     |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| Le tournois de Chauvency en 1285, par MM. E. Duvernoy et<br>R. Harmand (M. Eug. MARTIN) . . . . . | 143 |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|

#### Musée lorrain.

|                                                  |                   |
|--------------------------------------------------|-------------------|
| Dons . . . . .                                   | 47, 120, 144, 216 |
| Règlement relatif à la visite du Musée . . . . . | 95                |
| Acquisitions . . . . .                           | 120, 168          |

#### Planches et figures.

|                                                                      |     |
|----------------------------------------------------------------------|-----|
| ✓ Cartes géographiques relatives à la question d'Indesina . . . . .  | 27  |
| ✓ Calvaire de Génicourt. Le Christ . . . . .                         | 56  |
| ✓ — — La Vierge . . . . .                                            | 58  |
| ✓ — — Saint Jean . . . . .                                           | 80  |
| ✓ Sceau de Charles IV et Nicole . . . . .                            | 122 |
| ✓ Armoiries de Sarralbe et de Lorraine plein . . . . .               | 138 |
| ✓ Deux sceaux de Baccarat . . . . .                                  | 142 |
| ✓ Vase barbare de Blénod-lès-Pont-à-Mousson . . . . .                | 152 |
| ✓ Château de Cons-la-Grandville . . . . .                            | 153 |
| ✓ Pierre tombale de Gillette de Dugny, à Saulmory (1312) . . . . .   | 171 |
| ✓ Sculpture représentant le Père éternel, au Musée lorrain . . . . . | 191 |
| ✓ Fontaine de Cyflé autrefois sur la place de la Carrière . . . . .  | 222 |
| ✓ Plan de l'ancienne Place royale (place d'Alliance) . . . . .       | 224 |
| ✓ La pierre tombale d'Ornes (xvi <sup>e</sup> siècle) . . . . .      | 255 |
| ✓ La roche de la Goutte-Soudain . . . . .                            | 281 |

*Pour la Commission de rédaction, le Président : L. QUINTARD.*

L'imprimeur-gérant : A. CRÉPIN-LEBLOND, 21, rue Saint-Dizier, Nancy.

214  
215  
216  
219  
224  
225  
226  
227  
228  
229  
230  
231  
232  
233  
234  
235  
236  
237  
238  
239  
240  
241  
242  
243  
244  
245  
246  
247  
248  
249  
250  
251  
252  
253  
254  
255  
256  
257  
258  
259  
260  
261  
262  
263  
264  
265  
266  
267  
268  
269  
270  
271  
272  
273  
274  
275  
276  
277  
278  
279  
280  
281  
282  
283  
284  
285  
286  
287  
288  
289  
290  
291  
292  
293  
294  
295  
296  
297  
298  
299  
300

